

**LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE
SUR LA CONDITION
ET LE TRAVAIL DES OUVRIERS**

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

FRANCISCO PALLÁS VILALTELLA

O. F. M.

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES

96, Galeries Beaujolais

PARIS --

—
1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La doctrine sociale de l'Eglise
sur la condition et le travail des ouvriers

La doctrine sociale de l'Église

sur la condition et le travail des ouvriers

**LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE
SUR LA CONDITION
ET LE TRAVAIL DES OUVRIERS**

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

FRANCISCO PALLÁS VILALTELLA

O. F. M.

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES

96, Galeries Beaujolais

PARIS --

—
1939

La Faculté n'entend donner aucune
approbation ni improbation aux opi-
nions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs



A MES PARENTS

Hommage de filiale reconnaissance.

INTRODUCTION

Une étude sur la situation sociale créée par l'esprit moderne permettra un exposé clair sur le sujet de la thèse à développer.

Dans les moments d'angoisse et d'incertitude que nous vivons, on dirait que le progrès et la marche ascendante de l'homme à travers les merveilles de la civilisation moderne se signale fatalement par des troubles et des luttes sociales qui menacent d'engloutir l'homme avec sa magnifique conception de la vie et le faire disparaître sous ses ruines. Les recherches de laboratoire, pacifiques et patientes, ont abouti à des résultats pratiques et économiques, grâce à l'esprit contemporain. Les découvertes dues à la physique et à la chimie ont bouleversé tous les procédés de la technique, offrant des possibilités insoupçonnées jusqu'à nos jours. On dirait que les travaux scientifiques et purement spirituels des savants ont dépassé leur propre sphère, créant, par le constant progrès des industries et du commerce, un nouvel ordre économique et social dans la cité. Si Buckle a pu écrire : *Toute période un peu considérable enferme une pensée agissante déterminée, laquelle imprime à tous les événements leur direction et leur donne la physionomie particulière*, la période que nous vivons se caractérise par une tendance sociale très accusée et qui de jour en jour s'aggrave, menaçant de mort l'ordre actuel et la civilisation même.

Chaque époque, chaque période de l'histoire ont eu leurs problèmes, et celui qui caractérise notre époque, c'est le problème social, qui demande une solution pressante, tant de la part des dirigeants politiques que des représentants des forces économiques de la cité. D'une part, la masse ouvrière, d'une agressivité extrême, menaçant de renverser les barrières qui l'arrêtaient dans sa marche ; d'autre part, les instruments de la production se perfectionnant toujours d'une façon merveil-

leuse par de nouveaux progrès du machinisme, et permettant une concentration illimitée de la richesse dans les mains d'un petit nombre d'industriels fortunés, le monde se partage en deux catégories : les riches et les pauvres, les patrons et les ouvriers, entre lesquels sévit la lutte de classe.

Aujourd'hui nous assistons à un drame douloureux, dont les conséquences pourraient bien être tragiques pour la société. Tous les événements, soit politiques, soit sociaux, des peuples sont subordonnés à une idée qui leur donne l'impulsion ; tous au fond n'ont qu'un objectif : une meilleure distribution de la richesse pour équilibrer les éléments de la production, le capital et le travail, le patron et l'ouvrier.

Ce qui se passe dans le domaine international, où les Etats riches veulent demeurer dans une position de privilégiés en dépit des réclamations justes des Etats pauvres, lesquels ont besoin pour leur vie d'une plus équitable participation au bien-être général, est une image de la condition où se trouvent les classes aisées et les classes pauvres dans chaque pays. Et cependant il s'agit d'une situation qui peut produire la ruine, non seulement pour le capital, mais pour le développement de la vie économique et sociale des nations.

Le fait qu'aujourd'hui tous les Etats consacrent le meilleur de leur législation à la solution des questions sociales, et que toutes les tendances vont à la recherche de ce qui peut apporter la paix et la prospérité dans le domaine économique et social, est la preuve la plus éloquente de cette préoccupation des peuples à l'heure actuelle.

Mais la lutte de ces deux éléments en présence, l'abîme toujours grandissant entre ces deux facteurs de la vie nationale, ne disparaîtront pas tant que continuera la grande injustice sociale qui sépare les intérêts des classes ouvrières de ceux des classes privilégiées de la société. Pour arriver à la réconciliation et rétablir l'harmonie, il faudrait se ranger à l'idée clairvoyante du philosophe Aristote : Le meilleur état d'une société est celui où l'aisance médiocre est la règle (1).

Cela ne veut pas dire que l'on doit songer à une parfaite égalité. La société n'est pas une création artificielle ; elle réalise la tendance naturelle de l'homme à se joindre à ses semblables

(1) ARIST. Pol. 49 (11), 3.

pour se procurer les avantages de la civilisation et du progrès. Il est vrai qu'entre les divers membres du corps social ou politique doit circuler la sève de vie, représentée par le bien-être moral et matériel. Un corps sans la circulation de ce principe vital ne peut pas vivre, et une société où resteraient stationnaires la valeur spirituelle et la valeur matérielle, est atteinte de malaise. L'excès des biens matériels dans quelques membres, et la misère dans les autres, produisent une déformation qui doit aboutir à la décomposition du corps social. Le corps social est un composé harmonieux de parties inégales, mais qui remplissent chacune leur rôle spécial. Et s'il serait monstrueux que tous les membres eussent une même fonction ou forme, il ne le serait pas moins que les faibles soient abandonnés à leur sort. Chaque membre a sa fonction et a droit à une participation équitable aux biens de la cité ; toute autre prétention serait une subversion de l'ordre.

Dans certains milieux, l'on prétend que l'attitude des opprimés qui se dressent pour la défense de leurs intérêts, est une attitude démagogique ; il vaudrait mieux reconnaître que cette défense quelquefois héroïque, mérite le plus grand respect. Les parias réclamant le respect de leurs droits, représentent l'humanité qui se dresse pour la cause de la dignité humaine. Les pauvres esclaves se révoltant contre les patriciens qui les enchaînaient et les déshonoraient, sont les précurseurs du grand mouvement libérateur contemporain.

Mais, malheureusement, le mouvement ouvrier actuel, en ce qu'il a de juste et de social, a été détourné de sa sphère propre, et a perdu beaucoup de son charme. Tout mouvement, quel qu'il soit, pour conserver sa beauté et sa force, doit se développer dans la juste mesure qui lui donne sa raison d'être. Si au moment même où l'ouvrier se dresse pour la défense de ses droits légitimes, il manque au respect dû aux droits de ses concitoyens, il montre que ce n'est pas le sentiment de justice qui le dirige dans son activité, mais un sentiment bas et subversif. Jamais l'injustice ne pourra être le fondement du droit.

Quand on étudie la question sociale, on y découvre si étroitement mêlés les intérêts opposés des patrons et des ouvriers, qu'il faut chercher la formule qui puisse les mettre d'accord. Une solution d'ensemble qui harmonise les droits et la position de chacun est nécessaire pour donner aux questions ouvrières cette

note de sympathie que mérite toute légitime défense du droit. Les classes humbles doivent donner cette tonalité à leur attitude et à leurs activités sociales.

Il est regrettable de constater que la solution de ces problèmes n'ait pas été toujours envisagée de cette façon. Chaque jour, au lieu de l'harmonie, la lutte recommence et apparaît un nouveau trait de haine qui révèle un état d'incompréhension sociale. Comment a-t-on pu arriver à une situation pareille ?

La production offre un double aspect : le processus qui aboutit à la création d'une richesse, et la distribution de cette même richesse. Tout ce que l'on crée par les manufactures, les industries, ou le commerce, est en étroite relation, laquelle rend de plus en plus efficace le travail exigé. De ce côté, il n'y a qu'une naturelle subordination et collaboration des deux agents de la production, agissant ensemble sur la matière première ou manufacturée. Mais, lorsqu'on arrive à la participation des revenus, cette collaboration cesse. De ce point de vue, si l'on cède entièrement aux exigences du travail, le capital en souffrira. La solution ne peut consister dans le sacrifice d'une des parties en litige.

S'il s'agissait simplement d'une participation plus ou moins grande du capital ou du travail aux bénéfices produits par leur commun effort, on pourrait laisser cette question à résoudre par les deux parties selon leur point de vue particulier, abstraction faite de son aspect moral. Mais socialement, il faut une solution qui harmonise les intérêts en litige avec les intérêts de la cité ; car une solution injuste ou anti-sociale risquerait de compromettre les sources de la vie économique. Il est à considérer qu'une rétribution excessive accordée au travail pourrait conduire les industries à la ruine. Au contraire, une participation exagérée du capital mettrait l'ouvrier dans la misère, avec toutes ses terribles conséquences : la haine, le désespoir, la vengeance (2).

A cet égard, l'Eglise a pris parti ; elle offre sa doctrine sociale sur la condition et le travail des ouvriers, ce qui leur donne une garantie dans leurs légitimes revendications. Elle qui, dès son origine, s'était occupée du sort des humbles et des malheureux, a voulu continuer sa tradition.

(2) PERIN : *De la richesse* ; vol. 2, p. 168 ss.

Il y eut de longues discussions au cours de l'évolution de cette doctrine, mais elles finirent par se résoudre lorsque le Chef Suprême eût parlé.

Nous allons nous occuper de cette période, que l'on pourrait appeler préparatoire, dans la première partie de ce travail, et, ensuite, dans la deuxième et troisième partie, de la doctrine définitive sur le sujet de cette thèse (3).

(3) Nous nous faisons un devoir de gratitude de remercier M. le professeur de la Faculté des Lettres, Maurice HALBWACHS, rapporteur de cette thèse, dont le concours nous a été extrêmement précieux. (L'auteur).

PREMIÈRE PARTIE

LE POINT DE VUE DES
CATHOLIQUES SOCIAUX DEPUIS LE DÉBUT
DU XIX^e SIÈCLE JUSQU'A LÉON XIII

CHAPITRE UNIQUE

Les sociologues chrétiens : I. Villeneuve de Bargemont, Lamartine, le D^r Buchez, Lamennais, Montalembert, Veuillot, Frédéric Le Play. — II. Les Patronages et les Cercles, La Tour du Pin et le comte de Mun. — III. Mgr. le Baron de Ketteler, le Cardinal Manning, le Cardinal Gibbons et les Knights of Labour, J. de Jaer et le Baron de Vogelsang. — IV. L'Union de Fribourg. — V. La voix de l'Eglise.

Dans cette situation caractérisée par les luttes fréquentes entre les deux classes sociales que nous venons d'exposer, l'Eglise voulut aussi déclarer son point de vue social, lorsque la condition des ouvriers fut devenue critique par suite des systèmes suivis dans la production toujours croissante. D'abord, ce furent les catholiques qui se dressèrent contre les abus et les injustices dont les travailleurs étaient l'objet, et qui prirent la défense de leurs droits. Puis, ce furent les représentants hiérarchiques de l'Eglise qui intervinrent en faveur des déshérités de la fortune, victimes d'une exploitation sans merci. Plus tard, c'est le Pape qui parlera pour définir sa pensée sociale sur la condition de l'ouvrier et de son travail. L'Eglise, bien qu'elle proclame l'invariabilité de ses dogme et doctrine, cherche dans les principes mêmes de cette doctrine une solution aux problèmes qui se posent aujourd'hui avec une forte acuité.

Il serait facile et pourtant banal, comme dit Léon Grégoire (1), de remonter à l'Evangile, aux Pères du IV^{me} siècle ou aux Franciscains, pour trouver les lointaines origines du mouvement social catholique. Les enquêtes rétrospectives auraient leur raison d'être, si l'on observait l'histoire sociale du Catholicisme

(1) L. GRÉGOIRE : *Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale*, p. 3 : Perrin, Editeur, Paris, 1895.

dans son ensemble. Le mouvement social catholique est un épisode de cette histoire, nettement délimité. Il est contemporain d'un grand fait qui remplit la seconde moitié de notre siècle, l'avènement de la question sociale. Les hommes d'Etat, lorsque apparut cette redoutable question, commencèrent par la nier. A cet égard, Thiers, Gambetta, Cavour, ne furent pas clairvoyants. Thiers disait dans son Rapport sur l'Assistance Publique, en 1850 : La société actuelle reposant sur les bases les plus justes, ne saurait être améliorée (2).

On comprend cette optimisme depuis le triomphe des idées révolutionnaires, mais Thiers ne serait certainement pas du même avis aujourd'hui.

Quelques hommes, considérant le régime d'injustice qui s'imposait, et voulant venir au secours des opprimés, rendirent un grand service à la solution du problème. Les catholiques se proposèrent de réhabiliter dans les lois et de restaurer dans les mœurs les principes du Christianisme ; dès lors le mouvement social catholique avait acquis l'existence (3).

Ils ne se contentèrent pas de faire entendre le cri de la charité chrétienne, mais encore celui des droits de la justice. Ils conçurent les plans d'une législation inspirée de l'esprit de l'Evangile, au lieu des soulagements arbitraires et provisoires proposés par la philanthropie. A vrai dire, les multiples créations mêmes de la bienfaisance chrétienne sont étrangères au mouvement social catholique ; elles le précèdent, comme nous dit Léon Grégoire, elles l'accompagnent, mais ne le constituent pas. Aux problèmes modernes que vient de poser le progrès de nos jours, il faut apporter une doctrine sociale capable de les améliorer et de les résoudre. Si, comme dit Mgr Bruno de Solages, le machinisme travaille à changer la surface de la terre et la vie de ses habitants, l'Eglise se préoccupe d'adapter ses principes aux nouvelles exigences humaines.

Après les principes posés par la révolution, le libéralisme put envahir le terrain doctrinal et ensuite le terrain économique. Dans son double développement, il devait se trouver en face de la doctrine de l'Eglise qui condamna ses erreurs par le *Syllabus*, en 1864, et qui, en 1891, par Léon XIII, formulera ses principes dans le domaine économique. Ce fut pour Pie IX

(2) *Nuova Ontologia*, XXIV, p. 226.

(3) LÉON GRÉGOIRE : *L. c.*, p. 3.

une rude tâche de détruire les germes qui poussaient dans le champ social, et pour le Pape Léon XIII de bâtir l'édifice social où se trouve la garantie pour les classes ouvrières isolées et abandonnées à leur sort.

I

LES SOCIOLOGUES CHRÉTIENS

Villeneuve de Bargemont est le premier qui, sous le titre : *Economie Politique Chrétienne*, publia en 1834 un ouvrage pour la défense des idées sociales chrétiennes. L'étude des théories d'Adam Smith et Jean-Baptiste Say lui permit de pénétrer à fond les principes de l'économie libérale. D'autre part, il avait remarqué les idées avancées de Sismondi, dont les écrits avaient exercé une grande influence sur lui. Choqué par les excès du libéralisme et ceux du socialisme qu'il découvrait dans ces écrits, Villeneuve crut qu'entre ces deux extrêmes, il y avait place pour une économie chrétienne.

Son esprit chrétien se dressait contre l'école de Manchester qui avait fait des victimes du machinisme. Appelé par Louis XVIII à l'administration de l'un des départements du Midi, et ayant passé par diverses préfectures du royaume, il profita de l'occasion pour étudier la misère des classes déshéritées. En présence de la situation précaire des ouvriers en Angleterre et en France, il disait : « Le système anglais repose sur la concentration des capitaux, du commerce, des terres, de l'industrie ; sur la production indéfinie, sur la concurrence universelle ; sur le remplacement du travail humain par les machines, sur la réduction des salaires ; sur l'excitation perpétuelle des besoins physiques ; sur la dégradation morale de l'homme. Faisons, au contraire, le système français sur une juste et sage distribution des produits de l'industrie, sur l'équitable rémunération du travail, sur le développement de l'agriculture, sur une industrie appliquée aux produits du sol, sur la régénération religieuse de l'homme, et enfin, sur le grand principe de la charité » (4).

(4) VILLENEUVE DE BARGEMONT : *Economie Politique Chrétienne*, t. 1, p. 24. Paullin, Libraire-Éditeur, Paris, 1834.

Quand il parle des salariés, ses idées sont celles qui, 50 ans plus tard, seront celles des sociologues chrétiens. Il proclame l'intervention de l'Etat pour assurer le travail et la justice du salaire, et se refuse à considérer le travailleur comme une machine destinée à fonctionner jusqu'au maximum de production avec le minimum de dépense.

D'après lui, le salaire, pour être juste, doit fournir à l'ouvrier, selon les habitudes et les exigences du pays qu'il habite :

1° De quoi exister convenablement, c'est-à-dire, avoir une nourriture saine, des vêtements solides et propres, un logement aéré et qui le mette à l'abri des rigueurs de la saison.

2° De quoi entretenir et faire subsister sa famille qu'on suppose se composer d'une femme et de deux enfants âgés de moins de quatorze ans.

3° De quoi soutenir ses parents vieux et infirmes.

4° De quoi faire quelques épargnes pour les jours de repos et de maladie, et enfin pour la vieillesse (5).

Lorsque le salaire ne réalise pas ces conditions, il demande nettement l'intervention de l'Etat. « Nous exprimons la conviction profonde, disait-il, que la société a le droit, et même l'obligation, de garantir l'existence des ouvriers que l'organisation actuelle de l'industrie laisse à la disposition presque despotique des entrepreneurs » (6).

Il réclame également cette intervention pour astreindre les directeurs des manufactures qui réunissent plus de cinquante ouvriers, aux obligations suivantes :

1. — Rendre leurs ateliers parfaitement salubres et se soumettre, à cet égard, à l'inspection et à la visite des agents de l'autorité.

2. — Etablir dans leurs manufactures des écoles pour les ouvriers adultes.

3. — Ne recevoir, dans les ateliers, aucun ouvrier au-dessous de quatorze ans et qui n'ait été préalablement reconnu capable (par un homme d'art) de se livrer sans danger pour sa santé et le développement de sa constitution, aux travaux de la fabrique.

(5) VILLENEUVE DE BARGEMONT : *L. c.*, pp. 287-8.

(6) *L. c.*, p. 287.

4. — Ne recevoir, dans leurs manufactures, aucun ouvrier qui ne sût lire, écrire et calculer.

5. — Séparer constamment les sexes, et donner de suffisantes garanties du respect dû à la religion et aux bonnes mœurs.

6. — Former, pour les ouvriers, des caisses d'épargne et de prévoyance où serait déposé, avec bénéfice progressif, la portion de salaire excédant les besoins de l'ouvrier ou de sa famille (7).

Ces idées se trouvaient nettement en opposition avec les préjugés de l'époque ; aussi, même des économistes chrétiens les combattirent. C'est ainsi qu'au Mémoire présenté par Villeneuve de Bargemont au gouvernement, en 1828, le comte de Tournon, dans son rapport au nom du Conseil Supérieur d'Agriculture, objectait : « Faire intervenir l'Etat pour soulager les misères est une idée très généreuse, sans doute, en théorie, mais absolument impraticable ».

C'est la position que, plus tard, défendra l'école d'Angers contre l'école de Liège.

Mais, bien que très hardi pour son temps, Villeneuve de Bargemont ne put cependant échapper à la méfiance de son époque contre les organisations ouvrières, et, s'il forme le vœu qu'une loi garantisse la liberté d'association, il en limite les avantages. « Les anciennes corporations, dit-il, pourraient être remplacées par l'association de tous les ouvriers d'une même profession, lesquels seraient autorisés à se réunir pour choisir des syndics, et délibérer, en certaines circonstances, sur leurs intérêts communs. Il leur serait interdit, conformément au Code pénal, de s'occuper de la fixation des salaires et d'objets politiques » (8).

Enfin, il professa que l'Eglise devait intervenir pour apporter une collaboration plus étroite entre la morale et l'économie politique, et pour formuler les principes sociaux du Christianisme dans la vie économique des peuples.

A partir de 1830, le mouvement social chrétien entra dans une période de plus grande activité. Lacordaire, Lamennais, Montalembert, ayant constaté que les fautes politiques de

(7) *L. c.*, T. 3, p. 169.

(8) *L. c.*, T. 3, p. 187-8.

Charles X avaient amené le peuple à regarder la religion comme servante de la tyrannie, profitèrent de l'influence que la Liberté, proclamée par la Révolution, exerçait sur la masse, pour accorder les deux termes en opposition. Dieu et la Liberté furent la devise qui ne tarda pas à ouvrir un sillon où se trouvèrent plus tard réunis les insurgés et les prêtres. C'est ainsi qu'on a vu les hommes de 1848 acclamer les représentants de la religion et assister à la bénédiction des arbres de la liberté, et que le Cardinal de Lyon ordonna un service solennel pour les insurgés tombés sur les barricades de Paris, en disant à ses curés : M. le Curé, les citoyens qui ont succombé à Paris durant les Journées de Février, sont tombés glorieusement en défendant les principes de la liberté religieuse et civile, qui sont désormais en France une vérité ; nous n'avons plus rien à envier à l'Amérique Septentrionale (9).

Le Général Cavaignac, au nom du Gouvernement, remercia les grands Vicaires pour leur action patriotique : « Depuis trois mois, le clergé s'est associé à toutes les lois de la République, il vient de s'associer à ses douleurs » (10).

Justement Ozanam put s'adresser aux prêtres pour leur dire : « Depuis quinze ans plusieurs d'entre vous se sont voués à l'apostolat des ouvriers, et au pied des arbres de liberté qu'on leur a fait bénir, ils ont reconnu qu'ils n'avaient pas affaire à un peuple ingrat » (11).

La Révolution de Février fut aussi respectueuse du catholicisme et de ses représentants que les Journées de Juillet 1830 avaient été anti-cléricales.

Dans les études que les rédacteurs de l'*Avenir* consacraient aux événements politiques et sociaux, dont ils étaient les contemporains, déjà tout le catholicisme social se présentait dans son œuvre. Ils entrevoyaient « l'avènement espéré de la justice sociale » ; ils esquissaient « l'amère critique des économistes et de leur théologie des intérêts matériels » ; ils acceptaient « la revendication du droit, pour les ouvriers, de s'associer, de s'entendre, de résister en masse aux exigences des capitalistes », et déjà la corporation était réclamée comme la réforme fonda-

(9) *La Gazette de Lyon*, 2 Mars 1848.

(10) *Correspondant*, 24 Février 1848.

(11) A. F. OZANAM : *Œuvres complètes*. Vol. 7, p. 272. Lecoffre Fils et C^{ie}, successeurs, Paris, 1872.

mentale d'une société où il ne restait que l'individu et l'Etat, c'est-à-dire l'anarchie et le despotisme (12).

L'organe ultramontain, *L'Univers*, exprimait ainsi une même orientation sociale : « Parmi les principes sociaux qui viennent de triompher et qui vont prendre corps dans les institutions, quels sont ceux que l'Eglise repousse ? Quels sont ceux que sa voix n'a pas fait retentir depuis dix-huit siècles à l'oreille des peuples et des rois ? Nous n'en avons aucun » (13).

En 1848, Veuillot et Dupanloup s'unirent à Lacordaire et Montalembert, et soutenus par des écrivains et des orateurs de marque, exercèrent une forte influence sur le mouvement démocratique.

Les socialistes eux-mêmes, si l'on exclut un Considérant ou un Proudhon, ne manquaient pas d'une certaine foi spiritualiste, et parmi les réformateurs de la nouvelle cité, plusieurs regardaient l'Evangile comme le grand Code. Chevé, par exemple, se dira socialiste à la façon des Pères de l'Eglise, et publiera son livre sous le titre : *Le Règne du Christ*. D'ailleurs, il n'était pas rare de trouver dans les feuilles publiques, des expressions comme : « Le Christ Républicain », et aussi : « Le Christ Socialiste » (14).

Les divers réformateurs agissaient donc sous l'influence plus ou moins vague, mais réelle, de l'Evangile. L'idée d'une meilleure justice, d'une collaboration plus étroite, en conformité avec l'esprit de charité chrétienne, est le remède qu'on veut opposer à la crise sociale. Malgré le fracas des réformes imaginées par Fourier et Saint-Simon, cette idée gagnait du terrain, pénétrant la masse, si bien qu'en 1864 on proclama l'association comme coalition momentanée, en 1884 on rétablit le droit d'association.

Aujourd'hui, tous les économistes, des plus conservateurs aux plus libéraux, sont partisans de ce principe d'association, où la classe ouvrière trouve sa personnalité et sa force.

Mais les sociologues chrétiens ne se contentèrent pas de travailler au développement de l'idée d'association, ils en préconisèrent également à cette époque (1848) la participation aux

(12) Victor BUCAILLE ; *Pages Choisies de Montalembert*, pp. 149-150. Librairie Lecoivre, J. Gabalda, éditeur, Paris, 1920.

(13) *L'Univers*, 2 Juillet, 1848.

(14) P. MONICAT : *Contribution à l'étude du mouvement social chrétien au XIX^e siècle*, p. 45. Imp. et Librairie M. Paquet, Lyon 1898.

bénéfices pour donner aux ouvriers une solide position sociale. Léon Faucher considère ce régime comme une amélioration pour l'ouvrier, et il préconise que « la cheminée de la manufacture deviendra comme le foyer de la nouvelle communauté, et les bohémiens de la civilisation industrielle auront enfin une patrie, un foyer » (15).

Lamartine représente lui aussi une forte avance au point de vue social. Il considère que l'Economie politique ne peut pas être considérée à part du Christianisme. Pour lui, les matérialistes sont des faux économistes, et jamais il n'acceptera les principes de « la jouissance matérielle pour morale, la satisfaction exclusive des sens pour fin, la terre comme unique période d'existence, le corps comme unique condition de l'être humain ».

Lamartine mettra au même rang Turgot et Quesney, Fourier et Saint-Simon, malgré leurs divergences doctrinales, parce qu'au fond on y découvre l'athéisme pratique. Et contre ceux de l'Ecole socialiste qui pour consolider leurs doctrines prétendaient se couvrir de l'esprit de l'idéal chrétien, il ripostera pour la défense des classes ouvrières : « Il ne vous a pas dit : supprimez le capital ; car, en supprimant le capital, il aurait supprimé le revenu ; en supprimant le revenu, il aurait supprimé le salaire et le travail ; en supprimant le salaire et le travail, il aurait supprimé l'ouvrier » (16).

« Si la société, disait Lamartine, se désintéresse de la question des travailleurs, si elle l'abandonne à l'ancienne économie politique anglaise du laisser-faire et du laisser-passer, il arrivera ce que vous voyez arriver... Le travailleur ne peut pas rester absent de la pensée et du regard des législateurs » (17).

Lamartine, envisageant l'Etat, proclamait trois réformes en faveur de la classe ouvrière :

1^{re} : Une loi organique d'assistance par le travail et le secours ;

2^{me} : Une taxe des pauvres ;

3^{me} : Un Ministère des Institutions fraternelles.

(15) LÉON FAUCHER : *Études sur l'Angleterre*.

(16) Revue : *Le Conseiller du Peuple*, Octobre 1849.

(17) LAMARTINE : *La France Parlementaire*, Vol. 5, pp. 419-420 : Assemblée Nationale. Séance du 14 Septembre 1848 : A. Lacroix, Verboeckhoven et C^{ie}, éditeurs, Paris, 1865.

Mais, bien qu'il demandait l'intervention de l'Etat en faveur du travailleur, il se prononça énergiquement contre l'idée de l'association ouvrière. Dans une réplique à ce qu'écrivait en 1848 Lamennais dans *Le Peuple Constituant*, en faveur de l'idée d'association, Lamartine disait dans *Le Conseiller du Peuple* : « Le Christianisme ne vous a pas dit : Instituez l'Association des Ouvriers ; car des ouvriers qui n'ont pas de capital, n'associent que des besoins ».

P.-J.-B. Buchez considère l'idée de progrès comme complètement chrétienne, et selon lui il est logiquement impossible qu'elle ait pu naître dans les sociétés qui n'ont pas connu la doctrine évangélique. Toutefois, dans ces sociétés, l'organisation politique, la philosophie, la science, le but commun comme le but individuel, tout était établi du point de vue de la chute, de sorte que la perfection à acquérir était placée dans le passé. Dans ce passé les individus pouvaient par leurs efforts trouver la perfection primitive, et les sociétés arriver à un état que la méchanceté et l'ambition de l'homme avaient détruit. La doctrine chrétienne, s'emparant des intelligences, dit-il, engendre des conséquences inverses. Tous les hommes étaient rachetés, et dorénavant ne seront responsables que de leurs propres actes ; tous étaient appelés à vivre non pour eux-mêmes, mais pour les autres (18).

Il est facile de mesurer les conséquences sociales que l'auteur tire de ce principe.

Dans son « *Introduction à la Science de l'Histoire* », il considère le travail comme une fonction sociale plus que comme un but personnel ; mais cette tendance sociale vers la communauté pourrait bien s'expliquer par une réaction naturelle contre les idées libérales de son époque. Plus qu'une idée socialiste, il exprime donc une pensée anti-libérale. « Si l'individu, écrit Buchez, n'est homme que pour la société, toutes ses forces, sa vie même, il les doit à la société, car il passe, et l'humanité est immuable ». Mais dans les pages de son *Essai philosophique*, cette pensée vient éclairer ce qu'il dit, à savoir : « Que l'individu est subordonné à la société où, par la communication avec ses

(18) P.-J.-B. BUCHEZ : *Essai d'un Traité complet de Philosophie du point de vue du Catholicisme et du Progrès* ; Tome 3, p. 110 : Paris, E. Eveillard et C^{ie}, éditeurs, 1840.

semblables, il participe au principe de la vie spirituelle, au même enseignement, à la même doctrine, à la même raison et au même but ». D'où cette conclusion que l'homme ne peut ni naître, ni vivre comme homme, s'il n'est membre d'une société. Cette communication assure à l'individu une participation à l'œuvre et à la responsabilité de la société particulière à laquelle il appartient (19). Et quelques pages plus loin, il ajoute : « Puisque l'individu tire tout son but d'activité personnelle de la société dont il est membre, il appartient à la société, et il n'a de valeur que par ses relations avec cette société » (20).

Bien que dans les théories de Buchez l'individu s'efface dans le tout social, on trouve cependant, dans son *Introduction à la Science de l'Histoire*, des idées très favorables à la condition des classes déshéritées de la société. « Les salariés, écrit-il, sont complètement à leur disposition (des chefs d'industrie) quant au taux de salaire et quant aux obligations qu'on leur impose ; il leur est défendu de se coaliser pour se défendre, et souvent, là même où la loi pourrait les protéger, ils sont liés par la faim à ne pas vouloir de son secours » (21).

« Par la raison, continue-t-il, qui fait que les ouvriers sont obligés de se soumettre à toutes les baisses du salaire, ils ne peuvent non plus refuser aucune condition de travail... ».

« Dans la classe des salariés, les enfants travaillent dès qu'ils ont la force de se soutenir eux-mêmes... ces petits malheureux mangent encore moins qu'ils ne gagnent » (22).

Buchez considère ensuite l'activité tant individuelle que sociale comme évoluant dans un cycle qui comprend trois périodes. Il considère d'abord la société dans :

A) La période de désir vers la fondation d'une formule de la foi ;

B) La période de raisonnement, c'est-à-dire, l'organisation de cette formule (L'Eglise) ;

C) La période d'exécution ou fondation d'un pouvoir politique selon les principes de cette foi (23).

(19) *L. c.*, T. 3, p. 497.

(20) *L. c.*, T. 3, pp. 500-1.

(21) P.-J.-B. BUCHEZ : *Introduction à la Science de l'Histoire*, T. 1, p. 23. Paris, chez Guillaumin, Libraire-Editeur, 1844.

(22) *L. c.*, p. 26.

(23) *L. c.*, T. 1, p. 264.

Le progrès que cet auteur envisage pour l'individu aussi bien que pour la société, doit évoluer sous l'impulsion d'une idée chrétienne. La réalisation de la doctrine apportée par Jésus-Christ sera le règne de l'association.



De nombreuses notabilités du Catholicisme travaillaient à répandre les idées sociales chrétiennes, dont l'épanouissement se manifeste actuellement. *L'Avenir* fut leur organe, et des écrivains, tels que Lamennais, Montalembert, Lacordaire, de Caux, Veuillot, trouvèrent, grâce à ce journal, le moyen de faire pénétrer leur pensée parmi leurs concitoyens.

Les collaborateurs de ce journal, avec un désintéressement et un dévouement remarquables, luttèrent pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière. Ils dénoncèrent les injustices dont elle était l'objet, et considérant que la question sociale était intimement liée à la question politique, protestèrent contre les privilèges odieux de la bourgeoisie qui s'emparait des Assemblées législatives pour en tirer profit. A leurs yeux, la conquête du suffrage était le prélude indispensable de toute réforme sociale. Par le suffrage, en effet, l'ouvrier pourrait faire entendre sa voix, lui qui jusque là, a été tenu, par suite de son isolement, dans une situation d'impuissance. Ils demandèrent aussi une diminution des heures de travail. Un article intitulé : « Les Mécaniques source de la dégradation populaire » (24), donna la description très réaliste de l'ouvrier travaillant de 15 à 17 heures par jour, pour n'en recevoir qu'un salaire d'autant plus misérable qu'il produisait plus de richesses, et l'organe catholique réclamait en faveur des ouvriers un maximum de 12 heures de travail par jour.

A propos du mouvement catholique social, Edm. Adam dit : « Le groupe dirigeant des catholiques dans toute l'Europe essaie de concilier le catholicisme avec les réformes, avec les institutions et le vocabulaire modernes. Les apôtres Lacordaire, Montalembert, Dupanloup, avaient su préparer en France, comme M. de Mérode le fit en Belgique, les esprits cléricaux à l'alliance des idées libérales et religieuses » (25).

Dans ce désir des catholiques on peut trouver le motif de la

(24) *Avenir*, 30 Juin 1831.

(25) Edm. ADAM : *La Patrie Hongroise*, p. 193. Paris, *Nouvelle Revue*, 1884.

condamnation du Souverain Pontife Grégoire XVI contre *L'Avenir* pour quelques idées contraires aux principes catholiques ; mais les théories sociales de ce journal ne furent pas atteintes, selon la lettre adressée par le P. Lacordaire à Montalembert, le 14 décembre 1837, dans laquelle le savant dominicain énumère les cinq points visés par l'Encyclique du Pape. La lettre du Cardinal Pacca à Lamennais pour expliquer l'Encyclique ne laisse aucun doute sur le sens de ses paroles : « Le Saint Père désapprouve aussi et repousse même les doctrines relatives à la liberté des cultes et à la liberté civile et politique... Les doctrines de *L'Avenir* sur la liberté des cultes et la liberté de la presse... sont également très répréhensibles et en opposition avec l'enseignement, les maximes et la politique de l'Eglise » (26).

Lamennais tout particulièrement comprenait le rôle de l'Eglise dans le domaine social, et sentant bien que la voix de son représentant souverain pouvait seule arrêter dans sa marche une société qui avait oublié le respect du travail et du travailleur et le droit naturel de ses membres à s'associer, souhaitait ardemment que le Pape prit position : « Chaque flot a sa voix dans cette mer agitée et confuse des opinions humaines, seul le Souverain de l'Océan se tait », s'écrit-il, et sans plus attendre lui-même publiait en 1834 les *Paroles d'un Croyant*, puis le *Livre du Peuple, Voix de Prison, Du Passé et de l'Avenir du Peuple*, où, sous le titre : L'Esclave Moderne, il présente le prolétaire sous la dépendance du capital, le capitaliste pouvant attendre, tandis que l'ouvrier ne le peut pas, et dès lors, maître des conditions du contrat réciproque, fixe seul, en réalité, sauf la concurrence entre les capitalistes eux-mêmes, le salaire ou le prix du travail (27).

Lamennais désirait bâtir une société sur les principes de l'Eglise. A la différence de Proudhon, il cherche au nom du Souverain Auteur des choses, la libération du peuple qu'il voit, après dix-huit siècles de Christianisme, gémir sous une sacrilège oppression » (28).

« Prolétaires, disait-il, hommes du peuple, unissez-vous donc

(26) Voir le texte de la lettre du Cardinal B. Pacca, dans « *Affaires de Rome* », par LAMENNAIS, pp. 144-150. Paris, Pagnerre, Editeur, 1839.

(27) LAMENNAIS : *Du Passé et de l'Avenir du Peuple*, p. 131. Librairie de la Bibliothèque Nationale, Paris, 1871, deuxième édition.

(28) *L. c.*, p. 143.

pour conquérir d'abord le complément de vos droits personnels, le droit politique qu'on vous refuse... Participant à la confection de la loi, la loi ne serait plus exclusivement faite en faveur du petit nombre, au détriment de tout le reste. Souvenez-vous surtout que séparé du devoir, le droit inerte et mort ne sera jamais qu'une idée stérile, ne s'incarnera jamais dans l'ordre social » (29).

Montalembert, occupé à la défense de l'Eglise et de la liberté, n'oubliait pas les questions économiques qui passionnaient son époque. Il ne resta pas à l'écart des questions ouvrières, et en 1840 il prit une part active à la discussion de la loi sur le travail des enfants, dont il réclamait la réglementation, comme il revendiquait l'obligation légale du repos dominical.

La foi de Montalembert devinant les temps nouveaux, dit Victor Bucaille, offrait les solutions chrétiennes à la société désormais en péril. Son appel devança les initiatives, bientôt d'autres voix répondront, venues d'autres points de l'horizon ; en Allemagne, ce fut Ketteler ; en Autriche, Vogelsang ; en Espagne, Balmès ; en Suisse, Decurtins ; en Italie, Tonoilo. Précurseur du *Catholicisme Social*, sans avoir cependant deviné l'ampleur même du mouvement, Montalembert fut l'un des premiers au XIX^{me} siècle à rappeler que seule l'Eglise avait les remèdes efficaces et durables (30).

Louis Veuillot se chargea, lui, de la défense des intérêts spirituels du peuple, et il se dressa contre les classes aisées de la société, à qui il reprochait leur indifférence en présence des attaques contre la morale chrétienne. Ennemi du libéralisme, soit politique, soit économique, il regardait l'ancienne organisation du travail en France, comme la garantie efficace du bien-être des classes populaires, et avec force, il demandait qu'on y revienne, mais en proposant que cette organisation soit nécessairement propriétaire et obligée de par la loi d'avoir, partie en fonds mobiliers, partie en rente, au moins de quoi suffire à un établissement hospitalier.

Veuillot persiste à croire que le problème du temps présent n'a rien de nouveau, et que comme tous les problèmes sociaux de tous les temps, il se pose en ces termes : « Ou le Christ et son

(29) *L. c.*, pp. 105 et 111.

(30) Victor BUCAILLE : *Pages Choisies de Montalembert*, p. 150. Librairie Lecoffre, J. Gabalda, Editeur, Paris, 1920.

unique Eglise, ou la mort ». Il cherche à établir un ordre social sous le signe du Christianisme, après avoir décrit sombrement les scènes de la vision de son *Esclave Vindex* (31).

Frédéric Le Play (1806-1882), après ses études à l'Ecole Polytechnique et à l'Ecole des Mines, prit goût à l'étude des mœurs et consacra la moitié de son temps (six mois par an, de 1830 à 1853) en voyages pour faire des recherches sociales. Il s'intéressa aux institutions et coutumes des peuples, et dans un esprit impartial, il publia le résultat de ses observations. Il constata que, dans les milieux où régnait le décalogue, existait la paix sociale, et que le désordre, l'anarchie politique et morale originaient où la religion n'imposait pas ses préceptes. En conséquence, il finit par établir que la morale devait rentrer dans l'économie politique.

Pour Le Play, l'édifice social repose sur sept éléments principaux distingués sous trois chefs : *deux fondements*, le Décalogue éternel et l'autorité paternelle ; *deux ciments*, la religion et la souveraineté ; *trois matériaux*, la Communauté, la Propriété individuelle et le Patronage.

Dans sa fameuse étude sur l'organisation du travail et la condition des familles sous les divers régimes de l'Europe, sous le titre de *Les Ouvriers Européens*, il présente le salaire accordé à l'ouvrier en échange de son travail, dans les sociétés modèles, comme comprenant deux parties : l'une (le salaire proprement dit) proportionnelle aux efforts de l'ouvrier, l'autre (les subventions) proportionnelle aux besoins de la famille. Il considère aussi la *prime* ou additions au salaire, faites en vue d'exciter l'ouvrier à améliorer son travail. Puis, il offre une vue d'ensemble des divers progrès sociaux dus à l'initiative de la classe ouvrière et constatés durant la longue période de ses observations (32).

Dans son livre sur *l'Organisation du travail selon la Coutume des Ateliers et la Loi du Décalogue*, il présente la coutume et ses six pratiques à la considération du public comme une garantie pour la vie des ouvriers (33).

(31) Louis VEUILLLOT : *Le Lendemain de la Victoire*, Paris, Jacques Lecoffre et Cie, Libraires, 1850.

(32) Frédéric LE PLAY : *Les Ouvriers Européens*, Alfred Mame et Fils, Editeurs, Tours, 1878, deuxième édition.

(33) Frédéric LE PLAY : *L'Organisation du Travail selon la coutume des Ateliers et le Décalogue*, pp. 15-163, Alfred Mame et Fils, Libraires-Editeurs, Tours, 1870.

Sa *Réforme sociale* devait aboutir aussi à l'amélioration de la classe ouvrière qu'il avait étudiée si longtemps pendant sa vie.

Le Play a laissé après lui une institution, « La Réforme Sociale », laquelle consistait dans une remarquable école d'études sociologiques, qui divulgua ses idées dans une importante revue du même nom. Cette école créa les *Unions de la Paix Sociale* en vue d'intensifier la propagande des doctrines de Le Play.

Bien qu'un peu individualiste, à cause des préjugés de son temps, Le Play fit une œuvre éminemment anti-révolutionnaire et favorable à la classe prolétaire.

II

LES PATRONAGES. — L'ŒUVRE DES CERCLES

Pendant que la révolution faisait son œuvre servie de jour en jour par de nouveaux éléments, se développait aussi, bien que silencieusement, une œuvre anti-révolutionnaire, l'œuvre des Cercles, basée sur les principes chrétiens, religion, famille, propriété, union de classes.

Pour venir à l'aide des plus faibles et surtout des enfants, privés de la protection que leur donnaient les anciennes organisations corporatives, et qui étaient victimes du nouveau système industriel et des transformations économiques, d'une liberté sans limite du travail et de la concurrence, l'esprit chrétien créa pour les enfants l'œuvre des Patronages. Mais, comme le travail social accompli par les Patronages ne pouvait être durable sans une prolongation de leur influence lorsque les enfants seraient arrivés à l'âge de l'adolescence, apparut l'œuvre des Cercles, comme conséquence logique de celle des Patronages.

D'abord, M. Allemand commença par fonder à Marseille, en 1799, son premier patronage en faveur de la classe ouvrière. Au bout de quelques années, ce patronage comptait 400 membres, et son importance s'accrut encore. A la mort du fondateur, en 1836, l'Abbé Timon-David trouva une œuvre prospère qui com-

mençait à se propager en divers endroits de France. Orléans, Lille, Strasbourg eurent leur patronage, qui avait pour but le développement physique et moral de l'enfant.

A Paris les Patronages commencèrent à fonctionner par les soins de la Société de Saint-Vincent de Paul. A l'époque de la révolution de 1848, l'œuvre n'était encore qu'à ses débuts. Au Patronage de la rue de Regard, on travaillait à perfectionner et compléter les moyens d'action.

Maignen, poussé par son esprit philanthropique, songea à venir au secours des classes pauvres, et chercha à satisfaire son zèle dans les Conférences de Saint-Vincent de Paul. Son président, M. Prévost, reçut de bon gré le jeune Maignen, qui ne tarda pas à devenir un des membres de la Congrégation de Saint-Vincent de Paul. Maignen ne se contenta pas de venir en aide aux pauvres, car aimer les pauvres à l'ancienne méthode — comme il l'appelait — ne suffit pas : « Il vaut mieux prévenir la misère que de la soulager : aux sept œuvres antiques de la miséricorde chrétienne, il est devenu nécessaire aujourd'hui d'ajouter celle qui les prévient » (34).

Cette idée l'amena à la recherche des causes d'ordre moral et matériel qui accablaient la classe ouvrière, et il constata que depuis soixante ans, la Révolution n'avait rien fait pour pourvoir au désordre que la suppression des corporations avait jeté dans le monde du travail. Une étude sérieuse des anciennes corporations lui montra en particulier que l'apprenti sous la surveillance des Gardes des corps de métiers se trouvait dans une situation moins précaire avant qu'après 1789, et il réclama avec force le retour au régime corporatif. Attiré par les sages dispositions des anciens règlements de métier, il ne pense qu'à les restaurer, et à faire du Patronage quelque chose de semblable, autant que possible, à l'ancien apprentissage. Dans ce but, il appela dans son œuvre des jeunes gens de la classe aisée qui devaient en quelque sorte remplir les offices de l'ancien patron. Il créa d'abord le Patronage, et ensuite, pour s'assurer et compléter son influence sociale sur la classe ouvrière, il fondera le Cercle.

En 1855, beaucoup de membres du Patronage, sortis de l'apprentissage, avaient atteint l'adolescence, et ne pouvaient pas

(34) V. de MAROLLES : *Maurice Maignen*, p. 79 : Desclée, de Brouwer et Cie, Paris, 1895.

se mêler à la foule d'enfants qui fréquentaient son local de la rue du Regard. En 1864, après quelques difficultés, il ouvrit, boulevard Montparnasse, un premier Cercle d'adultes, où il commença de tenter plus efficacement de propager ses idées sociales et d'essayer le rétablissement d'une ancienne corporation.

De 1864 à 1871, M. Maignen continua à développer sa pensée sociale au Cercle de Montparnasse, où il fit une innovation : des conférences publiques y seraient données de temps en temps. Toujours à l'affût de conférenciers, au lendemain de la Commune, en 1871, il apprit que le comte de la Tour du Pin Chambly avait l'intention de se consacrer aux questions ouvrières.

Maignen l'approcha et c'est au Louvre qu'eut lieu l'entrevue entre le prêtre et le jeune comte, aide de camp du Général Lamirault. Celui-ci profita de l'occasion pour présenter à Maignen le lieutenant, M. Albert de Mun.

L'exposé de Maignen sur les corporations et les Cercles ouvriers convertit les deux jeunes militaires en enthousiastes défenseurs de son œuvre. M. Albert de Mun, dans son premier Manifeste, saluait le petit Cercle de Montparnasse comme « la pierre d'attente et le type vivant des Associations ouvrières catholiques que nous verrons fleurir un jour » (35).

Le Cercle comportait l'idée de la Corporation chrétienne dont les membres s'étaient solidarisés par l'esprit d'une même foi. Il y avait établi la hiérarchie : Président, Vice-Président, etc., qui représentaient les maîtres ; et puis, pour compléter la vraie corporation, il y ajouta le caractère professionnel. Pendant que de Mun, la Tour du Pin et d'autres catholiques s'occupaient à répandre ses idées à travers la France, Maignen travailla dans l'ombre à grouper ses ouvriers en diverses sections professionnelles.

Ces deux laïques furent les créateurs du grand mouvement social qui prit une grande envergure depuis ; on les considère même comme les fondateurs des Cercles grâce aux développements qu'ils reçurent sous leur influence (36).

(35) A. de MUN : *Appel aux Hommes de bonne volonté* : Voir le texte du Manifeste dans V. de MEROLLES : Maignen, l. c., p. 130.

(36) LA TOUR DU PIN : *Association Catholique*, 15 Novembre 1898, p. 425 ; Discours et écrits du Comte de MUN, T. V, p. 369 ; V. M. de MAROLLES : *Maurice Maignen*, p. 125, Paris, 1895, Conférence LÉON GRÉGOIRE : *Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale*.

En présence des réalités de la vie ouvrière, les dirigeants de l'Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers appliquèrent leurs études à l'examen des questions économiques, et, à cet effet, créèrent en 1875 la revue « *L'Association Catholique* », où l'on discutait et élaborait les doctrines sociales catholiques. On peut remarquer que Léon XIII par son Encyclique « *De conditione officium* » approuva les thèses qui avaient été l'objet des études de cette Revue, et avait créé une véritable Ecole sociale. Après la publication de l'Encyclique *Rerum Novarum*, un des rédacteurs de l'*Association Catholique* écrivait : « Nul ne trouvera mauvais que je constate simplement la concordance des doctrines soutenues par l'Ecole de l'Œuvre des Cercles catholiques avec les principes dominants de la Constitution *Rerum Novarum* » (37).

L'*Association Catholique* offre une riche documentation sur le mouvement social catholique en France. Les idées exposées sur la notion du travail, la dignité de l'ouvrier, l'intervention de l'Etat et d'autres questions, et l'idée-mère de l'œuvre des Cercles, la *nécessité de l'organisation professionnelle*, on les trouve dans le Document Pontifical de Léon XIII.

Les sociologues chrétiens continuaient leur tâche en faveur de la classe ouvrière, et le Comte de Mun se prononçait avec une énergie extrême contre le régime individualiste et la prétendue liberté de travail, qui aboutit pratiquement à la servitude des travailleurs (38).

En 1889, le même aristocrate déposait à la Chambre une proposition de loi sur la réglementation du travail industriel. Ce texte législatif, entre autres dispositions, établissait que le travail effectif pour les ouvriers ne pouvait dépasser les 58 heures par semaine.

Le grand orateur français, Auguste Cochin, au Congrès Catholique de Malines, en 1863, se plaignait de voir trop souvent les industriels laisser à la charité le soin de compléter les salaires, et donner sous forme de secours ce que l'ouvrier trouverait plus juste et plus sûr de recevoir sous forme de paye.

Sur le terrain catholique le mouvement social prit assez d'influence et arriva à pénétrer dans la sphère législative. L'initia-

(37) P. de PASCAL : *Étude sur l'Encyc. De Conditione Opificum ; Association Catholique*, du 15 Juillet, 1891, p. 21.

(38) Comte de MUN : *Discours*, T. 1, p. 296.

tive et les efforts des catholiques Montalembert, Charles Dupin et Daniel Legrand avaient réussi déjà à faire voter le 22 mars 1841 la première loi protectrice des enfants et des femmes en France, et M. de Melun, en 1848, fit établir une commission parlementaire, appelée Commission d'Assistance, dans le but de préparer les lois de prévoyance et d'assistance publique. De Melun réussit à faire passer une série de lois sociales, telles que celles de l'assainissement des logements insalubres, la caisse des retraites pour la vieillesse, les sociétés de secours mutuels, la répression de l'usure, les contrats d'apprentissage, etc... (39).

Une lettre émouvante adressée au Roi de Sardaigne, en 1845, par Mgr Rendu, Evêque d'Annecy, donne une idée de l'attitude de l'Eglise à l'égard des ouvriers. « Les développements de l'industrie, disait-il, ont produit des abus tellement odieux qu'il faut remonter jusqu'au paganisme pour retrouver une semblable dureté et un semblable mépris de l'humanité. Ce qu'il y a même de plus étonnant, c'est que l'opinion, ou ce que l'on est convenu d'appeler ainsi, ne réclame pas contre un désordre qui croît de plus en plus, et s'avance vers la société comme la vague poussée par un orage venu du milieu de l'Océan. On s'est épris d'un beau zèle pour l'abolition de l'esclavage... mais personne n'ose mettre un appareil sur la plaie la plus douloureuse et la plus dégoûtante de l'humanité. On entend bien les gémissements qu'elle fait pousser aux malheureux ; on se tait parce que l'on craint la puissance de ceux qui les pressurent pour en faire sortir de l'or » (40).

III

MGR LE BARON DE KETTELER, LE CARDINAL MANNING

Le mouvement social catholique ne manqua pas de se développer en Allemagne. Le Baron Guillaume de Ketteler, curé d'Hosten en 1846, répondant aux réclamations de ses contem-

(39) A. BELLIOU : *Manuel de Sociologie Catholique*, p. 260 : Paris, 1927.

(40) *Association Catholique*, 1881, T. 2, p. 325 : Conf. G. GUITTON : *Une Date dans l'histoire des Travailleurs*, Paris, Editions Spes, 1931.

porains, les leaders socialistes, Karl Marx et Lassalle, défend avec une véhémence extraordinaire les principes sociaux catholiques. En présence des excès de l'individualisme de l'école libérale et de la réaction socialiste, il met en lumière la doctrine sociale dans son pays en opposition avec les deux systèmes qui se disputaient le terrain social. Devenu Evêque de Mayence, il travailla à la libération de la classe ouvrière par l'exposé de la pensée sociale de l'Eglise.

Dès 1848, date du Manifeste Communiste, il ne cesse d'opposer la doctrine catholique sociale à la nouvelle conception socialiste. Dans deux de ses Sermons prononcés à la Cathédrale de Mayence, il établit, contre le principe socialiste, le principe de la propriété privée, comme le fondement solide de la vie sociale des peuples (41).

En 1869, dans son discours aux ouvriers du bassin du Main, au Sanctuaire de Notre-Dame de Bois, près d'Offenbach, il fait un résumé des revendications que ceux-ci doivent faire triompher par la force des groupements professionnels. Dans son exposé, il dit :

1. — *La première revendication* de la classe ouvrière c'est une augmentation du *salaire*, correspondant à la véritable valeur du travail. La religion exige que le travail ne soit pas considéré comme une marchandise ni évalué purement selon les fluctuations de l'offre et de la demande.

2. — *La deuxième revendication* de la classe ouvrière c'est la diminution des heures de travail.

Partout où le temps du travail est prolongé au-delà des limites commandées par la nature et l'intérêt de la santé, les ouvriers ont un droit bien fondé de combattre par une action commune les abus de la puissance capitaliste.

3. — *La troisième revendication* de la classe ouvrière vise à obtenir des jours de repos.

La religion, non seulement est ici avec vous, mais bien longtemps avant vous elle a fait prévaloir la nécessité de ces jours de repos. Sous ce rapport encore les principes de l'économie sociale moderne et le parti qui les sert ont commis un crime vraiment criant contre le ciel, contre le genre humain, et ne

(41) KETTELER : *Œuvres Choiesies*, par Decurtins, pp. 1-45 : Imprimerie de Basler Volksblatt, Bâle, 1892.

cessent de le commettre de nos jours. Le temps de repos doit être compté sur le temps du travail, bien que le repos soit devenu nécessaire en raison même du travail, et qu'il soit la condition du travail à faire encore.

4. — *Une quatrième revendication* de la classe ouvrière, c'est l'interdiction du travail des enfants dans les fabriques pour le temps où ils sont encore astreints à la fréquentation des écoles.

J'estime que ce travail est une cruauté monstrueuse de notre temps. Je le tiens pour un assassinat à petit feu du corps et de l'âme de l'enfant.

5. — *La cinquième revendication* de la classe ouvrière c'est que les femmes, les mères de famille surtout, ne doivent pas travailler dans les fabriques.

La religion exige que la mère passe la journée à la maison pour remplir sa haute et sainte mission envers son mari et ses enfants.

6. — Il est *un sixième postulat*, c'est que les jeunes filles ne soient plus employées dans les fabriques (42).

Cependant, Mgr de Ketteler dit qu'il ne prétend pas se prononcer d'une manière absolue en ce qui concerne les jeunes filles, mais il demande aux catholiques de s'associer au mouvement qui a pour but de sauvegarder la moralité de celles qui sont dans les usines et les ateliers. La sauvegarde des jeunes filles, c'est une question d'honneur pour la classe ouvrière et un devoir imposé par la religion.

Puis, continue encore le Prélat : « J'ai traité maintenant quelques-unes des principales revendications de la classe ouvrière, celles qui sont les plus immédiatement réalisables et dont je pouvais démontrer le plus clairement les rapports avec la religion. Je sais parfaitement que je n'ai point encore épuisé le sujet. Il y a bien d'autres *desiderata* qui vous touchent. Je pourrais vous entretenir des diverses associations qui ont été fondées pour recueillir les épargnes de l'ouvrier, pour lui procurer les vivres à bon marché, etc... Je pourrais notamment vous parler des associations qui non seulement, comme les Trade-Unions, ont pour objet l'élévation du salaire de l'ouvrier, mais

encore veulent lui assurer une part aux bénéfices de l'industrie, en permettant aux ouvriers de devenir co-propriétaires par petites parts, ou bien en leur attribuant une certaine part des bénéfices du patron » (43).

Ce programme mérita à Mgr de Ketteler d'être appelé par Léon XIII : son grand prédécesseur (44) ; et grâce à l'attitude du Chanoine Monfang et aux constants efforts des Députés du Centrum, plusieurs de ses articles devinrent depuis loi de l'Empire (45).

La même année, Mgr de Ketteler présenta à l'Assemblée des Evêques de Fulda un rapport où il exposa les mêmes idées avec une énumération des mesures à prendre pour une protection légale, protection que les catholiques du Centrum ne devaient pas tarder à faire voter, comme nous venons de le dire.

Dans son rapport, il constate avec regret que la plus grande partie du clergé n'avait pas encore compris la gravité du problème social, et il proclamait la nécessité d'initier le jeune clergé aux questions sociales.

A l'égard de l'intervention de l'Etat, Mgr de Ketteler se constitua défenseur de l'intervention contre la tendance non-interventionniste, laquelle comptait avec l'appui des éléments conservateurs qui participaient aux idées libérales sur ce sujet.

La position de Mgr de Ketteler gagna du terrain par l'attitude de ses défenseurs, et dans les Congrès Internationaux célébrés à Liège en 1887 et 1890, on découvre déjà une forte tendance en faveur de l'intervention de l'Etat. Cependant le Congrès de 1887 n'osa pas aborder et envisager le problème difficile de l'intervention du pouvoir public dans le domaine industriel. Seulement on arriva à un accord pour déterminer que c'était la loi qui devait régler le travail des femmes et des enfants. M. Woeste, ministre catholique belge, déclara franchement que longtemps il avait été opposé à une telle réglementation (46).

Un des chefs du Centrum allemand, le Chanoine Hitze, continuateur de l'orientation sociale de Mgr Ketteler, résuma dans

(43) KETTELER, *L. c.*, p. 74.

(44) *Association Catholique*, du 15 Octobre 1893.

(45) WENZEL : *Arbeiterschutz und Centrum*.

(46) LÉON GRÉGOIRE : *Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale*, p. 206, Perrin Edit., Paris 1895 ; MAX TURMANN : *Le Développement du Catholicisme Social*, p. 96, Félix Alcan, Editeur, Paris, 1909.

une brochure, *La Quintessence de la question sociale*, publiée en 1880, le programme social des catholiques allemands. A son avis, il faut chercher la solution du problème social dans une organisation professionnelle, d'accord avec les exigences de l'industrie moderne. Défenseur de l'idée corporative, il se prononce pour la corporation obligatoire, mais sa pensée diffère des organisations du Moyen-Age où se trouvaient réunis patrons et ouvriers. Hitze réclame des organisations professionnelles patronales et ouvrières parallèles, et veut que les intérêts respectifs soient discutés dans les Assemblées communales, provinciales et nationales prévues. En cas de désaccord, ce serait à l'Etat d'intervenir.

Pour rendre moins précaire la condition des salariés, il demande une collaboration plus étroite entre la classe patronale et la classe ouvrière, et il se plaint qu'à une époque qui se dit démocratique, l'ouvrier soit à la merci du marché, considéré comme une simple marchandise.

Hitze considère tant les travailleurs que les entrepreneurs, victimes du capitalisme, et opposé à la concurrence effrénée, il signale le danger d'une production sans contrôle, qu'il déclare anarchique.

L'Abbé Winterer, à son tour, considérant que la situation créée par la production capitaliste a un caractère international, demandait au Reichstag que les mesures prises pour la protection de la société soient de même internationales (47).



Le mouvement catholique social en Angleterre est lié au nom du Cardinal Manning. Depuis l'année 1874, nous trouvons ce prélat dévoué au relèvement de la classe ouvrière. Ses conférences sur le travail sont restées célèbres. « Si le but de la vie, disait-il, n'est que de multiplier les aunes de drap et de coton, si la gloire de l'Angleterre consiste à produire ces articles et autres similaires dans la plus grande abondance et au meilleur marché, il n'y a qu'à suivre la voie où nous sommes engagés. Mais si, au contraire, la vie domestique d'un peuple est la vraie vie, si la paix et l'honneur du foyer, si l'éducation des enfants,

(47) LÉON GRÉGOIRE : *Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale*, p. 233.

les devoirs d'épouse et de mère, les devoirs de mari et de père sont inscrits dans une loi naturelle autrement importante que toute loi économique, si tout cela est autrement sacré que tout ce qu'on vend au marché, je déclare qu'il faut agir en conséquence ».

« Si dans certains cas la non-réglementation du travail mène à la destruction de la vie domestique, si elle entraîne à négliger l'éducation des enfants, si elle transforme les femmes et les mères en machines vivantes, les pères et les époux (qu'on me pardonne le mot), en bêtes de somme, qui se lèvent avant le soleil et retournent au gîte le soir, épuisés de fatigue et n'ayant plus que la force de prendre un morceau de pain et de se jeter sur un grabat pour dormir, la vie de famille n'existe plus et nous ne pouvons continuer de ce pas. Je sais que j'aborde un sujet difficile, mais je crois qu'il faut l'envisager avec calme et justice, et avec la volonté bien arrêtée de mettre le travail et ses profits au second plan, la moralité et la vie de famille au premier » (48).

La même pensée est exprimée dans la lettre adressée à Mgr Doutreloux, Evêque de Liège. « Faire passer, écrivait-il, le travail et le salaire avant les nécessités de la vie humaine et domestique, c'est renverser l'ordre établi par Dieu et la nature, c'est ruiner la société humaine dans son principe original. L'Economie de l'industrie est régie par la suprême loi morale qui détermine, limite et contrôle ses opérations ».



L'histoire du mouvement social contemporain comporte deux faits fort intéressants, où intervient le Cardinal Manning : celui de la grève de 250.000 dockers de Londres, où son intervention fit triompher les revendications ouvrières ; et celui du Cardinal Gibbons, de Baltimore (dont nous parlerons tout à l'heure) que le premier appuya de toute son influence.

A propos de l'intervention de cette personnalité dans la grève des dockers, le P. Guitton écrit qu'il était difficile de nier

(48) Étude publiée en Juin 1892 par le *Daily News* ; LEMIRE : *Le Cardinal Manning et son action sociale* ; p. 177 ; V. Lecoffre, Paris, 1893.

que les revendications des grévistes fussent justifiées devant les faits et les chiffres apportés par le Cardinal. Mais les agitateurs, entre autres le fameux John Burns, s'en étaient emparés pour exaspérer les passions. Céder serait lâcheté, trahison de l'ordre social.

A quoi le Cardinal octogénaire n'eût pas de peine à répondre que ne pas céder, ce serait fournir un nouvel aliment à l'incendie de haine, et que l'unique fondement de l'ordre social vrai, c'était la pratique de la justice (49).

Et lorsqu'on fit observer au Cardinal qu'il faisait du socialisme, celui-ci répondit avec toute son autorité : « Je ne sais pas si pour vous c'est du socialisme ; pour moi, c'est du pur Christianisme ».

Les dockers virent le triomphe de leurs revendications, ce qui valut au Cardinal les félicitations les plus sincères de Léon XIII et celles même de l'agitateur John Burns. Les malheureux dockers songèrent à se cotiser pour offrir une somme d'argent au Cardinal en reconnaissance, somme que celui-ci accepta pour fonder un lit d'hôpital pour un ouvrier (50).

A côté du Cardinal Manning et comme continuateur de son œuvre sociale apparaît Mgr Bagshawe, Evêque de Notingham. Il est fortement interventionniste, et ses ouvrages, tels que le Mandement de Carême de 1884, et sa brochure « Pitié et Justice envers les Pauvres », ne sont pas toujours exempts de témérité (51).

« Les classes aisées, disait-il, parlent de charité, mais si elles voulaient restituer ce qu'elles doivent en justice stricte, elles verraient tout de suite que ces sommes sont infiniment supérieures à leurs prétendues charités... Peut-on considérer comme juste un Gouvernement lorsqu'il permet que dans un pays comme l'Irlande (où les paysans languissent dans la plus dure misère par le caprice des Lords) sur douze millions d'acres de terrain irlandais, il n'y ait à peine que trois millions qui donnent des produits destinés à l'alimentation de l'homme ? » (52).

Mgr Herbert Vaughan fut aussi de ceux qui recueillirent

(49) P. GUITTON : *Une date dans l'histoire des travailleurs*, p. 57, Paris, 1931.

(50) *Association Catholique*, 1892, T. 2, p. 597 ; — Victor de MAROLLES : *Le Cardinal Manning*, p. 123. Librairie des Saints-Pères, p. 7. Beduchaud, édit., Paris, 1905.

(51) Henri JOLY : *Le Socialisme Chrétien*, p. 25 et ss.

(52) NITTI : *Le Socialisme Catholique*, Chapitre XI ; Guillaumin, Paris, 1894.

l'héritage de Mgr Manning, bien que ses idées sociales soient encore très peu connues (53).

L'autre intervention du Cardinal Manning eut lieu en 1887, à propos de la question des Chevaliers du Travail, où l'on voit le mouvement catholique social de l'Amérique (54).

L'Ordre des « Knights of Labour » voulait fédérer dans un groupe imposant les masses ouvrières des Etats-Unis. Son Président, M. Powderly, avait dit à la Convention de Richmond, le 4 octobre 1885 : « Cette guerre doit déterminer qui régnera, le monopole ou le peuple américain, l'or ou l'homme... Quand sera clos le règne du monopole plus un anarchiste ne naîtra sur le sol, car l'anarchie est son enfant légitime ».

Il dirigea le combat contre le capitalisme qui ne faisait pas servir la richesse à l'allègement des souffrances. Les Chevaliers demandaient :

1. — Que la journée de travail soit réduite à 8 heures ;
2. — Que le travail soit récompensé par le même salaire quel qu'en soit l'auteur ;
3. — Que l'ouvrier ne puisse être congédié qu'après une enquête pour étudier les motifs de son renvoi en lui accordant un délai de 30 jours ;
4. — Qu'on impose une taxe sur les terrains non cultivés, lorsque leur superficie dépasserait les soixante acres.

Le nouvel ordre était établi en toutes les régions des Etats-Unis avec ses Assemblées savamment hiérarchisées. Il répudiait tout acte de force brutale, et les demi-violences, même grèves et boycottages, ne devaient être employées que comme pis aller. Il voulait une révolution industrielle, mais il prétendait la réaliser sans aucune révolution violente. Les Chevaliers du Travail n'étaient ni pour ni contre l'Eglise.

L'Episcopat Canadien se prononça contre eux, car l'ordre des Chevaliers avait une organisation spéciale qui les exposait aux censures ecclésiastiques, dont les sociétés secrètes sont l'objet. Mgr l'Archevêque de Québec les condamna.

Mais cela n'empêcha pas l'Episcopat des Etats-Unis de se prononcer en leur faveur. En octobre 1886, douze Archevêques

(53) E. de GIRARD : *Ketteler et la Question Sociale*, p. 91. Berne, Impr. K.-J. Wyss, 1896.

(54) Victor de MAROLLES : *Le Cardinal Manning*, p. 134.

se réunirent pour étudier cette affaire, et deux seulement se prononcèrent pour la condamnation des Chevaliers du Travail. La majorité des Prélats ne voulant pas prendre une mesure téméraire, décidèrent le recours au Pape pour la solution. C'est alors que le Cardinal Gibbons s'adressa au Cardinal Simeoni, Préfet de la Propagande, en faveur des Chevaliers persécutés. Dans sa démarche, le Prélat se sentait soutenu par dix millions de catholiques unis à leurs Evêques.

Dans le Mémoire envoyé par le Cardinal Gibbons au Secrétaire d'Etat de Léon XIII, on lit : « Si maints Evêques s'inquiètent des tendances, à leur avis révolutionnaires, des nouvelles associations, beaucoup d'autres, parmi lesquels le Cardinal Manning et moi-même, ne s'alarment pas moins du danger que courait l'Eglise d'être présentée à notre temps comme l'alliée des puissants et des riches, et l'adversaire des faibles et des pauvres ; car une telle alliance ne fut-elle qu'apparente, non seulement aurait fait à l'Eglise un mal inouï, mais aurait bouleversé le sens de toute notre histoire... Le seul pouvoir du monde qui, depuis près de dix-huit siècles, avait été le protecteur des classes pauvres et faibles, n'allait pas les abandonner à l'heure de la détresse. L'Eminent Cardinal Manning le fait observer très sagement lui-même : les conditions dans lesquelles se trouvent les classes inférieures ne peuvent plus durer ; aucun édifice social ne saurait subsister sur de tels fondements ».

Le Pape se rallia à la thèse du Cardinal Gibbons (55).

Le Cardinal Manning, Archevêque de Westminster, écrivit sur cette question dans *The Tablet*, en même temps qu'il adressait au Cardinal Simeoni une lettre où il lui disait : « J'ai lu avec assentiment complet le document du Cardinal Gibbons sur la question des Chevaliers de Travail. Le Saint Siège sera, j'en suis sûr, convaincu de sa justesse » (56).

L'Association Ouvrière des Chevaliers du Travail trouvait l'appui de la majorité des catholiques, et à côté du « Noble Order of Knights » se dressait toute la chrétienté anglo-saxonne (57).

(55) Le texte de la décision de Rome sur l'Ordre des Chevaliers du Travail, est publié dans « Association Catholique », 1888, T. 2, p. 729.

(56) Les lettres de Mgr. Gibbons et Manning, Association Catholique, des 15 Mai à 15 Juin, 1887.

(57) MARX LECLERC : Choses d'Amérique, p. 213 et ss.

La solution déplut à toutes les réactions monarchiques, aristocratiques ou bourgeoises, mais prépara l'opinion à comprendre l'esprit qui devait inspirer l'Encyclique de Léon XIII (58).

En Belgique, à cette époque, l'activité des catholiques restait absorbée par les œuvres d'enseignement, de patronage et de charité. Nous le constatons dans le Congrès Catholique de Malines de 1864, où une majorité avec M. Charles Perin défendait la doctrine sur les œuvres de charité et de patronage, en même temps que l'on rejetait le projet de résolution de M. Ducpétiaux sur la fixation légale d'un minimum dans l'âge pour l'admission dans les fabriques, la limitation du travail à une durée de douze heures par jour, l'interdiction pour les femmes, des travaux souterrains, l'inspection administrative du travail, la réglementation de l'hygiène dans les ateliers et les ententes internationales pour unifier la législation sociale (59).

Pour s'expliquer cette attitude, il faut se rappeler comme le fait le comte de Mun dans sa préface au livre de M. Verhaegen, que la Belgique était un pays nourri depuis longtemps des doctrines de l'économie politique libérale, ce qui le conduisait à considérer la charité, pratiquée de préférence par de nombreux catholiques, comme le moyen de résoudre le problème des revendications de la masse prolétaire. L'influence de la charité et le renoncement devaient suffire à procurer aux riches et aux pauvres le bienfait de la paix. Ce programme était trop généreux pour ne pas s'approcher de celui de Bestiat dans ses *Harmonies Economiques*, où il dit : « Je crois que le mal aboutit au bien et le provoque, tandis que le bien ne peut aboutir au mal ; d'où il suit que le bien doit finir par dominer... il suffit au développement graduel et paisible de l'humanité que ses tendances ne soient pas troublées et qu'elles reconquièrent la liberté de mouvements. Les intérêts sont harmoniques, donc la solution est tout entière dans ce mot : Liberté » (60).

M. J. de Jaer, industriel catholique, dans une série d'articles publiés en 1871 dans *Economie Sociale*, signalait le danger d'une telle attitude : « Pendant que les socialistes, disait-il, suivent partout un système de propagande identique, partout la

(58) LÉON GRÉGOIRE : *Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale*, p. 51.

(59) *Histoire de la Belgique Contemporaine*, T. 2.

(60) F. BASTIAT : *Harmonies Economiques*.

bourgeoisie prend à leur égard la même maladroite attitude, peu courageuse et peu loyale. Cette attitude fait songer à celle de l'autruche qui se cache la tête dans le sable pour se garer du péril. Il existe des sociétés où l'on ne fait connaître à l'ouvrier que ses droits. Elles sont mauvaises. Il en existe d'autres où on ne lui parle que de ses devoirs. Au point de vue de la solution de la question sociale, elles ne sont, peut-être, guère meilleures » (61).

Afin de prendre une orientation plus définie et d'unifier les efforts isolés, on fonda, au début de 1891, la Ligue Démocratique, qui réussit à grouper quelques organisations éparpillées dans les principaux centres ouvriers. Les dirigeants les plus autorisés du mouvement démocratique chrétien furent MM. Verhaegen, Kurth, l'Abbé Pottier, V. Delporte, Léon Mabilie, Helleputté, et même de simples ouvriers, tels un tisserand de Gand, Bruggemant. Dans leurs orientations sociales, ils comptaient sur l'appui des Evêques de Liège et de Gand, Mgr Doutreloux et Mgr Stillemans. Les diverses réformes sociales approuvées dans ses Congrès annuels, suivent les lignes signalées par Léon XIII dans son Encyclique du 16 mai 1891.

Beaucoup, cependant, s'obstinaient à croire que le bien-être des masses se trouvait dans le développement industriel, dans les exportations qui devaient enrichir le pays ; d'où une opposition à tout ce qui représentait des entraves à l'activité industrielle et particulièrement aux lois sociales et aux organisations ouvrières. De nombreux membres du clergé partageaient ce point de vue (62).

En Autriche on connaît depuis plus de cinquante ans le programme social du Baron Vogelsang, d'un certain radicalisme, dû aux abus intolérables de l'usure pratiquée par les Juifs. La fixation légale d'un salaire minimum, de l'intérêt des capitaux que leurs propriétaires n'ordonnaient pas à une œuvre de production, et les assurances sociales y étaient prévues. De Vogelsang a de l'économie sociale la conception féodale et chrétienne du Moyen-Age. Il insiste pour rattacher l'ordre économique à l'ordre moral et pour montrer dans l'organisation corporative

(61) M. VERHAEGEN : *Vingt-cinq années d'action sociale*, 1871 : *L'Histoire de la Belgique Contemporaine*, T. 2.

(62) P. RUTTEN : *La Doctrine Sociale de l'Eglise*, p. 61 : *Les ditions du Cerf*, Paris, 1932.

le moyen de procurer aux sociétés humaines leur prospérité. Les corporations, dit-il, par leurs forces réunies réussiraient à résister à l'oppression et à l'exploitation venues des puissances financières (63).

Le Baron de Vogelsang et les catholiques sociaux autrichiens considéraient que l'organisation corporative était le remède unique et efficace contre la décomposition sociale. La société n'était pas, pour eux, une juxtaposition d'individus, mais une confédération de groupemens sociaux. Le suffrage ne pouvait représenter un ensemble d'égoïsmes, mais devait être l'expression des grands intérêts nationaux. Leur activité réussit à faire voter, en 1883, le régime de la corporation obligatoire pour la petite industrie.

Aux attaques de ses ennemis politiques qui lui reprochaient le retour à l'ancien régime féodal, de Vogelsang ripostait : Que les graves abus féodaux, les usurpations brutales de la force, les excès du pouvoir, les violences et les injustices de toute sorte, commises par les Seigneurs, n'étaient pas les principes de ce régime féodal qui représentaient *l'accomplissement du devoir* par l'exercice du droit individuel ; que le Seigneur ne l'était que pour être au service de ceux qui ne le sont pas ; que la protection du faible était la condition de la puissance et la rangon de la grandeur ; que la propriété est une fonction plus qu'une richesse.

Il ne s'agit pas, disait-il, de restaurer la société du Moyen-Age, avec ses défauts et ses vices, mais de réorganiser la société actuelle conformément à l'idéal social des siècles de foi (64).

IV

L'UNION DE FRIBOURG

Decurtins, professeur à l'Université de Fribourg, dans un Message adressé au Parlement Fédéral Suisse, affirmait que

(63) VOGELSANG : *Morale et Économie Sociale*, p. 19 : Librairie Bloud et Cie, Paris, 1905.

(64) LÉON GRÉGOIRE : *Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale*, p. 20. Perrin, Paris, 1907.

seule la Législation Internationale pour la protection du travail pourrait arrêter l'anarchie de la production. « C'est parce que le marché de la main-d'œuvre et de l'industrie elle-même sont choses internationales, que les droits du travail ne pourraient être plus longtemps arrêtés dans leur développement par les barrières qui séparent les Nations ».

Le Gouvernement Fédéral prit en considération le projet, mais dès ses premières démarches, le petit Etat Suisse devait s'effacer en présence du désir de l'Empereur d'Allemagne de tenir la Conférence Internationale envisagée dans la Capitale de l'Empire. Celle-ci eut donc lieu à Berlin en 1890.

Parallèlement à ce courant international pour l'étude des lois à établir par les divers Etats à ce sujet, il y avait une autre entente internationale pour rapprocher les catholiques de divers pays dans leur effort social : ce fut le rôle de l'Union de Fribourg. Elle fut fondée en 1884, et chaque année elle tenait une réunion, où se trouvaient des représentants de divers pays. La présidence d'honneur en fut confiée à Mgr Mermillod, Evêque de Fribourg. Celui-ci nous parle de leurs travaux qui étaient : « ...de rechercher l'enseignement social de l'Eglise, d'attirer sur cet enseignement l'attention des catholiques, de promouvoir la législation protectrice du travail par des interventions près des divers Parlements d'Europe, de jeter les bases de l'entente internationale pour la protection des travailleurs, de répandre dans les Congrès Catholiques, alors trop souvent novices en ces matières, les idées urgentes d'organisation professionnelle et l'intervention de l'Etat pour la protection des faibles » (65).

L'Evêque de Fribourg se faisait le trait-d'union avec le Vatican en informant le Pape et les Congrégations romaines du travail de son groupe de Fribourg. Les rapports préparatoires restaient confidentiels, des discussions parfois vives eurent lieu à huis-clos ; seules les conclusions, condensées en brèves formules, furent imprimées en nombre restreint destiné aux membres de l'Union.

Voici trois des plus caractéristiques parmi les propositions adoptées à Fribourg :

1. — Le travail engendre pour le travailleur un droit moral,

(65) J. DUPERRAY : *La Question Sociale*, p. 169 : Editions Spes, Paris, 1937.

et par conséquence pour la société le devoir correspondant de veiller à ce que, en thèse générale, le travailleur puisse par un labeur modéré se procurer une subsistance suffisante pour lui et les siens.

2. — En thèse générale, les pouvoirs publics (Corporations, Communes, Etat) doivent s'abstenir d'une intervention directe, et favoriser plutôt le partage équitable et juste par une bonne organisation du travail. Partout où le contrat libre entre le patron et l'ouvrier entraîne soit l'oppression, soit le danger d'oppression de celui-ci par le premier, les pouvoirs publics peuvent et doivent même, suivant les circonstances, exercer leur action afin que les travailleurs reçoivent au moins la subsistance nécessaire pour eux et pour leur famille, et puissent échapper à la misère.

3. — Le régime corporatif est le mode d'organisation sociale qu'a pour base le groupement des hommes d'après la communauté de leurs intérêts naturels et de leurs fonctions sociales, et pour couronnement nécessaire la représentation publique et distincte de ces différents organismes. Le rétablissement de la corporation professionnelle est une des applications partielles de ce système (66).

A la première séance de cette Union Internationale, la France se trouvait représentée par l'Abbé de Pascal, Albert de Mun et le Comte de la Tour, H. Lorin, Léon Harmel ; l'Allemagne, par le P. Lhemkhul ; l'Autriche, par Vogelsang, Kuefstein, de Blome ; l'Espagne, par Cepeda ; l'Italie, par Medolago-Alboni et Toniolo, et la Suisse, par Python et Descurtins.

V

LA VOIX DE L'ÉGLISE

Dans le mouvement social des catholiques en faveur de la classe ouvrière, comme on a pu le constater, toujours le doute restait sur un bon nombre de questions. Quoique d'accord dans

(66) Voir l'ensemble des thèses adoptées à Fribourg, dans une brochure publiée en 1893, en un nombre restreint d'exemplaires, par les soins du Comte KUEFSTEIN, à l'occasion de l'Exposition de Chicago.

les lignes générales, on n'a pas abouti à une unité de pensée sur les questions de procédure, dont l'importance est remarquable.

Les vives discussions des Congrès Catholiques de Liège, la question de l'organisation syndicale ouvrière et certaines timidités réactionnaires facilement explicables dans un siècle influencé par le libéralisme, exigeaient une déclaration authentique du Chef des catholiques sur le terrain social.

Montalembert, au Congrès de Malines, en 1864, disait : « Je ne suis point un démocrate, mais je suis encore moins absolutiste : je tâche surtout de n'être pas aveugle... Je regarde donc devant moi et je ne vois que la démocratie. Je vois ce déluge monter, monter toujours, tout atteindre et tout recouvrir. Je m'en effraierais volontiers comme homme, je ne m'en effraie pas comme chrétien, car en même temps que le déluge, je vois l'arche. Sur cet immense océan de la démocratie, avec ses abîmes, ses tourbillons, ses écueils et ses orages, l'Eglise peut s'aventurer sans défiance et sans peur. Elle seule a la boussole qui ne varie point et le pilote qui ne fait jamais défaut » (67).

Le Comte de Laesevitz, si bien connu par ses articles de caractère social dans *Le Contemporain* et *L'Association Catholique*, demandait, en 1880, le moment où le Pape, continuant l'œuvre de Pie IX, donnerait une norme sûre aux fidèles : un « Sullabus des erreurs sociales ». Comme Pie IX avait condamné les erreurs du libéralisme politique de la révolution, Léon XIII condamnait le libéralisme économique de 1789 (68).

D'autre part, le pèlerinage des ouvriers français à Rome, présidé par le Cardinal Langénieux, et celui des ouvriers américains avec le Cardinal Gibbons, eurent l'heureux résultat de faire arriver jusqu'au Pape l'écho des injustices et des misères dont la classe prolétarienne était victime. Rome crut arrivé le moment de se prononcer, et, comme dit Leroy-Beaulieu, Léon XIII, cédant aux prières instantes de ses fils, rédigea une solennelle consultation sur les problèmes remués depuis des années, loin des Académies romaines, par des Evêques, tels que Ketteler, Manning, par des laïques, tels que de Mun ou Descartins (69).

(67) *Étud. des PP. Jésuites*, 5 Mai 1897.

(68) LAESEVITZ : *La législation du travail* : Conf. MONICAT : *Contribution à l'étude du mouvement social chrétien au XIX^e siècle*, p. 132.

(69) A. LEROY-BEAULIEU : *La Papauté, le Socialisme et la Démocratie*, p. 42 : Colman-Lévy, édit., Paris, 1892.

Le successeur de Léon XIII dans le pontificat, Pie XI, dans son Encyclique *Quadragesimo Anno*, nous fait part de l'attitude et de la décision prise par le Saint Siège. « ...Un courant d'une ampleur inaccoutumée porta aux pieds du Vicaire de Jésus-Christ sur terre des foules de savants, d'industriels, de travailleurs même, unanimes à solliciter des directives sûres qui mettraient un terme à leurs hésitations. Longtemps, dans sa grande prudence, le Pontife médita devant Dieu ; il fit venir pour les consulter les personnalités les plus compétentes, il considéra le problème attentivement, sous toutes ses faces, et enfin, obéissant à la *conscience de sa charge apostolique*, craignant, s'il gardait silence, de paraître avoir négligé son devoir, il décida d'exercer le divin magistère qui lui était confié en adressant la parole à l'Eglise du Christ et au genre humain tout entier. Alors, le 15 mai 1891 retentit la voix si longtemps attendue (70).

Le Chef de l'Eglise, par sa déclaration solennelle, allait mettre un terme aux discussions entre catholiques, économistes, politiques, organisations sociales et prêtres qui discutaient sur la nouvelle structure sociale depuis la suppression des corporations par les rois réformistes et les révolutions. L'Encyclique « *Rerum Novarum* » de Léon XIII définit d'une façon précise et claire la pensée de l'Eglise sur la condition de l'ouvrier et son travail.

Contre la théorie libérale qui soutenait la non-intervention de l'Etat dans l'économie privée, et qui prétendait que, dans les conflits sociaux, l'intervention de l'Etat doit se borner à garantir l'ordre public, Léon XIII établit le Droit et le Devoir d'intervention de l'Etat.

Contre la théorie socialiste, qui confond les champs économique et politique pour attribuer à l'Etat des pouvoirs absolus, le Pape maintient cette intervention dans les limites déterminées par les droits de la personne humaine, de la famille, de la classe, droits qui ne peuvent être violés par l'Etat.

Pour les catholiques, le droit des unions professionnelles, soit des employeurs, soit des travailleurs, est affirmé comme un droit naturel que l'Etat doit reconnaître et régler, mais qui

(70) PIE XI : *Ency. Quadragesimo Anno* ; Desclée et Socii : Parisii-Tornaci-Rome, p. 2.

n'est pas créé par lui. De même que les droits de la famille, c'est un droit ordonné par la nature, mais non une concession de l'Etat (71).

Dans cette Encyclique — Charte des Travailleurs — le Souverain Pontife expose sa pensée sur les relations entre les patrons et les ouvriers pour en venir tout de suite à établir les principes sociaux capables de rétablir une vraie solidarité. Aux patrons il reconnaît des droits, mais impose aussi des devoirs au nom de la morale chrétienne. Aux ouvriers, il impose des devoirs, mais reconnaît pareillement des droits. On y cherche le redressement, par la morale chrétienne, de la condition de l'ouvrier et de son travail dans un monde des affaires paganisé soit par les égoïsmes, soit par les philosophies rationalistes du XVIII^{me} siècle.

Aux principes de la Révolution qui proclame les Droits de l'Homme, on opposera aussi les devoirs de la religion (72).

La doctrine d'ailleurs bien connue et acceptée au Moyen-Age sur la justice, le respect de la personne humaine, l'autorité, l'union fraternelle, le détachement et le bon usage des richesses, etc..., y est développée et adaptée aux exigences de la vie moderne.

« Nous sommes persuadés, et tout le monde en convient, dit le Pape Léon XIII, qu'il faut, par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritée » (73).

Ces mesures, le Pontife, par son Document Apostolique « *Rerum Novarum* » du 16 mai 1931, les ramène aux principes suivants :

1. — Le droit de propriété, et
 2. — Son rôle social,
- qui constituent la deuxième partie de cette thèse, et
3. — L'Association professionnelle ;
 4. — L'intervention de l'Etat ;

(71) Luigi STURZO : *The Catholic World*, July 1917.

(72) Ch. OZANAM : *Instruction Civique*, de Gigord, 1923.

(73) Act. Léon XIII, T. 3, p. 21 : Maison de la Bonne Presse, Rue Bayard, Paris.

5. — Le travail et sa juste rétribution ;

6. — La réforme des mœurs,

qui en seront la dernière.

Ces points constituent la doctrine sociale de l'Eglise sur la condition sociale de l'ouvrier et de son travail et nous allons les exposer.

DEUXIÈME PARTIE

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE
LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT DE PROPRIÉTÉ

I. Les diverses théories. — II. Le droit de propriété et ses fondements. — III. Coexistence de la propriété privée et collective. — IV. La propriété privée est réclamée par la condition humaine et la condition de l'ouvrier. — V. La propriété privée est indispensable à la vie de la famille. — VI. La propriété privée et tradition ancienne : chez les Hébreux, chez les Egyptiens, chez les Babyloniens et chez d'autres peuples.

I

LES DIVERSES THÉORIES

Le droit de propriété est la base de la doctrine sociale de l'Eglise en général, et de la doctrine sur la condition de l'ouvrier en particulier. C'est pour ainsi dire son dogme social.

Les divers auteurs qui traitent cette matière ne sont pas d'accord sur l'origine de la propriété privée, sur l'acte initial qui déterminait son existence. On a inventé diverses théories pour expliquer ce fait. *La théorie du Contrat*, celle de *la Loi*, la théorie de *l'Occupation violente* et celle du *Droit naturel* prétendent expliquer cet ordre établi dans lequel nous vivons. L'Eglise proclame la théorie du *Droit naturel*, et elle considère que le droit de propriété, antérieur à l'existence de toute société et enraciné dans la nature même de la créature humaine, est l'expression de la volonté du Créateur. Celui-ci, dans la

sagesse de la Providence, lui a donné tous les droits qui lui sont nécessaires pour son développement sur terre.

Cette thèse, qui est celle de la grande majorité des théologiens, a été établie définitivement par Léon XIII dans son Encyclique « *Rerum Novarum* » sur la condition des ouvriers. « Que Dieu n'a assigné de part à aucun homme en particulier, mais a voulu abandonner la délimitation des propriétés à l'industrie humaine et aux institutions des peuples » (1). Pie XI établit aussi la même doctrine : « La loi naturelle, c'est-à-dire, la volonté divine manifestée par elle, exige que les ressources de la nature soient mises au service des besoins humains d'une manière parfaitement ordonnée, ce qui n'est possible que si l'on reconnaît à chaque chose un maître » (2).

Le rôle que les partisans de cette doctrine attribuent à l'autorité publique, c'est de garantir son exercice et de dicter les dispositions auxquelles celle-là devra se soumettre pour le bien commun.

Laissant de côté la question de droit, et considérant seulement la question de fait de la propriété, on peut bien admettre qu'en réalité nous constatons les diverses formes de propriété envisagées : propriété par Pacte social, par la force de la Loi et par la force brutale et l'oppression du faible par le fort.

Dans l'histoire ancienne existe la division des propriétés par un pacte social, tel que le partage des terres entre Abraham et Lot, fait d'un commun accord (3).

D'autre part, il était tout naturel que les premiers habitants de la terre l'occupassent, lorsqu'elle n'appartenait à personne ; aussi les explorateurs du nouveau monde, lors de la découverte de Colomb, étaient dans leur droit en occupant les terrains déserts des nouveaux pays.

De plus, nous constatons que dans les codes civils de tout le monde civilisé, dans certaines conditions légales, le droit de propriété est accordé aux citoyens ; et nul ne peut douter, d'autre part, qu'il y ait des propriétés obtenues par l'oppression et le vol.

Mais ce qui est à considérer dans cette question, c'est la

(1) *Act. Léon XIII*, T. 3, p. 25 : Maison de la Bonne Presse, Paris.

(2) *Act. Pie XI*, T. 7, p. 119 : Maison de la Bonne Presse, Paris.

(3) *Genèse*, Ch. XIII, v. 8 et ss.

question de droit, ou son aspect *iuris*, et l'Ecole catholique précise que la propriété privée est un droit introduit par la nature. C'est la doctrine de St. Thomas et de nombreux théologiens, qui nous disent que la propriété a son origine dans le droit des gens (*iure gentium*) en ce qu'il est dérivé du droit naturel, non du droit international des peuples (4).

Bien que la possession des biens en commun ne soit pas contre le droit de la nature, celle-ci n'est pas si conforme au droit naturel que la possession ou propriété privée.

L'auteur de la *Summa Theologica* donne la raison de ce principe en disant que « chacun est plus soucieux de se procurer une chose qui doit lui appartenir en particulier, que si elle était commune à tous ou à beaucoup » (5).

Et dans l'exposition de ce principe, il dit : « Les choses exigent du travail, de la fatigue, mais si l'on doit travailler pour le bien commun, beaucoup détestent la fatigue ; les choses humaines sont traitées avec plus d'ordre, si c'est à la diligence de chacun de se les procurer, alors qu'il y aurait confusion si tous indistinctement pouvaient s'emparer de toutes choses. La propriété privée est nécessaire pour le soutien de la paix, puisque nous voyons de fréquentes dissensions entre ceux qui possèdent quelque chose en commun ». Voici les propres paroles du Docteur Angélique : « *Alio modo aliquid est naturaliter alteri commensuratum non secundum absolutam sui rationem, sed secundum aliquid quod ex ipso sequitur, puta, proprietas possessionum. Si enim consideretur iste ager absolute, non habet unde magis sit huius quam illius ; sed si consideretur per respectum ad opportunitatem colendi et ad pacificum usum agri, secundum hoc habet quandam commensurationem ad hoc quod sit unius et non alterius* » (6). »

II

LE DROIT DE PROPRIÉTÉ ET SES FONDEMENTS

Les principes en cours sur la propriété n'appartiennent pas à un ordre supérieur des vérités révélées, mais sont simplement

(4) CATHREIN : *De Diversis Acceptationibus iuris gentium*, Moral Philos., t. 596-606 : Quelle, Leipzig, 1924.

(5) St. THOMAS : *Summa Theol.* ; 11^a, 11^e, q. 66, a. 2.

(6) St. THOMAS : *Summa Theol.* ; 11^a, 11^e, 9, 57, a. 3.

des vérités naturelles, accessibles à chacun des hommes, tout en étant garanties à la fois par la révélation et le Magistère Ecclésiastique dans leur fondement et dans leurs points principaux. Léon XIII écrivait dans son Encyclique « *Quod Apostolici* », en 1878 : « Tandis que les socialistes présentent le droit de propriété comme étant une invention humaine, répugnant à l'égalité naturelle entre les hommes, tandis que prêchant la communauté des biens, ils proclament qu'on ne saurait supporter patiemment la pauvreté, et qu'on peut impunément violer les possessions et les droits des riches, l'Eglise reconnaît beaucoup plus utilement et sagement que l'inégalité existe entre les hommes, naturellement dissemblables par la force du corps et de l'esprit, et que cette inégalité existe même dans la possession des biens ; elle ordonne, en outre, que le droit de propriété et de domaine provenant de la nature même soit maintenu intact et inviolable dans les mains de qui possède » (7).

Ce principe marque le dynamisme de la doctrine sociale catholique contre la négation de toute propriété, ce qui constitue le credo socialiste.

Mais, est-ce que la propriété privée confère un droit absolu sur les objets et autorise même le propriétaire à tout usage indépendamment de toute autre considération ? C'est la question à développer lorsqu'on traitera du rôle social de la propriété.

Lorsque le Chef de l'Eglise se dresse contre le principe fondamental du socialisme pour établir le fondement inébranlable du droit de propriété privée, il ne prétend pas exclure toute propriété collective ; même dans certains cas, il l'encourage. La doctrine de l'Eglise sur ce point ne fait que blâmer le principe collectiviste, comme une doctrine du droit de propriété envisagée exclusivement en commun.

Sans manquer à l'orthodoxie, le catholique peut bien accepter certaines propriétés comme appartenant à des collectivités déterminées. La propriété syndicale, communale et nationale représente souvent une nécessité et un gros avantage pour la vie sociale des peuples. Il est certain que la propriété des syndicats peut apporter de grands biens à la vie de la collectivité. On peut souhaiter aussi la municipalisation et surtout la natio-

(7) *Act. Léon XIII*, T. I, p. 37.

nalisation de certaines entreprises qui, par leur caractère d'utilité publique, telles que les chemins de fer, transports, industries destinées à la défense nationale, ne peuvent rester sans inconvénients des entreprises privées ; du moins exigent-elles le contrôle de l'autorité publique.

Même, les services publics des grands centres urbains doivent être à l'abri des dangers qui menacent fréquemment de nos jours dans les conflits sociaux les entreprises privées. La vie publique ne doit pas être à la merci des agitateurs et des éléments troubles de la société.

D'autre part, le progrès moderne exige la concentration de capitaux pour la mise en œuvre des grandes entreprises et manufactures, capitaux qui se trouveraient difficilement dans les mains d'un seul ou d'un petit nombre de propriétaires. La technique des affaires a su créer les grandes sociétés anonymes, lesquelles grandissent de jour en jour, donnant lieu à l'apparition de nouveaux cadres industriels. Les entreprises se superposent et se complètent les unes les autres en concentration verticale, à la façon d'un immense immeuble à plusieurs étages, on en concentration horizontale faisant la liaison entre les firmes d'une même production générale.

Pour satisfaire les exigences de la vente ou du crédit, apparaissent les Comptoirs ou Cartels de vente et les Banques associées aux entreprises. Et pour faire face à la concurrence toujours croissante, des nouvelles formes ont été étudiées, telles que les cartels, trusts, omnium, konzern, holding trust, participations.

Généralement ces grandes concentrations économiques ont un caractère collectif plus ou moins large, puisqu'elles sont créées par des capitaux anonymes. L'existence de ce genre de propriété n'offre aucune difficulté, mais les abus s'introduisent facilement dans les activités de ces sociétés anonymes, et les mettent dès lors en opposition avec les principes sociaux catholiques.

Le but envisagé par la doctrine sociale catholique est de sauvegarder le principe fondamental de la propriété pour le développement normal de la société, tout en admettant les évolutions que tout régime peut et doit accepter pour s'adapter aux besoins de chaque époque.

Pie XI dit, en effet : « Combien de formes diverses la pro-

priété a revêtues depuis la forme primitive que lui ont donnée les peuples sauvages et qui de nos jours encore s'observe en certaines régions, en passant par celles qui ont prévalu à l'époque patriarcale, par celles qu'ont connues les divers régimes tyranniques (nous donnons ici au mot sa signification classique), par les formes féodales, monarchiques, pour en venir enfin aux réalisations si variées de l'époque moderne » (8).

III

COEXISTENCE DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET DE LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE

L'histoire nous montre qu'il n'est pas rare de trouver la propriété privée à côté d'une propriété collective plus ou moins étendue ; système qui pourrait bien résoudre certaines difficultés créées par les exigences modernes. Dans l'ancien régime on découvre des coutumes particulières qui révèlent l'existence de deux systèmes.

« L'aristocratie, a écrit F. Funk-Brentano, avait des usages communautaires qui groupaient les branches d'une même famille en maintenant le faisceau de leurs biens... Ces pratiques furent en honneur dans la classe rurale avec beaucoup plus de vigueur que dans l'aristocratie. L'union de nombreux parents pour l'exploitation commune du patrimoine portait le nom de *Frerage* ou *Frarescheux* : les membres en étaient nommés les *Frarescheux*. Les *Frarescheux* sont ceux qui possèdent des biens en commun, les cohéritiers qui maintiennent le patrimoine indivis entre eux » (9).

Par ces lignes on voit un système économique, qu'on pourrait appeler *mixte*, parce que, à côté du droit particulier, il y a l'exploitation des biens en commun.

Poursuivant cet intéressant récit, on lit : « Mais les communautés *taissibles* (ce qui veut dire établies par convention tacite, sans contrat ni acte public) étaient des associations de

(8) *Actes de S. S. Pie XI, T. 7, p. 116. Enc. Quadragesimo Anno.*

(9) F. FUNK-BRENTANO : *L'Ancien Régime*, p. 78 : Paris, 1926.

familles paysannes sous la direction d'un chef élu. Les biens mobiliers et immobiliers de la communauté sont à son nom. Son action engage celle de la communauté tout entière, groupement de plusieurs familles issues d'une même souche.

« Ces communautés de famille qui se gouvernaient ainsi sous une direction unique, en plaçant tous leurs biens en un seul faisceau, en arrivaient à ne plus former qu'une seule *maison* ; elles se désignaient par un même nom, celui de la famille principale.

« Il y avait aussi les *maisons de village* avec des coutumes particulières qui permettaient d'en conserver l'unité, les patrilignes de plusieurs familles étant groupés en un bien commun.

« Les filles se mariaient généralement dans la communauté ; celles qui se mariaient en dehors, recevaient une dot, quelques centaines de francs, moyennant laquelle elles renonçaient à leur part d'héritage. Les célibataires renonçaient aussi à leur part de succession moyennant quelques centaines de francs, mais la plupart d'entre eux vivaient dans la communauté sans demander autre chose que leur entretien.

« Michelet nomme les communautés de paisibles « des convents de laboureurs mariés.

« Les communautés vivaient en esprit de famille, et sur un signe du chef, nommé le Maître, tous faisaient le silence pour se mettre à la prière » (10).

Dans ces institutions de l'Ancien Régime, il nous est permis de remarquer que dans cette communauté de biens, on discerne le principe de propriété privée, reconnu soit par sa concentration dans le chef, soit par la dot qu'on donnait à ceux qui la quittaient, comme reconnaissance des droits acquis, soit par la somme que l'on attribuait aux célibataires qui renonçaient aux droits de succession. Et ce même principe juridique de la propriété on l'aperçoit encore avec plus de force dans les grandes compagnies plus ou moins étendues, qui malgré leur caractère communautaire, représentent une série de petits propriétaires.

Dans les diverses institutions économiques de la vie sociale on voit que le principe de la propriété privée, bien que varié, reste cependant inébranlable. Ainsi quand Léon XIII s'occupe

(10) F. FUNK-BRENTANO : *L. c.*, pp. 82-83 ; Conf. Guy COQUILLAT.

de l'intervention de l'Etat et lui signale son rôle dans le domaine de la vie économique des peuples, il affirme avec énergie : « Toujours doivent rester intacts le droit naturel de propriété et celui de léguer ses biens par voie d'héritage ; ce sont là des droits que cette autorité ne peut abolir, car l'homme est antérieur à l'Etat, et la société domestique a sur la société civile une priorité logique et une priorité réelle » (11).

Si donc l'Etat a le droit et le devoir de pourvoir aux nécessités de la vie publique, il ne peut pas limiter la propriété de manière qu'elles droits établis par la nature même disparaissent pratiquement.

IV

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE EST RÉCLAMÉE PAR LA CONDITION HUMAINE ET LA CONDITION DE L'OUVRIER

Dans la lutte qui se déroule entre les deux écoles, l'école libérale et l'école socialiste, le Pape XIII a défini le point de vue social de l'Eglise. Il écarte d'un côté les principes du libéralisme économique qui, à l'abri d'une conception de pleine indépendance à l'égard des droits de la richesse privée, ont créé une multitude d'esclaves du travail et de la misère, et, de l'autre, le système socialiste dont la solution, au lieu de favoriser la classe travailleuse, « ferait tort à l'ouvrier, si elle était mise en pratique » (12). Il reconnaît les droits à la richesse privée, mais cette propriété doit avoir des limites que lui impose son caractère social. Mais ce droit est revendiqué avec vigueur comme une exigence de la condition humaine et de celle de l'ouvrier lui-même.

Nous allons reproduire les paroles de la lettre pontificale : « De fait, comme il est facile de comprendre, la raison du travail entrepris par quiconque exerce un art lucratif, le but immédiat visé par le travailleur est de conquérir un bien qu'il possèdera en propre et comme lui appartenant ; car s'il met à la disposition d'autrui ses forces et son industrie ce n'est pas

(11) *Act. Léon XIII*, T. 3, p. 27.

(12) *Act. Léon XIII*, T. III, p. 21.

évidemment pour un motif autre sinon pour obtenir de quoi pourvoir à son entretien et aux besoins de la vie, et il attend de son travail non seulement le droit au salaire, mais encore un droit strict et rigoureux d'en user comme bon lui semblera. Si donc, en réduisant ses dépenses, il arrive à faire quelques économies, et si pour s'en assurer la conservation, il les a, par exemple, réalisées dans un champ, il est de toute évidence que ce champ n'est pas autre chose que le salaire transformé : le fond ainsi acquis sera la propriété de l'artisan, au même titre que la rémunération même de son travail. Mais qui ne voit que c'est précisément en cela que consiste le droit de propriété mobilière et immobilière ? Ainsi cette conversion de la propriété privée en propriété collective tant préconisée par le socialisme, n'aurait d'autre effet que de rendre la situation des ouvriers plus précaire en leur retirant la libre disposition de leur salaire et en leur enlevant, par le fait même, tout espoir et toute possibilité d'agrandir leur patrimoine et d'améliorer leur condition » (13).

Léon XIII va plus loin, et réclame cette propriété privée comme un droit que la nature confère à l'homme.

« Il y a une très grande différence entre l'homme et les animaux dénués de raison. Ceux-ci ne se gouvernent pas eux-mêmes, ils sont dirigés et gouvernés par la nature, moyennant un double instinct qui, d'une part tient leur activité constamment en éveil et en développe les forces ; de l'autre, provoque tout à la fois et circonscrit chacun de leurs mouvements. Un premier instinct les porte à la conservation et à la défense de leur vie propre ; un second, à la propagation de l'espèce, et ce double résultat ils l'obtiennent par l'usage des choses présentes et mises à leur portée.

« Ils seraient d'ailleurs incapables de tendre au delà, puisqu'ils ne sont mus que par les sens et par chaque objet particulier que les sens perçoivent.

« Bien autre est la nature humaine. Chez l'homme, d'abord, réside en sa perfection la vertu de la nature sensitive, et, dès lors il lui revient non moins qu'à celle-ci de jouir des objets physiques et corporels. Mais la vie sensitive, même possédée dans toute sa plénitude, non seulement n'embrasse pas toute la

(13) *Act. Léon XIII*, T. 3, p. 21-3.

nature humaine, mais lui est bien inférieure et faite pour obéir et lui être assujettie.

« Ce qui excelle en nous, qui nous fait hommes et nous distingue essentiellement de la bête, c'est la raison ou l'intelligence, et en vertu de cette prérogative il faut reconnaître à l'homme non seulement la faculté générale d'user des choses extérieures, mais en plus, le droit stable et perpétuel de les posséder, tant celles qui se consomment par l'usage que celles qui demeurent après nous en avoir servi.

« Une considération plus profonde de la nature humaine va faire ressortir mieux cette vérité. L'homme embrasse par son intelligence une infinité d'objets, et aux choses présentes il ajoute et attache les choses futures ; il est, d'ailleurs, le maître de ses actions ; aussi sous la direction de la loi éternelle et sous le gouvernement universel de la Providence divine, est-il en quelque sorte à lui-même et sa loi et sa providence. C'est pourquoi il a le droit de choisir les choses qu'il estime les plus aptes non seulement à pourvoir au présent, mais encore au futur. D'où il suit qu'il doit avoir sous sa domination non seulement les produits de la terre, mais encore la terre elle-même, qu'il voit appelée à être, par sa fécondité, sa pourvoyeuse de l'avenir. Les nécessités de l'homme ont de perpétuels retours, satisfaites aujourd'hui, elles renaissent demain avec de nouvelles exigences.

« Il a donc fallu, pour qu'il pût y faire droit en tout temps, que la nature mit à sa disposition un élément stable et permanent, capable de lui en fournir perpétuellement les moyens. Or cet élément ne pouvait être que la terre avec ses ressources toujours fécondes.

« Et qu'on n'en appelle pas à la providence de l'Etat, car l'Etat est postérieur à l'homme, et avant qu'il pût se former, l'homme avait déjà reçu de la nature le droit de vivre et de protéger son existence.

« Qu'on n'oppose pas non plus à la légitimité de la propriété le fait que Dieu a donné à la terre en jouissance au genre humain tout entier, car Dieu ne l'a pas livrée aux hommes pour qu'ils la dominassent confusément tous ensemble. Tel n'est pas le sens de cette vérité. Elle signifie uniquement que Dieu n'a assigné de part à aucun homme en particulier, mais a voulu abandonner la délimitation des propriétés à l'industrie humaine

et aux institutions des peuples. Au reste, quoique divisée en propriétés privées, la terre ne laisse de servir à la commune utilité de tous, attendu qu'il n'est personne parmi les mortels qui ne se nourrisse du produit des champs.

« Qui en manque y supplée par le travail, de telle sorte que l'on peut affirmer en toute vérité, que le travail est le moyen universel de pourvoir aux besoins de la vie, soit qu'on l'exerce dans son fonds propre, ou dans quelque art lucratif dont la rémunération ne se tire que des produits multiples de la terre avec lesquels il est convertissable.

« De tout cela il ressort une fois de plus que la propriété privée est pleinement conforme à la nature. La terre, sans doute, fournit à l'homme avec abondance les choses nécessaires à la conservation de sa vie et plus encore à son perfectionnement, mais elle ne le pourrait d'elle-même sans la culture et les soins de l'homme.

« Or celui-ci, que fait-il en consommant les ressources de son esprit et les forces de son corps pour se procurer ces biens de la nature ? Il s'applique, pour ainsi dire, à lui-même, la portion de la nature corporelle qu'il cultive et y laisse comme une certaine empreinte de la personne, au point qu'en toute justice, ce bien sera possédé dorénavant comme sien, et qu'il ne sera licite à personne de violer son droit en n'importe quelle manière.

« La force de ce raisonnement est d'une évidence telle, qu'il est permis de s'étonner comment certains peuvent encore y contredire, en accordant sans doute à l'homme privé l'usage du sol et les fruits des champs, mais en lui refusant le droit de posséder en qualité de propriétaire ce sol où il a bâti, cette portion de terre qu'il a cultivé. Ils ne voient donc pas qu'ils dépouillent par là cet homme du fruit de son labeur ; car, enfin, ce champ remué avec art par la main du cultivateur a changé complètement de nature ; il était sauvage, le voilà défriché ; d'infécond, il est devenu fertile ; ce qui l'a rendu meilleur est inhérent au sol et se confond tellement avec lui, qu'il serait en grande partie impossible de l'en séparer. Or la justice tolérerait-elle qu'un étranger vînt alors s'attribuer cette terre arrosée des sueurs de celui qui l'a cultivée ? De même que l'effet suit la cause, ainsi est-il juste que le fruit du travail soit au travailleur.

C'est donc avec raison que l'universalité du genre humain, sans s'émouvoir des opinions contraires d'un petit groupe,

reconnaît, en considérant attentivement la nature, que dans ces lois réside le premier fondement de la répartition des biens et des propriétés privées ; c'est avec raison que la coutume de tous les siècles a sanctionné une situation si conforme à la nature de l'homme et à la vie calme et paisible des sociétés. De leur côté, les lois civiles qui tirent leur valeur, quand elles sont justes, de la loi naturelle, confirment ce même droit et le protègent par la force... Enfin l'autorité des lois divines vient y apposer son sceau en défendant sous une peine très grave jusqu'au désir même du bien d'autrui : Tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain, ni sa maison, ni son bœuf, ni son âne, ni rien de ce qui est à lui » (14).

Pour corroborer plus encore ce droit de propriété qui permet à l'homme un usage exclusif des choses extérieures, Léon XIII expose une autre argumentation tirée de la famille, où l'homme se développe et se perpétue.

V

LE DROIT DE PROPRIÉTÉ EST INDISPENSABLE

A LA VIE DE FAMILLE

Ces droits qui sont innés à chaque homme pris isolément, apparaissent plus rigoureux encore quand on les considère dans leurs relations et leur connexité avec les devoirs de la vie domestique.

« Nul doute que dans le choix d'un genre de vie, il ne soit loisible à chacun de suivre le conseil de Jésus-Christ sur la virginité, ou de contracter un lien conjugal. Aucune loi humaine ne saurait enlever d'aucune façon le droit naturel et primordial de tout homme au mariage, ni circonscrire la fin principale pour laquelle il a été établi par Dieu dès l'origine : Croissez et multipliez-vous » (15). Voilà donc la famille, c'est-à-dire, la société domestique, société très petite, sans doute, mais réelle et antérieure à toute société civile, à laquelle dès lors il faudra de toute

(14) *Deut. Cap. V., v. 21* : — *Act. Léon XIII, T. 3, p. 21-7.*

(15) *Gen. Cap. I, v. 28.*

nécessité attribuer certains droits et certains devoirs absolument indépendants de l'Etat.

« Ainsi ce droit de propriété que nous avons, au nom de la nature, revendiqué pour l'individu, il le faudra maintenant transférer à l'homme constitué chef de la famille ; ce n'est pas assez, en passant dans la société domestique ce droit y acquiert d'autant plus de force que la personne humaine y reçoit plus d'extension.

« La nature impose au père de famille le devoir sacré de nourrir et d'entretenir ses enfants. Elle va plus loin. Comme les enfants reflètent la physionomie de leur père, et sont une sorte de prolongement de sa personne, la nature lui inspire l'idée de se préoccuper de leur avenir et de leur créer un patrimoine, qui les aide à se défendre dans la périlleuse traversée de la vie contre les surprises de la mauvaise fortune. Mais ce patrimoine pourrait-il le leur créer sans l'acquisition et la possession de biens permanents et productifs qu'il pourra leur transmettre par voie d'héritage ? ».

A ceci la doctrine socialiste réplique par sa conception de l'Etat-Providence. Ce serait bouleverser l'ordre naturel des choses. Voici d'ailleurs la réponse très claire de Léon XIII : « Aussi bien que la société civile, la famille est une société proprement dite, avec son autorité et gouvernement propre ; l'autorité et le gouvernement paternels. C'est pourquoi toujours sans doute dans la sphère que lui détermine sa fin immédiate, elle jouit, pour le choix et l'usage de tout ce qu'exigent sa conservation et l'exercice d'une juste indépendance, des droits au moins égaux à ceux de la société civile. Au moins égaux, disons-nous, car la société domestique a sur la société civile une priorité logique et une priorité réelle, auxquelles participent nécessairement ses droits et ses devoirs. Que si les individus, si les familles, entrant dans la société, y trouvaient au lieu d'un soutien un obstacle, au lieu d'une protection, une diminution de leurs droits, la société serait bientôt plus à fuir qu'à rechercher » (16).

« Vouloir donc que le pouvoir civil envahisse arbitrairement jusqu'au sanctuaire de la famille, c'est une erreur grave et funeste. Assurément s'il existe quelque part une famille qui se

(16) Act. Léon XIII, T. 3, p. 27-9.

trouve dans une situation désespérée, qui fasse de vains efforts pour en sortir, il est juste que, dans de telles extrémités, le pouvoir public vienne à son secours, car chaque famille est un membre de la société. De même, s'il existe quelque part un foyer domestique qui soit le théâtre de graves violations des droits mutuels, que le pouvoir public y rende son droit à chacun. Ce n'est point usurper les attributions des citoyens, c'est affermir leurs droits, les protéger, les défendre comme il convient. Là toutefois doit s'arrêter l'action de ceux qui président la chose publique ; la nature leur interdit de dépasser ces limites. L'autorité paternelle ne saurait être abolie, ni absorbée par l'Etat, car elle a sa source là où la vie humaine prend la sienne. Les fils sont quelque chose de leur père ; ils sont en quelque sorte une extension de sa personne ; et, pour parler avec justesse, ce n'est pas immédiatement par eux-mêmes qu'ils s'agrègent et s'incorporent à la société civile, mais par l'intermédiaire de la société domestique dans laquelle ils sont nés. De ce que les fils sont naturellement quelque chose de leur père, ils doivent rester sous la tutelle des parents jusqu'à ce qu'ils aient acquis l'usage du libre arbitre (17). Ainsi, en substituant à la providence paternelle la providence de l'Etat, les socialistes vont contre la justice naturelle. Mais en plus de l'injustice de leur système, on ne voit que trop toutes les funestes conséquences qui en découlent ; la perturbation dans tous les rangs de la société, une odieuse et insupportable servitude pour tous les citoyens, la porte ouverte à toutes les jalousies, à tous les mécontentements, à toutes les discordes ; le talent et l'habileté privés de leurs stimulants et, comme conséquence nécessaire, les richesses taries dans leur source ; enfin, à la place de cette égalité tant rêvée, l'égalité dans le dénuement, dans l'indigence et la misère. Par tout ce que Nous avons dit, conclut Léon XIII, on comprend que la théorie socialiste de la propriété collective est absolument à répudier, comme préjudiciable à ceux-là mêmes qu'on veut secourir, contraire aux droits naturels des individus, comme dénaturant les fonctions de l'Etat et troublant la tranquillité publique. Qu'il reste donc établi que le premier fondement à poser par tous ceux qui veulent sincèrement le bien du peuple est l'inviolabilité de la propriété privée » (18).

(17) *St. Thomas : Summa Theol.*, 11^a, 11^e, q. X. a. 12.

(18) *Act. Léon XIII*, T. 3, p. 29.

Tel est le principe fondamental sur lequel s'appuie la doctrine sociale de l'Eglise. Il n'est pas de doute possible sur sa pensée à l'égard de la propriété privée et de sa fonction dans l'économie des peuples. Mais si le principe y est clairement établi, on y découvre une conception rigide de la propriété, laquelle bien qu'elle mette à l'abri les droits des prolétaires dans leurs légitimes aspirations, représentait pratiquement un énorme avantage en faveur des classes riches. Les riches et les grands propriétaires acceptèrent de bon gré ce que l'on a voulu considérer comme la consécration de leur situation favorite.

Est-ce que ce droit donnait une liberté d'action absolue aux propriétaires, ou est-ce que l'ancien *Jus utendi et abutendi* devenait une conception chrétienne du droit de propriété ?

Dans l'exposé de la doctrine sociale chrétienne dont nous parlons, on découvre une tendance conservatrice, qui a été exploitée par les favorisés de la fortune. Ce n'est pas étonnant que ce *statu quo* voulu par la propriété, et qui immobilisait les situations de la richesse, ait tourné les éléments prolétaires contre l'Eglise même, bien que celle-ci ait dû lutter souvent contre l'oppression des riches contre les pauvres, depuis les jours de son Fondateur.

Les devoirs envisagés à l'égard des biens qui constituent le patrimoine des propriétaires étaient bien humbles. C'était la charité sans aucune sanction humaine qui déterminait l'emploi que l'on devait en faire ; et lorsque, au nom du Christianisme, on imposait le devoir de faire participer les pauvres aux biens de la fortune, les moralistes et théologiens se contentaient d'une contribution minuscule, un deux pour cent de ce qui n'était pas nécessaire à la condition de la personne, pour remplir ce devoir moral que leur imposait la religion.

Il n'est pas suffisant d'exposer le principe, souvent il faut l'expliquer pour empêcher les fausses interprétations. On trouve un cas typique de cette tendance conservatrice dans la lutte engagée entre les moralistes, qui dura trois siècles, avant que l'Eglise n'ait reconnu la licéité de l'intérêt dû au prêt.

Bien qu'il ne soit pas possible d'arriver jusqu'aux dernières applications et aux dernières conséquences, il ne devait manquer une explication plus ou moins large adaptée aux exigences plus pressantes de chaque jour. Cette explication a été donnée par le nouvel aspect de la propriété dont parle le Pape

actuel, qui est venu éclaircir la question avec son autorité pontificale. Après un vif exposé de la situation menaçante créée par les fréquents conflits sociaux, il établit, comme son prédécesseur Léon XIII, le principe intangible de la propriété, mais revêtu d'un caractère social, qui la fait plus souple, et lui permet de mieux s'adapter aux besoins de la vie sociale. Ce caractère n'est pas une nouvelle adaptation, mais l'éclaircissement d'une doctrine sur laquelle, peut-être, il n'a pas dit le dernier mot. Voici comment Pie XI développe sa pensée dans son *Enc. Quadragesimo Anno*, du 15 mai 1931 : « Vous savez avec quelle énergie notre prédécesseur s'est fait le défenseur de la propriété privée contre les erreurs socialistes de son temps, et comment il a montré que son abolition, loin de servir les intérêts de la classe ouvrière, ne pourrait que les compromettre gravement. Tenons avant tout pour assuré que ni Léon XIII ni les Théologiens, dont l'Eglise inspire et contrôle l'enseignement, n'ont jamais nié ou contesté le double aspect, individuel et social, qui s'attache à la propriété ; tous, au contraire, ils ont unanimement soutenu que c'est de la nature, et donc, du Créateur, que les hommes ont reçu le droit de propriété privée, tout à la fois pour que chacun puisse pourvoir à sa subsistance et à celle des siens, et pour que, grâce à cette institution, les biens mis par le Créateur à la disposition de l'humanité, remplissent effectivement leur destination : ce qui ne peut être réalisé que par le maintien d'un ordre certain et bien réglé » (19).

Et en signalant le double écueil des théories modernes à l'égard de la propriété, le Pape dira que pour ne pas tomber dans le modernisme moral, juridique et social, il ne faut pas perdre de vue son aspect social et public pour ne pas verser dans l'individualisme ou le côtoyer ; ou au contraire, ne contester ou voiler de telle forme son aspect individuel qu'on tomberait dans le collectivisme. Et pour contenir dans les justes limites les controverses sur la propriété et les devoirs qui lui incombent, il affirme : « Il faut poser tout d'abord le principe fondamental établi par Léon XIII, à savoir, que le droit de propriété ne se confond pas avec son usage. C'est en effet la justice qu'on appelle commutative qui prescrit le respect des divers domaines et interdit à quiconque d'envahir, en outrepassant les limi-

(19) *Act. Pie XI*, T. 7, p. 113.

tes de son propre droit, celui d'autrui : par contre, l'obligation qu'ont les propriétaires de ne faire jamais qu'un honnête usage de leurs biens, ne s'impose pas à eux au nom de cette justice, mais au nom des autres vertus ; elle constitue par conséquence un devoir dont on ne peut exiger l'accomplissement par des voies de justice.

« C'est à tort que certains prétendent renfermer dans des limites identiques le droit de propriété et son légitime usage : il est plus faux encore d'affirmer que le droit de propriété est périmé et disparaît par l'abus qu'on fait, ou parce qu'on laisse sans usage les choses » (20).

Le Souverain Pontife se plaint de ceux qui accusent l'Eglise « d'avoir laissé s'infiltrer dans l'enseignement des théologiens un concept païen de la propriété auquel il importerait d'en substituer un autre qu'ils ont l'étrange inconscience d'appeler le concept chrétien » (21). Et lorsqu'il s'élèvera contre les prétentions exagérées du capitalisme tout-puissant grâce aux postulats du libéralisme manchesterien, et contre les plaintes injustifiées des travailleurs, pour déterminer la ligne qui sépare les deux camps adverses et établir le principe d'une juste participation, il insistera encore sur le droit de propriété : « Pour empêcher que ces fausses doctrines ne fermassent à jamais les voies de la justice et de la paix, des deux cotés on avait besoin des très sages avertissements de notre Prédécesseur : *Quoique divisée en propriétés privées, la terre ne laisse de servir à la commune utilité de tous* : Nous venons Nous-Mêmes de rappeler ce principe : « C'est pour que les choses créées puissent procurer cette utilité aux hommes d'une manière sûre et bien ordonnée, que la nature a elle-même institué le partage des biens par le moyen de la propriété privée. Il importe de ne jamais perdre de vue ce principe sous peine de s'égarer » (22).

Et pour terminer cet exposé sur le droit de propriété, nous allons reproduire une dernière note de l'Encyclique de Pie XI, où le Souverain Pontife parle des deux titres originaires du droit de propriété : « La tradition universelle non moins que les enseignements de notre Prédécesseur font de l'occupation d'un

(20) *Act. Pie XI, T. 7, pp. 114-5.*

(21) *Pie XI, L. c., p. 114.*

(22) *Pie XI, L. c., p. 121.*

bien sans maître et du travail qui transforme une matière, les titres originaux de la propriété » (23).



La sociologie chrétienne considère donc la propriété privée comme une base fondamentale. On sait bien que tous les Codes du monde civilisé ont consacré ce droit originaire de la nature dans leurs prescriptions légales. Ils ont même reconnu, tel que l'Eglise, les deux titres originaux du droit de propriété, qui constituent la formule de sa doctrine sociale catholique, puisque aussi bien ils admettent le droit de prescription par une simple occupation plus ou moins prolongée d'une propriété quelconque, et le droit acquis par l'achat d'un objet dans certaines conditions prévues.

VI

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET LA TRADITION ANCIENNE CHEZ LES HÉBREUX, CHEZ LES ÉGYPTIENS, CHEZ LES BABYLONIENS ET CHEZ D'AUTRES PEUPLES

Il est certain que le fait ne prouve pas logiquement le droit, bien que les lois civiles en tirent parfois, dans certaines circonstances, la conséquence pour une raison d'utilité commune. C'est ainsi que le fait d'une possession plus ou moins prolongée d'une propriété est considérée comme un titre suffisant de droit: *Præsumptio juris*. Les Codes civils de France, d'Espagne, d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne, de Portugal, etc., reconnaissent la prescription comme une forme juridique (24).

Si toutefois il était établi — comme nous voulons le démontrer — que la propriété a toujours existé, ce fait ne prouverait pas nécessairement la légitimité du droit de propriété, il apporterait cependant un argument de valeur à la conception catholi-

(23) Pie XI, *L. c.*, p. 118.

(24) Conf. PRUMMER : *De origine atque licetate proprietatis atque domini pri-*
vati, T. 2, p. 64 et ss. ; A. ARREGUI : *Summ. Theol. Mor.*, pp. 177-8.

que du droit de propriété comme conforme à la nature humaine, et donc de droit naturel.

Les socialistes ont compris la force de cette déduction, et lorsqu'ils proclament l'illégitimité de la propriété créée par la force et transformée arbitrairement en régime économique des peuples, ils réclament aussi un retour au régime primitif, qu'ils représentent comme un régime de propriété collective. Ainsi Lavèleye, auteur de « De la Propriété et de ses formes primitives », s'efforce de démontrer que chez les peuples on ne connut d'abord que la propriété collective, et que, petit à petit, seulement par la fraude, par la ruse ou par la violence, la propriété foncière privée s'est introduite au détriment de la masse populaire et contrairement aux prescriptions du droit naturel. Il affirme que c'est à une époque relativement récente que s'est constituée la propriété individuelle, appliquée à la terre après une série de modifications nécessaires.

Il décrit d'abord le régime *pastoral*, où la propriété foncière commence à apparaître, et il nous assure que si des querelles se succédaient à propos des pâturages entre les diverses tribus, l'idée pourtant qu'un individu isolé puisse réclamer une partie du sol comme exclusivement à lui, ne venait encore à personne.

Puis par le travail de l'homme la terre est mise en production et apparaît le régime *agricole*, mais il affirme que le territoire occupé par la tribu demeurerait exclusivement sa propriété.

Plus tard vint le partage des terres cultivées en lots entre les familles. Le fond appartenait à la communauté, et de temps en temps on procédait à un nouveau partage par la voie du sort.

Un nouveau pas en avant fit que les lots restèrent dans les mains des familles patriarcales occupant la même demeure, et jouissant également du terrain.

Enfin, apparut la propriété individuelle et héréditaire ; mais elle reste encore engagée dans les mille entraves des droits des suzerains, fidéi-commis, etc. Et plus récemment, par la dernière évolution, s'est constitué définitivement le droit de propriété absolu, souverain et personnel, que définit le Code de nos jours et que seul nous connaissons aujourd'hui (25).

Par une étude des peuples d'origine relativement récente, comme les Romains, les Athéniens, les Russes, les Allemands,

(25) D. LAVÉLEYE : *De la propriété et de ses formes primitives*, pp. 3-4. A. Alc. Editeur, Paris.

les Ecossais, les Scandinaves, etc., l'auteur s'efforce d'établir la preuve historique de l'existence de la propriété collective. Que faut-il en penser ?

Evidemment la propriété a subi les évolutions qu'ont subies les peuples à travers les siècles, et, peut-être, ne sommes-nous pas encore arrivés à la dernière étape de ce processus. « Dieu a voulu — dit Léon XIII — abandonner la délimitation des propriétés à l'industrie humaine et aux institutions des peuples ». Et le Pontife Pie XI ajoute de son côté : « Pas plus, en effet, qu'aucune autre institution de la vie sociale, le régime de la propriété n'est absolument immuable, et l'histoire en témoigne ainsi que Nous l'avons Nous-Mêmes observé en une autre circonstance : « Combien de formes diverses la propriété a revêtues depuis la forme primitive que lui ont donné les peuples sauvages, et qui de nos jours encore s'observe en certaines régions, en passant par celles qu'ont prévalu à l'époque patriarcale, par celles qu'on connues les divers régimes tyranniques (Nous donnons ici au mot sa signification classique) par les formes féodales, monarchiques, pour en venir aux réalisations si variées de l'époque moderne » (26).



Mais, historiquement, est-il exact de dire que pendant des siècles et des siècles, l'humanité n'a connu que la propriété collective, comme le veut De Lavèleye, et que celle-ci, petit à petit et insensiblement, a été remplacée par la propriété foncière privée ?

Sans nier l'existence des propriétés collectives, il faut remarquer que celles-ci ne sont pas incompatibles avec la coexistence des propriétés privées. L'Ecole sociale catholique reconnaît précisément à côté des propriétés privées l'existence de certaines propriétés collectives, non seulement comme légitimes, mais encore d'une grande valeur sociale. Elle voudrait, par exemple, voir revivre ces propriétés communales et collectives d'autrefois, qui, jusqu'à la Révolution, avaient rendu de si grands services aux pauvres et aux ouvriers (27).

(26) *Allocution de Pie XI au Comité de l'Action catholique italienne, 16 Mai, 1937* ; Conf. Vicomte Georges d'AVENEL : *Découvertes d'histoires sociale, 1200-1910*, p. 62 ss. : Flammarion, Editeur, Paris, 1910.

(27) L. GARRIGUET : *La Propriété privée*, p. 14 : Bloud et Gay, Paris, 1907.

Mais le fait historique de la non-existence de la propriété privée chez les peuples anciens, mis en avant en faveur du collectivisme, se trouve contredit par l'étude de l'histoire des peuples les plus anciens. L'examen de la vie sociale des Juifs, des Egyptiens, des Assyriens, des Babyloniens et d'autres encore aboutit, en effet, à une conclusion absolument contraire à la thèse proposée par De Lavèleye.

La propriété chez les Hébreux.

Dans le Pentateuque, œuvre d'une valeur historique irréfutable, même si on ne lui attribue pas l'autorité que lui donnent les catholiques, on trouve nettement affirmée l'existence de la propriété privée chez les Hébreux. « Vous ne désirerez point la femme de votre prochain, ni son champ, ni sa maison » (28). « Maudit celui qui change les bornes de l'héritage de son prochain » (29).

Et non seulement on découvre l'existence de la propriété foncière chez les Juifs au temps de Moïse, mais à une époque encore bien antérieure au temps d'Abraham. A la mort de Sara, sa femme, celui-ci acquit au prix de quatre cents sicles d'argent un champ d'Ephron, fils de Seor, où il y avait une caverne qui devait servir de sépulcre, et « il lui fut assuré comme un bien qui lui devient propre » (30).

Abraham vivait mille ans avant Jésus-Christ.

Chez les Egyptiens.

Par les affirmations de Moïse et par de nombreux documents profanes, on peut constater également l'existence de la propriété foncière chez le peuple égyptien. Dans la *Genèse*, l'on raconte que Joseph, vice-roi de l'Egypte, acheta les terres de l'Egypte, à cause de l'extrême famine, et les acquit à Pharaon, depuis une extrémité du royaume jusqu'à l'autre (31).

Comme l'observe Garriguet, de même que jadis la propriété foncière privée s'était universellement répandue sur les bords du Nil, de même elle y reparut plus tard, comme le démontrent

(28) *Deut. V.*

(29) *Deut. XXVII.*

(30) *Genèse, XXIII.*

(31) *Genèse, XLVII.*

de nombreux passages de Denys d'Halicarnasse et de Diodore de Sicile (32).

Les découvertes sont venues confirmer de leur côté les données de la Bible, sur la forme de la propriété foncière privée dans l'ancienne Egypte. Elles sont d'accord avec la Genèse. Après les études de Birch, de Maspero, de Lenormant et de bien d'autres archéologues et historiens, on ne peut conserver le moindre doute à ce sujet.

Birch a publié une tablette où l'on fait mention d'un certain Amten qui tenait une partie de ses terres en héritage, et reçut l'autre de la générosité du roi. Les savants considèrent ce document comme d'une grande importance, puisqu'il date du règne de Senefru (Soris) qui commença vers l'an 3.000 avant Jésus-Christ.

Ed. Mayer partage cette opinion, et, à son tour, estime qu'il y avait des paysans qui cultivaient leurs propres terres. Bien que la grande partie du sol égyptien se trouvât entre les mains de son Souverain, on ne saurait en conclure qu'elle n'était pas morcelée en lots, possédés par des particuliers.

Dans le *British Museum*, à Londres, il y a une centaine de contrats, d'origine babylonienne, gravés sur des briques, qui traitent de la vente de terres et de maisons. Les orientalistes font remonter l'origine de ces pièces entre les XIII^m à XXIII^m siècles avant l'ère chrétienne.

M. J. Oppert, sous le titre « Tablettes juridiques de Babylonie » publia dans le *Journal Asiatique* la traduction de nombreux contrats de vente et donations, de provenance babylonienne.

Dans le *Musée du Louvre* se trouve le bloc de diorite, découvert dans les fouilles pratiquées à Suse sous la direction de M. Morgan, entre décembre 1901 et janvier 1902. Les inscriptions gravées par Hammourabi, roi de Babylone, vers l'an 2.000 avant J.-C., ont été interprétées par l'orientaliste P. Scheil, et publiées en 1902 dans *Textes Elamites-Sémitiques* (33). Dans ces textes de Suse le troisième tome est consacré presque entièrement au Code de Hammourabi. Ce chef-d'œuvre de la pensée humaine, comme l'appelle le P. Lagrange (34), nous permet de

(32) L. GARRIGUET : *De la propriété*, T. I, p. 21.

(33) *Textes Elamites-Sémitiques* ; Leroux, Paris, 1902.

(34) *Revue Biblique Internationale*, p. 27, année 1903.

découvrir tout un système juridique basé sur les mêmes principes du droit moderne en rapport avec la propriété privée.

De son côté George Smith déclare que la propriété privée existait en Assyrie, et qu'elle se transmettait régulièrement de père à fils (35).

Lenormant, à propos de certains contrats publiés par Oppert et Sayce et d'autres orientalistes, dit : « La plupart de ces contrats remontent aux origines mêmes du royaume des Chaldéens à l'époque de Sin-Said. Ceux de date plus récente, sur lesquels on peut lire le nom des trois Séleucides, remontent à l'époque grecque ».

Nous avons, par conséquent, des contrats de ce genre, de toutes les périodes de la civilisation chaldéenne qui, d'ailleurs, a duré si longtemps. Ils nous révèlent les nombreuses garanties dont les Assyriens avaient entouré la propriété foncière (36). Les mutations de biens ne pouvaient être réalisées que dans des formes déterminées et sacrées. La somme qu'on déposait pour garantir l'exécution d'un contrat, était réservée dans le trésor du temple, et le prêtre assistait à la conclusion du contrat même. Un cadastre soigneusement rédigé permettait de contrôler l'état de la propriété et de fixer la base de la perception des impôts (37).

Les témoignages des peuples les plus anciens sont donc d'accord pour démentir le collectivisme comme forme primitive de la propriété dans l'histoire des peuples. Et, si des peuples anciens on passe aux nations d'origine plus récente, on ne peut admettre non plus tout ce qu'affirme De Lavèleye. Ses affirmations sur la propriété foncière en Grèce et à Rome, sont en opposition avec les dires des écrivains d'une compétence remarquable en la matière. M. Paul Guiraud, dans son travail « La propriété foncière en Grèce jusqu'à la conquête romaine » (38) conteste que la propriété foncière collective ait existé jamais en Grèce. Après de nombreuses recherches à cet égard, il a pu constater qu'il n'y avait pas un seul texte dans la littérature ancienne, sainement interprété, permettant de soutenir une pareille thèse.

(35) G. SMITH : *Ancien History from the Monuments*.

(36) LENORMANT : *Manuel d'Histoire Ancienne*, T. 2, pp. 141-2 ; A Lévy Fils, Libraire-Editeur, Paris, 1869.

(37) LENORMANT ; *L. c.*, pp. 142-3.

(38) Publié par Hachette, Paris. 1893.

Fustel de Coulanges, parlant de la propriété foncière privée en Italie, n'hésite pas à déclarer qu'elle est aussi ancienne que Rome même. Il publia à ce propos une riche documentation (39).

Edouard Baudouin, après une sérieuse étude sur la question, en arrive à la même conclusion (40). Ce travail fut publié en un volume chez Lorose, 1894, Paris.



Dans le cours de l'histoire on découvre certainement des traces de propriété commune chez de petites collectivités ou communautés. Ainsi, à l'époque d'une civilisation très primitive, on trouve des littoraux de pêche ; ou bien encore la propriété de terre et de troupeaux par des tribus à l'époque des Patriarches : des domaines fonciers par familles tels que les envahisseurs francs les organisèrent dans les populations gallo-romaines aux V^{me} et VI^{me} siècles ; des communes rurales distribuées par périodes fixes entre les familles, comme le *mir* russe ; des communautés coutumières, telles qu'on les trouve en France au Moyen-Age et jusqu'au XVII^{me} siècle dans les provinces du centre ; des propriétés par clan, famille, tel qu'on le pratiquait dans l'Allemagne du Moyen-Age, en Serbie jusqu'au XIX^{me} siècle, chez les Croates, Slovènes, Serbes et Bulgares sous le nom de Zadruga ou propriétés féodales (41).

Mais ces faits ne sont aucunement la consécration du système collectiviste, car ces propriétés collectives n'ont eu qu'une extension réduite et, d'autre part, elles comporteraient la coexistence de la propriété foncière privée. A l'époque des Patriarches nous trouvons la propriété privée, tout comme dans les communautés et familles de la vieille France, et on y respectait le droit privé.

(39) *Nouvelle Revue Historique du Droit français et étranger*.

(40) *Revue des Questions Historiques*, XLV, p. 355.

(41) Milan Ivisic : *La Propriété collective familiale chez les peuples yougoslaves* : Chronique Sociale de France, Mai 1933, p. 354.

CHAPITRE DEUXIÈME

LE ROLE SOCIAL DE LA PROPRIÉTÉ

I. La justice dans ses divers aspects. — II. Le devoir social de la propriété. — III. L'Eglise et la justice sociale. — IV. Rôle social de la propriété dans l'Ancien Testament. V. Caractère social de la propriété en France sous l'ancien Régime. — VI. Les Etats Pontificaux et la justice sociale. — VII. Les Pères de l'Eglise. — VIII. Les Ecrivains modernes : Bossuet, Massillon et Chollet.

I

LA JUSTICE DANS SES DIVERS ASPECTS

Du droit de propriété découle un devoir universel, imposant des obligations à l'égard des biens possédés.

C'est la justice qui détermine ces obligations, et, par là, cette vertu nous apparaît comme une vertu éminemment sociale, puisqu'elle contribue à garantir l'ordre et la paix dans la cité.

On a défini la justice : Une disposition stable de la volonté qui mène l'homme au respect du droit du prochain (1). De son côté, St Thomas dit que la justice est une vertu *ad alterum* (2).

Mais ce droit du prochain est double : droit de posséder et droit d'agir. Droit de posséder non seulement les biens matériels, mais aussi ceux qui appartiennent à l'esprit, honneur,

(1) St. AUGUSTIN : *De Civit. Dei*, Lib. IX, Cap. XXI.

(2) St. THOMAS : *Summ. Theol.*, 1^a, 11^e, q. 113, a. 1.

liberté, etc. : droit d'agir pour réaliser sa destinée temporelle et aussi la destinée éternelle que lui réserve le Christianisme.

De plus, l'homme est considérée en tant qu'individu et en tant que membre de la société. C'est parce que les théologiens scolastiques ont tenu compte de ces différents éléments, qu'ils ont distingué diverses sortes de justice : la *justice commutative et distributive* qui a pour fin l'individu, et la *justice générale ou légale* qui a pour fin la société (3).

La justice commutative régit les relations d'ordre contractuel entre les individus ou entités privés, et exige une rigoureuse égalité. Ainsi dans les opérations d'achat ou de vente, une équivalence est nécessaire entre le prix qu'on verse et la valeur de l'objet acheté ou entre un objet donné en échange. D'où il suit que si l'employeur ne donne pas ce qui est dû au travail, ou si le travailleur ne donne pas ce qui est dû au patron, il y a une offense à la justice qu'il faudra réparer par une compensation équivalente. Comme il est parfois moralement impossible d'établir la juste proportion entre les éléments à comparer, la bonne foi, où des arbitres peuvent rendre de précieux services pour juger de l'infraction et de la réparation due ; mais la justice commutative confère aussi la possibilité de revendiquer ses droits devant les tribunaux. Les droits de la justice commutative ne sont pas cependant si absolus et si rigides qu'ils ne cèdent de leur rigueur pour s'adapter aux exigences de la justice sociale, comme nous le verrons.

La justice distributive.

L'homme, partie intégrante de la société, a le droit d'être traité par l'autorité selon ses aptitudes et suivant ses besoins, et celle-ci devra accomplir ses fonctions à l'égard de chacun par une juste distribution des charges, des avantages sociaux, etc.

C'est la justice distributive qui préside à cette répartition. Si l'individu s'associe pour la défense légitime de ses droits de classe, etc., il mérite le même respect de la part de l'autorité.

La justice *distributive* place donc l'homme en face de la société, comme la justice *commutative* le fait à l'égard de son semblable.

(3) St. THOMAS : *Summ. Theol.* ; 11^a, 11^e, q. 58, a. 5. ; SUAREZ : *Opusc. de Justitia Dei*, Paragraphus IV, N° 6 : *De Legibus*, Lib. I. Cap. VII, nn. 4-5 ; LUGO : *De Justitia et Jure*, Disp. 4, pp. 62-8 ; LESSIUS : *De Justitia*, Cap. 1., Dub. 3.

C'est cette justice *distributive*, par exemple, qui doit régler la diversité des salaires. En dépit du principe reçu pour vrai : « A travail égal, salaire égal », il ne serait pas juste que l'on considère dignes du même prix les huit heures d'un ouvrier ordinaire et celles d'un ouvrier qualifié.

La justice générale ou légale.

Elle dirige l'action humaine pour le bien de la communauté; l'homme en même temps qu'il cherche son bien particulier, doit chercher la fin de la société dont il fait partie. Sa condition d'être social l'oblige à travailler pour le bien commun par l'accomplissement de la loi.

La justice légale n'établit pas l'égalité objective, comme le fait la justice commutative, mais elle impose les charges sociales proportionnellement aux capacités des individus (4). Le P. Antoine la considère le principe d'unité des parties du corps social (5).

La justice sociale.

Aujourd'hui on ajoute aux termes classiques de la justice que nous venons de préciser, une autre acceptation employée par les sociologues, la Justice sociale.

Cette justice, dit le P. Antoine, a pour objet formel le droit au bien social, au bien commun. Or le bien social ou commun peut être engendré dans sa production ou dans sa jouissance, d'où les deux aspects de cette justice, l'une, *contributive*, et l'autre, *distributive*, selon qu'elle concerne le droit de la société envers chacun de ses membres en vue du bien commun à produire, ou le droit de chacun des citoyens envers la société en vue de jouir de ce bien. Elle peut donc être considérée comme « l'observance effective de tout droit ayant le bien social commun pour objet et la société civile comme sujet ou comme terme » (6).

Le Pape Pie XI dans sa lettre Encycl. du 19 mars 1937, *Sur le Communisme Athée*, parle aux patrons et aux ouvriers des devoirs que leur impose aussi la justice sociale. « N'est-il pas

(4) St. THOMAS : *Summ. Theol.*, 11^a., 11^e., q. 61. a. 2.

(5) Ch. ANTOINE : *Cours d'économie sociale*, p. 120 : Paris, 1905.

(6) Ch. ANTOINE : *Cours d'Economie Sociale*, p. 137.

déplorable, dit le Pontife, qu'on ait parfois abusé du droit de propriété, reconnu par l'Eglise, pour frustrer l'ouvrier du juste salaire et des droits sociaux qui lui reviennent ? C'est précisément la fonction de la justice sociale d'imposer aux membres de la communauté tout ce qui est nécessaire au bien commun. Mais, de même que dans l'organisme vivant on pourvoit aux besoins du corps entier en donnant à chacune des parties et à chacun des membres ce qu'il leur faut pour remplir leurs fonctions, ainsi dans l'organisme social, pour assurer le bien commun de toute la collectivité, il faut accorder à chacune des parties et à chacun des membres, c'est-à-dire, à des hommes qui ont la dignité de personnes, ce qui leur est nécessaire pour l'accomplissement de leurs fonctions sociales. La réalisation de la justice sociale produira une activité intense de toute la vie économique, dans la paix et dans l'ordre, manifestant ainsi la santé du corps social » (7).

Auparavant, le même Pontife avait déjà parlé de ce sujet dans son *Encycl. « Quadragesimo Anno »*, où lorsqu'il établit le principe d'une juste répartition, il dit : « Les ressources qui ne cessent d'accumuler les progrès de l'économie sociale doivent donc être réparties de telle manière entre les individus et les diverses classes de la société que soit procurée cette utilité commune dont parle Léon XIII, ou, pour exprimer autrement la même pensée, que soit respecté le bien commun de la société tout entière. La justice sociale ne tolère pas qu'une classe prive l'autre de ces avantages. Elles pèchent donc également contre cette sainte loi, et la classe des riches quand, dégagée par sa fortune de toute sollicitude, elle estime parfaitement régulier et naturel un état de choses qui lui procure tous les avantages sans rien laisser à l'ouvrier ; et la classe des prolétaires, quand exaspérée par une situation qui blesse la justice... elle réclame pour soi la totalité du produit qu'elle déclare sorti tout entier de ses mains » (8).

« Ni Léon XIII ni les théologiens dont l'Eglise inspire et contrôle l'enseignement, n'ont jamais nié ou contesté le double aspect, individuel et social, qui s'attache à la propriété, selon qu'elle sert l'intérêt particulier ou regarde le bien commun » (9).

(7) *La Documentation Catholique*, T. 37, pp. 955-6. *Encycl. Divini Redemptoris*.

(8) *Doc. Cathol.*, T. 25, pp. 1419-20-21.

(9) *L. c.*, p. 1415.

L'Ecole Normale Sociale, dans son commentaire sur l'Encycl. *Quadragesimo Anno*, fait remarquer que la transformation rapide du monde actuel sur le plan économique élargit de plus en plus l'étroite collaboration des membres de la société par la coordination et organisation du domaine économique, c'est-à-dire, nous mène à la rationalisation des activités diverses sur le terrain national autant qu'international. Le *bien commun* y acquiert une importance toujours croissante, d'où la nécessité tant de la part des individus que des groupements ou institutions diverses, particulièrement professionnelles, de diriger leurs activités vers l'acquisition de ce *bien général*, qui d'ailleurs conditionne le leur propre. Mais, ce *bien général*, ou *commun*, fin de la société civile, ne peut pas venir représenté par la somme des intérêts individuels de tous les citoyens souvent en opposition, mais par ce qui a un caractère d'ordre général pour la communauté, et qui donne sa raison d'être à cette institution morale. Et ensuite elle détermine l'objet propre de la justice sociale à cet égard qui est :

1. — D'orienter et de promouvoir les actes des individus vers ce bien général, même lorsqu'ils ne sont pas ordonnés à l'avance par la justice dite légale.

2. — De promouvoir des institutions corporatives ou professionnelles ou tels groupements qui supprimeraient les désordres et les injustices produites par le défaut d'organisation sociale. Les salaires insuffisants, les conflits entre professions, l'abus des cartels, le crédit, les grèves, etc., seront l'objet des prévisions de la *justice sociale*, laquelle réglera de préférence les relations et les activités des groupes sociaux en leur faisant connaître leurs responsabilités collectives.

3. — De pousser les représentants de l'Etat à coordonner, contrôler et même réprimer, au besoin, et en vue du bien commun, les activités individuelles ou collectives des groupements ou professions. L'ordre juridique et social à créer au nom de la justice sociale dont parle Pie XI, suppose cette intervention et coopération de l'Etat (10).

Garriguet, dans son résumé de la doctrine catholique sur le droit de propriété, parle de son aspect social et dit : « ...B) Le droit de l'homme, quoique réel et véritable, est avant tout un

(10) *Ecole Normale Soc. ; Comm. Encycl. Quadragesimo Anno*, pp. 254-5.

simple droit de possession et d'administration ; C) Pour cette administration l'homme est rigoureusement tenu de se conformer à l'ordre établi par Dieu ; D) La possession et administration des biens légitimement acquis appartiennent exclusivement au propriétaire ; mais la destination de ces biens est et demeure toujours bien social-commun » (11).

Parlant de la propriété, le Comte Sederini déclare que celui qui garde sa terre inculte, ou ne lui fait pas produire tout ce qu'elle devait donner, commet une faute et doit une réparation à la société. On pourrait, par exemple, établir un impôt sous forme d'amende, basé sur ce que devrait donner cette terre laissée en friche ou mal cultivée (12).

Les catholiques italiens réunis en Congrès à Rome ont rappelé le devoir social des propriétaires. Parmi les divers points du Programme qui mérita la bienveillance de Léon XIII, nous lisons : « Pour ce qui est de la propriété en général et, en particulier, de la propriété foncière, il faut au caractère essentiellement industriel et privé qu'elle revêt, ajouter des caractères et une organisation qui puissent en développer en même temps la fonction sociale et collective. Il est pourtant nécessaire de réintégrer la conscience du devoir moral chrétien, en vertu duquel l'usage de la propriété privée, une fois qu'il a satisfait les besoins respectifs de la classe des propriétaires, doit être consacré à l'avantage commun, notamment à celui des pauvres et déshérités » (13).

II

LE DEVOIR SOCIAL DE LA PROPRIÉTÉ

La propriété, telle que nous l'avons considérée, a son rôle par rapport à l'individu et à sa prolongation naturelle, la famille, où il se perpétue. Mais l'homme appartient aussi à la société ; de ce fait, la propriété a son rôle social à remplir. La propriété a donc une double finalité, privée et sociale.

(11) L. GARRIGUET : *La propriété*, T. 2, p. 18.

(12) M. le Comte SEDERINI : *Le Socialisme et le Catholicisme*, cité par l'Association Catholique, 15 Avril, 1897, p. 414.

(13) Max TURMANN : *Le développement du Catholicisme Social*, p. 261 et ss, où sont reproduits les accords de ce Congrès, célébré en Février 1894.

L'homme dans la famille trouve le moyen de satisfaire les nécessités les plus urgentes de la nature, mais la pleine réalisation de son idéal ne peut la trouver que dans la société. Celle-ci est un besoin pour lui, une exigence de sa nature même. La société civile ne peut pas être considérée comme une simple juxtaposition de membres sans autre liaison que la recherche de biens matériels, mais comme l'organisme susceptible d'aboutir à la perfection de l'homme complet, et surtout à la perfection de son esprit, qui est la partie la plus importante de sa nature. La société ne pourrait être considérée comme un groupe économique quelconque, destiné à une production, mais comme la prolongation de la famille, qui trouve dans l'union de tous le complément de son bonheur matériel et moral. C'est pour cela que l'Eglise considère l'humanité comme une grande famille, où tous les hommes sont frères. C'est, d'ailleurs, l'enseignement de Paul de Tarse qui ne voulait plus reconnaître ni juifs ni gentils, mais des disciples du Christ.

Dans la société on trouve donc une vraie communication d'intérêts entre ses membres, et au-dessous et à côté de ce que la nature confère à chacun, il existe un courant de relations mutuelles parmi les hommes, qui les unit et les fait participer dans un esprit large de leurs biens. Pour cela la propriété ne pouvait pas signaler une limite, une ligne divisoire insurmontable par son caractère rigide et absolu, sinon une institution douée d'une double tournure : une individuelle par son but immédiat, et une autre sociale par son but médiat. On ne pourrait pas séparer l'une de l'autre sans déformer le caractère de cette institution.

Le Docteur Marck, sociologue autricien, se demandait à ce propos : « Le peuple connaît-il notre conception catholique de la propriété qui implique une obligation sociale ? Je réponds : Non. La plupart ne savent pas que le superflu, d'après notre morale, est chargé d'un devoir de justice. La conception libérale d'un droit de propriété absolu est encore aujourd'hui généralement régnante, et c'est pourquoi elle donne lieu au communisme » (14).

Mgr de Ketteler dit que l'Eglise « ne reconnaît aux hommes aucun droit inconditionnel sur les biens terrestres, mais

(14) P. WIESINGER : *L'Eglise et le Prolétariat*, dans *Vie Intellectuelle*, 10 Janvier, 1934.

seulement un droit qui doit être exercé selon l'ordre établi par Dieu. Elle protège donc le *droit de propriété*, en tant qu'elle affirme que, pour l'entretien et la gestion de ces biens, dans l'intérêt de l'ordre et de la paix, il faut reconnaître le partage des biens, tel qu'il s'est développé dans l'humanité ; elle consacre le *communisme*, en tant qu'il fait des fruits de la propriété le bien commun de tous » (15).

Par l'ordonnation même de l'Auteur de la nature, la propriété porte en elle-même un but primordial, un devoir qui lui est intrinsèquement inhérent, l'obligation de réparer l'injustice provenant d'une situation critique. Tous les biens sont ordonnés au service de la nature humaine, et lorsqu'un homme souffre de pénurie, le droit de propriété cède de sa rigidité pour venir à l'aide de la nature souffrante. Et ce devoir qui s'attache à la nature même de la propriété, s'impose aussi à la société à l'égard des citoyens. Tous ceux-ci ont droit à la participation du domaine social qui les unit pour les biens de la communauté.

Pareille argumentation n'est pas nouvelle : Cicéron et St Thomas en avaient donné la solution en admettant le devoir de venir en aide du prochain pour réparer l'injustice, le cas échéant, d'une situation extrême (16).

Celui qui arrive au festin, n'a pas le droit de s'emparer de toutes les places, non plus que celui qui arrive au théâtre à occuper toutes les chaises ; mais, à l'un et à l'autre on reconnaît le droit de choisir à son gré le lieu qui leur plaît. Cette élection leur donne droit à la place élue, et personne ne pourra tenter de la leur enlever sans injustice. Il n'en va différemment dans la première occupation du sol et des autres biens.

Pour ne parler que de la terre, Dieu la créa et la donna aux hommes pour en tirer ce qui est nécessaire à leurs besoins naturels. Celui qui a été le premier a bien pu choisir la portion du sol qu'il voulait se réserver pour lui et pour ceux dont il avait la charge et la responsabilité. Mais on comprend qu'il ne pouvait pas s'approprier pour lui seul la totalité du sol, mais simplement ce qui lui était utile, et qu'il pouvait faire fructifier ;

(15) DECURTINS : *Œuvres choisies de Ketteler*, pp. 15-16. Imprimerie de Basler Volksblatt, Bâle, 1892.

(16) CICÉRON : *De finibus*, C. 20 ; St. THOMAS : *Summ. Theol.*, 11^a, 11^e, Q. LXVI, a. 2 ad 2^{um}.

il pouvait même construire sa maison sur ce terrain et dire que tous deux lui appartenaien.

Ceux qui viendront plus tard pourront à leur tour s'approprier un lot de terrain libre, mais ils ne pourront déposséder celui qui était installé avant eux, sans commettre une injustice. Il en sera ainsi jusqu'au jour où la plus petite portion du terrain sera occupé.

Mais ce jour que beaucoup considèrent comme une chose de l'avenir, lorsque l'humanité sera arrivée à son développement le plus grand, est en réalité un *jour permanent*, puisque au cas où l'individu empressé par un besoin vital urgent s'approprie une chose, le droit sur cette chose doit céder. Dans le cas d'une nécessité extrême — dit St Thomas — ce n'est pas un vol de prendre ce qu'il faut pour soutenir notre propre vie (17).

La morale chrétienne nous dit que dans une situation précaire, les droits particuliers cèdent leur place à la mesure de la gravité de la nécessité jusqu'à leur suspension, puisque les biens de la terre ont été créés pour satisfaire cette haute mission qu'aucune convention ni institution humaine ne peut contrevenir.

D'autre part, on comprend que l'accomplissement de ce devoir social de la propriété n'apparaisse pas toujours d'une façon très claire : c'est pour cela que l'Etat, qui représente l'ordre et l'autorité, peut déterminer les fonctions à remplir par la propriété à cet égard ; fonctions qui seront exécutées, soit par les particuliers, soit par la société elle-même, pourvu qu'à tous il appartienne d'améliorer le sort des classes prolétariennes, qui souffrent ordinairement « une misère imméritée » comme dit Léon XIII.

L'objection des socialistes agraires : Les socialistes agraires objectent que le jour où il sera impossible de trouver une place vide, est arrivé, et que malgré tout il y a toujours de nouveaux arrivants. L'Angleterre, l'Amérique du Nord et la France avec leurs millions de chômeurs en sont la meilleure preuve.

Il n'y a pas le plus petit lopin de terre qui soit libre ; pour

(17) *Uti re aliena occulte in casu necessitatis extremæ, non habet rationem furti, proprie loquendo ; quia per talem necessitatem efficitur suum id quod quis accepit ad sustentandam propriam vitam* : ST. THOMAS : *Summ. Theol.*, 11^a, 11^o. Q. LXVI, a. 7.

respecter ce droit aussi juste qu'il soit, faudra-t-il mourir d'inanition ? Le pauvre devra-t-il mourir affamé aux pieds de l'heureux propriétaire qui regorge des biens que la nature a mis à la portée de tous pour satisfaire les besoins de l'humanité ? Est-ce que tous les hommes n'ont pas le même droit d'user de la terre, comme d'en respirer l'air ? Ce droit ne découle-t-il pas du droit d'exister ?

La réponse à cette grave objection est donnée d'une façon concrète par M. Louis Garriguet, dans son *Traité sur la propriété*. Tous les hommes, dit ce sociologue catholique, ont un droit égal à vivre, et comme la vie ne se soutient que grâce à la terre, tous les hommes ont le droit de demander à la terre le moyen de subvenir à leurs besoins : mais, heureusement, sans être propriétaire foncier, on peut se procurer les produits du sol nécessaires à la vie. L'industrie, le commerce, les métiers, les lettres, les sciences, les arts, fournissent à une infinité d'hommes de très larges moyens d'existence.

D'ailleurs, si l'objection valait, elle porterait non seulement contre l'occupation, mais contre le fait attributif de propriété, et la conclusion qui s'imposerait, serait qu'il n'y a plus de légitime aucune cause efficiente de propriété, au moins de propriété foncière (18).

On pourrait même opposer au raisonnement socialiste qu'il y a encore dans le monde d'immenses surfaces de terrain inoccupées et que si le chômage existe, on ne peut en conclure que l'industrie ne peut pas produire, mais que bien souvent la réduction des heures de travail et le manque d'application au labeur de la part des ouvriers, fait augmenter le prix de revient et provoque la crise.

Dans les situations plus ou moins difficiles, il faudra chercher de préférence la juste solution dans l'ordre de la justice sociale, laquelle nous mène, écrit Vermeersch, à rendre à la communauté ce qu'on lui doit en vertu du droit spécial qu'elle possède à la coopération de ses membres.

La somme des injustices qui écrasent les faibles, les travailleurs et la classe prolétarienne en général, sera supprimée par cette justice que la société moderne exige chaque jour avec plus d'empressement.

(18) L. GARRIGUET : *La Propriété Privée*, p. 63.

Fait paradoxal : plus le monde produit et s'enrichit, plus l'horrible spectre de la misère s'étale. L'esprit matérialiste qui est l'âme des grandes entreprises et du progrès moderne provoque un déséquilibre toujours grandissant parmi les membres de la société.

Léon XIII dans sa lettre sur la Condition des Ouvriers demande aux riches le sens moral dans les entreprises et les affaires, sens moral qui doit se traduire dans le fait social d'une meilleure justice, en harmonie avec les exigences prolétariennes ; et le Pape Pie XI, dans son *Encycl. Quadragesimo Anno*, met en relief le rôle de la justice sociale pour en faire comprendre la transcendente signification pour le bien-être des peuples.

Dans les paroles de Pie XI on aperçoit clairement ce qui constitue la base de cette justice demandée par tous en vue du bien commun, et qu'entraîne l'ordre dans la cité, et en même temps la grave responsabilité de tous les membres de la société ; chacun se doit à son devoir privé, et de préférence à ce qui constitue son devoir social, réclamé, soit par la profession, soit par le travail qu'on exécute, soit par l'aide demandée par l'Etat, etc.

Heureusement aujourd'hui une ligne de conduite sociale apparaît dans le panorama politique des peuples, et leurs dirigeants se préoccupent de plus en plus de la situation du prolétariat.

L'Etat, comme représentant de l'ordre, de la paix publique, et du progrès national, par une intervention raisonnable et équitative, et les riches par une loyale coopération, assureront leur propre bien-être et étoufferont le germe de révolte des classes opprimées. Ainsi Pie XI écrit : « Lorsqu'elle (la société) concilie le droit de propriété avec les exigences de l'intérêt général, l'autorité publique, loin de se montrer l'ennemie de ceux qui possèdent, leur rend un bienveillant service ; ce faisant, elle empêche, en effet, la propriété privée que dans sa providence le Créateur a instituée pour l'utilité de la vie humaine, d'entraîner des maux intolérables, et de préparer ainsi sa propre disparition. Loin d'opprimer la propriété, elle la défend, loin de l'affaiblir, elle lui donne une nouvelle vigueur » (19).

(19) *Act. Pie XI*, T. 7, p. 117.

III

L'ÉGLISE ET LA JUSTICE SOCIALE

Le sociologue chrétien considère que les réformes à introduire dans le domaine social se basent sur un fondement plus stable que les exigences politiques des partis, puisqu'elles sont basées sur l'ordre moral qui doit régler les activités humaines. Ainsi Pie XI, dans son Encyclique « *Quadregesimo Anno* », rappelle d'abord le principe que Léon XIII avait mis en pleine lumière sur le droit et sur le devoir de l'Eglise pour se prononcer sur ces problèmes sociaux et économiques. Puis, pour éclairer complètement le panorama économique-social, il dit : « Sans doute c'est à l'éternelle félicité et non pas à une prospérité passagère seulement que l'Eglise a reçue la mission de conduire l'humanité ; et même elle ne se reconnaît point le droit de s'immiscer sans raison dans la conduite des affaires temporelles. A aucun prix toutefois elle ne peut abdiquer la charge que Dieu lui a confiée et qui lui fait une loi d'intervenir, non certes dans le domaine technique, à l'égard duquel elle est dépourvue de moyens appropriés et de compétence, mais en tout ce qui touche à la loi morale. En ces matières, en effet, le dépôt de la vérité qui Nous est confiée d'en Haut et la très grave obligation qui Nous incombe de promulguer, d'interpréter et de prêcher, en dépit de tout, la loi morale, soumettent également à Notre suprême autorité l'ordre social et l'ordre économique. Car s'il est vrai que la science économique et la discipline des mœurs relèvent chacune dans sa sphère, de principes propres, il y aurait néanmoins erreur à affirmer que l'ordre économique et l'ordre moral sont si éloignés l'un de l'autre, si étrangers l'un de l'autre, que le premier ne dépend en aucune manière du second » (20).

C'est à ce titre que le Pape intervient pour donner la pensée de l'Eglise dans ce mélange de questions si compliquées qu'elles exigent une compétence spéciale. Considérant l'étroite liaison entre l'ordre économique et l'ordre moral, il dira nettement qu'il faut organiser de telle façon le premier, qu'il donne satisfaction aux exigences du second. Le concept païen de la propriété

(20) *Act. Pie XI*, T. 7, pp. 110-1.

absolue illimitée, qui permet aux privilégiés de la fortune de vivre dans l'abondance, tandis que les pauvres manquant de tout, restent à la porte du bonheur, comme le pauvre Lazare aux pieds du riche de l'Evangile, est en contradiction avec la doctrine du Christ. Son Vicaire sur terre, le Pape, ne s'arrête pas même en présence des prescriptions du droit romain et des constitutions modernes, pour signaler les mesures à prendre pour obliger la richesse à son rôle social. Lorsque Léon XIII s'occupe de la vraie valeur des richesses, il donne sur l'usage qu'on peut en faire, un enseignement d'une importance très grande relativement à notre sujet, enseignement que la philosophie a pu ébranler par la conception païenne de la propriété, mais qu'il appartient « à l'Eglise de nous donner dans sa perfection, et de faire descendre de la connaissance à la pratique » (21).

Le fondement social de cette doctrine réside dans la distinction entre la juste possession des richesses et leur légitime usage. Le droit de posséder en propre est non seulement une chose permise, mais encore nécessaire ; toutefois, son usage ne peut être arbitraire et abusif, mais réglé en vue de l'individu et de la société.

Pie XI nous apporte un témoignage identique, quand, parlant de la propriété, il affirme : « Que les hommes en cette matière aient à tenir compte non seulement de leur avantage personnel, mais de l'intérêt de la communauté, cela résulte assurément du double aspect, individuel et social, que Nous avons reconnu à la propriété » (22).

Ce rôle social des biens envers la communauté, on le découvre déjà dans une sorte de Catéchisme en usage parmi les chrétiens à la fin du premier siècle, où on lit : « Le Père veut qu'il soit fait part à tous de ses propres largesses. Ne dis pas que tu as des biens en propre, car si vous entrez en partage pour les biens immortels, combien plus y entrez vous pour les biens périssables » (23).

Tel a été le principe traditionnel de l'Eglise que l'on s'ef-

(21) *Act. Léon XIII*, T. 3, p. 25.

(22) *Act. Pie XI*, T. 7, p. 115.

(23) Cité par *Ecole Normale Sociale*, dans son Comm. sur l'Enc. « *Quadragesimo Anno* », p. 77 ; — CALIPPE : *Le caractère social de la propriété d'après la tradition mosaïque et chrétienne*. Cours à la Semaine Sociale de Bordeaux, 1909.

force aujourd'hui de mettre plus au point à cause de la situation des travailleurs et prolétaires.

Dans l'Ancien Testament de même que dans l'Ere chrétienne nous trouvons des exemples intéressants relatifs au rôle social dont nous parlons.

IV

ROLE SOCIAL DE LA PROPRIÉTÉ DANS L'ANCIEN TESTAMENT

Dans les livres de l'Ancien Testament, dont la valeur historique est communément admise, on constate ce fait social qui accompagne la propriété foncière.

« Quand tu feras la moisson de ton champ, si tu as oublié une gerbe dans le champ, tu ne retourneras pas pour la prendre ; elle sera pour l'étranger, pour l'orphelin et pour la veuve afin que Jehova, ton Dieu, te bénisse dans tout le travail de tes mains ».

« Quand tu secoueras tes oliviers, tu ne fouilleras pas après coup les branches : le reste sera pour l'étranger, pour l'orphelin et pour la veuve ».

« Quand tu vendangeras la vigne, tu ne cueilleras pas après coup les grappes qui seront restées : elles seront pour l'étranger, pour l'orphelin et pour la veuve » (24).

Cet esprit de bienveillance à l'égard du prochain se manifeste presque dans la disposition de la propriété elle-même.

« Quand vous ferez la moisson de votre pays, tu ne moissonneras pas jusqu'à la limite extrême de ton champ, et tu ne ramasseras pas ce qu'il y a à glaner de la moisson » (25).

Par cette ordonnance on laissait une partie du terrain, qui représentait, selon la tradition courante, le 1/60^e % du champ, un 2 % du terrain cultivé à peu près (26).

L'interprétation que certains rabbins ont tenté de donner à ce texte légal pour dire qu'il suffirait que le « coin du champ » soit d'une superficie si étroite qu'un seul épi y trouve place.

(24) DEUTÉRONOME, XXIV, 19-22.

(25) LÉVITIQUE, XIX, 9.

(26) Ab. CALIPPE : *Le caractère Social de la Propriété* dans la Semaine Sociale de Bordeaux, 1909, p. 107.

est contraire à l'esprit de la loi, selon l'opinion commune des expositeurs (27).

Le Deutéronome prescrit encore une dîme triennale : « Tu mettras à part la dîme de tes produits de cette année-là, et tu la déposeras dans tes portes. Alors viendra le lévite qui n'a pas part à l'héritage avec toi, ainsi que l'étranger, l'orphelin et la veuve qui sont dans tes portes ; ils mangeront et se rassasieront, afin que Jéhova, ton Dieu, te bénisse dans toutes les œuvres que tu entreprendras de tes mains » (28).

Enfin, le repos de la terre est ordonné chaque septième année en l'honneur du repos du septième jour de chaque semaine. Cette prescription, en dehors de la pensée religieuse qui l'informe, reflète un caractère social par la participation des fruits spontanés de la terre : « Pendant six ans tu ensemenceras ton champ, pendant six ans tu tailleras ta vigne et tu recueilleras le produit ; mais, la septième année sera un sabbat de repos solennel pour la terre, un sabbat en l'honneur de Jéhova. Tu n'ensemenceras pas ton champ, et tu ne tailleras point ta vigne. Tu ne moissonneras pas ce qui poussera de soi-même, des grains tombés de la dernière moisson, et ne recueilleras point les raisins de la vigne non taillée ; ce sera une année de repos pour la terre. Ce que produira la terre pendant son sabbat, vous servira de nourriture à toi, à ton serviteur, à ta servante, à ton mercenaire et à l'étranger qui demeure avec toi ; à ton bétail aussi, et aux animaux qui sont en ton pays, tout son produit servira de nourriture » (29).

V

LE CARACTÈRE SOCIAL DE LA PROPRIÉTÉ EN FRANCE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Cet esprit social qui permettait aux pauvres de participer aux biens du propriétaire créa une belle tradition en France. Elle se continua de telle façon pendant l'Ancien Régime qu'elle

(27) *Bibl. Sacror. Glossa Ordinaria, Stabo Fulgensi*, T. I, p. 1068.

(28) DEUTÉRONOME, XIV, 28-9.

(29) LÉVITIQUE, XXV, 3-7.

suscita des abus, notamment autour des établissements religieux, où venait s'incruster une population dont la vraie profession était la mendicité : « Charançons rassemblés autour des Abbayes pour les ronger » (30).

Ce sentiment chrétien pénétra si profondément les coutumes du pays qu'elles devinrent comme une institution sociale.

« Il était interdit au propriétaire — dit l'auteur de l'Ancien Régime — de faire la glane de ses champs. Durant les trois jours qui suivaient l'enlèvement de la récolte, les vieillards, les enfants, les estropiés et autres personnes hors d'état de travailler, étaient les matres du domaine. Les Parlements interdisaient, à ceux qui étaient valides, de glaner ou de faire glaner leurs enfants : ils défendaient aux propriétaires de tolérer le glanage par les familles de leurs moissonneurs, de livrer leurs terres à la pâture avant que les trois jours en question fussent écoulés.

« Il en allait de même des Eteules, c'est-à-dire l'abandon aux pauvres du chaume resté sur place après la moisson. La coutume voulait que l'on coupât le blé à la faucille, ce qui laissait sur place une quantité de chaume considérable ; mais les Flamands le fauchaient, usage qui tendait à se répandre en France même vers le milieu du XVIII^e siècle, à quoi les Parlements cherchèrent à s'opposer afin que les pauvres conservassent leur droit d'Eteule.

« Les propriétaires réclamèrent et disaient qu'en les obligeant à scier leur grain, on les contraignait à ralentir les opérations de la moisson, à faire en huit jours ce qu'ils pourraient terminer en trois, et prétendaient que le chaume employé à tout autre usage qu'à produire des engrais est un vol à la terre, vol considérable, puisque dans certaines localités la paille se coupait par moitié ». Les pauvres dans leur défense répondirent à ces arguments intéressés des propriétaires que « Le tyran français des modes nouvelles, en substituant la faux à la faucille, augmentera sa misère par la privation du chaume qui, en sa cabane, le recouvre et sert à réchauffer ses membres engourdis par le froid ».

Dans cette lutte où les pauvres gens étaient défendus par les Parlements, les cultivateurs passaient outre aux arrêts, fau-

(30) FUNK-BRETANO : *L'Ancien Régime*, p. 427 ; Paris, 1926.

chaient le blé nonobstant les défenses, se laissaient condamner et s'associaient pour supporter les frais des procès de Paris. A la fin les riches l'emportèrent, et le Gouvernement laissa chacun faucher ou scier à son gré. C'était vers la moitié du XVIII^e siècle (1756 et années suivantes) que les pauvres perdirent le précieux droit d'Eteule dont ils avaient joui pendant des siècles.

« Il en alla de même du droit de glandée (le droit de faire paître les porcs dans la forêt) et de celui d'y ramasser du bois mort dont l'usage n'était pas si répandu que celui de l'Eteule.

« Il y avait aussi la *vaine pâture* qui permettait d'envoyer paître ses bêtes dans les terres des propriétaires après la récolte et dans les prés après les foins et les regains.

« Il est aussi à remarquer qu'en temps de disette, les seigneurs, les riches, les couvents avaient le devoir de venir en aide aux malheureux. Au besoin, les Intendants et les Parlements les y contraignaient. Des Confréries de miséricorde, bureaux de charité, la pratique de la médecine gratuite, la distribution des boîtes de remèdes... tout formait une organisation sociale compatissante aux malheureux. Il y avait un esprit de famille et de solidarité qui unissait les membres de la société, et qui avait certainement des inconvénients qui répugneraient à un esprit moderne, mais aussi on y découvre des avantages sociaux, parmi lesquels l'impérieuse nécessité de venir à l'aide des prolétaires dont le sort serait amélioré par l'accomplissement du devoir exigé par la justice sociale.

« Il y avait aussi d'autres habitudes qui reflètent l'esprit chrétien et survécurent de longues années malgré les égoïsmes des hommes, et dénoncent le rôle social que devait remplir la propriété » (31).

VI

LES ETATS PONTIFICAUX ET LA JUSTICE SOCIALE

Il est à remarquer que l'Eglise, appelée la religion des humbles à cause de ses idées en faveur des prolétaires, trouva un

(31) FUNK-BRENTANO, L. c., p. 428.

champ propice à la réalisation de sa pensée sociale, lorsque le Pontife romain devint chef d'Etat temporel. Bien qu'elle ait défendu avec énergie le droit de propriété, et se soit prononcée contre ceux qui prétendaient qu'il est périmé dès que les propriétaires en abusent, elle ne le considérait pas comme si absolu, qu'il ne soit pas obligé à quelques fonctions sociales. Les dispositions sévères contre les propriétaires de la campagne romaine qui possédaient d'immenses domaines, nous en fournissent la preuve.

Souvent les terres restaient sans culture, ou bien on les réservait pour les loisirs de la chasse, tandis que la production n'était pas suffisante pour la nourriture de la population. Les Papes, sans s'arrêter aux prescriptions légales du Droit romain, édicteront alors de graves mesures pour obliger le propriétaire foncier à son rôle social. Des comminations et fortes amendes étaient imposées aux seigneurs ne faisant pas attention aux ordonnances papales, et on arriva même à permettre aux ouvriers de cultiver à leur profit les terrains qui, au détriment du bien de la collectivité, n'étaient pas cultivés par leurs propriétaires.

Clément IV. — A partir de 1241, ce Pape donna la permission à tout étranger de cultiver un tiers de tout domaine que le propriétaire s'obstinait à laisser en friche.

Sixte IV. — Deux siècles plus tard ce Pape (1466-1471) décréta qu'à l'avenir et toujours, il serait permis à tous et à chacun des laboureurs d'ensemencer dans le territoire de Rome et du Patrimoine de Saint-Pierre, aux époques voulues et habituelles, un tiers des champs incultes, à leur choix, quel que soit le tenancier, chapitres, églises, lieux sacrés, personnes privées ou personnes publiques, de tout état et de toute condition, pourvu que, même sans l'obtenir, on ait demandé la permission.

Clément VII. — Renouvelle les lettres de ses prédécesseurs Sixte IV et Jules II sur le tiers de terres qui ne sont pas cultivées par leurs propriétaires sur le territoire romain, le Patrimoine de Saint-Pierre, le littoral de la Campanie et des terrains s'étendant à ving milles aux alentours, et en plus impose une amende de cinq cents ducats d'or, encourue chaque fois par les propriétaires qui empêcheraient les ouvriers de labourer, ou d'entretenir ces terres. Il prévoit aussi, en faveur de

ceux qui laboureront ce terrain, le droit de faire paître leurs bœufs de travail. Son *Motu Proprio* est daté à Rome, l'année 1525.

Benoît XIV. — En mai 1742 publia un Décret sur le glanage et le grapillage, et comme cette disposition pontificale ne produisit pas l'effet que l'on attendait à cause de certaines résistances des propriétaires, promulgua, le 17 mai 1751, un deuxième Décret, où il ordonnait qu'il fût permis aux pauvres de glaner dans tous les champs des Etats de l'Eglise pendant dix jours après que les gerbes auraient été enlevées. Toute contravention des propriétaires serait punie d'une amende de trente écus à distribuer entre les pauvres du lieu.

Pie VI. — Par son *Motu Proprio*, du 25 janvier 1783, après avoir parlé des prescriptions de Clément VII relatives à la quantité à ensemençer dans chaque propriété, ordonne que, dans le cas de manquement à ladite obligation, il serait permis à quiconque, même à un étranger, de labourer et d'ensemencer le quartier ou la portion de quartier qui, devant être labouré selon les prescriptions du cadastre, aura été abandonné, et ce sans aucun paiement ni en grains ni en argent.

Pie VII. — Continua la même conduite à cet égard, et résista aux prétentions des grands propriétaires qui se plaçaient sur un point de vue économique simplement. Ceux-ci avaient présenté à deux reprises, en 1800, à la Chambre Apostolique, un Mémoire où ils établissaient d'une façon irréfutable que les prescriptions de Pie VI et de ses prédécesseurs sur la question agraire, causaient des pertes énormes. Chiffres à l'appui, ils montrèrent qu'une avance de 8.000 écus ne rapportait au fermier (même si l'on supposait le temps absolument favorable) qu'un bénéfice de trente écus, s'il se livrait à la culture du blé, tandis que cette même somme lui rapporterait plus de 200 écus, s'il se livrait à l'élevage d'un troupeau ou de moutons.

Le Pontife répondit, par décision du 4 novembre 1801, prescrivant que tous les terrains de culture qu'on abandonnerait dans la campagne romaine à la production de l'herbe, seraient chargés d'une taxe de quatre paoli par rubbio, et, qu'au contraire, les terrains qui seraient ensemençés, seraient gratifiés de huit paoli par rubbio.

Pour justifier une telle décision, il dit : « C'est un devoir

inéluçtable du Prince Suprême de veiller à la culture des terres et à la meilleure manière de les faire produire ; car c'est par la multiplicité des produits que s'obtient l'abondance universelle au moyen de laquelle on facilite l'entretien public, on favorise l'accroissement de la population, on encourage les progrès des arts et du commerce, et que l'Etat s'enrichit » (32).

Gratien, dans son *Décret*, signale que dès le septième siècle, le Pape Saint-Grégoire le Grand cite déjà les lois ecclésiastiques anciennes qui font du revenu de l'Eglise quatre parts : la première pour l'Evêque, la deuxième pour le clergé, la troisième pour les pauvres, et la quatrième pour l'entretien des édifices (33).

La même doctrine est consignée par les Pères du IV^e Concile, célébré à Tolède (Espagne) en 613. Le Canon 3 du Chap. VIII^e dit : « *Nous ordonnons à tous les Evêques de se soucier des laïques ; de telle sorte que s'ils en trouvent dans la foi du Christ, ils les aiment d'une très grande affection. Et de plus nous leur faisons savoir que s'ils reçoivent des dons de ces fidèles, ils doivent de suite en faire quatre parts : la première devra être attribuée avec soin, selon les préceptes des Apôtres, à la restauration des églises et des cimetières ; la seconde aux clercs, la troisième à tous les pauvres, la quatrième aux étrangers* » (34).

VII

LES PÈRES DE L'ÉGLISE

Ce caractère social de la propriété est vigoureusement défendu par les Docteurs de l'Eglise, bien qu'ils n'emploient pas le

(32) Gabriel ARDENT : *Les Papes et Paysans*, pp. 41, 43, 47, 65, 73. Gaume et C^{ie}, Editeur, Paris, 1896.

(33) *Mos est Apostolicæ Sedis ordinatis Episcopis tradere, ut de omni stipendio, quod accedit, quatuor fieri debeant partes : una videlicet Episcopo, et familiæ eius propter hospitalitatem et susceptionem, alia Clero, tertia vero pauperibus, quarta ecclesiis reparandis. Item ex Concilio Toletano. Decretum Gratiani : Causa XII, C. XXX.*

(34) *Sancimus omnibus Episcopis curam laicorum instare ; ut si quos in fide invenerint, nimio affectu diligant. Et insuper informamus ut si aliqua ab ipsis accipiant dona, statim in quatuor dividant partes ; ita ut prima pars secundum Apostolorum præcepta, titulorum, nec non coemeteriorum restorationibus diligenter attribuaturs ; secunda clericis, tertia cunctis pauperibus, quarta vero advenis : Conf. Cardinal J. AGUIRRE : Collectio Maxima Conciliorum Omnium Hispaniæ, et Nori Orbis, continens Concilia et Monumenta ab anno CCC. usque ad DCCI, T. 2, p. 140.*

mot *social*. Selon leur doctrine, basée sur les règles évangéliques, les riches et les propriétaires ne peuvent pas se dérober au rôle social de la propriété.

« Ce n'est pas de votre bien que vous faites largesse au pauvre ; c'est une parcelle du sien que vous lui restituez. Ce qui a été donné pour l'usage de tous en commun, vous l'usurpez à votre seul profit. La terre appartient à tous, non pas seulement aux riches. Vous restituez en conséquence une dette » (35).

« Le riche ne possède pas pour lui seul. Ses biens ne lui sont pas donnés pour qu'il en jouisse uniquement, mais pour qu'il les administre » (36).

« Apprend pourquoi tu as reçu les richesses. Tu es le ministre du Dieu très bon, l'intendant commun de tes compagnons de servitude. Tout ce que tu possèdes, n'a-t-il pas été destiné à l'apaisement de la faim ? Administre donc comme les biens d'autrui les biens qui sont dans tes mains » (37).

« Le riche qui ne donne pas, commet un vol, c'est une sorte de sacrilège que de ne pas donner au pauvre ce qui est le bien du pauvre » (38).

« Ta faute est grande, si ton frère souffre de la faim, si tu le sais et si tu ne le secours pas ; s'il est exposé à la captivité ou aux chicanes du fisc, et si tu ne lui viens pas en aide ; s'il endure pour une dette les chaînes ou les tortures, et si dans son affliction, il n'obtient rien de toi » (39).

Pour faire comprendre cette vérité aux riches avares, qui se retranchent dans un égoïsme anti-chrétien, il leur dit : « Avez-vous rêvé d'être seuls sur la terre ? De quel droit exilez-vous du sein de la nature celui que la nature a fait votre semblable ? La terre est le bien commun des pauvres et des riches ; pourquoi vous en attribuez-vous la possession à vous seuls ? » (40).

« En donnant le nécessaire aux indigents, nous ne faisons que leur rendre ce qui est à eux, bien loin de leur donner ce qui est à nous ; nous payons une dette de justice plutôt que nous accomplissons une œuvre de miséricorde » (41).

Les textes de ces deux derniers Pères de l'Eglise nous pla-

(35) St. AMBROISE : *P. L.*, p. 731.

(36) St. BASILE : *Epître* 236^e.

(37) St. BASILE : *Homélie sur le Chap. XII^e de St. Luc* « *Destruam horrea...* ».

(38) St. JÉROME : *Epître* 5^e *ad Pammachium*.

(39) St. AMBROISE : *Off.* l. 30.

(40) St. AMBROISE : *P. L.* XIV, p. 731.

(41) St. GRÉGOIRE LE GRAND : *Past. Cura*, III^e

cent en présence d'une concordance complète d'orientation entre l'Eglise latine et grecque, malgré la distance qui les sépare. L'affirmation du caractère social de la propriété au IV^e siècle y est faite avec une telle force que l'on a voulu même voir dans les Pères de l'Eglise les précurseurs du collectivisme moderne. Une telle appréciation n'exprime pas la pensée de ces écrivains catholiques.

Clément d'Alexandrie se prononce contre certains chrétiens qui voulaient trouver un argument en faveur du communisme dans des textes évangéliques mal interprétés ; et Lactance, sans mettre en question le principe d'égalité sur lequel s'appuyait Platon, montre avec énergie comment il faut l'entendre : « Qui veut égaliser les hommes, doit supprimer, non pas le mariage ou la propriété, mais l'arrogance, l'orgueil de sorte que les puissants et orgueilleux se sachent égaux du dernier des mendiants. Enlevez l'insolence et l'iniquité des riches ; qu'est-ce que cela fera d'être riche ou pauvre, puisque tous se regarderont comme égaux devant Dieu » (42).

St Augustin, à son tour, s'élève contre la secte orientale des « Apostoliques » qui prétendaient imposer la communauté de biens au nom de l'Evangile.

St Jean Chrysostome fait exception, et émet l'idée qu'une propriété collective serait supérieure à la propriété privée ; mais au fond lui-même estime que c'est un rêve, une utopie. Il se demande : « Donnons-nous la joie de décrire ce que serait notre société, s'il nous plaisait de renouveler les pratiques des premiers temps du Christianisme. Que le riche et le pauvre ne se troublent pas, car je fais une simple supposition. Je suppose que nous vendions tout ce que nous avons, pour mettre le prix de nos ventes en commun. Quelles sommes d'or ramassées !... Maintenant, si vous comptez les pauvres, que comptez-vous ? Pour les nourrir chaque jour, que faudrait-il ? J'estime que la dépense ne serait pas trop excessive avec une nourriture et une tables communes. Vous opposerez, peut-être : quand nos ressources seront épuisées, que deviendrons-nous ?... Est-ce que cela arriverait jamais ? La grâce de Dieu ne serait-elle pas mille fois plus abondante ?... Ne ferions-nous pas un ciel sur cette terre ? » (43).

(42) *Lact. Div. Instit.*, III, c. 21-22.

(43) St. J. CHRYSOSTOME : *Hom. XI, in Act. Apost.*

On voit bien que le Saint parle avec le sentiment de venir en aide aux malheureux qui souffraient de la misère, mais il reconnaît bien le droit des propriétaires et des riches.

Cette idée est partagée en théorie par de nombreux théologiens du Moyen-Age qui affirment que c'est à la suite du péché originel que la propriété privée est devenue une institution nécessaire.

Ce rôle social que les Pères de l'Eglise attribuèrent à la propriété privée trouva son écho chez les théologiens scolastiques, et nous le voyons mis en pratique dans les droits de glanage, d'éteule, etc., que nous avons déjà mentionnés. St Thomas dira : « que l'homme ne doit pas considérer les choses extérieures comme privées, mais de telle sorte qu'il en fasse participer facilement les autres dans leurs nécessités » (44).

VIII

LES ÉCRIVAINS MODERNES, BOSSUET, MASSILLON ET CHOLLET

Les moralistes se sont occupés à résoudre les difficultés pour juger des devoirs de la propriété à l'égard de ceux qui se trouvent dans un besoin plus ou moins urgent.

De célèbres prédicateurs vont parler à leur tour en faveur de cet enseignement.

Le grand Bossuet, dans son sermon sur le véritable esprit du Christianisme, illustre cette vérité par la participation que la nature-providence a établie sur les biens terrestres au bénéfice et profit de tous ; et dans son discours sur la nécessité de l'aumône, il se demande : « Pourquoi cette inégalité de condition ? Tous formés d'une même boue : nul moyen à justifier cette conduite sinon en disant que Dieu a recommandé les pauvres aux riches et leur a assigné leur vie sur leur superflu » (45).

Massillon, dans son sermon sur « Le danger des prospérités temporelles », dit : « C'est ainsi que l'abondance des uns est établie pour suppléer à la nécessité des autres, que le riche doit faire part de ses biens à l'indigent » (46).

(44) St. THOMAS : *Sum. Theol.*, 11^a, 11^o, q. LXV, -a. 2.

(45) *Œuvres complètes de Bossuet*, T. IX, p. 562.

(46) *Œuvres de Massillon*, T. I, p. 378.

De nos jours, avec un nouvel élan, les écrivains catholiques mettent en relief le même enseignement. « Le riche, écrit Mgr Chollet, est moins un propriétaire qu'un régisseur chargé par Dieu d'administrer et de distribuer aux pauvres les biens dont Dieu est le maître. Il doit au Seigneur des comptes de gestion, et le châtiment sera sévère à ceux qui auront gardé égoïstement pour eux une fortune dont la société et les pauvres attendaient le secours » (47).

Ces témoignages démontrent bien qu'il existe un devoir concret qui pèse sur la propriété privée selon la doctrine traditionnelle de l'Eglise, et que les riches ne peuvent aucunement se désintéresser de la société dont ils font partie. Il existe un devoir social de faire participer les autres à ce que l'on possède. L'homme, d'après la doctrine sociale catholique, comme individu est obligé de faire participer les autres à ses biens, et comme membre de la société il ne peut pas se dérober à la nécessité de faire participer la société elle-même, par une coopération effective au bien commun.

Léon XIII, après avoir rappelé les paroles du Christ contre les riches qui font un mauvais usage de leurs biens, dit carrément : « Du reste voici en quelques mots le résumé de cette doctrine : quiconque a reçu de la divine bonté une grande abondance, soit de biens externes et du corps, soit des biens de l'âme, les a regus dans le dessein de les faire servir à son propre perfectionnement et, tout ensemble, comme ministre de la Providence, au soulagement des autres. C'est pourquoi, quelqu'un a-t-il le talent de la parole, qu'il prenne garde de se taire ; une surabondance de biens, qu'il ne laisse la miséricorde s'engloutir au fond du cœur » (48).

A propos d'un point si important de la sociologie chrétienne, dit le Pape Pie XI, « Ils font œuvre salubre et louable ceux qui, sous réserve toujours de la concorde des esprits et de l'intégrité de la doctrine traditionnelle de l'Eglise, s'appliquent à mettre en lumière la nature des charges qui grèvent la propriété, et à définir les limites qui tracent, tant à ce droit même qu'à son exercice, les nécessités de la vie sociale... ». Et après avoir conseillé la diffusion de cette tradition sociale de l'Eglise, il en affirme toute l'étendue par ces paroles : « Que les hommes

(47) Mgr. CHOLLET : *Lettre Past.*, 2 Avril 1921.

(48) *Act. Léon XIII*, T. 3, p. 38.

en cette matière aient à tenir compte non seulement de leur avantage personnel, mais de l'intérêt de la communauté. L'homme n'est pas autorisé à disposer au gré de son caprice de ses revenus disponibles, c'est-à-dire des revenus qui ne sont pas indispensables à l'entretien d'une existence convenable et digne de son rang. Bien au contraire, un très grave précepte enjoint aux riches de pratiquer l'aumône et d'exercer la bienfaisance et la magnificence, ainsi qu'il ressort du témoignage constant et explicite de la Sainte Ecriture et des Pères de l'Eglise » (49).

Il ne serait pas inutile de souligner que le même Pontife considère que celui qui consacre les ressources plus larges dont il dispose, à développer une industrie, source abondante de travail rémunérateur, pratique d'une manière remarquable et particulièrement appropriée aux besoins de notre temps l'exercice de la vertu de magnificence.

Telles sont les normes directives de l'Eglise, qui considère l'homme comme citoyen d'une double patrie : une patrie terrestre qui correspond aux besoins du corps, et une autre céleste qui correspond aux besoins de l'âme. Cet homme ne forme, d'autre part, qu'une famille, la famille humaine, sans aucune distinction, sans aucun privilège ; tous sont en parfaite égalité de droits, tout comme est égale la fin de l'humanité. Pour la réalisation de la destinée éternelle elle exige la plus grande charité à l'égard du prochain, qui devra être aimé comme soi-même. Quand l'idéal chrétien est vivant, un courant de généreuse affection unit tous les membres de la famille humaine, et l'on arrive au surprenant spectacle des premiers chrétiens qui renonçaient souvent à leur patrimoine même pour venir au secours de leurs frères (50).

La contradiction observée chez de nombreux citoyens qui professent le Christianisme, a été mise à profit par des gens intéressés contre la doctrine même. Il n'est pas rare de voir l'Eglise présentée comme opposée aux intérêts des ouvriers et prolétaires.

A ce sujet, il ne serait pas hors de propos de rappeler l'active campagne de presse soutenue en Catalogne pendant la première période de la Révolution Espagnole. Un écrivain catholique attaquait durement les éléments révolutionnaires dans le

(49) *Act. Pie XI*, T. VII, pp. 114-5 et 117.

(50) *Act. Apost.* : 11, 44-5.

journal « *El Diario de Lérida* ». Le public conservateur et de droite suivant avec intérêt les articles que l'on commentait souvent avec passion. Mais, lorsque certaines réformes étaient préconisées comme nécessaires pour arrêter la révolution, et que l'exemple d'autres nations était présenté à l'imitation, le vide se faisait autour de lui. Et dans certaines occasions, ayant pris la défense des intérêts publics contre quelques propriétaires, des critiques acerbes furent adressées contre cet homme qui cherchait la défense de ce qui pouvait être un droit des biens d'une commune.

Des idéologies acceptées tant qu'elles nous sont favorables, ne nous conduiront jamais à l'acceptation des devoirs qui nous imposent des sacrifices personnels. C'est pour cela que les Papes Léon XIII et Pie XI réclament la pratique d'un Christianisme intégral pour fonder le royaume de cette justice sociale.

TROISIÈME PARTIE

LA QUESTION SOCIALE : LA CONDITION ET LE TRAVAIL DES OUVRIERS

CHAPITRE PREMIER

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES

- I. Le droit d'Association. — II. Les corporations anciennes. —
III. — Réaction ouvrière dans les corporations. —
IV. Période de transition, le droit de réunion, la loi
syndicale. — V. L'Ecole de Liège et l'Ecole d'Angers. —
VI. L'Eglise et le droit d'association, Association ouvrière
chrétienne. — VII. Caractère de l'organisation ouvrière,
les syndicats professionnels, syndicats libres.

I

LE DROIT D'ASSOCIATION

Avant de traiter ce point si important de la doctrine sociale catholique, il nous faut tout d'abord préciser ce qu'est une association et une association professionnelle.

Le droit d'association est la faculté qu'a l'homme d'unir ses activités avec celles de ses semblables pour la poursuite d'un but commun, licite et honnête, d'une façon constante (1).

La loi française de 1901 définit l'association : « La convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices (2).

Si nous appliquons ce principe général aux rapports ouvriers, nous pouvons définir cette association : « La cohésion

(1) Ch. ANTOINE : *Cours d'Economie Sociale*, p. 424 ; L. GARRIGUET : *Manuel de Sociologie et d'Economie*, p. 332 ; Lib. Bloud et Gay, Paris, 1924.

(2) *Lois Annotées* : Volume I, 1901-1905, p. 245.

organique des forces ouvrières sous diverses formes strictement professionnelles et spécialement sous forme du syndicat ». Et le droit d'association ouvrière : « La faculté pour chaque ouvrier d'unir, autrement qu'en passant, ses forces à celles d'un certain nombre de camarades exerçant la même profession que lui, et cela dans le but de se protéger, d'assurer le respect de sa personne et de ses intérêts, et de se procurer le plus possible de bien-être auquel il peut légitimement prétendre » (3).

Les associations ouvrières jouent un rôle si important dans l'organisation du travail, principal agent de la production que les sociologues modernes sont presque tous d'accord sur la nécessité de leur existence, si l'on veut une garantie effective pour l'ouvrier et pour la production même. L'association assure le droit au juste salaire, le droit au travail modéré, compatible avec les devoirs qu'impose la famille, le droit de s'assurer contre les risques, etc., et, d'autre part, multiplie l'action du travail et du capital harmonisant leur efforts, et concilie par une coopération féconde leurs intérêts souvent opposés.

Sans l'union avec ses compagnons de travail, l'ouvrier n'est qu'une unité sans force. La première condition pour agir, dit M. Dareste, c'est de se réunir et de se grouper (4).

Le docteur Duthoit, dans son cours à la Semaine Sociale de Bordeaux, écrit : « Quiconque exerce une profession a des relations nécessaires avec ceux qui exercent la même profession. Que je le veuille ou non, la manière dont je me comporte, réagit sur ceux-ci à leur avantage ou à leur détriment. Il en résulte que l'individu ne saurait, dans sa vie professionnelle, ériger sa volonté en loi souveraine ; ce serait l'anarchie pure dans un domaine où nécessairement les activités se rencontrent. Au-dessus des volontés individuelles, une organisation s'impose (5).

M. de Mun proclame les avantages de l'union des ouvriers en ces termes : « L'organisation professionnelle donnera le moyen d'assurer la représentation publique du travail dans les corps élus de la nation ; de déterminer, dans chaque profession industrielle ou agricole, le taux du juste salaire ; de garantir les indemnités aux victimes d'accidents, de maladies, de chômages ; de créer une caisse de retraites pour la vieillesse ; de

(3) L. GARRIGUET : *Manuel de Sociologie et d'Économie*, p. 332.

(4) *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} Octobre, 1891, p. 828.

(5) *Semaine Sociale de Bordeaux*, 1900, p. 155.

prévenir les conflits par l'établissement de conseils permanents d'arbitrage ; d'organiser corporativement l'assistance contre la misère... » (6).

Ce droit d'association est l'expression légitime de la personnalité humaine. L'homme est un être sociable, et il cherche la satisfaction de tous ses besoins au sein des deux sociétés indispensables, la famille et la société civile. Mais sa tendance naturelle est de progresser et de s'améliorer dans toutes les sphères de son activité, d'où le groupement de forces ou l'association pour s'assurer certains bénéfices sociaux.

L'association n'est pas une concession gratuite de l'Etat, puisque logiquement elle est antérieure à son existence. Si elle réalise, donc, ses activités sans manquer aux droits des autres et aux fins de la société civile, elle doit être respectée. L'autorité publique peut cependant en avoir le contrôle pour empêcher ses activités d'aller contre l'ordre et le bien commun dont elle est la garantie.

II

LES CORPORATIONS ANCIENNES

L'histoire nous montre comment l'homme a toujours cherché dans l'organisation un appui à sa faiblesse. En Grèce et à Rome, où l'on estimait si peu l'ouvrier qu'on le considérait comme d'une race inférieure, les artisans cependant arrivèrent à jouir d'une certaine organisation ; ils formaient des groupes professionnels, appelés « collegia ». Sous Tibère nous voyons, par exemple, le Collegium des « nautae » (bateliers) parisiens dédier un temple à l'Empereur.

Au fur et à mesure que l'ouvrier eût plus de liberté d'action, l'esprit d'association se développa. Et au Moyen-Age, grâce au mouvement émancipateur de l'Eglise, on arriva à une organisation plus parfaite basée sur l'esprit chrétien et constituant une prolongation de la famille, la Corporation, qui comprenait les maîtres, les compagnons et les apprentis.

Les artisans ayant obtenu de leurs maîtres, surtout lorsqu'ils

(6) M. DE MUN : *Discours à Saint-Etienne*, 18 Décembre 1892

étaient Abbés ou Prieurs, la permission de travailler à leur profit, moyennant certaines redevances en nature, furent à l'origine de la nouvelle organisation. Et bientôt l'institution corporative fera que l'ouvrier trouvera le moyen de devenir maître, après avoir parcouru les étapes d'apprenti et de compagnon, et rempli ces quelques conditions : 1° Être catholique, et n'avoir encouru aucune condamnation ; 2° Présenter avec les brevets d'apprentissage et de compagnonnage les quittances des maîtres ; 3° L'exécution d'un chef-d'œuvre pour prouver son aptitude à exercer le métier ; 4° Payer un droit qui variait de 100 à 300 livres ; 5° Prêter serment d'accomplir fidèlement les obligations du métier (7).

Des règlements spéciaux et techniques déterminaient les droits et les devoirs de chaque catégorie de travailleurs et, en même temps, organisaient le travail avec une minutie remarquable.

Les Corporations dûment contrôlées par les Syndics ou Gardes de la communauté, appelés aussi Conseils dans quelques villes du Midi, devenaient une organisation harmonique et morale. Les coalitions entre les ouvriers comme entre les patrons y étaient interdites.

L'ouvrier dans toutes les étapes de sa vie y trouvait un appui et une défense, aussi bien comme apprenti, que comme compagnon ou maître. On peut dire que le régime industriel du Moyen-Age était bien inférieur à celui d'aujourd'hui au point de vue mécanique et scientifique ; il lui reste cependant supérieur au point de vue social.

Les Corporations étaient florissantes au XIII^e siècle, et spécialement sous St Louis qui, avec son prévôt Etienne Boileau, eut le mérite de rassembler les us et coutumes des métiers dans « Le Livre des Métiers » d'Etienne Boileau, document le plus complet qu'on possède sur les Corporations du Moyen-Age en France.

Il n'est pas sans intérêt le récit de M. Janssen dans « L'Allemagne à la fin du Moyen-Age », où il nous présente les corporations et compagnonnages reliant toute la population industrielle des villes. Ces sociétés se rattachaient les unes aux autres, et formaient un grand ensemble, un corps hiérarchique

(7) FAGNIER : *Les Corporations et Syndicats*, p. 10 ; Ch. ANTOINE : *Cours d'Economie Sociale*, p. 439.

organisé, régi par ses propres règlements et par ses constitutions.

III

RÉACTION OUVRIÈRE DANS LES CORPORATIONS

Un fait à signaler c'est l'apparition des groupements ouvriers. A partir du XIV^e siècle, sous l'action centralisatrice et l'oppression fiscale de la monarchie absolue, les maîtres devinrent égoïstes, et les ouvriers, par contrecoup, songèrent à se grouper entre eux et à s'éloigner des patrons. D'autres croient, comme le P. Antoine, que c'est en raison des difficultés que présentait déjà l'obtention de la maîtrise que les apprentis et les compagnons se séparèrent de leurs maîtres pour former des associations distinctes du corps de métier ; de toute façon, la Corporation ne leur offrait plus les mêmes conditions d'existence d'autrefois, et ils se détachèrent d'elle pour en créer une exclusivement ouvrière, le Compagnonage. Ces compagnonages existaient surtout dans le bâtiment (8).

Régulièrement, dans chaque profession, il y en avait deux qui se disputaient le terrain. Mais ces associations rendirent de précieux services aux ouvriers et favorisèrent une grande émulation dans le travail. L'enseignement professionnel y était donné gratuitement aux jeunes par les vieux compagnons ; l'assistance mutuelle y était admirablement organisée et une grande fidélité unissait les associés (9).

Pendant des siècles, les ouvriers ont trouvé appui et aide dans ces organisations.

Néanmoins, des abus s'infiltrèrent dans les Corporations, ce qui signala la décadence du régime corporatif. Dans la suite des temps, ses membres moins pénétrés de l'idée chrétienne qui les avait réunis, cherchent à satisfaire leur égoïsme personnel au détriment de leurs concurrents. La Corporation sans l'esprit de solidarité devenait un corps sans âme. La décadence des corporations de l'Ancien Régime fournit le prétexte pour les

(8) CH. ANTOINE : *L. c.*, p. 439.

(9) L. BELLIOU : *Manuel de Social. Catholique*, p. 167.

supprimer. Leur abolition fut provoquée pour des raisons théoriques, des principes. Les révolutionnaires regardaient, en effet, les corporations comme la suppression du droit dont doit jouir tout homme libre, comme un monopole contraire au libre échange imaginé par les Encyclopédistes qui préparent la révolution.

C'est ainsi qu'en mars 1776 Turgot, en dépit de l'opposition parlementaire, obtint un décret royal supprimant les corporations : elles furent bien reconstituées quelques mois plus tard, mais la révolution les abolira définitivement.

La grève de Saint-Etienne avec ses 18 morts et ses blessés, et les troubles de Paris avec ses 300 victimes et l'incendie des hôtels particuliers par la foule, créèrent une atmosphère hostile aux associations ouvrières.

D'autre part le recours des charpentiers demandant aux patrons un règlement collectif pour l'augmentation du salaire (2,50 fr. par jour, et un surplus de 40 sous) présenté au Conseil de l'Hôtel de Ville de Paris, inquiéta la Municipalité, qui alerta la Constituante. Les patrons, à son tour, y présentèrent leurs réclamations, et quelques heures suffirent aux représentants populaires pour approuver la loi. Le 17 mars 1791, la Constituante abolit définitivement les corporations, et le 14 juin de la même année, la loi Le Chapelier donnait le coup de grâce à cette organisation de l'ancien régime en supprimant toute liberté d'association. Cette loi considère la coalition des ouvriers comme un danger pour la République. Dans l'art. 2^e de cette loi (14-17 juin) on décidait que :

Les citoyens de même état ou profession, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni présidents, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs.

Le 2 septembre 1796, un arrêté du Directoire défendait aux gens de métier « d'observer entre eux des usages contraires à l'ordre public, de chômer des fêtes de coteries ou de confréries, de s'imposer mutuellement des amendes, de provoquer la cessation absolue des travaux des ateliers, d'interdire l'entrée ».

Ce décret bien qu'abusif, envisageait quand même la liberté des dissidents en cas de grève.

Mais le législateur révolutionnaire, et le législateur consulaire et impérial qui lui succéderont, iront plus loin encore, et,

au lieu de reconnaître les droits individuels, tels que la faculté de s'associer, prohiberont toute organisation même temporaire entre ouvriers.

L'art. 4 de la loi des 14-17 juin 1791 portait : « Si contre les principes de la liberté de la Constitution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations en faisant entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, les dites délibérations ou conventions, accompagnées ou non de serment, sont déclarées anti-constitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des Droits de l'Homme, et de nul effet, etc... ».

Les auteurs, chefs et instigateurs, étaient condamnés chacun à 500 livres d'amende, et pendant un an étaient suspendus de tous droits de citoyens actifs ; et si dans ces délibérations et provocations il y avait des menaces, c'était une circonstance aggravante du *délit*, qui par l'art. de la même loi était puni de trois mois de prison et d'une amende de 1.000 livres.

Sous le régime napoléonien les libertés populaires furent consacrées dans le Code édicté en 1804, mais par crainte des organisations ouvrières la loi du 22 germinal an XI sur les *Manufactures et Ateliers* renouvelle la loi Le Chapelier, étend le délit des coalitions et accroît les pénalités. Voici les termes de cette loi dans son article 6° : « Toute coalition entre ceux qui l'ont travailler des ouvriers tendant à forcer *injustement et abusive-ment* l'abaissement des salaires, et suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution » sera punie d'une amende de 100 à 3.000 francs, et un emprisonnement *facultatif* d'un mois au plus.

L'art. 7° frappait d'un *emprisonnement* au maximum de trois mois « toute coalition de la part des ouvriers, pour cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre, et d'y rester après certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir, les travaux « à la condition d'une tentative ou d'un commencement d'exécution ».

Entre ces deux prescriptions légales il y a une nuance ou distinction entre les patrons et les ouvriers. Pour les premiers la coalition devenait délictueuse lorsqu'on intentait une baisse des salaires *injuste et abusive* ; mais pour les ouvriers elle était toujours interdite. Et même dans le cas de délit, l'emprisonne-

ment était *facultatif* à l'égard des patrons, et *obligatoire* pour les ouvriers (10).

Le Code Pénal de 1810 dans son art. 414 reproduisait textuellement l'art. 6^e de la loi du 22 germinal an XI, et bien qu'avec une certaine aggravation de rigueur, laissait tout de même les patrons dans un plan de faveur sur les ouvriers.

« Toute coalition, dit l'art. 414, entre ceux qui font travailler des ouvriers, etc... sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de 200 à 3.000 francs ».

Et l'art. 415, relatif aux ouvriers, empruntant les mêmes expressions de l'art. 7^e de la loi du 22 germinal an XI, était conçu en ces termes : « Toute coalition de la part des ouvriers, etc... sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins, et de trois mois au plus. Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans ».

En outre, ces derniers, par disposition finale de l'art. 416, pouvaient être mis pendant deux ans au moins, et cinq ans au plus, sous la surveillance de la haute police.

Il fallut la révolution de 1848 pour arriver à établir l'équilibre entre la législation sur les patrons et sur les ouvriers. *La loi du 27 novembre 1849* supprima la distinction de la législation antérieure sur les coalitions des patrons et ouvriers, pour les mettre tous sur un même pied d'égalité. Les deux art. 414 et 415 se trouvent réunis dans un seul art., où les mots « injustement et abusivement » ne comptent plus. « Sera punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois, et d'une amende de 16 à 3.000 francs : 1^o Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers tendant à l'abaissement des salaires, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution ; 2^o Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser au même temps, etc... »

« Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans ».

La disposition du Code de 1810, art. 416, fut étendue aussi aux chefs et moteurs des coalitions des patrons.

La liberté de convention entre patrons et ouvriers ne leur permettait pas de se concerter entre eux, même lorsqu'ils agissaient librement, à l'effet de fixer les conditions auxquelles les

(10) *Les Codes annotés, Le Code Pénal*, deuxième livraison, p. 781. *Jurisprudence Générale de Dalloz*.

patrons voulaient faire travailler, ou les ouvriers travailler. Une telle entente était considérée comme un délit.

Mais, si nous considérons l'ouvrier agriculteur, on verra qu'il n'est pas dans une meilleure condition que l'ouvrier industriel. Les coalitions pour les travaux de l'agriculture étaient aussi interdites par le Code rural du 28 septembre-6 octobre 1791. On y trouve le même régime d'infériorité à l'égard de la classe ouvrière. Le titre XI portait dans son art. 19 : « Les propriétaires et les fermiers d'un même canton ne pourront se coaliser pour faire baisser ou fixer à vil prix la journée des ouvriers ou les gages des domestiques, sous peine d'une amende du quart de la contribution mobilière des délinquants, et même de la détention de police municipale, s'il y a lieu ».

Et dans l'art. 20 : « Les moissonneurs, domestiques et ouvriers de la campagne ne pourront se liguer entre eux pour faire hausser et déterminer le prix des gages ou salaires, sous peine d'amende qui ne pourra excéder douze journées de travail et, en outre, la détention de police municipale ».

La détention municipale était facultative au sujet des propriétaires, mais était de droit pour les ouvriers agricoles.

Le Code Civil n'était pas moins dur pour les ouvriers que le Code Pénal. Bien que pour empêcher le retour au servage ou à la servitude l'art. 1780 ordonnait que : « on ne peut engager ses services qu'à temps et pour une entreprise déterminée », l'art. 1781 subordonnant la personnalité de l'ouvrier à celle du patron, déclare : « Le maître est cru sur son affirmation, pour la quotité des gages, pour le paiement des salaires de l'année échouée, et pour les acomptes donnés pour l'année courante ».

Les lois sur *le livret* obligatoire et sur les conseils de prud'hommes qui prévoyait (jusqu'en 1848) que la présidence (elle entraînait en cas de partage, la voix décisive) appartenait de droit aux patrons, n'étaient que l'expression de la méfiance contre les ouvriers. La législation, comme l'observe Leroy-Beaulieu, obéissait à l'idée que toute entente entre les ouvriers ne pouvait aboutir qu'au désordre.

IV

PÉRIODE DE TRANSITION, LE DROIT DE RÉUNION, LA LOI SYNDICALE

Dans la pratique, la législation n'était pas appliquée avec un esprit de rigueur et de continuité. Sous l'ancien régime, en

dehors des corporations dissoutes par la Révolution, les ouvriers des principaux métiers étaient groupés dans les compagnonnages. Ils survécurent sous l'Empire et la Restauration, et leur activité provoqua la loi de 1834. Sa disparition signale la présence de sociétés secrètes, instruments de propagande révolutionnaire, et de groupements, dits, Sociétés de Résistance, dont le but principal était de soutenir des grèves (11).

Une fois modifiée la loi de coalition pour mettre les ouvriers sur un même pied d'égalité, comme nous avons vu, les sociétés de résistance cessent d'être un instrument de combat pour s'occuper de l'organisation professionnelle.

La réaction amorcée en 1848 en faveur de la classe ouvrière s'affermir de plus en plus, et surtout dans la seconde moitié du Second Empire. L'Empereur Napoléon III, lui-même, en 1862, envoya une Commission ouvrière à Londres, à l'occasion de l'Exposition Internationale, pour étudier l'organisation des Trade-Unions.

Parmi les économistes et les patrons il y avait un courant favorable et la *loi de 1864* assurait aux ouvriers la liberté de se concerter momentanément, bien que le droit de réunion et moins encore celui d'association ne leur ait été reconnu.

Les ouvriers regurent avec une certaine méfiance cette loi, et leur action fut presque nulle. Mais en 1867, l'Exposition de Paris amena dans la capitale les représentants anglais, et les personnages officiels intervinrent dans les conférences. Comme conséquence, le Ministre, à la fin de l'Exposition, adressa un manifeste à l'Empereur sur la question syndicale où il fait remarquer la tolérance qu'il y avait en faveur des patrons, malgré l'interdiction de la loi de réunion, et demande des Chambres syndicales pour les ouvriers ; mais l'administration impériale ne donnerait la permission que sous certaines garanties qu'il proposait.

C'était un droit fragile (parce qu'il était contre la loi) mais il permit aux groupes et aux caisses de résistance de se transformer en Chambres syndicales.

A la faveur de la tolérance des autorités se constituèrent un grand nombre de Chambres patronales et ouvrières, mais les conflits ouvriers sous ce régime de tolérance se traduisaient par des grèves, ce qui entraînait l'intervention judiciaire. Napoléon

(11) LEVASSEUR : *Histoire des classes ouvrières avant 1789*.

se sentait un peu inquiet de la tournure que prenait le mouvement ouvrier national.

Encore une période d'incubation sera nécessaire pour faire disparaître les entraves qui s'opposaient à la liberté d'association. Jusqu'au 21 mars 1884 ne sera reconnu le droit d'association entre les gens d'un même métier ou profession. La loi de cette date sur les Syndicats professionnels ouvrit de nouveaux horizons et possibilités à la classe ouvrière.

Cette loi comportait une complète liberté d'association entre personnes qui exercent la même profession, des métiers similaires ou des professions concourant à l'établissement de produits déterminés, lorsque ces associations ont pour objet la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Par cette loi, les Syndicats sont autorisés à créer des caisses spéciales de secours mutuels, des bureaux de renseignement pour les offres et les demandes de travail, des bibliothèques et des cours d'instruction professionnelle. La loi autorise même à former des Unions ou Fédérations entre les syndicats, soit d'ouvriers entre eux, soit mixtes. Cependant elle limitait le droit de posséder pour les syndicats : ce ne sera qu'en 1920 qu'une nouvelle loi étendra cette capacité et supprimera toute restriction à l'avoir syndical.

Cette situation créée aux classes ouvrières par la loi sur les Syndicats Professionnels, ne passa pas inaperçue des catholiques sociaux, d'où leur nouvelle poussée vers une orientation des classes ouvrières afin de leur donner la personnalité nécessaire à la défense de leurs droits légitimes. Les catholiques considéraient que la dignité du travail et du travailleur se trouvaient assurée dans cette formule qui est le principe directeur de leur mouvement social.

Cependant cette orientation du mouvement social catholique fut combattue par quelques catholiques, influencés soit par les préjugés, soit par la force de quelques excès provoqués par les organisations ouvrières. Les seuls représentants de l'Eglise pouvaient donner en toute autorité la règle doctrinale sur ce point, bien qu'il existât un courant très accentué en faveur des associations ouvrières.

Dès 1831, le docteur Buchez proclame le retour au principe corporatif du Moyen-Age, contre les maux causés par l'indivi-

dualisme et le libéralisme économique. Dans une série d'articles publiés dans : Le Journal des Sciences Morales et Politiques, il expose son plan d'organisation corporative pour la haute industrie. Son disciple, M. Ott, voudrait comme solution de la question ouvrière, la création d'un capital social appartenant à l'association ouvrière, ce qui permettrait aux ouvriers de se grouper de plus en plus dans chaque métier, et de posséder à titre perpétuel leurs instruments de travail.

Plus tard, Mgr Ketteler demandera l'association pour garantir le succès de ses réclamations en faveur de la classe ouvrière (12) et Hitze, un des principaux chefs du Centre Allemand, réclamera une organisation sociale correspondant aux exigences de la production moderne (13).

La Tour du Pin et le Comte de Mun pour accomplir la contre-révolution, travailleront à conduire l'ouvrier à l'association. Ils sont des apôtres du corporatisme chrétien.

V

L'ÉCOLE DE LIÈGE et L'ÉCOLE D'ANGERS

Ce courant social trouva une vive opposition, qui ne tarda pas à provoquer une scission dans le sein des dirigeants catholiques sociaux. Tandis que l'implantation du système corporatif représentait pour le compte de Mun et la plupart des catholiques sociaux la revendication sociale à laquelle la classe ouvrière devait arriver pour assurer ses droits, d'autres, au contraire, partageaient le point de vue de l'école libérale sur la liberté absolue du travail. En 1878, au II^e Congrès de l'Union des associations ouvrières catholiques, fondée en 1871, en France dans le but de propager et d'aider les œuvres ouvrières, M. Périn, professeur d'Economie politique à l'Université de Louvain, se prononça contre toute tentative de restauration de la vie corporative, en réponse à l'exposé du Comte de Mun.

Ce dualisme de pensée divisa les catholiques sociaux en deux

(12) KETTELER : *Œuvres choisies*, p. 49.

(13) HITZE : *La Quintessence de la question sociale*.

camps opposés : les Individualistes et les Corporativistes. Ces derniers continuèrent leurs progrès, ils créèrent un Conseil d'Etudes pour fournir des avis sur les questions sociales.

A la Conférence internationale pour l'organisation du travail, connue sous le nom d'Union de Fribourg, en 1884, la thèse corporative fit un grand pas en avant. Les membres de l'Union définirent ce que, à leur avis, devait être la corporation : Le régime corporatif est le mode d'organisation sociale qui a pour base le groupement des hommes d'après la communauté de leurs intérêts naturels et de leur fonction sociale, et pour couronnement nécessaire la représentation publique et distincte de ces différents organismes.

D'autre part, l'Union de Fribourg était le lien entre les trois foyers du Corporatisme chrétien établis en Europe : Le Conseil d'Etudes de l'œuvre des Cercles à Paris ; le Comité des Congrès catholiques de langue allemande, sous la présidence du prince Loewenstein, à Vienne, et l'Académie de Science sociale, dirigée par Mgr Jacobini, à Rome.

Le mouvement corporatif s'accrut de plus en plus et s'affirma d'une manière plus forte encore dans les grands congrès tenus à Liège en 1886, 1887 et 1890. A ce dernier, la majorité de ses représentants, parmi lesquels il y avait pour la France, Mgr de Cabrières, M. Harmel et le marquis de la Tour du Pin ; pour l'Angleterre, Mgr Bagshawe ; pour l'Allemagne, Mgr Korum, le P. Lehmkuhl et le prince Loewenstein ; pour la Suisse, M. Decurtins, et pour la Belgique, l'abbé Pottier et M. Helleputte, se prononcèrent en faveur de la réorganisation corporative. Les cardinaux Gibbons, Manning, Langénieux et Mermillod, par lettres, s'étaient solidarisés avec les accords des congressistes.

Dès lors, le groupe social du Comte de Mun (qui proclamait aussi l'intervention de l'Etat pour empêcher les abus de l'industrialisme) prit le nom d'École de Liège, tandis que le groupe individualiste prendra le nom d'École d'Angers, à cause du succès du Congrès célébré dans cette cité un mois après, la même année.

Ces deux Écoles cherchèrent chacune de leur côté l'amélioration de la classe ouvrière. L'École de Liège par le relèvement de la personnalité du travailleur et son organisation sociale, celle d'Angers par des œuvres de bienfaisance et de charité.

VI

L'ÉGLISE ET LE DROIT D'ASSOCIATION

Pour mettre fin à cet antagonisme, Léon XIII définit la doctrine de l'Eglise sur un sujet si important. Aujourd'hui, la cause de l'organisation professionnelle et du syndicalisme chrétien est une cause pleinement définie.

Le 20 avril 1884, dans son Encyclique: « *Humanum Genus* » le Pape écrivait en effet : « Une institution due à la sagesse de nos pères et momentanément interrompue par le cours des temps, pourrait, à l'époque où nous sommes, redevenir le type et la forme des créations analogues. Nous voulons parler de ces corporations ouvrières destinées à protéger, sous la tutelle de la religion, les intérêts du travail et les mœurs des travailleurs... Pour le salut du peuple, Nous souhaitons ardemment de voir se rétablir, sous les auspices et le patronage des Evêques, ces corporations appropriées aux besoins des temps présents (14).

Dans son discours au pèlerinage français, en 1889, revenant sur la même idée, il demandait que l'on fit « Revivre, au moins quant à la substance, dans leur vertu bienfaisante et multiple, et sous telles formes que peuvent le permettre les nouvelles conditions des temps, ces corporations d'arts et métiers qui, jadis, informées de la pensée chrétienne, et s'inspirant de la maternelle sollicitude de l'Eglise, pourvoyaient aux besoins matériels et religieux des ouvriers, leur facilitant le travail, prenaient soin de leurs épargnes, défendaient leurs droits et appuyaient dans la mesure voulue leurs légitimes revendications » (15).

Deux ans plus tard, au mois de mai 1891, il publiait son Encyclique sur *La condition de l'ouvrier*, où il proclamait la légitimité et la convenance des organisations ouvrières. Le dernier siècle, dit Léon XIII, a détruit, sans rien leur substituer, les corporations anciennes qui étaient pour eux une protection... et ainsi, peu à peu, les travailleurs, isolés et sans défense, se

(14) Léon XIII : *Act.*, T. I, p. 273.

(15) *Commentaire Pratique de l'Encyclique Rerum Novarum* : Ecole Normale Sociale, p. 7 ; Editions Spes, Paris, 1932.

sont vus avec le temps livrés à la merci de maîtres inhumains (16).

Après une énumération des diverses œuvres destinées à soulager efficacement la situation des prolétaires, comme les sociétés de secours mutuels, les sociétés pour le secours des ouvriers, ainsi que de leurs veuves et de leurs enfants en cas de mort, d'accidents ou d'infirmité, les patronages avec leur action bienfaisante sur les enfants des deux sexes, sur les adolescents et sur les hommes faits, le Pape ajoute : *Mais, la première place appartient aux corporations ouvrières qui en soi embrassent à peu près toutes les œuvres.* Puis, le Pontife continue : « Nos ancêtres éprouvèrent longtemps la bienfaisante influence de ces corporations ; car tandis que les artisans y trouvaient d'inappréciables avantages, les arts, ainsi qu'une foule de monuments le proclament, y puisaient un nouveau lustre et une nouvelle vie. Aujourd'hui, les générations étant plus cultivées, les mœurs plus policées, les exigences de la vie quotidienne plus nombreuses, il n'est point douteux qu'il ne faille adapter les *corporations* à la condition nouvelle. Aussi est-ce avec plaisir que Nous voyons se former partout des sociétés de ce genre, soit composées de seuls ouvriers, ou mixtes réunissant à la fois des ouvriers et des patrons ; il est à désirer qu'elles accroissent leur nombre et l'efficacité de leur action. Bien que Nous nous en soyons occupé plus d'une fois, Nous voulons exposer ici leur opportunité et le droit à l'existence, et indiquer comment elles doivent s'organiser et quel doit être leur programme d'action » (17).

Le Souverain Pontife explique son point de vue social et demande l'établissement d'associations nouvelles conformes aux exigences modernes, dont l'existence doit être respectée par les représentants de la cité. « Entre ces petites sociétés et la grande, il y a de profondes différences qui résultent de leur fin prochaine. La fin de la société civile embrasse universellement tous les citoyens, car elle réside dans le bien commun, c'est-à-dire, dans le bien auquel tous et chacun ont le droit de participer dans une mesure proportionnelle... Au contraire les sociétés qui se constituent dans son sein sont tenues pour privées et le sont, en effet, car leur raison d'être immédiate est l'utilité particulière et exclusive de ses membres... Or de ce que les sociétés pri-

(16) Act. Léon XIII, T. 3, p. 21. *Encyclique Rerum Novarum.*

(17) Act. de Léon XIII, T. 3, p. 59.

vées n'ont d'existence qu'au sein de la société civile dont elles sont comme d'autant de parties, il ne suit pas, à ne parler qu'en général et à ne considérer que leur nature, qu'il soit au pouvoir de l'Etat de leur dénier l'existence. Le droit à l'existence leur a été octroyé par la nature elle-même, et la société civile a été instituée pour protéger le droit naturel, non pour l'anéantir. C'est pourquoi une société civile qui interdirait les sociétés privées, s'attaquerait elle-même, puisque toutes les sociétés publiques et privées tiennent leur origine d'un même principe, la naturelle sociabilité de l'homme » (18).

Par la suite, reconnaissant que le bien commun prime le bien privé, et que l'Etat a le droit de s'opposer à l'existence des sociétés privées lorsque celles-ci deviennent un danger pour la Nation, il écrit : « Il y a des conjonctures qui autorisent les lois à s'opposer à la formation de quelque société de ce genre. Si une société en vertu même de ses statuts organiques poursuivait une fin en opposition flagrante avec la probité, avec la justice, avec la sécurité de l'Etat, les pouvoirs publics auraient le droit d'en empêcher la formation et, si elle était formée, de la dissoudre. Mais encore faut-il qu'en tout cela, il n'agissent qu'avec une très grande circonspection, pour éviter d'empiéter sur les droits des citoyens, et de statuer, sous couleur d'utilité publique, quelque chose qui serait désavoué par la raison (19).

Et pour le cas d'un abus de pouvoir contre le droit des associations légitimes, il expose le principe de la doctrine de l'Eglise catholique sur le respect et l'obéissance dûs aux dispositions des autorités publiques, lorsqu'elles sont abusives : « Une loi ne mérite obéissance qu'autant qu'elle est conforme à la droite raison et à la loi éternelle de Dieu » (20).

Léon XIII, en parlant des associations de toute sorte qui existent et surtout des organisations ouvrières contrôlées par des dirigeants extrémistes, constate qu'il y en a « qui obéissent à un mot d'ordre également hostile au nom chrétien et à la sécurité des nations, et qu'après avoir accaparé toutes les entreprises, s'il se trouve des ouvriers qui se refusent à rentrer dans leur sein, elles leur font expier ce refus par la misère. Dans cet

(18) *Act. Léon XIII* ; *L. c.*, p. 60.

(19) *Act. Léon XIII* ; *L. c.*, p. 61.

(20) *St. THOMAS* : *Summ. Theol.*, 1^a, 11^e, q. XIII, a. 3.

état de choses, les ouvriers chrétiens n'ont qu'à secouer hardiment un joug si injuste et si intolérable ».

Il loue ensuite le zèle « d'un grand nombre des nôtres qui se rendant parfaitement compte des besoins de l'heure présente, sondent soigneusement le terrain pour y découvrir une voie honnête qui conduise au relèvement de la classe ouvrière... » et qui « s'occupent de fonder des corporations assorties aux divers métiers et d'y faire entrer les artisans... Les évêques, de leur côté, encouragent ces efforts et les mettent sous leur haut patronage ; par leur autorité et sous leurs auspices, des membres du clergé, tant séculier que régulier, se dévouent en grand nombre aux intérêts spirituels des corporations ».

Nous nous promettons de ces corporations les plus heureux fruits pourvu qu'elles continuent à se développer et que la prudence préside toujours à leur organisation. Que l'Etat protège ces sociétés fondées selon le droit ; que, toutefois, il ne s'immisce point dans leur gouvernement intérieur, et ne touche point les ressorts intimes qui leur donnent la vie ; car le mouvement vital procède essentiellement d'un principe intérieur et s'éteint très facilement sous l'action d'une cause externe ».

« A ces corporations, il faut évidemment, pour qu'il y ait unité d'action et accord des volontés, une organisation et une discipline sage et prudente. Si donc, comme il est certain, les citoyens sont libres de s'associer, ils doivent l'être également de se donner les statuts et règlements qui leur paraissent les plus appropriés au but qu'ils poursuivent. Quels doivent être ces statuts et règlements ? Nous ne croyons pas qu'on puisse donner des règles certaines et précises pour en déterminer le détail ; tout dépend du génie de chaque nation, des essais tentés et de l'expérience acquise, du genre du travail, de l'étendue du commerce et d'autres circonstances de choses et de temps qu'il faut peser avec maturité. Tout ce qu'on peut dire, en général, c'est qu'on doit prendre pour règle universelle et constante d'organiser et gouverner les corporations de façon qu'elles fournissent à chacun de leurs membres les moyens propres à lui faire atteindre, par la voie la plus commode et la plus courte, le but qu'il se propose et qui consiste dans l'accroissement le plus grand possible des biens du corps, de l'esprit, du patri-moine familial (21).

(21) *Act. Léon XIII ; L. c., p. 65.*

Mais pour déterminer le caractère de ces organisations ouvrières où le travailleur doit chercher un appui dans ses revendications, le Pape précise qu'il faut éloigner le danger de toute injustice et lutte de classes, si fréquente parmi les organisations créées en dehors de tout sentiment confessionnel. « Il est évident qu'il faut viser avant tout à l'objet principal, qui est le perfectionnement moral et religieux ; c'est surtout cette fin qui doit régler toute l'économie de ces sociétés ; autrement elles dégénèreraient bien vite et tomberaient, ou peut s'en faut, au rang des sociétés où la religion ne tient aucune place... Le sort de la classe ouvrière, telle est la question qui s'agite aujourd'hui, elle sera résolue par la raison ou sans elle, et il ne peut être indifférent aux nations qu'elle soit résolue par l'une ou par l'autre voie ». « Or, les ouvriers chrétiens la résoudront facilement par la raison, si unis en sociétés et conduits par une direction prudente, ils entrent dans la voie où leurs pères et leurs ancêtres trouvèrent leur salut et celui des peuples. Quelle que soit dans les hommes la force des préjugés et des passions, si une volonté perverse n'a pas entièrement étouffé le sentiment du juste et de l'honnête, il faudra que tôt ou tard la bienveillance publique se tourne vers ces ouvriers, qu'on aura vu actifs et modestes, mettant l'équité avant le gain et préférant à tout la religion du devoir (22).

Le Pontife romain laisse une certaine liberté d'action, se contentant de mettre en relief le principe social des associations pour la défense des intérêts des ouvriers.

Le Pape Pie X dans son « *Motu Proprio* », du 18 décembre 1903, sur l'*Action Populaire Chrétienne*, dans le paragraphe XI, signale à son tour le rôle dévolu aux associations ouvrières : « A la solution de la question ouvrière peuvent contribuer puissamment les capitalistes et les ouvriers eux-mêmes par des institutions destinées à fournir d'opportuns secours à ceux qui sont dans le besoin, ainsi qu'à rapprocher et unir les deux classes entre elles. Telles sont les sociétés de secours mutuels, les multiples assurances privées, les patronages pour les enfants, et, par-dessus tout, les Corporations des Arts et Métiers (23).

Dans sa lettre encyclique « *Singulari Quadam* », du 24 septembre 1912, sur les Associations ouvrières catholiques et mix-

(22) *Act. Léon XIII* ; *L. c.*, p. 66.

(23) *Act. de Pie X* ; *T. I*, p. 110 ; Maison de la Bonne Presse, 5, rue Bayard, Paris.

tes, adressée à S. Eminence le cardinal Georges Kopp, évêque de Breslau et aux autres archevêques et évêques d'Allemagne, il dit : «...Il s'en suit qu'il est nécessaire d'établir et favoriser de toute manière ce genre d'associations confessionnelles catholiques. Nous faisons des vœux pour le succès de toutes leurs entreprises en faveur des ouvriers, et leur souhaitons des développements toujours plus heureux. Cependant, en parlant ainsi Nous ne nions pas qu'il soit permis aux catholiques, toute précaution prise, de travailler au bien commun, avec les non-catholiques, pour ménager à l'ouvrier un meilleur sort, arriver à une plus juste organisation du salaire et du travail, ou pour toute autre cause utile et honnête. Mais, en pareils cas, Nous préférons la collaboration de sociétés catholiques et non-catholiques, unies entre elles au moyen de ce pacte heureusement imaginé qu'on appelle un Cartel (24).

Le Pape Benoît XV, le 11 mars 1920, à propos de la création d'un Office Spécial du travail pour le développement des œuvres ouvrières, écrivant à Mgr Marelli, évêque de Bergame, lui rappelait la doctrine sociale de ses prédécesseurs dans le Pontificat par ces paroles : « Nous approuvons sans réserve l'initiative que vous avez prise, le désir de pourvoir aux besoins nouveaux des classes pauvres... Avant tout, avoir présents à l'esprit, pour s'y conformer rigoureusement, les enseignements de la sagesse chrétienne en matière de science sociale, consignés dans l'immortelle Encyclique « *Rerum Novarum* » et dans les autres Lettres du Siège Apostolique (25).

Dans une lettre de 14 juin 1920, aux EE. Cardinaux, La Fontaine, patriarche de Venise, et Bacilieri, évêque de Vérone, à Mgr l'Archevêque d'Udine et aux évêques de Vénétie, le Souverain Pontife disait encore : « En ce qui vous concerne, mettez tout votre zèle à obtenir du peuple qu'il ne règle ses conflits que par des moyens pacifiques. Les associations catholiques étant particulièrement propres à atteindre ce but, vous aurez le devoir d'employer tous les moyens de les faire de plus en plus grandir et prospérer par tout. Que des laïques d'élite en soient les principaux artisans ; les jeunes gens y apporteront leur vigoureuse activité, les anciens leur prudence, leur sagesse et leur expérience pratique. Quant au clergé, il se tiendra à l'écart

(24) *Act. de Pie X* : T. 7., pp. 275-6.

(25) *Act. de Benoît XV* ; T. 2, p. 127.

des agitations, et bien plus encore, des séditions ; il s'efforcera plus tôt de donner les meilleurs conseils par la parole et l'exemple, d'apaiser, quand il en sera besoin, la surexcitation des esprits. Pour Nous, nous recommandons instamment les associations de ce genre à la sympathie tant des ouvriers que des patrons : Nous espérons qu'avec la grâce de Dieu ces associations concourront puissamment au bien commun, surtout si elles se conforment toujours aux ordres de l'autorité ecclésiastique et à la loi de la charité chrétienne (26).

A l'occasion des « Journées Sociales Féminines », le cardinal secrétaire d'Etat écrivait, le 7 mai 1919, à M. le chanoine Mury, à Autun : « Sa Sainteté souhaite que, sur l'étendue du territoire français, de puissants syndicats, animés de l'esprit chrétien, rassemblent en de vastes organisations générales fraternellement associées, les travailleurs et les travailleuses des diverses professions (27).

Et au P. Desbuquois, directeur de l'Action Catholique en France, il écrivait, le 19 décembre 1918, que le Saint-Père désirait que l'Action Populaire reprenne son activité (arrêtée à cause de la grande guerre) pour promouvoir les idées et les organisations sociales... Ce serait rendre à votre pays et à la religion les plus éminents services (28).

A son tour, le *Pape Pie XI*, en présence des besoins des temps présents recommandera les associations ouvrières suivant en cela l'exemple de ses prédécesseurs, et donnera sa pensée définitive sur les groupements des travailleurs, dans son Encyclique « *Quadragesimo Anno* » pour la restauration de l'ordre social.

Le 23 décembre 1922, par l'Encyl. « *Ubi Arcano* », et le 30 avril 1926 par la lettre « *Rite Expiatis* », il fixait déjà les premières bases pour établir le principe de l'association ouvrière avec la forme concrète adaptée aux besoins de nos jours.

Les directives générales données par Léon XIII, bien que précises, ne pouvaient pas empêcher les interprétations. La doctrine de l'Ecole d'Angers ne pouvait plus subsister, la thèse individualiste ayant été rejetée par le Pape, mais on continuait à discuter sur l'interprétation de cette organisation ouvrière,

(26) *Act. de Benoît XV* ; T. 2, p. 151.

(27) *La Hiérarchie Catholique et le Problème Social*, p. 40, Paris, Edit. Spes, 1931.

(28) *La Hiérarchie Catholique et le Problème Social*, p. 39.

fréquemment appelée corporation, en souvenir des anciennes associations de ce genre.

D'autre part, les nouvelles exigences et le développement de la production exigeaient une explication plus concrète sur certains points non suffisamment mis en relief. Le Pontife Pie XI lui-même explique la cause de certaines divergences entre les catholiques sociaux.

« Aussi peut-on dire que l'Encyclique de Léon XIII s'est révélée avec le temps la Grande Charte qui doit être le fondement de toute activité chrétienne en matière sociale. Mais avec le temps aussi les doutes se sont élevés sur la légitime interprétation de plusieurs passages de l'Encyclique ou sur les conséquences qu'il fallait en tirer, ce qui a été l'occasion entre les catholiques eux-mêmes, de controverses parfois assez vives : comme par ailleurs les besoins de notre époque et les changements survenus dans la situation générale demandent une explication plus exacte des enseignements de Léon XIII, ou même exigent des compléments, Nous sommes heureux de saisir cette occasion, selon notre charge apostolique qui nous fait débiteur de tous, pour répondre dans la mesure du possible à ces doutes et aux questions qui se posent actuellement (29).

Lorsque l'Encyclique « *Rerum Novarum* » parle des corporations ouvrières, elle accepte le principe syndical, soit mixte, réunissant les patrons et les ouvriers, soit simple, par les groupements des travailleurs. Inspiré par l'esprit du programme des catholiques sociaux d'Italie qui avait toutes ses sympathies, et dont les chefs, le professeur Toniolo et le comte Medolago travaillaient aux organisations corporatives populaires pour le relèvement de la classe laborieuse, Léon XIII pensait grouper les ouvriers dans des organismes qui leur donneraient une personnalité et une représentation. C'est ainsi qu'il voulait créer la corporation professionnelle, où se trouveraient groupés tous les syndicats de chaque profession, et définir le programme des syndicats destinés à s'occuper des questions professionnelles proprement dites, du salaire, de la durée et des conditions du travail, du développement de l'enseignement professionnel, de la réglementation de l'apprentissage, de la grève légitime, etc.

La grande pensée d'unir tous les éléments de la production

(29) *Act. de Pie XI*, T. 7, p. 110.

comme dans une famille dans le cadre de la pensée chrétienne pouvait bien enthousiasmer quelques sociologues, mais la réalisation de ce principe devait trouver pratiquement des difficultés insurmontables. Des essais qui ont été faits par des patrons dans le Nord ont abouti à la conclusion de la nécessité de l'existence de syndicats distincts, avec une commission mixte pour les relations nécessaires entre les patrons et les ouvriers.

D'autre part, le fait que l'ouvrier ne trouve les avantages sociaux pour sa classe que dans l'union syndicale, ne l'oblige-t-il pas à considérer la corporation comme obligatoire ? Il est vrai que le Pontife parle de la liberté de s'associer, mais il n'en reste pas moins vrai que les anciennes corporations si louées, constituaient jadis un monopole. Personne ne pouvait exercer un métier, s'il n'appartenait à la corporation (30).

VII

CARACTÈRE DE L'ORGANISATION OUVRIÈRE :

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

Cette divergence d'application du principe d'association a divisé les catholiques en deux camps. En Autriche on avait voulu imposer à tout membre d'une profession, de faire partie d'une organisation : la loi du 15 mars 1883 créa l'organisation corporative obligatoire ; ailleurs on a préféré l'association libre.

Le problème du caractère obligatoire ou libre des associations a une importance considérable. Certains réformateurs estiment que les revendications des travailleurs n'aboutiront pas tant que les travailleurs ne constitueront pas un front unique.

Pour tourner la difficulté que représente la liberté d'association, d'autres ont cru qu'il suffirait de faire rendre obligatoire toute décision ou revendication que les ouvriers auront fait triompher, même par les ouvriers non associés.

En France, les dirigeants du mouvement catholique social, réuni en 1897 se mirent d'accord sur les lignes générales du plan d'organisation professionnelle. Le programme contient les accords suivants :

(30) Ch. ANTOINE : *Cours d'Economie Sociale*, p. 439.

1. Tous les membres de la même profession dans la même circonscription, seraient inscrits d'Office sur une liste spéciale par les soins de l'administration publique ;

2. Ces membres de chaque profession constitueraient le corps professionnel ;

3. Chaque corps professionnel aura des règlements spéciaux auxquels seront soumis tous les membres de la profession ;

4. Dans chaque corps professionnel se formerait librement des syndicats spéciaux, mixtes ou non ;

5. A la tête du corps professionnel, il y aura un conseil, composé des délégués des syndicats, de manière à assurer une représentation égale aux divers éléments ;

6. Ces divers conseils feraient des règlements d'application des lois concernant le travail, et fixeraient les coutumes de la profession ;

7. Ces règlements devraient être sanctionnés par voie de référendum quand un certain nombre de membres le demanderaient, et devraient toujours être homologués par les pouvoirs publics ;

8. Les conseils seraient investis d'un certain nombre d'attributions judiciaires, et du droit de prélever des cotisations dans les limites fixées par la loi, et

9. Ces conseils nommeraient la représentation de la profession au degré supérieur (31).

Dans ce programme on constate un rapprochement vers l'union des diverses corporations par les Conseils mixtes, abandonnant l'esprit d'avant la guerre, qui considérait chaque profession isolément.

La production est un tout organique et en étroite communication, et une collaboration ne peut qu'entraîner des résultats heureux pour la vie de la classe ouvrière. Peut-être que la pleine réalisation de l'entente entre les syndicats et les corporations, par le fait de cette collaboration, entraînerait une communication, non seulement au point de vue du travail, mais aussi d'une participation effective dans le développement industriel.

Alors on pourrait songer à la dernière étape des organisations, une collaboration entre elles-mêmes afin de faire disparaître l'opposition des intérêts entre les patrons et les ouvriers.

(31) *Association Catholique*, 15 Juillet, 1897.

Ce n'est pas encore le mot prononcé par Léon XIII, mais c'est un mot vivant dans l'idéal de fraternité universelle de l'Eglise, qui ne considère l'individu que comme un membre de la famille humaine. L'homme solitaire forgé dans l'esprit païen n'existe pas dans le plan religieux du Christ.

Cet esprit de collaboration et d'entente nous le trouvons reflété dans la lettre adressée par la Sacrée Congrégation du Concile au Cardinal Liénart, évêque de Lille, le 25 juin 1929, où, après avoir dit aux dirigeants des syndicats chrétiens qu'« ils doivent s'efforcer sans cesse d'intensifier la formation religieuse et de préserver la moralité des associés ; que le droit des ouvriers de défendre en toute liberté et en toute indépendance leurs intérêts professionnels ne justifie jamais l'appel à la lutte des classes », elle parle de la collaboration, même avec les éléments dont les procédés les séparent sur le terrain social, et détermine que « Les ententes ou cartels entre syndicats neutres ou socialistes d'une part, et syndicats chrétiens d'une autre part, ne sont pas défendus d'une façon absolue » (32).

On accepte une entente sous certaines réserves pour les catholiques, qui ne doivent regarder la défense de leurs biens que comme un moyen et non pas comme une finalité, comme nous le verrons lorsque nous parlerons de la réforme des mœurs d'après l'enseignement de Léon XIII, qui considère cette réforme comme faisant partie de sa doctrine sociale.

Cette compénétration et collaboration est envisagée très nettement dans l'Encyclique de Léon XIII, de 1891 : « L'erreur capitale dans la question présente c'est de croire que les deux classes sont ennemies l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une aberration telle, qu'il faut placer la vérité dans une doctrine opposée ; car, de même que dans le corps humain les membres, malgré leur diversité, s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre, de façon à former un tout exactement proportionné et qu'on pourrait appeler symétrique, ainsi dans la société les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement et à se tenir en parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il

(32) *Act. Pie XI* ; T. 5, p. 250 et ss.

ne peut y avoir de capital sans travail, ni travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté ; au contraire, d'un conflit perpétuel ne peut résulter que la confusion des luttes sauvages. Or, pour dirimer ce conflit et couper le mal dans sa racine, les institutions chrétiennes possèdent une vertu admirable et multiple » (33).

Quarante ans plus tard, en 1931, Pie XI parle aussi des institutions chrétiennes, des organisations ouvrières inspirées de l'esprit d'amour et de justice, pour en déterminer les nuances demandées par l'évolution des idées et des œuvres durant ces dernières années. Ce n'est pas précisément, comme dit le P. Rutten, une défense contre le socialisme qui dirige la pensée de l'Eglise, bien que la poussée marxiste ne pouvait passer inaperçue pour elle...

Si Léon XIII donne la première place aux corporations ouvrières qui n'étaient en réalité que des syndicats, Pie XI précise davantage le caractère de ces organisations ouvrières, et en présente une adaptation aux besoins de nos jours.

D'abord, comme son prédécesseur, il donne une place prépondérante aux organisations des travailleurs, puis il détermine concrètement son point de vue social et le rôle de ces organismes. A cet égard, Pie XI s'est placé sur un plan plus pratique et réaliste, ne s'en tenant pas seulement au simple exposé de la doctrine, tel que l'avait fait Léon XIII. Si ce Pontife dans son Encyclique « *Rerum Novarum* » était descendu du terrain doctrinal au terrain des réalités, comme l'auteur de « *Das Kapital* », la doctrine sociale catholique aurait réussi, peut-être, à s'imposer.

Le 31 décembre 1922, Pie XI faisait écrire par le Cardinal Secrétaire d'Etat à M. Zirnheld, Président de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens : « C'est avec le plus vif plaisir que le Saint Père a appris le progrès de ce groupement, qui tache d'obtenir l'amélioration des classes laborieuses par la mise en pratique des principes de l'Evangile, tel que l'Eglise les a toujours appliqués, à la solution des questions sociales » (34).

« ...Pour ce qui regarde la constitution, à titre exceptionnel, de ce que l'on appelle un Cartel Intersyndical entre les syn-

(33) *Act. de Léon XIII* ; T. 3, p. 33.

(34) *Actes de Pie XI* ; T. 5, p. 250.

dicats chrétiens et les syndicats neutres ou même socialistes pour la défense d'intérêts légitimes, qu'on se rappelle toujours qu'un tel Cartel n'est licite qu'à la condition qu'il se fasse seulement dans certains cas particuliers ; que la cause qu'on veut défendre soit juste ; qu'il s'agisse d'accord temporaire ; et que l'on prenne toutes les précautions pour éviter les périls qui peuvent provenir d'un tel rapprochement ». Ces remarques faites, la Congrégation déclare qu'elle voit avec faveur se constituer des syndicats ouvriers vraiment catholiques d'esprit et d'action, et elle fait des vœux pour qu'ils croissent en nombre et en qualité (35).

« Cet enseignement, déclare Pie XI parlant des associations encouragées par Léon XIII, venait à un moment des plus opportuns. Car en plus d'un pays à cette époque, les pouvoirs publics, imbus de libéralisme, témoignaient peu de sympathie pour ces groupements ouvriers, et même les combattaient ouvertement. Ils reconnaissaient et appuyaient des associations analogues fondées dans d'autres classes, mais par une injustice criante ils déniaient le droit naturel d'association à ceux-là qui en avaient le plus grand besoin pour se défendre contre l'exploitation des plus forts. Même dans certains milieux catholiques, les efforts des ouvriers vers ce genre d'organisation étaient vus de mauvais œil, comme étant d'inspiration socialiste ou révolutionnaire.

« Les directives si autorisées de Léon XIII eurent le grand mérite de briser ces oppositions et de désarmer ces méfiances. Elles ont encore un plus beau titre, c'est d'avoir encouragé les travailleurs chrétiens dans la voie des organisations professionnelles, de leur avoir montré la marche à suivre, et d'avoir retenu sur le chemin du devoir plus d'un ouvrier violemment tenté de donner son nom à ces organisations socialistes qui se prétendaient effrontément seule protection et unique secours des humbles et des opprimés.

« A fonder de telles associations, partout prêtres et laïcs se sont consacrés nombreux avec un zèle digne d'éloges... Ainsi ces associations formèrent-elles des ouvriers foncièrement chrétiens, sachant allier harmonieusement l'exercice diligent de leur

(35) *S. Cong. du Concile — sous Pie XI — dans la lettre à Mgr. Achille Liénart, évêque de Lille : Act. de Pie XI, T. 5, p. 256.*

profession avec les solides principes religieux, capables de défendre efficacement leurs droits et leurs intérêts temporels » (36).

Puis, après avoir considéré les divers procédés à suivre pour l'établissement des associations ouvrières rencontrées dans quelques endroits pour les établir dans un sens chrétien, le Pape continue : « La politique sociale mettra donc tous ses soins à reconstituer les corps professionnels. Jusqu'à présent, en effet, la société reste plongée dans un état violent partant instable et chancelant, puisqu'elle se fonde sur des classes que des appétits contradictoires mettent en conflit, et qui de ce chef inclinent trop facilement à la haine et à la guerre. En effet, bien que le travail, ainsi que l'exposait nettement notre Prédécesseur dans son Encyclique, ne soit pas une simple marchandise, qu'il faille reconnaître en lui la dignité humaine de l'ouvrier, et qu'on ne puisse pas l'échanger comme une denrée quelconque, de nos jours sur le marché du travail l'offre et la demande opposent les parties en deux classes, comme en deux champs ; le débat qui s'ouvre transforme le marché en un camp clos où les deux armées se livrent un combat acharné. A ce grave désordre qui mène la société à la ruine, tout le monde le comprend, il est urgent de porter un prompt remède. Mais on ne saurait arriver à une guérison parfaite, que si à ces classes opposées on substitue des organes bien constitués, des « ordres » ou des « professions » qui groupent les hommes, non d'après la position qu'ils occupent sur le marché du travail, mais d'après les différentes branches de l'activité sociale auxquelles ils se rattachent. De même, en effet, que ceux que rapprochent des relations de voisinage en viennent à constituer des cités, ainsi la nature incline les membres d'un même métier ou d'une même profession, quels qu'ils soient, à créer des groupements corporatifs si bien que beaucoup considèrent de tels groupements comme des organes sinon essentiels, du moins naturels dans la société.

« L'ordre résultant, comme l'explique si bien St Thomas (37), de l'unité d'objets divers harmonieusement disposés, le corps social ne sera vraiment ordonné que si une véritable unité relie solidement entre eux tous les membres qui le constituent. Or, ce principe d'union se trouve, et pour chaque profession dans la production des biens ou la prestation des services que vise l'activité combinée des patrons et des ouvriers qui la cons-

(36) *Act. de Pie XI* ; T. 7, pp. 105-6.

(37) Saint THOMAS : *Contra Gent.*, 3, 71 ; *Summ. Theol.* I, q. LXV, a. 2. i. c.

tituent, et pour l'ensemble des professions dans le bien commun auquel elles doivent toutes, et chacune pour sa part, tendre par la coopération de leurs efforts. Cette union sera d'autant plus forte et efficace, que les individus et les professions elles-mêmes s'appliqueront plus fidèlement à exercer leur spécialité et à y exceller ».

Cependant, malgré tout l'intérêt montré par Pie XI pour la défense des associations ouvrières, et le désir qu'il exprime de les voir établies partout pour venir à l'aide des classes laborieuses, il insiste, comme Léon XIII, sur le caractère *libre* de telles organisations.

« Comme les habitants d'une cité ont coutume de créer aux fins les plus diverses des associations auxquelles il est loisible à chacun de donner ou de refuser son nom, ainsi les personnes qui exercent la même profession gardent la faculté de s'associer librement en vue de certains objets qui, d'une manière quelconque, se rapportent à cette profession. Comme ces libres associations ont été clairement et exactement décrites par notre illustre Prédécesseur, il suffira d'insister sur un point : L'homme est libre, non seulement de créer de pareilles sociétés d'ordre et de droit privé, mais encore de leur donner les statuts et règlements qui paraissent les plus appropriés au but poursuivi. Les hommes sont libres d'adopter telle forme d'organisation qu'ils préfèrent, pourvu seulement qu'il soit tenu compte des exigences de la justice et du bien commun » (38).

Dernièrement, le 19 mars 1937, par sa lettre Encyclique contre le Communisme, le Souverain Pontife parlait aussi des organisations professionnelles, où se trouve l'ordre et la paix de la cité. « Nous songeons également à ces organisations professionnelles d'ouvriers, d'agriculteurs... et d'autres organisations similaires d'hommes et de femmes vivant dans les mêmes conditions culturelles et que la nature même a groupés » (39).

Et lorsqu'il parle du rôle de la justice sociale dans la vie publique « pour assurer aux ouvriers leur propre subsistance et celle de leurs familles, les mettre en mesure d'acquérir un modeste avoir, qu'on leur vienne en aide par un système d'assurances publiques ou privées qui les protègent au temps de la vieillesse, de la maladie ou du chômage », il affirme que « l'or-

(38) *Act. de Pie XI*, T. 7, pp. 135-6.

(39) *Encyclique « Divini Redemptoris »*, p. 40. Edit. Maison de la Bonne Presse.

ganisme économique et social sera sainement constitué et atteindra sa fin, alors seulement qu'il procurera à tous et à chacun de ses membres tous les biens que les ressources de la nature et de l'industrie, ainsi que l'organisation vraiment sociale de la vie économique, ont le moyen de leur procurer ».

Mais tout cet ensemble de biens envisagés en faveur de la classe ouvrière par le développement harmonieux de la vie économique de la cité, le Pape ne le considère pas possible ni réalisable sans l'organisation. « Si l'on considère l'ensemble de la vie économique, ce n'est que par un corps d'institutions professionnelles et inter-professionnelles, fondées sur des bases solidement chrétiennes, reliées entre elles et formant sous des formes diverses, adaptées aux régions et aux circonstances, ce qu'on appelait la corporation, ce n'est que par ces institutions que l'on pourra faire régner dans les relations économiques et sociales l'entr'aide mutuelle de la justice et de la charité » (40).

Dans les directives de Pie XI, comme dans celles de Léon XIII, le droit d'association pour les ouvriers, comme pour les patrons, est donc annoncé comme principe social catholique. Dans la conception de cette doctrine sociale on découvre une orientation constructive, la réforme de la vie économique dans ses rapports entre le capital et le travail adaptée aux besoins de nos jours.

L'Eglise favorise l'organisation de la classe ouvrière pour lui permettre d'occuper la position qu'elle doit avoir dans la vie des peuples. Mais, parallèlement à cette organisation, elle proclamera et aidera l'association patronale, où le capitaliste et l'employeur trouveront, non seulement le moyen de leur perfectionnement technique, mais aussi une défense contre les attaques possibles des forces ouvrières organisées.

Perfectionnement et collaboration sont donc les buts visés dans l'organisation des classes de la production, bien qu'on n'oublie pas que c'est la création de deux forces qui peuvent entrer en lutte. Par suite, la morale chrétienne a dû s'occuper du droit de grève des travailleurs et du lock-out des employeurs, comme moyen de défense légitime de leurs intérêts respectifs, dans certaines circonstances et conditions. D'ailleurs, ces forces ont un point de convergence commun, le *statu quo* de l'ordre social qu'elles cherchent à améliorer.

(40) Pie XI, *Lettre Encyclique « Divini Redemptoris »*, p. 32.

CHAPITRE II

INTERVENTION DE L'ETAT

I. Nature de l'Etat. — II. Intervention : Les deux Ecoles.
III. L'Eglise et l'intervention de l'Etat. — IV. Modes
de l'intervention de l'Etat. — V. Progrès de l'interven-
tion de l'Etat. — VI. Limites de l'intervention de l'Etat.

I

NATURE DE L'ETAT

M. Block parlant de l'Etat dit : « pour les uns l'Etat est synonyme de Gouvernement ; pour d'autres il est composé du Gouvernement et de citoyens ; d'autres encore sous-entendent plutôt la société, ou même un organisme abstrait, doué de toutes sortes de vertus » (1). Nous allons considérer l'Etat dans la première signification, bien qu'il nous faille donner quelques précisions sur la société telle que la considère l'Eglise, pour mieux déterminer le rôle de cette intervention.

L'homme, comme individu, cherche son complément dans la famille ; la famille, à son tour, le cherche dans la société civile. Dans la famille on cherche le bien privé, tandis que dans la société on cherche ce même bien privé, mais conforme aux exigences du bien commun ou général, qui est le but de cette société même. La vie sociale répond donc à cette tendance et à ces

(1) BLOCK Maurice : *Les progrès de la Science Economique*, T. I, p. 407. Librairie Guillaumin et C^{ie}, Paris, 1890.

besoins de l'homme, qui ne pourront être satisfaits que dans la vie de communauté.

Contre les théories d'Hobbes et de Rousseau qui ne considèrent la société politique comme une institution naturelle, sinon comme la conséquence d'un contrat librement débattu et dont les clauses sont toujours révocables, et contre la pensée exprimée par Haller : Dans les sociétés politiques il n'existe pas de fin commune, mais seulement une foule de fins particulières très diverses, qui peuvent toutes se réduire à la vie et à ses commodités, selon les désirs de chacun (2), l'Eglise considère que la société civile ou politique obéit à une naturelle tendance de l'homme, et d'autre part, que tous les individus qui la constituent, sont obligés de se soumettre à l'autorité qui la dirige.

« Ce qui réunit les hommes pour les faire vivre en société, c'est la loi de la nature, ou plus exactement, la volonté de Dieu, auteur de la nature ; c'est ce que prouvent avec évidence et le don du langage, instrument principal des relations qui fondent la société, et tant de désirs qui naissent avec nous, et tant de besoins de premier ordre qui resteraient sans objet dans l'état d'isolement, mais qui trouvent leur satisfaction dès que les hommes se rapprochent entre eux. Cette société ne peut ni subsister ni même se concevoir, s'il ne s'y rencontre un modérateur pour tenir la balance entre les volontés individuelles, ramener à l'unité ces tendances et les faire concourir aussi par leur harmonie à l'unité commune. D'où il suit que Dieu a certainement voulu dans la société civile une autorité qui gouvernât la multitude... ».

« Ceux qui font sortir la société civile d'un libre contrat, doivent assigner à l'autorité la même origine ; ils disent alors que chaque particulier a cédé de son droit et que tous se sont volontairement placés sous la puissance de celui en qui se sont concentrés tous les droits individuels. Mais l'erreur considérable de ces philosophes à ne pas voir ce qui est pourtant évident ; c'est que les hommes ne constituent pas une race sauvage et solitaire ; c'est qu'avant toute résolution de leur volonté, leur condition naturelle est de vivre en société » (3).

« A toute association, à tout groupe d'hommes, il faut des

(2) *Restauration de la Science Politique* : Discours préliminaire.

(3) *Act. Léon XIII*, T. I, p. 146 : *Enc. Diuturnum*.

chefs, c'est une nécessité impérieuse, sous peine, pour chaque société, de se dissoudre et de manquer le but en vue duquel elle a été formée (4).

Et puis, « si l'on veut déterminer la source du pouvoir dans l'Etat, l'Eglise, nous dit Léon XIII, enseigne avec raison qu'il la faut chercher en Dieu. C'est qu'elle a trouvé exprimé avec évidence dans les saintes Lettres et dans les monuments de l'antiquité chrétienne. On ne saurait d'ailleurs imaginer une doctrine plus conforme à la raison, plus favorable aux intérêts des souverains et des peuples » (5).

Ce qui sépare les catholiques de ces nouveaux maîtres, est une question de principe ; tout de même, il sera bon d'observer ici que la désignation de ceux qui doivent exercer l'autorité publique peut être laissée au choix et aux préférences du grand nombre, sans que la doctrine catholique y fasse le moindre obstacle. Ce choix, en effet, détermine la personne du souverain ou de celui qui doit exercer l'autorité publique, mais ne lui confère pas les droits de la souveraineté. Il ne s'agit pas de constituer l'autorité, mais simplement de désigner la personne qui devra l'exercer.

Il n'est pas question davantage des différents régimes politiques ; rien n'empêche que l'Eglise approuve le gouvernement d'un seul ou celui de plusieurs, pourvu que ce gouvernement soit juste et appliqué au bien commun. Au sens catholique la société civile est « un groupement d'individus ou de familles vivant sur un territoire déterminé et assujettis à une autorité » nous dira Du Passage (6) ou comme la définit le P. Antoine : « Une société complète, composée d'une multitude de familles qui unissent leurs efforts dans la poursuite du bien commun temporel (7).

Dans toutes les formes d'institutions politiques ou de gouvernement on considère le pouvoir de droit divin, et la personne qui doit l'exercer est laissée à la libre élection de l'homme. Il n'est pas interdit aux peuples de se donner telle ou telle forme politique (réserve faite des droits acquis) qui s'adaptera mieux à leur génie propre, ou à leurs traditions et à leurs coutumes.

(4) *Act. Léon XIII* ; L. c., p. 147.

(5) *Actes Léon XIII*, L. c., p. 145.

(6) DU PASSAGE ; *Notions de Sociologie*, p. 144 ; J. DE GIGORD, édit., Paris, 1934.

(7) CH. ANTOINE : *Cours d'Economie Sociale*, p. 50.

L'Eglise se montre indifférente vis-à-vis des institutions politiques, et jamais celles-ci n'ont été un obstacle à ses relations diplomatiques avec les divers Etats. Dans les démocraties modernes bâties sur le principe du contrat social de Rousseau, le catholique considère un pouvoir supérieure aux parties contractantes.

Il est intéressant de savoir comment les sociologues catholiques expliquent la transmission du pouvoir, d'origine divine, à son détenteur de fait, dans une nation ou institution politique quelconque, soit de caractère monarchique, soit de caractère populaire.

Il y a une double théorie : la théorie du fait historique-juridique, et la théorie de pacte social.

La première est assez moderne. C'est surtout au XIX^e siècle qu'elle a été exposée par divers publicistes, et elle est acceptée aujourd'hui par la presque totalité des sociologues catholiques. Elle a été élaborée contre la théorie du Contrat Social de J.-J. Rousseau. Cette théorie cherche à établir un fait historique pour en constituer un fait juridique. Selon ses inspirateurs, il suffira qu'il se produise un fait rendant nécessaire pour le bien commun l'exercice de l'autorité par tel individu ou par telle forme de Gouvernement, pour que celui-ci se trouve investi du pouvoir légitime. Il ne sera pas nécessaire qu'intervienne une convention même implicite entre les citoyens et le détenteur de ce pouvoir pour que celui-ci soit légitime et que tous soient obligés de s'y soumettre. Cela n'entraîne pas que le fait crée le droit. Dans ce système, en effet, le droit acquis ne va pas à justifier le fait. Celui-ci s'est produit à cause de l'exigence du bien commun, qui est précisément le lien qui groupe les hommes en sociétés. Le fait, même parfois condamnable en soi-même, n'empêche pas qu'il s'en suive un état de choses conforme au bien commun, fin de la société.

La théorie du pacte social est la théorie classique des scolastiques ; elle fut approfondie par les théologiens Bellarmin et Suarez, à propos des prétentions de Jacques d'Angleterre. Ils voulurent établir une différence entre la manière dont Dieu communique l'autorité à l'Eglise et aux Gouvernements politiques. Cette théorie repose sur le fait que la société, pour se constituer, a besoin d'un pacte explicite ou implicite.

Cependant, elle diffère essentiellement du Contrat Social de

Rousseau, puisqu'elle exige toujours une autorité divine, ce qui manque au système rationaliste (8).

II

INTERVENTION : LES DEUX ÉCOLES

Mais si l'on considère la société suivant l'une quelconque des deux théories, l'Etat apparaît toujours investi d'une autorité légitime, comme exécuteur d'un programme bien concret en substance, bien qu'il ne le soit pas dans la forme : le bien commun.

Ce bien commun temporel comporte une double fonction à remplir par l'autorité publique : 1. - La protection des droits des individus et des groupes ; le maintien de la sécurité et de l'ordre public, l'administration de la justice ; à l'extérieur, la défense des frontières naturelles et économiques pour sauvegarder les intérêts de la nation ; 2. - L'encouragement des activités et le développement de la prospérité publique. C'est à l'Etat à coordonner les efforts en vue du progrès matériel, intellectuel et moral. C'est son rôle d'encourager l'action des citoyens sans la gêner (9).

Entre les deux doctrines, la socialiste qui réclame l'intervention absolue de l'Etat dans la vie sociale, et la libérale qui rejette presque totalement cette intervention, la doctrine catholique qui concilie ces deux tendances, en admettant une certaine intervention de l'Etat, trouve légitimement sa place.

Cette intervention de l'Etat, surtout dans l'ordre économique, aujourd'hui pleinement légitimé par la doctrine sociale catholique, a été une des questions les plus vivement discutées jadis même entre les catholiques et une cause de division entre ces derniers.

Les mêmes partisans du principe libéral qui s'opposaient à la constitution des associations ouvrières sous prétexte de défendre la liberté individuelle, n'acceptaient pas non plus, conformément au même principe de liberté, l'intervention de l'Etat. A

(8) Conf. F. CAVALLERA : *Précis de Doctrine Sociale Catholique*, Paris, 1931.

(9) Conf. Ch. ANTOINE : *Cours d'Economie Sociale*, p. 71 et ss.

leur avis, le rôle de celui-ci se limitait à garantir l'ordre public. Lacordaire n'était pas de cet avis lorsqu'il disait, en parlant du travail : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime, et c'est la loi qui affranchit ».

Mais, on trouvait surtout en France et en Belgique les adversaires de cette fonction sociale de l'Etat, tels qu'un Mgr Freppel, MM. Rambaud-Buffet, C. Janet, le P. Ludovic, etc... Au premier Congrès International de la Législation du travail, célébré à Bruxelles en 1897, un des orateurs s'écria : « Que l'Etat intervienne pour garantir la sécurité, la justice, la liberté, à la bonne heure ! Mais nous lui refusons le droit de réglementer l'usage que chacun fait de la liberté... On invoque pour l'Etat le devoir de protéger l'ouvrier, le pauvre, le faible ! Un tel principe se comprend dans un Etat fondé sur le droit divin, là où le Souverain tient son pouvoir de Dieu, et assume le rôle de Père de son peuple ; mais dans un Etat démocratique, fondé sur la souveraineté nationale, à quel titre le mandataire se fait-il le protecteur de son mandant et prétend-il le contraindre dans l'usage de la liberté ? C'est une usurpation qui aboutirait à la tyrannie et au despotisme ».

Le Président de la Ligue Démocratique belge, M. Arthur Verhaegen, s'insurgea contre les adversaires de la réglementation légale du travail en leur disant : « La liberté absolue mènerait nécessairement au triomphe des forts et à l'oppression des faibles, c'est-à-dire, à l'anarchie. Les passions humaines puisent dans le capital-intelligence et dans le capital-argent une supériorité de forces contre laquelle doivent venir se briser et les efforts et même les passions de l'individu privé de semblables appuis. La protection apparaît, donc, comme la sanction de la liberté. Il n'y a point de liberté véritable sans protection ; aussi il ne semble pas difficile de se mettre d'accord pour proclamer qu'un régime protecteur est nécessaire pour garantir les ouvriers mâles et adultes eux-mêmes contre les abus de la liberté (10).

Le comte de Mun dans un discours à la Chambre pour défendre un projet de loi relatif au travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie, s'exprimait en ces termes : « Je sais que l'industrie doit avoir pour fin la grandeur

(10) P. RUTTEN : *La doctrine sociale de l'Eglise*, pp. 141-2.

de la nation, la prospérité de ses enfants ; je crois — et c'est là qu'est en un mot toute la question — que l'industrie doit être faite pour l'homme et non l'homme pour l'industrie. C'est sur ce terrain que la loi doit se placer pour modérer, au profit du bien général, les conflits des intérêts particuliers ; la charité des individus, les bonnes intentions des patrons n'y suffisent pas, pas plus que les conseils, la persuasion et les représentations fondées sur les calculs économiques... Les individus — c'est un grand théologien qui l'a dit — ne connaissent que très rarement ce qui convient au bien général, c'est le devoir des Gouvernements de le leur indiquer, en ordonnant en vue du bien commun l'exercice de leurs droits particuliers » (11).

Pour insister sur la nécessité d'une législation sociale, il emprunta les paroles de l'archevêque de Westminster, le Cardinal Manning : « Ne dites pas que le Parlement est impuissant pour protéger, il doit être tout-puissant » (12).

Les sociologues catholiques, comme un Mgr. Ketteler, le Chanoine Monfang, MM. Lieber, Mitze, Decurtins, de Vogel-sang, le prince Lichtenstein et d'autres, s'appuyant sur la conception chrétienne du pouvoir public, et en particulier sur la doctrine de St. Thomas, attribuaient à l'Etat le droit et le devoir d'intervenir en certains cas et dans des limites déterminées, dans les questions ouvrières.

L'Ecole interventionniste peu à peu gagnait du terrain, et nous constatons que la position timide de ses adhérents, réunis au Congrès International Catholique de Liège, en 1887, et qui n'osant aborder à fond ce problème, n'accordaient alors à l'Etat qu'une intervention bien limitée, celle d'intervenir pour régler le travail de la femme et de l'enfant, devient trois ans plus tard, au Congrès célébré dans la même ville en 1890, une affirmation claire et nette en faveur de cette prérogative des Pouvoirs publics.

Mgr Bagshawe, interpellant les non-interventionnistes, s'exclamait : Vous reconnaissez que l'industriel doit entretenir ses machines et ses chevaux, et que l'Etat peut prendre des mesures pour empêcher ces machines de sauter ; et l'industriel ne devrait pas entretenir l'être humain qui s'emploie pour lui ? L'Etat ne

(11) Albert de MUN, *Discours* ; T. 4, pp. 70-1.

(12) LEMIRE : *Le Cardinal Manning et son Action Sociale* ; V. Lecoffre, Paris, 1893.

pourrait veiller à ce qu'il n'en abuse pas au détriment de la société ? La justice, l'intérêt public demandent donc une intervention de l'Etat pour prévenir des abus condamnables (13).

L'évêque de Liège, en défense de la thèse interventionniste, disait : Ceci c'est un sujet érigé déjà en principe par Léon XIII, lorsque le Pape, répondant aux vœux de Mgr. Langenieux, évêque de Reims qui lui présentait un pèlerinage français ouvrier, dit : Il importe aux détenteurs du pouvoir de garantir les intérêts des classes laborieuses, et de protéger le jeune âge et les ouvriers, d'assurer le repos dominical (14).

III

L'ÉGLISE ET L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Depuis 1891, grâce à la déclaration de Léon XIII, en son Encyclique « *Rerum Novarum* » sur la condition des ouvriers, cette question est tranchée. Dans le document apostolique en question, le Pape déclare d'abord : « Que l'on ne pense pas que l'Eglise se laisse tellement absorber par le soin des âmes, qu'elle néglige ce qui se rapporte à la vie terrestre et mortelle. Pour ce qui est en particulier de la classe des travailleurs, Elle fait tous les efforts pour les arracher à la misère et leur procurer un sort meilleur... L'Eglise en outre, pourvoit directement au bonheur des classes déshéritées par la fondation et le soutien d'institutions qu'elle estime propres à soulager leur misère... et en ce genre de bienfaits elle a tellement excellé, que ses propres ennemis on fait son éloge » (15).

Après cette mise au point de la position de l'Eglise à l'égard des classes souffrantes de la société, le Pape s'adresse aux autorités publiques, aux représentants de l'Etat, pour leur rappeler leurs devoirs et les fonctions protectrices qui leur appartiennent :

« Ce qu'on demande, d'abord, aux Gouvernants, c'est un concours d'ordre général, qui consiste dans l'économie tout entière des lois et des institutions ; Nous voulons dire qu'ils doivent

(13) *Association Catholique*, 1890, T. 2, p. 408.

(14) *Association Catholique*, 1889, T. 2, p. 519.

(15) *Act. Léon XIII*, T. I, p. 43.

faire en sorte que, de l'organisation même et du Gouvernement de la société, découle spontanément et sans efforts la prospérité tant publique que privée ».

« Tel est, en effet, l'office de la prudence civile propre à ceux qui gouvernent. Or ce qui fait une nation prospère c'est la probité des mœurs, des familles fondées sur des bases d'ordre et de moralité, la pratique de la religion et le respect de la justice, une composition modérée, une répartition équitable des charges publiques, le progrès de l'industrie et du commerce, une agriculture florissante et d'autres éléments s'il en est de même genre, toutes choses que l'on ne peut porter plus haut sans faire monter d'autant la vie et le bonheur des citoyens. De même donc que par tous ces moyens l'Etat peut se rendre utile aux autres classes, de même il peut grandement améliorer le sort de la classe ouvrière ; et cela dans toute la rigueur de son droit et sans avoir à redouter le reproche d'ingérence, car en vertu même de son office, l'Etat doit servir l'intérêt commun. Il est évident que plus se multiplieront les avantages résultant de cette action d'ordre général, et moins on aura besoin de recourir à d'autres expédients pour remédier à la condition des travailleurs » (16).

Léon XIII continuant l'exposé de la doctrine sociale catholique sur l'intervention de l'Etat, dit : « Voici encore une autre considération qui atteint plus profondément encore notre sujet. La raison formelle de toute société est une et commune à tous ses membres, grands et petits. Les pauvres, au même titre que les riches, sont de par le droit naturel des citoyens, c'est-à-dire, du nombre des parties vivantes dont se compose, par l'intermédiaire des familles, le corps tout entier de la nation, pour ne pas dire qu'en toutes les cités ils sont le grand nombre. Comme, donc, il serait déraisonnable de pourvoir à une classe de citoyens et de négliger l'autre, il devient évident que l'autorité publique doit aussi prendre les mesures voulues pour sauvegarder le salut et les intérêts de la classe ouvrière. Si elle y manque, elle viole la stricte justice qui veut qu'à chacun soit rendu ce qui lui est dû ».

« A ce sujet St. Thomas dit fort sagement : De même que la partie et le tout sont en quelque manière une même chose, ainsi

(16) *Act. Léon XIII*, T. 3, pp. 44-5.

ce qui appartient au tout est en quelque sorte à chaque partie (17). C'est pourquoi, parmi les graves et nombreux devoirs des gouvernements qui veulent pourvoir, comme il convient, au bien public, celui qui domine tous les autres consiste à avoir soin également de toutes les classes de citoyens, en observant rigoureusement les lois de la justice distributive (18).

A la suite, dans une intéressante allusion au passage de St. Thomas, où le grand théologien affirme qu'en toute société bien constituée se trouve une certaine abondance de biens extérieurs, dont l'usage est requis à l'exercice de la vertu (19), le Pape dit notamment : « Or, tous ces biens, c'est le travail de l'ouvrier, travail des champs ou d'usine, qui en est surtout la source féconde et nécessaire. Bien plus, dans cet ordre de choses, le travail a une telle efficacité que l'on peut affirmer sans crainte de se tromper, qu'il est la source unique d'où procède la richesse des nations. L'équité demande donc que l'Etat se préoccupe des travailleurs et fasse en sorte que de tous ces biens qu'ils procurent à la société, il leur en revienne une part convenable, comme l'habitation et le vêtement, et qu'ils puissent vivre au prix de moins de peines et de privations. D'où il suit que l'Etat doit favoriser tout ce qui, de près ou de loin, paraît de nature à améliorer leur sort. Cette sollicitude bien loin de préjudicier à personne, tournera au contraire au profit de tous, car il importe souverainement à la nation que des hommes qui sont pour elle le principe de biens aussi indispensables, ne se trouvent point continuellement aux prises avec les horreurs de la misère ». « Aux gouvernants il appartient de protéger la communauté et les parties : la communauté, parce que la nature en a confié la conservation au pouvoir souverain, de telle sorte que le salut public n'est pas seulement ici la loi suprême, mais la raison d'être du principat : les parties, parce que, de droit naturel, le gouvernement ne doit pas viser l'intérêt de ceux qui ont le pouvoir entre les mains, mais le bien de ceux qui leur sont soumis. Tel est l'enseignement de la philosophie non moins que de la foi chrétienne ».

« D'ailleurs, toute autorité vient de Dieu et est une participation de son autorité suprême ; dès lors ceux qui en sont dépo-

(17) *Summ. Theol.*, 11^a, 11^e, *Questio LXXI*, a. 1. ad 2.

(18) *Act. Léon XIII*, T. 3, pp. 45-7.

(19) St. THOMAS : *De Reg. Princip.*, l. c. XV.

sitaires doivent l'exercer à l'instar de Dieu dont la paternelle sollicitude ne s'étend moins à chacune des créatures en particulier, qu'à tout leur ensemble. Si donc, soit les intérêts généraux, soit l'intérêt d'une classe en particulier se trouvent blessés ou simplement menacés, et qu'il soit impossible d'y remédier autrement, il faudra de toute nécessité recourir à l'autorité publique (20).

Insistant sur la même idée, après une frappante relation des injustices que fréquemment doivent subir les classes ouvrières, et pour les mettre à l'abri de toute violation de leurs droits légitimes, il parle plus spécialement des classes prolétaires, en disant : « Les droits, où qu'ils se trouvent, doivent être religieusement respectés, et l'Etat doit les assurer à tous les citoyens, en prévenant ou en vengeant leur violation. Toutefois, dans la protection des droits privés, il doit se préoccuper d'une manière spéciale des faibles et des indigents. La classe riche se fait comme un rempart de ses richesses, et a moins besoin de la tutelle publique. La classe indigente, au contraire, sans richesse pour la mettre à couvert des injustices, compte surtout sur la protection de l'Etat. Que l'Etat se fasse donc, à un titre tout particulier, la providence des travailleurs qui appartiennent à la classe pauvre en général (21).

Le Pape, Pie XI, dans son Encyclique « *Quadragesimo Anno* » sur la restauration de l'ordre social, après avoir parlé de la structure de l'organisme économique et social, qui ne sera sainement constitué, dit-il, que lorsqu'il procurera « à tous et à chacun de ses membres tous les biens que les ressources de la nature et de l'industrie, ainsi que l'organisation vraiment sociale de la vie économique ont le moyen de leur procurer », revient sur les efforts réalisés par son prédécesseur pour restaurer l'ordre social « selon les principes de la saine philosophie » et pour l'« organiser plus parfaitement suivant les sublimes préceptes de la loi évangélique ». Puis il dit que pour affermir ce qu'il a lui-même commencé, pour mener à bien la tâche qui reste à accomplir, et pour en faire tirer à la famille humaine de plus amples et de plus heureux fruits, deux choses surtout sont nécessaires : la réforme des institutions et la réforme des mœurs. Il s'occupe des anciennes institutions pour fixer le rôle de l'Etat.

(20) *Act. Léon XIII*, T. 3, pp. 47-49.

(21) *Act. Léon XIII*, T. 3, p. 49.

« Parlant, dit le Pontife, de la réforme des institutions, c'est tout naturellement l'Etat qui vient à l'esprit. Non certes qu'il faille fonder sur son intervention tout espoir de salut ! Mais, depuis que l'individualisme a réussi à briser, à étouffer presque cet intense mouvement de vie sociale qui s'épanouissait jadis en riche et harmonieuse floraison de groupements divers, il ne reste plus guère en présence que les individus et l'Etat. Cette déformation du régime social ne laisse pas de nuire sérieusement à l'Etat, sur qui retombent, dès lors, toutes les fonctions que n'exercent plus les groupements disparus, et qui se voit accablé sous une quantité à peu près infinie de charges et de responsabilités ». « Il est vrai, sans doute, et l'histoire en fournit d'abondants témoignages que, par suite de l'évolution des conditions sociales, bien des choses que l'on demandait jadis à des associations de moindre envergure, ne peuvent plus désormais être accomplies que par de puissantes collectivités. Il n'en reste pas moins indiscutable qu'on ne saurait ni changer ni ébranler ce principe si grave de philosophie sociale ; de même qu'on ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens, ainsi ce serait commettre une injustice en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes ».

« L'objet naturel de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social, et non pas de les détruire ni de les absorber ».

« Que l'autorité publique abandonne donc aux groupements de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort : elle pourra dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle, parce qu'elle seule peut les remplir, diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportent les circonstances ou l'exige la nécessité. Que les gouvernants en soient donc bien persuadés ; plus parfaitement sera réalisé l'ordre hiérarchique des divers groupements selon ce principe de la fonction supplétive de toute collectivité, plus grandes seront l'autorité et la puissance sociale, plus heureux et plus prospère l'état des affaires publiques ».

« L'objectif que doivent avant tout se proposer l'Etat et l'élite des citoyens, ce à quoi ils doivent appliquer tout d'abord leur effort, c'est de mettre un terme au conflit qui divise les classes, et de provoquer et encourager une cordiale collaboration des professions (22).

IV

MODES DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Par ces principes on voit bien que le Pape veut déterminer autant que possible l'étendue de cette intervention de l'Etat, dont Léon XIII a posé les fondements :

A) L'Etat, contre les théories socialistes qui lui attribuent une puissance toute souveraine, doit respecter : 1° les droits imprescriptibles de la personne humaine, étant des droits antérieurs logiquement à l'Etat ; 2° ne peut absorber ces droits, mais doit garantir leur libre exercice.

B) C'est à l'Etat d'intervenir par des mesures de caractère général, laissant les applications pratiques aux initiatives individuelles ou collectives.

C) Qu'il laisse aux groupements autorisés, syndicats, associations professionnelles, un jeu assez large afin qu'ils puissent contribuer efficacement au bien commun par leurs initiatives et par leur collaboration.

D) L'intervention s'imposera lorsqu'elle sera nécessaire pour les besoins de la vie sociale.

Cette intervention, dans le cadre général de l'Enc. « *Quadragesimo Anno* » sur la restauration de l'ordre social, est envisagée d'une manière plus large que ne l'avait fait Léon XIII. Celui-ci considérait au premier plan, pour ainsi dire, la situation de la classe ouvrière. Pie XI parle d'une façon moins concrète, bien que son plan comporte les mêmes garanties pour les travailleurs. L'Etat, agissant selon les normes établies dans l'Enc. « *Quadragesimo Anno* », offre une aide et un appui nécessaire aux classes prolétaires, puisque dans l'harmonieux développe-

(22) Act. Pie XI ; T. 7, pp. 133-5 ; Enc. « *Quadragesimo Anno* ».

ment de la vie économique, élément essentiel de l'ordre social, entrent nécessairement en jeu les intérêts du travail.

Léon XIII, pour la solution du problème envisagé, considère diverses interventions basiques de la part de l'autorité :

1^{re} Intervention :

Il réclame avant tout que les lois publiques soient pour la propriété privée une protection et une sauvegarde. Au milieu de tant de concupiscences, d'égoïsmes et de subversions de tout ordre que propagent les ennemis de l'ordre et de la paix publique, il considère comme indispensable le respect de la justice. « Ce qui importe par-dessus tout, au milieu de tant de cupidités en effervescence, c'est de contenir les masses dans le devoir ; car s'il est permis de tendre vers de meilleures destinées avec l'avènement de la justice, enlever de force le bien d'autrui, envahir les propriétés étrangères sous prétexte d'une absurde égalité, sont choses que la justice condamne, et que l'intérêt commun lui-même répudie (23).

Pie XI, quarante ans plus tard, dans son commentaire officiel de la lettre de Léon XIII, écrit à ce propos : « Vous n'ignorez pas, avec quelle énergie notre Prédécesseur, d'heureuse mémoire, s'est fait le défenseur de la propriété privée contre les erreurs socialistes de son temps, et comment il a montré que son abolition, loin de servir les intérêts de la classe ouvrière, ne pourrait que les compromettre gravement » (24).

2^e intervention :

« Il n'est pas rare, qu'un travail trop prolongé ou trop pénible, et un salaire réputé trop faible donnent lieu à des chômages voulus et concertés, qu'on appelle des grèves. A cette plaie si commune et en même temps si dangereuse, il appartient au pouvoir public d'apporter un remède ».

La morale chrétienne reconnaît le droit de la grève lorsqu'existe une raison qui la justifie. Souvent les revendications ouvrières aboutissent grâce à la solidarité des ouvriers dans la cessation du travail, plus que par la compréhension des patrons. L'attitude égoïste et antichrétienne de ceux-ci a été sans doute

(23) Act. Léon XIII ; T. 3, p. 51.

(24) Act. Pie XI ; T. 7, pp. 112-3.

une des causes de l'emploi si fréquent de cette arme de défense contre les exigences du capital. C'est pour cela que nous avons pu constater les encouragements donnés par certains prélats de l'Eglise aux ouvriers qui luttaienent pour la légitime défense de leurs droits. Les grèves des Dockers à Londres, celle des Mineurs en Belgique, et de Laignelet près de Fougères, sont associées aux noms des Cardinaux Manning, Mercier et Charost.

Bien que la grève soit en certains cas un droit, le Pape en parle comme d'une plaie, à cause des fréquents inconvénients qui s'en suivent. Souvent à côté de la perturbation causée dans les industries par les grévistes, se produisent des troubles dans la rue. Le XIX^e siècle en a connu beaucoup, et de bien violentes, comme la fameuse grève de Lyon, en 1832, qui dégénéra en une véritable guerre civile, et où les travailleurs, après de longues souffrances, arborèrent le drapeau noir criant : Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

Léon XIII proclame, que, lorsque la grève crée une situation de désordre public, l'Etat doit intervenir ; mais qu'en tout cas, il vaut mieux toujours prévenir le mal, que d'avoir à le guérir. L'intervention de l'Etat doit donc d'ordinaire consister à préparer des lois qui règlent les relations entre les patrons et les ouvriers, et à faire disparaître les causes qui produisent la grève. Selon ce Pontife, ces causes sont trop souvent « un travail trop prolongé ou trop pénible, et un salaire réputé trop faible », causes d'ordre professionnel, les seules qui justifient un mouvement ouvrier. L'Etat doit empêcher, en particulier par des lois sociales, que le travail ne soit excessif, ou le salaire insuffisant ; mais, de façon plus générale, il doit procurer une législation qui articule entre eux les organismes professionnels, par de commissions mixtes, de commissions paritaires de toutes sortes, etc...

Mais, est-ce que l'on a dit le dernier mot sur cette question si importante ? L'action préventive confiée à l'Etat doit-elle se borner simplement à une réglementation du régime du travail, ou pourra-t-il arriver à supprimer le droit de grève, comme il le fut au XIX^e siècle jusqu'en 1864 ?

De préférence, cette intervention est envisagée du point de vue du bien commun, que certaines grèves mettent en péril. Mais, dans le cas d'une grève localisée et dont les conséquences ne seraient pas un danger pour la cité, on peut bien accepter que la pensée du Pontife ne légitime pas l'intervention de l'Etat ?

Les principes sociaux catholiques nous mènent à la reconnaissance des associations professionnelles qui travaillent à régler les litiges qui surgissent entre le capital et le travail. L'Etat intervient en principe dans la législation pour éviter certaines causes qui provoqueraient le désaccord entre les éléments de la production. Cette idée est confirmée par les considérations que fait Pie XI, à propos de l'expérience faite en Italie par la création de l'Etat Corporatif. « Récemment, dit le Pontife, ainsi que nul l'ignore, a été inaugurée une organisation syndicale et corporative d'un genre particulier. L'Etat accorde au syndicat une reconnaissance légale, qui n'est pas sans conférer à ce dernier un caractère de monopole, en tant que seul le syndicat reconnu peut représenter respectivement les ouvriers et les patrons ; que seul il est autorisé à conclure les contrats ou conventions collectives de travail. L'affiliation au syndicat est facultative, et c'est dans ce sens seulement que l'on peut qualifier de libre cette organisation syndicale, vu que la cotisation syndicale et d'autres contributions spéciales sont obligatoires pour tous ceux qui appartiennent à une catégorie déterminée, ouvriers aussi bien que patrons ; comme sont aussi obligatoires les conventions collectives de travail conclues par le syndicat légal. Il est vrai qu'il a été officiellement déclaré que le syndicat légal n'exclut pas l'existence d'autres associations professionnelles de fait. Les corporations sont constituées par les représentants ouvriers et patronaux d'une même profession ou d'un même métier, et, ainsi que de vrais et propres organes ou institutions de l'Etat, dirigent et coordonnent l'activité des syndicats dans toutes les matières d'intérêt commun. Grève et lock-out sont interdits ; si les parties ne peuvent se mettre d'accord, c'est l'autorité qui intervient. Pas n'est besoin de beaucoup de réflexion pour découvrir les avantages de l'institution, si sommairement que Nous l'avons décrite : collaboration pacifique des classes, éviction de l'action et des organisations socialistes, influence modératrice d'une magistrature spéciale. Mais pour rien omettre en une matière si importante, tenant compte des principes généraux ci-dessus invoqués, et de ce que Nous ajouterons à l'instant, Nous venons dire cependant qu'à notre connaissance il ne manque pas de personnes qui redoutent que l'Etat ne se substitue à l'initiative privée, au lieu de se limiter à une aide ou à une assistance nécessaire et suffisante. On craint

que la nouvelle organisation syndicale et corporative revête un caractère exagérément bureaucratique et politique, et que, nonobstant les avantages généraux déjà mentionnés, elle ne risque d'être mise au service de fins politiques particulières, plutôt que de contribuer à l'avènement d'un meilleur équilibre social (25).

Même si l'on n'accepte pas l'intervention publique pour trancher les litiges entre les patrons et les ouvriers, on peut accepter que, dans les conflits de ce genre, lorsqu'une entente à l'amiable ou un arrangement n'a pas été possible, si les exigences de la vie sociale le demandent, au-dessus des intérêts privés on pourra appliquer le principe : *Salus populi suprema lex esto* : Le salut du peuple, c'est la loi suprême.

3^e Intervention :

Dans la pensée catholique l'homme ne doit pas considérer son travail comme un acte purement matériel, mais comme un acte de la personne humaine, revêtu par là d'une dignité supérieure. Bien que la vie du corps, à laquelle le travail doit fournir le nécessaire, soit un bien précieux et désirable, elle ne peut être considérée que comme un moyen subordonné à la vie de l'âme. Le Pape en conclut qu'il faut diminuer le temps du travail pour s'occuper davantage des choses de l'esprit. « C'est de là, dit Léon XIII, que découle la nécessité du repos et de la cessation du travail aux jours de fête. Qu'on n'entende pas, toutefois, par ce repos une plus large part faite à une stérile oisiveté... mais bien un repos sanctifié par la religion. Ainsi allié avec la religion, le repos retire l'homme des labeurs et des soucis de la vie quotidienne, l'élève aux grandes pensées du ciel, et l'invite à rendre à son Dieu le tribut d'adoration qu'il lui doit ».

De ce principe que doivent respecter également les patrons et les ouvriers, il suit logiquement que la vie ouvrière doit bénéficier d'un salaire juste, de conditions d'hygiène convenables, d'un travail modéré et d'un repos suffisant, parce que ce sont les conditions indispensables d'une vie humaine et chrétienne.

Cette idée inspirait le projet de loi déposé à la Chambre le 7 décembre 1889, dont voici quelques articles :

(25) *Act. Pie XI* ; T. 7, pp. 141-2.

Article 7. — Il est interdit de faire travailler les ouvriers les dimanches et jours de fête légale, même pour le rangement de l'atelier...

Article 8. — Les samedis et veilles des jours de fête légale, la durée du travail ne peut excéder 8 heures, y compris les travaux de nettoyage, de réparation et de rangement...

Article 9. — La durée du travail effectif ne peut excéder 58 heures par semaines... (26).

Le comte de Mun, sociologue chrétien, demandait à l'autorité de la nation ce que déterminera deux ans plus tard l'auteur de l'Encyc. « Rerum Novarum », quand il écrira : Chez les ouvriers il y a des intérêts nombreux qui réclament la protection de l'Etat, et en première ligne ce qui regarde le bien de son âme (27).

4^e Intervention :

Après avoir proclamé le devoir de l'Etat de protéger la vie et les intérêts de l'âme, intellectuels, moraux et religieux, Léon XIII n'oublie pas ceux qui appartiennent au corps. L'homme sous son double aspect, spirituel et matériel, sera l'objet de la sollicitude du Chef de l'Eglise.

« Pour ce qui est des intérêts physiques et corporels, l'Authorité publique doit, tout d'abord, les sauvegarder en arrachant les malheureux ouvriers des mains de ces spéculateurs qui, ne faisant point de différence entre un homme et une machine, abusent sans mesure de leurs personnes pour satisfaire d'insatiables cupidités. Exiger une somme de travail qui, en émoussant toutes les facultés de l'âme, écrase le corps et en consume les forces jusqu'à l'épuisement, c'est une conduite que ne peut tolérer ni la justice ni l'humanité ».

Ensuite il réclame que l'on régularise le travail de l'ouvrier de façon à lui rendre son sort moins pénible. « Ainsi, le nombre d'heures d'une journée de travail ne doit-il pas excéder la mesure des forces des travailleurs et les intervalles de repos devront-ils être proportionnés à la nature du travail et à la santé de l'ouvrier, et réglés d'après les circonstances des temps et des lieux. L'ouvrier qui arrache à la terre ce qu'elle a de plus caché,

(26) *Chambre*, 5^{me} Législ., n° 144.

(27) *Act. Léon XIII* ; T. 3, p. 51.

la pierre, le fer et l'airain, a un labeur dont la brièveté devra compenser la peine et la gravité, ainsi que le dommage physique qui peut en être la conséquence » (28).

Et de telle façon réclame-t-il ce repos, nécessaire à l'ouvrier dans son double aspect physique et moral, que « le droit au repos de chaque jour, ainsi que la cessation du travail le jour du Seigneur, doivent être la condition expresse ou tacite de tout contrat passé entre patrons et ouvriers. Là, où cette condition n'entrerait pas, le contrat ne serait pas honnête, car nul ne peut exiger ou promettre la violation des devoirs de l'homme envers Dieu et envers lui-même... (29).

5^e Intervention :

Ce que peut réaliser un homme valide et dans la force de l'âge, il ne serait pas équitable de le demander à une femme ou à un enfant.

Cette revendication de la doctrine sociale catholique en faveur de ces membres faibles de la société acquiert plus de relief à cause des abus dont ils ont été l'objet, particulièrement pendant le XIX^e siècle. Le développement extraordinaire du machinisme, demandant toujours un nombre plus grand d'ouvriers d'une part, et les salaires souvent insuffisants pour nourrir la famille, de l'autre, quand ce ne fut pas l'égoïsme inconsidéré de certains parents, furent les causes du recours fait à la main-d'œuvre des femmes et des enfants.

Pendant la première période de la grande production du XIX^e siècle, il y a eu de grands abus en France et plus encore en Angleterre, comme on le constate dans les livres de Sismondi (1819-1827), et surtout dans l'Enquête de Villermé, 1840, qui aboutit à la première intervention de l'Etat en faveur de ces infortunés.

M. Lerolle signale que, vers 1837, des enfants de 6, 7 et 8 ans travaillaient dans les usines 12 à 14 heures par jour, et parfois même la nuit (30).

Le Pontife romain se prononce contre ces abus et établit le point de vue social chrétien. Il ne dit pas d'une manière claire

(28) *Act. Léon XIII* ; T. 3, p. 52.

(29) *Act. Léon XIII* ; L. c., p. 55.

(30) *La protection légale de l'enfance* : Cours à la Semaine Sociale de Versailles.

et précise que ces deux catégories de travailleurs doivent être exclus du travail, mais ses paroles sont assez significatives pour permettre d'en tirer cette conséquence.

« L'enfance en particulier, et ceci demande à être observé strictement, ne doit entrer à l'usine qu'après que l'âge aura suffisamment développé en elle ses forces physiques, intellectuelles et morales ; sinon, comme une herbe encore tendre, elle se verra flétrie par un travail trop précoce, et c'en sera fait de son instruction ».

Le sens catholique social réclame donc que l'enfant ne soit pas occupé tant que ses forces physiques, intellectuelles et morales ne soient arrivées à leur épanouissement. C'est ainsi que le travail ne peut être imposé avant l'âge de la puberté, ce qui permettra à l'enfance de se développer et d'acquérir une éducation suffisante. La nature elle-même démontre que ce n'est pas le moment de produire, lorsqu'elle est en plein travail de formation.

Est-ce qu'on peut utiliser le même critérium pour le travail des femmes ? Si l'on considère la femme dans son rôle de mère, on arrivera à une conclusion pareille. La femme a une mission toute spéciale imposée par la nature elle-même, incompatible avec le travail de l'industrie moderne. Elle se doit à la société plus qu'à l'usine. L'apport de son activité dans l'économie de la production, n'est pas comparable à la perte que représente pour la cité l'oubli de son rôle social. Elle crée, elle forme dans le sein de la famille les futurs citoyens. C'est son travail et son occupation.

« De même, dit Léon XIII, il est des travaux moins adaptés à la femme, que la nature destine plutôt aux ouvrages domestiques ; ouvrages d'ailleurs qui sauvegardent admirablement l'honneur de son sexe et répondent mieux de leur nature à ce que demandent la bonne éducation des enfants et la prospérité de la famille » (31).

Dans le programme du Congrès Démocratique de Reims, mai 1894, sous le titre : « Religion, famille, propriété » il est déterminé dans le n° 5 : Que la mère de famille reste au foyer pour s'occuper des enfants (32).

(31) *Act. Léon XIII* ; T. 3, pp. 55-6.

(32) *Compte-rendu du deuxième Congrès Ouvrier Chrétien de Reims*, p. 174.

Dans le programme de la Ligue Démocratique Belge, de l'arrondissement de Liège (la Ligue n'a pas rédigé un programme complet et unique. Ici nous rapportons celui qui fut adopté par les sections de l'arrondissement de Liège) sous le paragraphe 3^e, Partie Politique-sociale, il est statué : 13. Suppression complète de l'emploi des femmes et des jeunes filles dans les travaux souterrains des mines ; suppression du travail des femmes mariées et diminution du travail des jeunes filles dans les mines (surface) et les ateliers industriels.

Les catholiques de Hollande dans le manifeste de la Ligue Démocratique Catholique disent : ...Nous voulons qu'il (l'ouvrier) jouisse du doux bonheur de la vie de famille ; que son foyer soit respecté ; que son épouse ne lui soit pas enlevée par la fabrique, mais qu'elle reste l'ange de la maison.

Le programme des députés catholiques définitivement arrêté dans une réunion générale tenue à Utrecht, au mois de mai 1897, en vue des élections, mentionne l'interdiction formelle du travail dans les usines et ateliers, pour les femmes qui ont charge d'enfants (33).

Au Congrès International ouvrier de Zurich, les catholiques présentèrent une motion exprimant le vœu : Que le travail des femmes fût supprimé graduellement dans les grandes industries, les mines et les carrières. Cette motion présentée pour établir une question de principe, comme est l'institution de la famille, provoqua un vif débat entre catholiques et socialistes, et fut repoussée par la majorité socialiste (34).

Mgr. l'archevêque de Westminster se demande si la femme même avec l'assentiment de son mari, peut engager avec un usinier un contrat qui le rendra incapable de surveiller l'entretien de son foyer, d'élever ses enfants, de s'acquitter de sa charge domestique... Il y a des hommes — continue le prélat — qui louent notre code parce qu'il défend à la mère de retourner à son travail dans un délai de trois semaines ou d'un mois après la naissance d'un enfant. Par une loi plus élevée, la loi de la nature, tous les soins et tous les temps de la mère appartiennent à l'enfant (35).

(33) Conf. le texte dans *Het Centrum*, Mai 1897 ; — Max TURMANN : *Le développement du Catholicisme Social*, p. 280.

(34) Conf. *Circulaire du Musée Social, consacrée au Congrès de Zurich*, n° 14, série B, p. 419 et ss.

(35) *La question ouvrière et sociale* : Comm. sur *L'Enc. Rerum Novarum*, p. 102.

La pensée sociale catholique reste claire, et les paroles fécondes de Léon XIII, dans « *Rerum Novarum* » verront un jour, il faut l'espérer, leur complet épanouissement dans le domaine social.

Il ne faut pas oublier, par exemple, que les doctrines de l'Évangile sur l'égalité entre les hommes, mirent beaucoup de temps à détruire l'esclavage, dont la disparition soudaine aurait causé une révolution dans un monde qui calculait la grande richesse par le nombre des esclaves.

V

PROGRÈS DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Aujourd'hui, les résistances des principes libéraux étant brisées, l'État intervient davantage dans la vie économique des peuples. L'État moderne sort de plus en plus du monde de la politique pour pénétrer dans l'économie, à moins de dire que la politique et l'économie des peuples se trouvent si étroitement mêlées, qu'on ne peut pas s'occuper de l'une sans faire attention à l'autre. Le bien commun de chaque nation, même en temps de paix, se trouve attaqué par les intérêts contraires des autres peuples, et la guerre de frontières a été remplacée par la guerre de tarifs où les intérêts nationaux se trouvent menacés. Est-ce que l'État peut abandonner sans lâcheté ces questions économiques qui assurent surtout la vie du travailleur et la vie des peuples ? Nous allons reproduire à ce propos une observation très juste : « Répondant à l'appel des initiatives privées, désarmées en face d'une tâche de coordination qui les dépasse, appel des patrons comme des ouvriers, des marchands comme des consommateurs, partout l'État se hâte fiévreusement de doubler l'ancien appareil juridique et administratif par lequel s'exerçait sa fonction politique, d'un appareil nouveau, d'essence économique, gigantesque machine aboutissant à transférer dans les cadres de la vie publique une part de plus en plus considérable d'activités, cantonnées jusqu'ici presque exclusivement dans les cadres de la vie privée (36).

(36) Cf. *Dossiers de l'A. P.*, 10 Juillet 1931.

Le cadre de la vie nationale pousse l'Etat à une action toujours croissante à l'égard de son rôle social, le bien commun qui n'est pas exprimé précisément par la somme des biens des particuliers, comme certains économistes catholiques l'avaient imaginé (37).

Cette poussée en faveur de l'intervention de l'Etat on la constate facilement.

En France, à partir de 1841, point de départ de la législation protectrice de l'ouvrier, l'Etat commence à développer son activité juridico-sociale. Une série de lois, de plus en plus importantes, créeront son Code de travail, qui sauvegardera la masse ouvrière.

En Allemagne, grâce aux efforts des Catholiques du Centrum, divers articles du Programme social de Ketteler devinrent loi de l'Empire, depuis 1877, et le 6 mai 1891, le Reichstag adopta, d'après le rapport de M. l'Abbé Hitze, un certain nombre de dispositions légales sur le repos dominical, les salaires, les règlements d'Atelier, le travail des femmes, ce qui signifiait que l'Etat se trouvait en pleine période de protection légale en faveur des ouvriers.

Sous l'influence de ce groupe catholique social, notamment de MM. Hitze et Lieber, la même Assemblée parlementaire vota, le 15 janvier 1896, une motion priant les Gouvernements confédérés : 1° d'assurer l'observation plus stricte des dispositions contenues dans la loi industrielle concernant la protection de la santé et de la moralité des ouvriers, en usant à cet effet, du pouvoir réglementaire que confère l'article 120 ; 2° de préparer par des enquêtes, l'extension à l'industrie domestique des dispositions de la loi industrielle concernant la protection des jeunes ouvriers et ouvrières.

En Autriche, l'Etat organise, en 1879, la vie professionnelle pour améliorer la petite industrie. La campagne pour incliner le gouvernement à la révision de la loi qui existait déjà, fut menée par les catholiques sociaux surtout sous la direction du Baron de Vogelsang. MM. Egbert et Blome furent les rapporteurs, l'un à la Chambre des députés, et l'autre à celle des Seigneurs, des nouvelles lois du 15 mars 1883 sur la restauration du régime corporatif ; loi du 17 juin 1883 organisant le corps

(37) Ch. ANTOINE : *Cours d'Economie Sociale*, p. 45.

des inspecteurs de l'industrie ; loi du 8 mars 1885 réglementant les conditions du travail dans la grande industrie (38).

En Belgique, c'est aux catholiques qu'est due la création du premier Ministère de l'industrie et Travail, institué par arrêté royal du 25 mai 1895. Cette création, la première de ce genre en Europe, prouve l'orientation sociale des catholiques belges sur l'intervention des pouvoirs publics dans les questions de travail, orientation qui forme aujourd'hui la doctrine orthodoxe de presque tous les Etats sur l'économie du travail (39).

En 1898, le Ministère catholique présenta à l'approbation du Parlement un important projet de loi sur les Unions professionnelles, lequel reçut la sanction de l'Etat. Cette loi, sans être tout à fait parfaite, a un esprit plus libéral que celle des syndicats votée en France en 1884. La loi belge accorde aux associations professionnelles un droit de posséder plus largement, et autorise les associations à tester en justice pour l'exécution de contrats que celles-ci auraient conclue en faveur de leurs membres (40).

En Suisse, Decurtins et les démocrates s'unissent aux autres partis sociaux pour la défense des projets de loi favorables à la classe ouvrière ; et pour défendre l'intervention de l'Etat, Decurtins disait à ceux qui s'opposaient à la réglementation du travail : L'ouvrier qui doit vendre son travail pour gagner son pain quotidien, ne se trouve pas sur un pied d'égalité vis-à-vis de l'employeur pour faire un contrat vraiment libre.

Une loi fédérale du 5 octobre 1899 établissait l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents.

Dans le Grand Duché de Luxembourg, M. l'Abbé Krier, Vicaire Général déclarait à la tribune de la Chambre que : « Ce qui est urgent, c'est l'assurance obligatoire en cas d'accident ». M. le Député Brincour, dans une intervention sur le même sujet dans une séance antérieure, disait : J'espère que nous arriverons à organiser l'assurance sur la base du self-government, où les patrons et les ouvriers auront leur mot à dire... mais le self-government suppose la réglementation légale, c'est là sa base.

En Espagne, au mois de juin 1891, le gouvernement déclarait au Parlement que, lorsqu'il devrait présenter des nouvelles

(38) Max TURMANN : *Le développement du Catholicisme Social*, p. 34 et ss.

(39) Conf. l'Etude de Charles Benoist, dans *Revue des Deux Mondes*, 15 Janvier 1899.

(40) *Association Catholique*, 15 Janvier 1899, p. 66 et ss.

lois de caractère social, il ne s'écarterait pas des principes sociaux enseignés dans l'Enc. « Rerum Novarum » de Léon XIII (41).

En novembre 1899, il présenta une proposition de loi pour la réglementation du travail des femmes et des enfants, plus tard, pour le repos dominical et la loi d'association (42).

L'intervention de l'Etat a pris une telle tournure en ces derniers temps, qu'on l'accepte de partout et chaque jour avec plus de ferveur. Cette intervention, en 1919, est consacrée par le Traité de Versailles, où l'on a dédié une section au travail et donné les normes à suivre par les Etats pour la protection de la classe ouvrière (43).

Les principes libéraux ne purent résister au courant d'opinion qui se créa par les efforts des sociologues, parmi lesquels on doit réserver une place au Pape des ouvriers.

A ce propos, nous allons reproduire les paroles de Pie XI : « Loin de Nous la pensée de méconnaître que, même avant que Léon XIII, plus d'un gouvernement avait déjà pourvu aux nécessités les plus pressantes des ouvriers, et réprouvé les abus les plus criants dont ils étaient victimes. Mais, c'est seulement quand de la Chaire de Saint-Pierre la voix du Souverain Pontife eut retenti par tout l'univers, que les hommes d'Etat, prenant plus pleinement conscience de leur mission, s'appliquèrent à pratiquer une large politique sociale. Car, tandis que chancelaient les faux dogmes du libéralisme qui paralysaient depuis longtemps toute intervention efficace des pouvoirs publics, l'Encyclique déterminait dans les masses elles-mêmes un puissant mouvement favorable à une politique franchement sociale ; elle assurait aux gouvernements le précieux appui des meilleurs catholiques qui furent souvent dans les Assemblées Parlementaires les promoteurs illustres de la législation nouvelle... De cet effort persévérant un droit nouveau est né qu'ignorait complètement le siècle dernier, assurant aux ouvriers le respect des droits sacrés qu'ils tiennent de leur dignité d'hommes et de chrétiens. Les travailleurs, leur santé, leur forces, leur famille, leur logement, l'atelier, les salaires, l'assurance contre les risques du travail, en un mot, tout ce qui regarde la condition des

(41) Elie BLANC : *Etudes Sociales*, p. 399.

(42) Max TURMANN : *Le développement du Catholicisme Social*, p. 5.

(43) *Traité de Versailles* ; Partie XIII ; Travail, Art. 387 et ss.

ouvriers, des femmes spécialement et des enfants, voilà l'objet de ces lois protectrices. Si ces dispositions ne sont pas toujours ni partout en parfaite conformité avec les règles fixées par Léon XIII, il est cependant indéniable qu'on y perçoit souvent l'écho de l'Enc. *Rerum Novarum* à laquelle on peut dès lors pour une grande part attribuer les améliorations déjà apportées à la condition des ouvriers » (44).

VI

LIMITES DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

La doctrine sociale catholique se trouve dans une situation que l'on pourrait nommer, de centre. Elle est équidistante des doctrines libérales et socialistes. Tandis que les premières demandent l'inhibition de l'Etat dans le domaine économique des peuples, les socialistes exigent une intervention totalitaire. Entre ces deux champs opposés, l'Eglise présente le principe interventionniste, mais avec des limites que l'Etat devra respecter. Elle offre en plus, pour tempérer cette intervention publique, l'action des associations professionnelles.

L'homme isolé et à qui manque la tutelle de l'Etat qui veille sur ses intérêts — qui en dernier terme sont aussi les intérêts de la communauté — succomberait sous la concurrence du plus fort et du mieux organisé. Lorsque la production restait limitée sans développements possibles à cause des difficultés de transport (ce qui oblige à consommer les fruits dans les endroits même de la production) l'Etat ne devait pas se soucier trop de la vie économique, souvent en état presque embryonnaire. Mais, aujourd'hui, à cause de l'énorme mobilité et déplacement de la production et de la réduction des tarifs terrestres et maritimes qui couvrent une étendue si large, que les industries, le commerce et l'agriculture ne reconnaissent même pas de frontières à leurs déplacements, l'Etat intervient de plus en plus pour régulariser à l'intérieur la vie nationale, et empêcher à l'extérieur de rompre l'équilibre exigé par la vie économique. Pour

(44) Enc. « *Quadragesimo Anno* » : Act. Pie XI ; T. 7, pp. 102-3.

cela, les Etats, en défense légitime et nécessaire des intérêts de leurs subordonnés, s'entourent de tarifs, de douanes, pour protéger les intérêts nationaux.

Nous constatons que cette intervention va toujours croissant. De nos jours, des banques et de grandes firmes, dans des phases critiques, se sont adressés à l'Etat au nom des intérêts immenses des collectivités qu'elles représentaient.

Il est difficile de marquer la juste limite de cette intervention, qui peut changer en présence de nouvelles circonstances ou exigences de la vie économique des peuples. L'Etat, malgré la légitimité du principe interventionniste, a des limites dans son activité. Au delà de ces bornes, il interviendrait injustement, et même ses dispositions, bien que prises en forme légale, pourraient bien n'avoir de légalité que dans la forme. On sait que l'Eglise ne reconnaît pas de force morale aux dispositions qui dépassent les limites du pouvoir public, constitué pour garantir les droits des citoyens, non pour les annihiler.

En principe, les catholiques estiment qu'il y aurait excès dans une intervention minutieuse dans la réglementation du travail et des questions économiques. La loi doit élaborer un plan de protection générale, les lignes obligatoires qui encadrent les activités de la vie économique, laissant aux corps professionnels d'en faire les applications exigées par les nécessités locales et techniques. M. le Comte de Mun préconisait ce principe à la Chambre, à propos de son intervention sur la limite de la journée de travail. Je crois, disait-il, que le nombre des heures ne peut être fixé avec justice par chaque industrie, que par le corps professionnel lui-même, seul compétent pour savoir si l'ouvrier doit travailler huit, dix ou onze heures... Mais j'ajoute que, pour toutes les professions il y a une limite maxima qui correspond à la mesure de forces humaines, et que cette limite, c'est à la loi de la fixer (45).

Le caractère limité de cette intervention est clairement exprimé par Pie XI : « ...L'Etat n'est pas seulement le gardien de l'ordre et du droit, mais il doit travailler énergiquement à ce que par tout l'ensemble des lois et des institutions, la constitution et l'administration de la société... fassent fleurir naturellement la prospérité tant publique que privée. Sans doute, il

(45) Albert DE MUN ; *Discours*, T. 4, p. 73.

doit laisser aux individus et aux familles une juste liberté d'action, à la condition pourtant que le bien commun soit sauvegardé, et qu'on ne fasse injure à personne. Il appartient aux gouvernants de protéger la communauté et les membres qui la composent (46).

La théorie exposée par les catholiques diffère essentiellement des divers systèmes connus sur l'intervention de l'Etat, comme on a pu l'observer (47).

(46) *Act. Pie XI* ; T. 7, pp. 102-3.

(47) Johannes HAESSLE : *Le Travail*, p. 201 ; Desclée, Paris, 1933.

CHAPITRE III

LE TRAVAIL

§ I

LA LEGISLATION OUVRIÈRE

- I. Conception païenne du travail. — II. Conception chrétienne. — III. Concept légal du travail : Le Code de Napoléon, Législation nationale et d'autres pays. — IV. Vers la législation Internationale. — V. L'association Internationale pour la protection des Travailleurs. — VI. Organisation Internationale du Travail (O. I. T.). — VII. Bureau International du Travail (B. I. T.). — VIII. Œuvre de 1919 jusqu'à aujourd'hui. — IX. Concordance des principes catholiques sociaux avec ceux du Traité de Versailles, à l'égard des ouvriers.

I

CONCEPTION PAÏENNE DU TRAVAIL

L'antiquité avait une conception païenne du travail. A Rome et à Athènes, le travail était réservé aux esclaves, comme étant indigne des hommes libres. D'où la dénomination d'*opera servilia*, propre à l'esclave à qui aucun droit n'était reconnu (1). Les ouvriers étaient d'une condition si basse, qu'on ne les considérait même pas comme des citoyens. Cicéron n'a pas plus de respect pour un artisan que pour un barbare. Dans son livre *De Officiis* il n'hésite pas à écrire que jamais rien de noble ne pourrait sortir d'une boutique ou d'un atelier.

(1) ARISTOTE : *La Politique*, 3, 5, 7, 9.

Hérodote constate ce sentiment chez les Grecs, les Egyptiens, les Scythes, les Thraces, les Perses et les Lidiens (2).

A la fin de la République, dans les grandes familles, des équipes d'hommes serviles fabriquaient toutes sortes d'objets à l'usage de la maison et s'occupaient aux labours de la campagne.

On y exerçait toutes sortes de métiers, tels que la filature, le tissage, la maçonnerie, la charpenterie, etc., mais tous ces travaux étaient réservés aux esclaves. La plèbe, composée d'hommes libres, pouvait vivre, sans se considérer déshonorée, aux frais des riches, et au budget de l'État, lequel, en échange d'une tranquillité relative, lui fournissait l'aliment et les jeux : *Panem et Circenses*.

Sénèque, le moraliste austère de l'antiquité, ne se fait que l'écho d'une opinion commune, lorsqu'il dit : Que l'art des ouvriers qui travaillent de leurs mains, est une chose vulgaire, et bien que cet art nous fournisse le nécessaire à la vie, il le considère comme sans honneur et sans la moindre apparence d'honnêteté.

« Les serviteurs sont au pouvoir des maîtres, et ce pouvoir émane du droit des gens, car on peut observer qu'il existe exactement chez tous les peuples le pouvoir pour les maîtres de disposer de la vie et de la mort des esclaves... et tout ce qui est acquis par l'esclave, l'est au profit du maître » (3). Le Digeste dit que l'esclave n'est même pas une personne : *Res servus est*.

Cela fut chez les nations, même les plus policées, chez les Romains où la domination du petit nombre s'imposait à la multitude.

Mais dans la société moderne, tandis que les économistes libéraux considèrent l'ouvrier comme une simple machine, destinée à la production, les socialistes l'exaltent d'une façon suprême.

II

CONCEPTION CHRÉTIENNE

A ces opinions, l'Eglise oppose la conception du travail renfermé dans le code chrétien. Pour le sociologue chrétien le tra-

(2) HÉRODOTE, 11, 167.

(3) IUSTINIANI : *Inst.*, l. I, Tit. VIII, n. 1.

vail est un acte humain par lequel l'homme moyennant l'acceptation d'une loi divine, pourvoit à son soutien, et contribue à la restauration de la nature déchue par la faute originelle.

L'Eglise, à l'exemple de son fondateur et des apôtres a toujours exalté la dignité et l'excellence du travail.

Dans un document apocryphe, mais qui a une grande autorité historique, — puisqu'il date du deuxième siècle — on découvre la doctrine des Apôtres et de la primitive Eglise. Dans le livre « La Doctrine des Apôtres » on lit :

Celui qui vient à vous, si c'est un voyageur sans demeure, secourez-le tant que vous pouvez :

S'il veut s'établir parmi vous, qu'il travaille et qu'il mange :

S'il n'a pas un métier, donnez-lui selon votre sagesse l'instruction nécessaire, afin qu'un chrétien ne vive parmi vous sans occupation :

S'il ne veut pas se conduire ainsi, considérez-le comme un trafiquant de la doctrine du Christ. Prenez garde à de pareils personnages (4).

Jésus dans un humble atelier, les Apôtres dans leurs métiers de pêcheurs, Paul travaillant de ses mains, les anciennes Constitutions religieuses, tous consacrent le travail, comme un François d'Assise qui ordonne à ses frères de travailler et d'apprendre un métier quand ils n'en savent aucun (5).

Aux yeux de l'Eglise, il n'y a aucune différence de condition entre les hommes à cause de leur caractère de travailleur, et elle élève au suprême Pontificat, des nobles patrices, comme un Clément et un Corneille, et des humbles travailleurs, comme un Calixte, esclave de Carpophore, et qui avait travaillé dans les mines de Sardaigne.

Le Cardinal Archevêque de Pérouse, Mgr. Pecci, plus tard Léon XIII, proclame et cherche déjà cette élévation humaine dans une Lettre Pastorale, où il se plaint de ce que « les écoles modernes d'économie politique ne voient dans l'homme qu'une machine » (6).

A l'occasion de l'Assemblée Générale des Conférences de St. Vincent de Paul, l'Evêque de Madrid disait : « Les patrons

(4) Cité par L. GARRIGUET : *Man. de Sociol. et Econ.*, p. 261.

(5) *La Règle des Frères Mineurs*, Chap. V.

(6) *L'Eglise et la Civilisation* : Société Générale de Librairie. V. Palmé, Paris 1878.

sont obligés de considérer que l'ouvrier dont on rétribue les services, est un être libre, intelligent, un citoyen, un époux, un père de famille » (7). Et, au Congrès Catholique de Tarragone : « Le travail étant la fin naturelle de l'homme, ne doit pas être méprisé ; et le travailleur ne doit pas être traité sans égards, comme il l'est trop souvent » (8).

En Belgique, à l'occasion du deuxième Congrès de la Ligue Démocratique, M. Helleputte définit cette institution comme étant le parti de tous ceux qui veulent rendre au travail la place qui lui revient dans la société (9).

En Hollande, la Ligue Démocratique catholique s'exprime en ces termes : « Nous voulons que l'ouvrier ne soit pas traité comme une machine dont la valeur se mesure au travail fourni ; nous voulons qu'il soit traité comme un être doué de liberté et d'immortalité, comme notre frère et notre égal devant Dieu » (10).

En France, les catholiques sociaux adoptèrent la même position. Le P. de Pascal, dans une réunion publique, déclarait aux ouvriers qu'ils avaient « leurs droits ». Et le conférencier mettait au premier plan leur dignité d'homme et la dignité de leur travail ». A tous l'Eglise apprend qu'il faut respecter en vous la dignité de l'homme et du chrétien, que l'on ne peut pas vous changer en machines, ni faire de vous une sorte de bétail de labour » (11).

Dans le Congrès des Tertiaires à Assise, M. Léon Harmel, homme remarquable par ses institutions du Val-des-Bois, disait : Si l'antiquité n'avait trouvé qu'un moyen de maintenir le pouvoir, l'esclavage, le sacrifice des droits des petits, nos païens modernes ont une conception analogue ; c'est pourquoi ils traitent de révolutionnaires et de socialistes les hommes qui consacrent leurs efforts à relever la classe ouvrière de son affaissement. Si on parle du salaire suffisant, du respect dû à la famille et à la personne de l'ouvrier, on est accusé d'attenter au droit du patron... Toute autre est la conception chrétienne, selon laquelle l'autorité est service et non pas un privilège égoïste.

(7) *Association Catholique* : Septembre 1891, p. 281.

(8) *Cuarto Congreso Católico Español : Conclusiones*, 1895.

(9) *Compte-rendu du 2^{me} Congrès de la Ligue Démocratique belge*, p. 14, 1893.

(10) *Association Catholique*, Juillet 1893, p. 107 et ss.

(11) *Association Catholique*, Février 1892, p. 141.

C'est une mission de dévouement et non pas un moyen de jouir (12).

Le comte de Mun disait : L'ouvrier qui souffre, soit parce qu'il est abandonné, soit parce qu'il est opprimé, doit être entouré de soins les plus continus et les plus affectueux, pour se relever et sortir de la condition malheureuse à laquelle il est réduit (13).

M. Brincour, à la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, constate la nécessité de « cette réaction contre la théorie du travail-marchandise, qui place la chose au-dessus de l'homme, l'instrument au-dessus de l'ouvrier, qui ne fait du travailleur que l'accessoire d'une machine » ; et il rappelle que Léon XIII a revendiqué pour l'ouvrier une situation plus élevée (14).

Le travail — disait Ozanam — châtiment de la déchéance, est devenu la loi de la régénération (15).

Telle est la pensée des catholiques sur le travailleur. Celui-ci apparaît revêtu de toute sa dignité.

Quelqu'un pourrait peut-être objecter que dans le Christianisme le travail représente un châtiment, puisqu'il est imposé à l'homme après la chute : Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front.

Les théologiens précisent le sens du texte biblique. Il est certain que depuis le péché originel, le travail est imposé à l'homme comme un moyen de rétablir l'harmonie disparue, par l'acceptation de cette activité depuis lors réparatrice ; mais le travail d'autre part, aurait existé même si l'homme était resté fidèle à son devoir. On ne conçoit pas l'homme dans l'oisiveté. C'est la fatigue et la peine unies à tout travail, qui constitue une punition, pas le travail en lui-même. Cette pensée est affirmée par Léon XIII : « Pour ce qui regarde le travail en particulier, l'homme dans l'état même d'innocence, n'était pas destiné à vivre dans l'oisiveté, mais ce que la volonté eût embrassé librement comme un exercice agréable, la nécessité y a ajouté, après

(12) Léon HARMEL : *Discours au Congrès des Tertiaires : Association Catholique*, 15 Novembre 1895, p. 500.

(13) Albert de MUN : *Discours*, T. 5, p. 281.

(14) *Compte-rendu des Séances de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg*. Session ordinaire 1896-1897. Séances du 31 Mars 1897, pp. 1627-8.

(15) A. F. OZANAM : *Œuvres Complètes*, Vol. 7, p. 161 : Lecoivre, 1873.

le péché, le sentiment de la douleur, et l'a imposé comme une expiation » (16).

III

CONCEPT LÉGAL DU TRAVAIL : LÉGISLATION NATIONALE ET D'AUTRES PAYS

L'Auteur de la nature a voulu que sa volonté soit imprimée dans la nature même par ce sentiment intime qui ordonne les actes humains selon la raison naturelle. Nos droits sont encadrés dans cet ordre qui nous oblige à rendre à quinconque son droit : *Unicuique suum*. Mais, comme l'homme est un être social, il a fallu qu'à côté de ce droit naturel, établi par la nature, il y ait une formule sociale, la loi, expression vivante de l'ordre juridique. Celle-ci ne fait que renforcer les droits de l'individu que lui confère la nature même. D'où les lois protectrices du travail, source et fondement de toutes les richesses.

Les Etats se sont rendus compte de l'importance du travail et de sa dignité, et la pensée chrétienne du relèvement social ouvrier est cristallisée dans de nombreuses lois.

Mais l'idée ancienne sur le travail, que l'on pourrait appeler anti-ouvrière, est arrivée plus ou moins mitigée, presque jusqu'à nos jours. On la trouve même consacrée dans le Code Napoléonien. On y reconnaît que la législation ancienne était essentiellement patronale. L'article 1781 décrète que : « Le maître est cru sur son affirmation : pour la quotité des gages ; pour le paiement du salaire de l'année échouée ; et pour les acomptes donnés pour l'année courante ».

Cet article du code reflète bien quelle était l'opinion au sujet du travailleur. Les discussions entamées sur ce Code Napoléonien dans le Conseil permettent de saisir cette idée si opposée encore à la classe ouvrière. Le Consul Cambacérès, pour rendre plus claire l'idée de la Section, signalait qu'il conviendrait de faire plusieurs articles et dire : Le maître est cru à son affirmation sur la quotité et sur les paiements des salaires de l'ouvrier

(16) *Act. Léon XIII* ; T. 3, p. 31.

qu'il emploie : Le maître est cru à son affirmation sur la quotité et sur le paiement des gages de ses domestiques.

M. Lacuée demanda si les preuves morales seraient écoutées, par exemple, si l'ouvrier ou le domestique produisait des témoins en présence desquels le maître se serait expliqué sur la quotité ou sur le paiement, soit du salaire, soit des gages ; y aurait-il encore lieu de lui donner gain de cause ?

La réponse donnée par M. Treilhard fut : Qu'on ne pourrait avoir égard à des preuves de cette espèce sans ouvrir la porte aux fraudes ; les ouvriers ne pourraient-ils pas se servir de témoins entre eux ? et l'article en question fut adopté avec l'amendement et le classement proposé par le Consul Cambacérès (17).

Le Code Napoléonien, code individualiste, ne songe pas à réglementer les relations entre les patrons et les ouvriers.

La loi germinal de 1803, sur les Manufactures, Fabriques et Ateliers, n'est pas exempte de méfiance contre les ouvriers. C'est une loi d'oppression qui renouvelle la loi Le Chapelier, pour éviter les troubles et conflits ouvriers. Cette loi, bien qu'elle n'autorise pas encore les patrons à s'unir, leur accorde la constitution des Chambres Consultatives pour étudier les nécessités du commerce et les faire connaître au Gouvernement. Aucune autorisation de ce caractère n'était accordée aux ouvriers.

Un régime d'exception accompagne toujours les dispositions de l'autorité publique dans ses décisions. Tout manquement tant de la part des patrons que des ouvriers à la loi de coalition comportera, comme nous l'avons vu, la qualification de *mesure injuste ou de délit*, selon que la faute sera commise par les patrons ou les ouvriers respectivement.

Le Livret-ouvrier, exigé des travailleurs pour leur donner une pièce d'identité, et qui, par prescription légale, devait garder le patron dans son pouvoir, n'était qu'une extorsion contre la liberté du même ouvrier.

La Restauration sentait une méfiance des ouvriers ; ce qui poussa Napoléon, pour des raisons politiques, plus qu'économiques probablement, à se préoccuper du travail surtout dans les grandes villes et à Paris.

A cette époque, les 80.000 ouvriers que comptait Paris (dont

(17) *Discussions du Code Napoléon dans le Conseil d'Etat*, T. II, p. 568, Paris, 1808.

60.000 avaient vu la Révolution) demandaient du pain et du travail. Dans une Ordonnance l'Empereur fixa, en 1806, le travail effectif à 12 heures par jour (pour le bâtiment, dès 6 heures du matin à 7 heures du soir, l'été ; et dès 7 heures du matin au jour défailant, l'hiver).

En 1811, Napoléon multiplie les ordres aux Ministres pour venir en aide aux 21.000 ouvriers chômeurs. Au Ministre de la Guerre, il demande la fabrication de 500 paires de souliers chaque jour à Paris. Au Ministre de l'Intérieur, il mande que la Police ne puisse trouver un ouvrier sans travail. Par de pareilles dispositions on arriva sous l'Empire à réduire le nombre de chômeurs à 7.680.

A la fin de l'ancien régime, les lyonnais tenaient le Conseil de Proudhomes pour régler les petits conflits entre apprentis et compagnons, et entre patrons et ouvriers. Cette institution se ressentait aussi de l'esprit de l'époque, et montrait une certaine méfiance à l'égard des travailleurs. Sur les neuf membres qui la constituaient, cinq appartenaient à la classe patronale. Cette organisation, d'ailleurs bien ancienne, reçut par la loi de 1806 une nouvelle vigueur avec l'autorisation de la création d'un Conseil dans les villes où cela serait nécessaire. Sous Louis-Philippe est constitué le Conseil de Proudhomes de Paris.

La masse ouvrière entrait avec difficulté dans la route de ses légitimes revendications, et après, même sous Napoléon, on continuait encore à garder pour cette classe la même méfiance.

Mais le courant qui petit à petit se créa dans le milieu social, ne pouvait être arrêté indéfiniment. Ainsi vers la moitié du XVIII^e siècle, l'esprit démocratique avait déjà modifié la situation. En 1835-1836, à cause des abus du capital sur les enfants, l'élément le plus faible de la société, M. Villermé fut chargé d'une enquête qui prit fin en 1840.

Le rapport de l'enquête offrit un tableau si réaliste des enfants décharnés, mal nourris et mal vêtus, que la Chambre ne put s'empêcher de venir en aide à ces malheureux petits ouvriers (18). L'enquête Villermé donna lieu à la première loi de protection ouvrière, relative aux enfants, approuvée en 1841. Cette loi sur le **travail des enfants dans les manufactures, usines et ateliers**, réglait :

(18) VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de soie, coton et laine*, Paris, Renouard, 1840.

- 1° L'âge minimum, fixé à 8 ans ;
- 2° La durée maximum du travail, fixée à 8 heures entre 8 et 11 ans, et à 12 heures entre 12 et 16 ans ;
- 3° Repos dominical obligatoire.

Cette loi provoqua d'âpres discussions. Certains patrons la considérait comme le point de départ de futures réclamations ; d'autres, partisans du libéralisme intégral, comme un Bestiat, s'y opposaient par leurs principes doctrinaires ; en plus on la combattait au nom de la puissance paternelle, qui est la seule qui possède un droit sur les fils.

Une fois la loi votée, elle resta sans application, parce que sans contrôle de la part de l'Etat, les parents comme les patrons voulaient profiter du travail de ces malheureux. Le terrain n'était pas encore préparé ; il fallut attendre une trentaine d'années avant que ne se constituât un Corps d'Agents pour surveiller l'accomplissement des dispositions légales.

Cette loi eut une grande influence dans le développement d'un courant d'opinion pour le principe du droit d'intervention en faveur de l'Etat.

La période de 1830-1840 fut bien agitée par les questions sociales qui se trouvaient à l'ordre du jour. Par un Décret de 1848 l'Etat garantit :

- 1° Travail à tous les citoyens ;
- 2° Un salaire suffisant ;
- 3° Une loi d'association ;

et, pour la première fois, il fixe la journée du travail pour les adultes qui ne doit pas excéder 10 heures par jour. Les émeutes de la révolution de 1848 amèneront la loi qui fixera le maximum de la journée de travail à 12 heures. Cependant un Décret de 1851 permet dans certains métiers et certains cas des travaux supplémentaires au-dessus de la journée réglementaire ; ce qui permit aux patrons pas trop scrupuleux d'abuser du sort des travailleurs. Ce Décret fut abrogé par celui du 28 mars 1902, inspiré par Millerand, et qui supprima les tolérances introduites dans les cas de travaux accessoires, et limita encore plus vigoureusement la durée du travail réglementaire (19).

Le marchandage fut interdit en France par Décret du 2 mars

(19) Conf. Lois Annotées ; Librairie de la Société du Recueil Sirey, Paris : — BÉCHAUX : *La réglementation du Travail*, p. 36 ; Lecoffre, Paris, 1904.

1848, dont la disposition est reproduite par la loi du 25 mars 1919 (20).

Parallèlement à cette protection directe de l'Etat en faveur du travailleur, apparaît une autre protection, de caractère indirect, dû à la force même de l'ouvrier protégé par la loi. La loi du droit de coalition en 1864, de réunion en 1868 et celle des syndicats professionnels en 1884, complétée en '920, les Conventions collectives en 1919, les Assurances Sociales en 1928, donnent une idée du respect que le travail a obtenu dans la société moderne.

L'Empire réagit contre la deuxième République et devient libéral. En 1868 il abroge l'Article 1781 du Code Napoléonien qui ordonnait que le patron devait être cru sur sa parole.

La troisième République se trouve entourée de facteurs favorables qui la poussèrent dans la marche des réformes sociales. Du côté politique, les éléments de gauche profitèrent de la nouvelle démocratie. D'autre part, l'économisme libéral se trouvait en décadence. Et, finalement, les catholiques, un Albert de Mun, un La Tour du Pin, apportèrent leur concours à cette œuvre rédemptrice.

Bien que le socialisme, à cette époque, ne faisait que de naître, et que les difficultés économiques conseillaient un *statu quo*, les nouvelles Institutions du pays, grâce à ces facteurs, furent fécondes en toute sorte de réformes sociales, moyennant le double système de *la protection légale et la création de la liberté collective*.

La loi du 2 novembre 1892 stipule que : L'âge d'admission au travail industriel est de 13 ans révolus, ou 12 pour les enfants munis du certificat d'études et d'un certificat d'aptitude physique.

La même loi interdit aux femmes et aux enfants le travail de nuit, de même que certains travaux qui peuvent offrir un danger physique ou moral.

A partir de 1900, la législation ouvrière en France est accrue et modifiée d'une façon considérable. Nous allons considérer les lois les plus importantes. Le contrat de travail est basé sur les normes du droit commun, établies dans le Code civil en matière de conventions. Cependant la loi du 25 mars 1919 reconnaît les

(20) DALLOZ : *Code du Travail*, p. 7, Art. 306 ; Paris, 1939.

conventions collectives du travail entre un employeur ou les représentants d'un groupe patronal et les représentants d'un groupe ouvrier.

La loi du 30 mars 1900 limite la durée du travail à 10 heures par jour dans les établissements pour les employés, hommes ou femmes et enfants âgés de moins de 18 ans.

Par la loi du 23 avril 1919, la durée du travail effectif pour les ouvriers de tout sexe et de tout âge, dans les établissements industriels et commerciaux, est réduite à 8 heures par jour, ou 48 heures par semaine (21).

Cette loi oblige le patron à ne pas exiger de l'ouvrier un travail au delà du temps prévu ; mais elle laisse le travailleur en pleine liberté. C'est une loi souple, puisqu'elle permet la distribution du temps prévu au choix, soit 8 heures par jour, 48 heures par semaine, ou un équivalent par mois ou pour une durée voulue. Elle permet l'adaptation de la semaine anglaise, etc... La réglementation est confiée au Conseil d'Etat, après consultation avec les organisations patronales et ouvrières.

En 1906, est rétabli d'une manière obligatoire le repos dominical, lequel, au début de la restauration, devint loi de l'Etat, et en désusage en 1880, bien qu'on l'observait (22). Il y a quelques exceptions exigées par les conditions des travaux, par exemple en ce qui concerne les usines à feu continu, les hôtels et les travaux entrés dans les habitudes des populations.

Cette loi trouve son complément dans celle de 1923, qui oblige tous les commerces menés par salariés ou par non salariés à fermer leurs portes.

Par la loi du 28 mars, le travail de nuit est interdit dans les boulangeries.

Les lois du 30 mars 1900, du 17 juin 1913 et du 5 avril 1917, prévoient un repos d'une certaine durée pour les femmes avant et après les couches.

En 1914 l'on créa un Inspecteur du Corps de Travail pour assurer l'observance des lois en faveur des ouvriers.

En vertu de la loi du 26 avril 1917 sur les Sociétés Anonymes, on envisage une participation ouvrière aux bénéfices des entreprises.

On a également promulgué la loi contre les accidents de tra-

(21) DALLOZ : *Code du Travail* : Lib. 2, Art. 6 et ss.

(22) *Code de Travail* : Livre 2, Art. 3 et ss.

vail, la maladie, la vieillesse, le chômage, le risque, la paternité. De même la grande loi de 1928 sur les Assurances Sociales. En 1937, la loi des 40 heures, et en 1938 le projet que l'on appelait le Statut Moderne du Travail (23).

Il n'est sans intérêt le résumé que nous offre Duperray sur l'activité des catholiques sociaux à l'égard de la législation ouvrière. Le voici :

1841 : le 22 mars : première loi réglementant et limitant le travail des femmes et des enfants dans les usines, loi proposée par Montalembert et un groupe de catholiques.

1857 : Daniel Legrand, un catholique, lance le premier l'idée d'une législation ouvrière internationale.

1880 : Première Coopérative de crédit fondée à Poligny par M. Milcent, catholique.

1883-1884 : Albert de Mun présentait une proposition de loi sur l'institution des syndicats mixtes ; le 22 juin, il demande à la Chambre que ces syndicats puissent « recevoir des dons et des legs, même immobiliers, et acquérir tels immeubles pour la création de logements ouvriers, d'asiles pour l'enfance et la jeunesse ».

1886 : Proposition de loi sur les retraites ouvrières par A. de Mun et Mgr. Freppel.

1889 : le 7 décembre, Albert de Mun déposait une proposition de loi sur le règlement du travail industriel, où il disait : La journée de 11 ou 12 heures ne laisse guère de liberté à l'ouvrier ; avec une journée de dix heures, il pourra disposer de quelques instants pour sa famille ; ce n'est que la journée de 8 heures qui lui assurera un loisir suffisant pour augmenter son gré de culture (ceci quarante ans avant le vote de la loi de 8 heures !).

Un groupe de parlementaires catholiques (le comte de Mun, Jean Lerolle, De Gaillard-Bancel, De Ramel, Abbé Lemire, etc.), ont pris l'initiative de presque toutes les lois qui seront votées plus tard.

En 1888 : sur la loi de 8 heures...

En 1890 : sur le travail des femmes et des enfants...

En 1891 : sur les caisses de retraite et corporatives...

(23) Cf. *Code de Travail*.

En 1893 : sur les accidents de travail, les saisies-arrêts de salaires...

En 1894 : sur l'arbitrage, la participation aux bénéfices.

En 1895 : sur l'extension de la capacité syndicale, les logements ouvriers, les écoles professionnelles...

En 1918 : sur les contrats collectifs (proposition Lerolle reprise presque textuellement par la loi Croizier du 11 juin 1936).

En 1929 : avec une avance de 7 ans, la première étude d'ensemble sur les Congés payés paraît dans les Annales de l'A. C. F. (24).

Le Code du Travail : Vue l'importance des lois sociales qui exigeaient une attention toujours croissante, on pensa à leur codification. A cet égard, en 1901, est nommée une Commission extra-parlementaire pour préparer le travail qui devait être sanctionné par le vote du Parlement. Les juristes de la Commission extra-parlementaire aboutirent à la création du Code du Travail, où, sous une forme chronologique et logique (par matières) est classée la législation sociale de la République. Le Code est divisé en sept catégories ou parties, qui forment sept livres sous les titres :

- 1^{re}. — Conventions relatives au travail.
- 2^{me}. — La réglementation du travail.
- 3^{me}. — Les groupements professionnels.
- 4^{me}. — La juridiction ; conciliation et arbitrage.
- 5^{me}. — Les assurances ouvrières.
- 6^{me}. — La prévoyance sociale.
- 7^{me}. — L'assistance sociale.

Et comme complément de la grande réaction en faveur du travail, en 1906 sous Clemenceau, on crée le Ministère de Travail et Prévoyance sociale. Pour assurer le rendement de ce Ministère on le dota de trois sortes d'organismes :

1. — Administration Centrale (Direction).
2. — Corps consultatif.
3. — Corps de Fonctionnaires de l'Inspection du travail.

On s'aperçoit bien de l'importance donnée aux questions relatives au travail par les représentants de l'Etat. Cet effort

(24) J. DUPERRAY : *La Question Sociale*, pp. 209-210 : Editions Spes, Paris, 1937.

réalisé par la Démocratie Française inspira M. Piot, lorsqu'il dit : La République Française a fourni depuis quarante ans un immense effort législatif en faveur du monde du travail. A cet effort, qui révélait chez beaucoup, à côté d'autres motifs moins désintéressés, peut-être, un souci sincère de justice et comme un Christianisme inconscient, nos amis, catholiques sociaux d'hier et d'aujourd'hui, ont pris une part trop active et trop féconde pour que nous permettions jamais qu'on en méconnaisse la noblesse, ou qu'on en oublie l'efficacité (25).

La législation ouvrière dans d'autres pays : La législation ouvrière s'est accrue de plus en plus, en ces dernières années surtout dans les divers Etats. Depuis la création du B.I.T. à Genève, trait d'union entre les Nations assemblées dans la S. D.N., les essais timides d'autrefois, qui luttaient encore contre la dernière résistance des idées libérales, sont devenus un courant chaque jour plus fort et irrésistible. Ce courant se manifeste de préférence chez les peuples industriels. L'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Suisse, le Japon, les Etats-Unis de l'Amérique, etc..., révèlent le grand effort réalisé en faveur de la classe ouvrière.

La Vie juridique des Peuples et la série Législative du B.I.T. nous permettent de suivre ce grand mouvement des lois sociales des diverses Institutions politiques. Assurances contre les maladies professionnelles, Accidents de travail, Allocations familiales, Contrats de travail, Conventions collectives, Congés annuels, jours fériés, Repos hebdomadaire, Règlementation du travail, Conseils du Travail, Conciliation et Arbitrage, Bureaux publics de Placement, Assurances et secours des chômeurs... sont le bilan en faveur du travail qui est en honneur chez les peuples civilisés (26).

IV

VERS LA LÉGISLATION INTERNATIONALE

Les peuples avaient commencé à se rendre compte de l'importance du travail au point de vue international. Les dirigeants

(25) *Semaine Sociale de Metz*, 1919 : Compte-rendu, p. 263.

(26) « *La Vie Juridique des Peuples* », Bibliothèque de Droit Contemporain, Librairie Delagrave, 15, Rue Soufflot, Paris ; Bureau International du Travail : *Série Législative*, 1919-1938, Genève.

des Etats envisageaient la protection due à la classe ouvrière dans leur propre domaine, mais les esprits s'aperçurent que la législation nationale n'était pas suffisante malgré ses prévisions. La question du travail dépassait le cadre créé par les frontières, pour entrer dans le plan international. La grande production de l'industrie moderne et les rapides communications avaient porté au marché mondial les produits de tous les peuples dans une concurrence effrénée.

Les économistes commencèrent à se préoccuper de protéger les nouveaux progrès industriels, et d'assurer la vie à la classe ouvrière ; les catholiques sociaux, inspirés par leur pensée chrétienne qui ne veut pas s'enfermer dans les limites réduites des frontières politiques, concurent l'idée d'une entente internationale pour la réglementation du travail. Cette idée exposée d'abord timidement, dut lutter contre l'idée libérale qui laisse une complète liberté de mouvement pour chaque pays ; mais elle finit par s'imposer et se cristallisa dans l'Institution de Genève.

Robert Owen, un Ecossais, est le premier qui conçut l'idée d'une législation internationale en 1811.

L'économiste Blanqui dans son cours de 1838-1839 déclarait que pour favoriser l'ouvrier, il n'existait d'autre moyen que de faire adopter une réglementation par tous les pays industriels.

Villermé réclamait une sainte Alliance de Manufactures.

Mais celui qui devint le champion de la législation internationale, est un catholique, Daniel Legrand. Pour propager son idée, il se sert de lettres adressées aux hommes et aux Chefs d'Etat. Le 26 septembre 1844, il s'adresse à Guizot, Secrétaire d'Etat du Département des Affaires Etrangères, en lui soumettant son projet de loi internationale. Le 26 mai 1845, à l'occasion de la clôture des négociations entre les gouvernements de France et d'Angleterre pour mettre un terme à la traite des noirs, Legrand fait un nouveau recours au même personnage, auquel il envoie de nouveau son projet. Plus tard, en 1847, il s'adresse encore à Guizot, devenu Président de Conseil de Ministres, en faveur d'une législation internationale (27).

En avril 1847, Legrand écrit au Duc de Broglie, Ambassadeur de France en Angleterre, dans le but de l'intéresser à la

(27) *Bibliothèque Nationale*, dép. des Imprimés : Lettre à M. Guizot, Ministre Secrétaire d'Etat du département des Affaires Etrangères ; M. Guizot, Ministre des Affaires Etrangères ; M. Guizot, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, 8°, R. Pièce 3906-3940.

loi internationale, et lui transmet un projet, que Legrand qualifie de définitif ; et le mois de décembre de la même année, par une nouvelle lettre à l'Ambassadeur français à Londres, il lui demande de soutenir son projet « pour amour de Dieu et du prochain » (28).

En 1848, reprenant son projet, Legrand fait appel aux Chefs d'Etat de France, de l'Angleterre, de la Prusse, d'autres Etats de l'Allemagne et de la Suisse ; et en 1853 il renouvelle ses efforts en faveur de la réglementation Internationale du travail (29).

L'appel aux pays industriels est publié aussi dans une belle brochure datée le 8 mars 1853 et 25 avril 1855 (30).

Legrand ne réussit pas à faire germer son idée, le terrain politique et social n'étant encore préparé pour apprécier son effort.

Les socialistes, quelques ans plus tard, s'empareront de cette idée pour créer leur Internationale. Il est juste de constater que cette entente internationale, qui obéissait à un fait profond qui unissait les ouvriers, a été réclamée d'abord par les éléments patronaux et par les propriétaires.

Le comte de Mun, en 1884, s'adressa au Ministre Ferry pour lui demander de préparer l'adoption d'une législation Internationale. Dans son discours disait : « J'ai, peut-être, quelque droit de rappeler que depuis quelques années, de concert avec quelques amis, je n'ai manqué aucune occasion de réclamer une législation internationale du travail, et de répéter que l'entente sur les points principaux entre les nations industrielles était le moyen de remédier les abus de la concurrence et de rendre possible et efficace la législation de chaque pays » (31).

En Allemagne, un Conseiller du Gouvernement Prussien, M. Lohmann, dans son ouvrage : « La législation des Etats des

(28) *Bibliothèque Nationale* : 8°, R. Pièce 3906-3940.

(29) *Bibliothèque Nationale* : Appel respectueux d'un industriel de la Vallée des Vosges... adressé aux gouvernements de France, de l'Angleterre, de la Prusse... dans le but de provoquer des lois particulières et une loi internationale ; 8°, R. Pièce 3910 ; Appel aux gouvernements des pays industriels dans le but de provoquer une loi internationale ; 4°, V. Pièce 4195.

(30) *Bibliothèque Nationale*, 4°, V. 4176 et 4205.

(31) Albert de MUN ; *Discours*, T. 4, p. 159.

Continents en matière de fabrique » prévoit en 1878 une entente internationale pour régler les questions du travail, et M. H. Thirsch avait dit en 1875 : « L'Etat chrétien s'occupe d'une législation sociale parmi les nations ».

En Suisse, le Gouvernement Fédéral prit l'initiative, en 1880, d'inviter quelques Gouvernements à élaborer une législation industrielle, mais le projet ne réussit pas. En 1887, sous la suggestion de Descurtins, le Conseil Fédéral reprend de nouveau l'idée de créer un code de travail international, et invite les divers Etats de l'Europe. Tous acceptèrent l'invitation exceptée l'Allemagne et la Russie.

Le Pape Léon XIII accueillit avec faveur ce projet d'une Conférence Internationale pour s'occuper des questions ouvrières, et fit écrire par Mgr. Jacobini, Secrétaire de la Propagande, une lettre où sont signalés les points sur lesquels la Conférence devrait porter des décisions : 1. La réglementation du travail des femmes et des enfants ; 2. La suppression du travail de la femme mariée ; 3. Le maximum de la journée de travail ; 4. L'obligation du repos dominical.

Guillaume, Empereur d'Allemagne, très jeune alors, s'empara de l'idée d'une Conférence Internationale proposée auparavant par la Suisse, et convoqua à Berlin en 1890 l'Assemblée où assistèrent les Délégués de 14 nations.

Quelques jours avant la célébration de la Conférence, l'Empereur adressa à Léon XIII, pour lui faire part du programme de la Conférence, une lettre, dont voici le texte :

Berlin, 6 Février.

Très Auguste Pontife,

Les nobles sentiments par lesquels votre Sainteté a toujours fait valoir son influence en faveur des pauvres et des abandonnés de la société humaine, me fait espérer que la Conférence Internationale qui, sur mon invitation, se réunira à Berlin le 15 courant, attirera l'attention de votre Sainteté, et qu'Elle suivra avec sympathie le progrès des délibérations qui ont pour but d'améliorer le sort des ouvriers...

(signé) GUILLAUME.

Le résultat de cette Assemblée Internationale n'aboutit pas aux finalités pratiques visées par son organisateur ; mais, malgré tout, comme dit le comte de Mun, d'une part, c'est un des grands événements du siècle, puisqu'il consacre le principe d'une entente internationale, et, d'autre part, signale quelques points de départ au sujet d'une meilleure protection internationale ouvrière. Le programme présenté à la Conférence se rapproche de celui de Mgr. Jacobini, car il interdit en principe le travail de la femme devenue mère depuis peu, il prévoit la fixation d'une limite d'âge pour les ouvriers employés dans les fabriques et dans les mines, le repos dominical, bien qu'il ne soit pas imposé. Cependant la Conférence souhaite que ce repos soit assuré à tous les ouvriers en général, et particulièrement aux ouvriers industriels.

On n'aurait pas soupçonné que l'échec de cette Conférence provoquée par l'Empereur Guillaume, devait aboutir dans une autre Conférence provoquée par l'échec de ce même Empereur, la Conférence de Versailles, où, comme nous le verrons, fut consacré définitivement la collaboration internationale.

Bien que la Conférence de Berlin n'ait pas donné les résultats que l'on attendait, elle marque une date historique dans le mouvement ouvrier sur le plan international. L'idée avait déjà pénétré les esprits, et les prédispositions d'autrefois étaient disparues, pour donner une nouvelle poussée à ce noble effort.

V.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS

En 1900, à l'occasion de l'Exposition Internationale de Paris, on arriva à établir l'Association Internationale pour la Protection des Travailleurs. Cette Association dont le siège était à Bâle (Suisse), avait pour but :

1. — Servir de liaison entre les pays industriels ;
2. — Organiser un Office International de travail, ayant diverses publications de propagande ;
3. — L'étude des lois des divers pays, et la recherche des concordances entre elles ;

4. — Convoquer des Congrès Internationaux (Conférences diplomatiques à cause du caractère des représentants des pays) pour faire approuver les lois.

Les trois points prévus en premier plan, étaient réservés aux techniciens, et le quatrième aux diplomates, qui chercheraient un accord entre les divers pays. On ne considérerait comme possible que la voie de la diplomatie pour régler le travail sur un plan international.

L'Association Internationale avait son organe de propagande, et par ses Congrès annuels entra dans une féconde activité. Par son intervention on arriva à établir des conventions pluri-latérales sur la condition du travail. Pour mieux réussir l'Association avait adopté deux procédés :

Premier procédé :

Conventions bilatérales de travail. Ces conventions sont à caractère double : A) Convention de réciprocité ; B) Convention d'équilibre.

Par la première on établit un régime d'égalité entre les parties contractantes, bien qu'au fond elle ne représente pas toujours une base de justice parfaite. Le traité de 1903 entre la France et l'Angleterre sur les accidents de travail mit sur un même pied d'égalité les citoyens des deux peuples, bien que ce traité sera plus ou moins favorable, selon le nombre d'ouvriers que chacun de ces deux pays eut à l'étranger.

Par la deuxième sorte de convention, l'on cherche, moyennant certains avantages, une compensation à l'énigalité du traité. Dans le traité de la France avec l'Italie en 1904, par exemple, on considère les ouvriers de ces deux pays astreints aux lois sociales du pays comme s'il étaient des nationaux ; mais par cette convention on réclamait de l'Italie la modification de quelques lois sociales et de quelques avantages politiques.

En 1919 la France établit une autre convention avec la Pologne pour faire venir des travailleurs de ce pays-là.

Deuxième procédé :

Celui-ci consiste en des conventions à signature ouverte. Les conventions de ce genre, bien qu'elles puissent être signées par deux pays au plus, restent ouvertes à tout autre pays qui veut s'y joindre.

Cette formule, déjà plus élastique, grâce à l'Organisme International de Genève devient au point de vue social, une formule de plus en plus riche.

Avant la Grande Guerre, on avait voulu préparer deux Conférences diplomatiques pour voter les conventions sur le phosphore et le travail des femmes.

En 1905, à Berne, eut lieu une Conférence technique pour traiter du phosphore blanc et du travail de nuit de la femme. Le texte élaboré par cette Conférence fut approuvé par la Conférence de 1906, où 14 Etats se prononcèrent sur le phosphore blanc, et 7 sur le travail de nuit de la femme.

En 1913, une nouvelle réunion technique s'occupa de la durée du travail des jeunes gens, des femmes et des enfants ; mais le texte approuvé ne put être voté par la Conférence diplomatique à cause de la Grande Guerre.

Tout le travail préparé par l'Association Internationale pour la Protection des Travailleurs resta en suspens pendant 5 ans, et l'organisation elle-même allait disparaître pour se transformer dans une large Organisation Internationale sous la protection de la S.D.N. créée en 1919 à la suite de la victoire des Alliés.

Un des congressistes à l'Assemblée où fut constituée l'Association Internationale, M. H. Salvatier, directeur de l'Association Catholique, put écrire : Si sa résolution reçoit une suite heureuse, le Congrès figurera comme la quatrième étape de ce grand mouvement dont les phases, les inspirations et les fortunes diverses sont jusqu'ici marquées par trois dates : la fondation de l'Internationale (Association Internationale des travailleurs) en 1864, la Conférence de Berlin, en 1890, et le Congrès de Zurich, en 1897.

VI

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (O.I.T.)

Les événements poussaient à une organisation que l'on considérera comme définitive sur le plan internationaliste. Mais cet optimisme rencontre les difficultés que traverse habituellement la Société des Nations.

L'Organisation Internationale du Travail, telle qu'elle existe aujourd'hui, fut créée en 1919 par le Traité de Paix de Versailles. C'est la première fois qu'un traité de paix est fait dans un but social. Les Etats vainqueurs se trouvèrent en présence d'un double fait, qui devait amener la création de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) : le mouvement ouvrier qui prit un grand développement pendant la grande guerre, et l'exemple de la Russie tombée dans le Soviétisme. D'autre part, l'Allemagne avait traversé une période très grave. Il n'est pas improbable que ces facteurs exercèrent une influence sur les hommes d'Etat réunis à Versailles.

Quoi qu'il en soit, l'œuvre du Traité de Paix de Versailles signifie un pas formidable sur le plan international du travail en faveur des ouvriers. Pour mesurer son importance, il faut considérer :

1. — Le but de la O.I.T.
2. — Organisation et
3. — L'œuvre de 1919 jusqu'à aujourd'hui.

1. Le but de la O.I.T.

Il est déterminé dans le Pacte de la S.D.N. : « Sous la réserve et en conformité des dispositions des conventions internationales actuellement existantes, ou qui sera ultérieurement conclues, les membres de la Société : A) S'efforceront d'assurer et de maintenir les conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous les pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir des organisations internationales nécessaires (33).

Dans la XIII^e partie, les lignes du programme à réaliser sont exposées d'une manière plus concrète : « Attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie universelles sont mises en danger, et attendu qu'il est urgent d'améliorer ces conditions, par exemple, en ce qui concerne la réglementation des heures de travail, la fixation d'une durée maxima de la

(33) *Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Allemagne* : Partie I. Pacte de la Société des Nations ; Art. 23, Lettre a : Imp. Nationale, Paris, 1919.

journée, le recrutement de la main d'œuvre, la lutte contre le chômage, la garantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenables, la protection des travailleurs contre les maladies générales ou professionnelles et les accidents résultant du travail, la protection des enfants, des adolescents et des femmes, les pensions de vieillesse et d'invalidité, la défense des intérêts des travailleurs occupés à l'étranger, l'affirmation du principe de la liberté syndicale, l'organisation de l'enseignement professionnel et technique et d'autres mesures analogues... les Hautes Parties Contractantes, mues par des sentiments de justice et d'humanité, aussi bien que par le désir d'assurer une paix mondiale durable, ont convenu ce qui suit : Art. 387. *Il est une organisation permanente chargée de travailler à la réalisation du programme exposé dans le préambule.*

Quels seront les principes qui inspireront les conventions de cette organisation internationale ? On avait pensé tout d'abord à l'établissement d'une organisation du travail partout pareille, mais bientôt convaincus que les temps, les lieux et d'autres circonstances empêchent cette uniformité, on s'adapta aux réalités, bien que l'on observe quand même la tendance à une réglementation uniforme.

« Attendu que la Société des Nations a pour but d'établir la paix universelle, et qu'une telle paix ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale :

« Attendu que la non-acceptation, par une Nation quelconque, d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres Nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leur propre pays... (34).

2. Organisation de la O.I.T.

Les membres originaires de la S.D.N. seront membres originaires de cette Organisation, et, désormais, la qualité de membre de la S.D.N. entraînera celle de ladite Organisation (Art. 387).

Chaque membre de la S.D.N. a 4 délégués à la Conférence de la O.I.T. qui se réunit une fois par an, en juin.

Deux d'entre les quatre Délégués sont gouvernementaux, et doivent donner leur vote selon les instructions de leur pays :

(34) *Traité de Paix, Partie XIII, Section I.*

les deux autres (un patronal et un ouvrier) sont choisis par le Gouvernement, mais d'accord avec les respectives organisations professionnelles les plus représentatives du pays.

Ces trois groupes, indépendants dans leur vote et leurs idées, perdent beaucoup de leur efficacité lorsqu'un Etat devient totalitaire. Ils mettent en jeu leur propre représentation professionnelle, pour prendre une représentation politique.

VII

BUREAU INTERNATIONAL DE TRAVAIL (B.I.T.)

Cet organisme est plus professionnel et social que diplomatique. Il représente une espèce de grand Ministère où se trouvent employées plus de 300 personnes appartenant à diverses Nations. Il est dirigé par un Directeur et Conseil d'Administration, composé de 24 membres : 12 délégués gouvernementaux, 6 délégués patronaux et 6 délégués ouvriers.

Sur les 12 délégués gouvernementaux, 8 sont nommés par les 8 Etats les plus industriels ; les 4 restants par l'Assemblée des Délégués à la Conférence.

Les Délégués patronaux et ouvriers sont nommés simplement par les Délégués respectifs.

Le Conseil siège 4 fois par an, et le Conseil lui-même nomme le Directeur du B.I.T. Celui-ci est responsable devant le Conseil. C'est au Directeur de proposer les questions, et au Conseil incombe la décision.

Le travail du B.I.T. est d'abord un obscur travail de Bureau : réception d'une documentation considérable pour étudier les questions et les problèmes sociaux ; deux Revues, *Information Sociale* et *Hebdomadaire*, pour donner un compte-rendu du mouvement social général ; la *Revue Internationale du Travail* laquelle fournit de grands articles sur la situation actuelle du monde.

Une deuxième sorte de travail, plus connu du public, caractérise l'activité du B.I.T., les recommandations et conventions, formules d'intervention dans les Etats, tout en respectant leur souveraineté.

Quand une question a été suffisamment étudiée et que la Conférence prend un accord, cet accord prend la forme : A) de recommandation à soumettre à l'examen des membres en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, ou bien la forme ; B) d'un projet de Convention internationale à ratifier par les Membres.

Chacun de ces Membres, dans le délai d'un an, à partir de la clôture de la Conférence, s'engage à soumettre la Recommandation ou projet de Convention à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière, en vue de la transformer en loi, ou de prendre des mesures d'un autre ordre. Mais, si une Recommandation n'est pas suivie d'un acte législatif ou d'autres mesures de nature à rendre effective cette Recommandation, ou bien si un projet de Convention ne rencontre pas l'assentiment de l'autorité ou des autorités dans la compétence desquelles rentre la matière, le Membre ne sera soumis à aucune autre obligation.

Ces Recommandations et Conventions ne sont faites qu'après de longues études, et après avoir été fixées 18 mois avant la célébration de la Conférence par le Conseil du Bureau du Travail.

VIII

3. L'ŒUVRE DE 1919 JUSQU'À AUJOURD'HUI

Le résultat jusqu'à nos jours est que le Conseil a voté 62 projets de convention et 55 recommandations. Voici les principaux sujets traités : Sur la journée du travail, on vota, en 1919, la durée hebdomadaire de 48 heures pour l'industrie et les transports sur terre. En 1936 on étendit cette loi à toutes les sortes de travaux.

En 1933 on étudia à Genève la loi de 40 heures, et en 1935 la Conférence donna un vote de principe.

Après avoir étudié les industries, une convention pour l'industrie du verre de cristal fut approuvée en 1936.

Dans la même année 1936, trois conventions sur les travaux publics : une convention sur le Congé payé, et en 1937 une convention pour l'industrie textile. Il y a aussi des conventions contre les maladies, les accidents de travail, etc... pour le travail

des femmes et des enfants, travail souterrain, hygiène, sécurité, etc...

Et en 1930, une convention sur le travail des indigènes et le travail forcé, etc.. (35). Cette organisation du travail a trouvé la collaboration fervente des catholiques, et d'autre part, Thomas Albert se rendit à Rome pour demander au Pape un prêtre sociologue.

Il est à remarquer que les principes sociaux défendus par les Hauts Contractants à Versailles, sont les mêmes que ceux de l'école catholique sociale, et lorsqu'ils parlent du travail, la conception de Léon XIII à ce sujet se reflète dans leurs paroles mêmes. Le Pontife exprime en 1891 ce que les Représentants des Puissances signataires du Traité de paix de Versailles diront en 1919.

IX

CONCORDANCE DES PRINCIPES CATHOLIQUES SOCIAUX AVEC CEUX DU TRAITÉ DE VERSAILLES, A L'ÉGARD DES OUVRIERS

I

Respect dû à la personne humaine

Quant aux riches et aux patrons, ils ne doivent point traiter l'ouvrier en esclave ; il est juste qu'ils respectent en lui la dignité de l'homme relevée encore par celle du chrétien. Le travail du corps, au témoignage de la raison et de la philosophie chrétienne, loin d'être un sujet de honte, fait honneur à l'homme. Ce qui est honteux et inhumain, c'est d'user de l'homme comme d'un vil instrument de lucre, et de ne l'estimer qu'en proportion de la vigueur de ses bras (36).

...Mais persuadés qu'elles sont (les Hautes Partie Contractantes) que le travail ne doit pas être considéré simplement comme un article de commerce, elles pensent qu'il y a des méthodes et des principes pour la réglementation des conditions du travail que toutes les communautés industrielles devraient s'efforcer d'appliquer.. Parmi ces méthodes et principes, les suivantes paraissent.. être d'une importance particulière et urgente : 1° Le principe dirigeant ci-dessus énonce que le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise ou un article de commerce (37).

(35) B. I. T. : *Conventions et Recommandations*, 1919-1937, Genève, 1937.

(36) Act. Léon XIII ; T. 3, p. 33.

(37) *Traité de Paix de Versailles*, Art. 427.

II

Le droit d'association

Il n'est point douteux qu'il ne faille adapter les corporations à la condition nouvelle. Aussi est-ce avec plaisir que nous voyons se former partout des sociétés de ce genre, soit composées des seuls ouvriers, ou mixtes, réunissant à la fois des ouvriers et des patrons. Nous voulons exposer ici leur opportunité et leur droit à l'existence (38).

Le droit d'association en vue de tous objets non contraires aux lois, aussi bien pour les salariés que pour les employeurs (39).

III

Le caractère du salaire

Parmi les devoirs principaux du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire que lui convient... Le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête (40).

3. Le paiement aux travailleurs d'un salaire leur assurant un niveau de vie convenable, tel qu'on le comprend dans leurs temps et dans leur pays (41).

IV

La durée du travail

Ainsi le nombre d'heures d'une journée de travail, ne doit-il pas excéder la mesure des forces des travailleurs... et réglées d'après les circonstances des temps et des lieux (42).

L'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de 48 heures comme but à atteindre partout où il n'a pas encore été obtenu (43).

V

Le repos dominical

Le droit au repos de chaque jour, ainsi que la cessation du travail le jour du Seigneur, doivent être la condition expresse ou tacite de tout contrat passé entre patrons et ouvriers (44).

L'adoption d'un repos hebdomadaire de vingt-quatre heures au minimum, qui devait comprendre le dimanche toutes les fois que ce sera possible (45).

(38) *Act. Léon XIII*, l. c., p. 59.

(39) *Traité de Paix*, Art. 427, n° 2.

(40) *Act. Léon XIII* ; L. c., pp. 35 et 55.

(41) *Traité de Paix* ; Art. 427, n° 3.

(42) *Act. Léon XIII* ; L. c., p. 53.

(43) *Traité de Paix*, Art. 427, n° 4.

(44) *Act. Léon XIII* ; l. c., p. 55.

(45) *Traité de Paix*, Art. 427, n° 5.

VI

Le travail des enfants

L'enfance ne doit entrer à l'usine qu'après que l'âge aura suffisamment développé en elle ses forces physiques, intellectuelles et morales ; sinon comme une herbe encore tendre, elle se verra flétrir par un travail trop précoce, et il en sera fait de son éducation (46).

La suppression du travail des enfants et l'obligation d'apporter au travail des jeunes gens des deux sexes les limitations nécessaires pour leur permettre de continuer leur éducation et d'assurer leur développement physique (47).

VII

Inspection du travail

L'Autorité publique doit, tout d'abord, sauvegarder, en arrachant les malheureux ouvriers des mains de ces spéculateurs qui, ne faisant point différence entre un homme et une machine, abusent sans mesure de leurs personnes... (48).

Chaque Etat devra organiser un service d'inspection, qui comprendra des femmes, afin d'assurer l'application des lois et règlements pour la protection des travailleurs (49).

VIII

Règlementation Internationale

Il est évident pour tous que la protection donnée au travail des ouvriers serait très imparfaite, si elle l'était par des lois différentes, que chaque peuple élaborerait pour son compte (50).

Attendu que la non-adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leurs propres pays : Il est fondé une organisation permanente chargée de travailler à la réalisation, etc... (51).

(46) Act. Léon XIII ; L. c., p. 53.

(47) *Traité de Paix* ; Art. 427, n° 6.

(48) Act. Léon XIII ; L. c., p. 53.

(49) *Traité de Paix* ; Art. 427, n° 9.

(50) *Lettre de Léon XIII à M. Gaspard Descurtins*, du 6 Août 1883 : Le texte dans Max TURMANN : *Le développement du Cathol. Social.*, p. 229.

(51) *Traité de Paix* ; Section I : *Organisation du Travail*, p. 198.

LE TRAVAIL

§ II

LA RETRIBUTION

I. La valeur du travail. — II. Le juste salaire : Le salaire naturel ou vital. — III. Système de salaire naturel et ses théories. — IV. Le système du salariat et l'orientation catholique sociale. — V. Le salaire familial. — VI. Les formules.

LA VALEUR DU TRAVAIL

Il n'est pas difficile de comprendre que la nature étant subordonnée aux exigences humaines, s'en servir pour son entretien constitue un droit pour l'individu.

Le droit consiste primordialement dans l'application d'un bien déterminé à un sujet déterminé. Lorsque l'homme, par l'expression de sa volonté, s'approprie un objet pour subvenir à ses besoins, cette appropriation donne lieu à un droit qui devra être respecté de tous les citoyens.

Il ne serait pas question d'un droit à l'existence tant que les terres seront sans propriétaires et les possibilités d'un travail rémunérateur illimitées ; mais, aujourd'hui que tout est devenu presque objet de droit, c'est une question vitale pour l'homme de savoir comment son droit à l'existence pourra être assuré.

Les partisans de la théorie individualiste du droit de propriété absolue ne trouvent pas de place pour celui qui arrive en retard. Un Fourier ou un Saint-Simon, bien qu'ils invoquent les droits éternels de l'homme, restent fidèles au libéralisme et à l'individualisme par l'acceptation de l'évolution et de la lutte pour la vie.

Malthus, dans son « Essai sur le principe de population », émit une théorie qui encore aujourd'hui a des partisans nombreux, selon laquelle l'excès de population est un fléau et la cause de la misère qui sévit dans le sein de la société. Comme remède il proclame la **contrainte morale**, et les principes : 1° Le devoir de l'individu de ne pas songer au mariage tant qu'il

n'aura pas de quoi subvenir aux besoins de sa progéniture; 2° le devoir de changer graduellement les institutions qui tendant directement à encourager le mariage (52).

Pour Malthus « prétendre assister les pauvres de manière à les mettre en état de se marier quand ils voudront, et d'élever de nombreuses familles, c'est demander ce qui est physiquement impossible (53).

D'autres, comme Herbert Spencer, le fondateur de la doctrine évolutionniste, conçoivent le corps social comme un organisme sujet dans son développement aux lois physico-biologiques.

Contre de tels principes, la doctrine sociale catholique proclame le droit de l'homme à l'existence et le droit de créer une famille, et par conséquent le droit de se procurer ce qu'il lui faut pour son entretien. Le même enseignement n'accorde pas au droit de propriété un caractère absolu. Les propriétaires se trouvent en présence du rôle social de la propriété et du droit de l'homme dans le cas de nécessité extrême.

Les nécessités de l'homme, dit Léon XIII, sont de perpétuels retours ; satisfaites aujourd'hui, elles renaissent demain avec de nouvelles exigences. Cette position humaine nous oblige au travail pour pourvoir aux besoins de notre nature. Travailler sera donc exercer son activité dans le but de se procurer ce qui est requis pour les divers besoins de la vie, mais surtout pour l'entretien de la vie elle-même. Au point de vue catholique le travail c'est le moyen ordonné par la Providence afin que l'homme puisse pourvoir à ses besoins. « L'on peut affirmer en toute vérité que le travail est le moyen universel de pourvoir aux besoins de la vie, soit qu'on l'exerce dans un fonds propre, ou dans quelque art lucratif » (54).

Et en parlant de l'homme, le Pape ne le considère pas comme l'*homo economicus*, mais constitué en famille à qui « la nature impose le devoir sacré de nourrir et d'entretenir ses enfants » (55).

Logiquement, donc, le travail ne peut être considéré sous le joug de l'offre et de la demande, comme le prétend l'école libé-

(52) T. R. MALTHUS : *Essai sur la population*, vol. 4, pp. 124-125 : Genève, Paris, 1823.

(53) T. R. MALTHUS : *L. c.*, p. 128.

(54) *Act. Léon XIII* ; T. 3, p. 25.

(55) *Léon XIII* ; *l. c.*, p. 27.

rale, bien que malheureusement celle-ci exerce souvent une influence décisive dans les contrats de travail.

De ce principe social chrétien découle une conséquence ; le droit de l'ouvrier à une quantité de richesse suffisante ou, dans l'ordre actuel établi par le système de la rétribution, à un salaire minimum pour son entretien propre et celui de sa famille.

Il est à remarquer que les principes sociaux de l'Eglise acceptent dans le domaine économique un système voulu pour la rétribution du travail, à la condition que la justice sera respectée ; de la même façon que dans l'ordre politique elle accepte un système quelconque, si l'on respecte les droits de la morale chrétienne.

Si le Pape parle du salaire, c'est parce qu'il se trouve en présence d'une modalité économique préférée de nos jours. Ce n'est pas encore le dernier mot sur la rétribution ouvrière.

La théorie chrétienne du salaire minimum doit lutter contre l'amoralité du système économique libéral qui, sous prétexte de n'avoir comme tâche que l'étude de la création, conservation et augmentation de la richesse dans les sociétés humaines, exonore le patron de toute entrave d'ordre moral, et lui permet une complète liberté d'action à l'égard de ses ouvriers qu'il considère comme de simples instruments de la production, et, par conséquence, le travail est considéré comme une marchandise.

A ce propos M. Leroy-Beaulieu veut établir le sens de cette proposition : *Le travail est une marchandise*, en disant qu'elle n'est que le résumé d'une vérité de fait ; le travail s'achète et se vend (56).

Le Cardinal Zigliara chargé par la Curie romaine de répondre, en 1891, à une consultation du Cardinal archevêque de Malines, s'exprime ainsi sur cette question : Le travail d'un ouvrier est considéré comme une sorte de marchandise, et le salaire ou récompense comme une sorte de prix ; Et ce n'est pas à tort qu'il en est ainsi, car bien que le travail de l'ouvrier soit quelque chose de plus noble qu'une marchandise, il garde cependant tout le caractère d'une marchandise, si on le considère par le côté où celui-ci est l'objet d'un prix (57).

(56) LEROY-BEAULIEU (P.) : *Traité théorique et pratique d'Economie Politique*, Vol. 2, p. 241, Guillaumin, Paris, 1896.

(57) Conf. GARRIGUET : *Le Salaire*, p. 36 ; Bloud, Paris, 1911.

D'où vient donc le prix de la valeur de la marchandise ou de la valeur du travail humain ?

De la considération, non seulement du travail-marchandise, mais aussi du travail-humain. Le travail sur un plan purement économique pourrait provoquer la disparition des travailleurs-machine, lorsqu'il ne serait pas apprécié pour la production. Mais dès le moment que l'ouvrier emploie son activité, unique moyen de sa propre existence, à laquelle doivent servir les richesses de la terre, la valeur de son travail surpasse le simple cadre des intérêts économiques. Il ne sera pas arbitraire de traiter l'homme-travail comme une marchandise, dont la valeur sera plus ou moins grande selon l'offre ou la demande.

Le travail humain offre un double aspect : un aspect *personnel* d'abord, parce que la force active est inhérente à la personne, et qu'elle est la propriété de celui qui l'exerce et qui l'a reçue pour son utilité ; l'autre, *nécessaire*, parce que l'homme a besoin du fruit de son travail pour conserver son existence, et qu'il doit obéir aux ordres irréfragables de la nature.

Or, si l'on regarde le travail par le côté où il est personnel, nul ne doute qu'il ne soit pas au pouvoir de l'ouvrier de restreindre à son gré le taux de sa valeur ; la même volonté qui donne le travail, peut se contenter d'une faible rémunération ou même n'en exiger aucune.

Mais il vaut autrement si, au caractère de personnalité, on y joint celui de nécessité, dont la pensée peut bien faire abstraction, bien qu'il n'en est pas séparable en réalité. Conserver l'existence est un devoir imposé à tous les hommes, et auquel ils ne peuvent se soustraire sans crime. De ce devoir découle nécessairement le droit de se procurer les choses nécessaires à la subsistance, ce que le pauvre ne se procure que moyennant le salaire de son travail.

Comme l'ouvrier a le droit au travail, il aura aussi le droit au salaire nécessaire. Cette question de principe est si véridique, que Léon XIII ne craint pas de descendre de l'ordre idéologique pour la mettre sur le terrain des réalités. « Que le patron, dit Léon XIII, et l'ouvrier fassent tant et de telles conventions qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre du salaire, au-dessus de leur libre volonté il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir, que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et hon-

nête ; que si contraint par la nécessité ou poussé par la crainte d'un mal plus grand il accepte des conditions que d'ailleurs il ne lui était pas loisible de refuser, parce qu'elles lui sont imposées par le patron ou par celui qui fait l'offre du travail, c'est là subir une violence contre laquelle la justice proteste » (58).

On ne parle pas ici du travail sous l'aspect juridique, c'est-à-dire, des droits qui lui peuvent être accordés par la loi dans chaque pays, sinon sous l'aspect du droit que lui confèrent tant la nature que la société dont l'homme forme une partie.

La simple considération des formules juridiques pourrait nous amener à des contrats qui fixeraient un salaire dont le taux, bien que juridiquement juste, pourrait être naturellement une grande injustice.

D'autre part, il se peut bien qu'un industriel, pressé par des difficultés économiques, fasse un contrat juste au point de vue légal et même moral, mais qui serait insuffisant pour l'entretien de l'ouvrier. Ce patron ne manquerait pas à la justice stricte ; même son activité pourrait constituer un noble effort pour l'aide qu'il apporte à la classe ouvrière sans travail, bien que le taux du salaire n'arrive pas à l'index réclamé par l'entretien de l'ouvrier.

Ce n'est pas le cas d'ordinaire, puisque les industriels qui embauchent les travailleurs dans leurs usines, leur donnent un salaire vital suffisant ; mais, souvent aussi un ouvrier marié n'y trouve pas le salaire nécessaire pour l'entretien de son foyer. Ce salaire, bien que suffisant pour un individu, ne permet pas la création d'une famille, à laquelle l'ouvrier a plein droit.

Alors, on doit se demander en quoi consiste le juste salaire dans son double aspect, vital et familial, et qui doit le fournir.

VII

5

LE JUSTE SALAIRE : LE SALAIRE NATUREL OU VITAL : SES DIVERSES THÉORIES

Les sociologues ont inventé divers systèmes pour obvier à la difficulté qu'offre le droit incontestable de l'ouvrier à vivre de

(58) *Act. Léon XIII* ; T. 3, pp. 55-7.

son travail. Généralement ce droit est reconnu, bien qu'on trouve des écrivains qui se sont permis de soumettre son existence aux exigences d'une économie matérialisée.

Le droit au travail pour en tirer le nécessaire à l'existence, n'a pas comme terme corrélatif le salaire, tel que le présente le système de l'économie moderne. Ce droit de l'ouvrier doit lui assurer un moyen de subsistance nécessaire, cherché soit dans le salaire, dans la participation aux bénéfices ou aux risques des entreprises par une coopération économique.

Mais, comme aujourd'hui le régime du travail se trouve pratiquement soumis au système du salariat, c'est dans cette ordonnance économique qu'il faudra chercher le taux du salaire qui soit juste ou qui donne satisfaction au droit du travailleur.

Il y a à considérer ici deux termes : *le premier*, que le taux du salaire soit suffisant à l'entretien de l'ouvrier ; et le *deuxième*, que le taux en question soit en rapport au travail exécuté. La confusion de ces deux termes pourrait conduire facilement à une conclusion inexacte. Le fait qu'un salaire est suffisant pour les exigences du travailleur, n'est cependant pas un indice sûr de la justice de ce salaire même. Un ouvrier spécialisé mal payé pourra même vivre dans une certaine aisance ; au contraire, un ouvrier ordinaire, dans une entreprise d'infime catégorie, pourrait percevoir un salaire, plus haut que la valeur de son travail, qui lui fournisse le nécessaire pour son entretien.

Nous avons voulu bien préciser ces deux concepts pour parler avec l'exactitude nécessaire.

L'entreprise en soi-même offre le point de vue à considérer pour la solution initiale du problème du salaire. Il faut arriver à calculer la valeur du travail fourni pour établir un juste salaire vis-à-vis de l'entreprise, abstraction faite de la suffisance ou insuffisance en rapport aux besoins de l'ouvrier. Cela sera le moyen sûr de juger sur la quantité initiale du salaire.

Nous allons considérer les divers systèmes sur la théorie du salaire.

1. *Système du salaire nécessaire ou naturel :*

C'est le système classique (libéral) qui subordonne le salaire à la loi de l'offre et de la demande. Le travail humain est considéré par l'école libérale comme une simple marchandise dont la

valeur sera plus ou moins importante selon l'excès ou manque de main d'œuvre. Que deux ouvriers soient sollicités par un patron, disait le propagateur des idées libre-échangistes, R. Cobden, et le prix descendra nécessairement, mais si deux patrons sollicitent un ouvrier, par suite de la concurrence le salaire augmentera.

Cependant la baisse des salaires aura une limite, l'ensemble des frais pour l'entretien des producteurs du travail. Cette limite est dénommée le coût de la production.

Ces frais d'entretien d'un travailleur ne représentent pas une quantité fixe, mais ils varient selon les temps, les lieux et le degré de la civilisation.

On se trouve donc, en présence du salaire naturel minimum de l'économie libérale.

Si l'on donne un salaire au-dessous de ce minimum (on suppose que le taux n'est pas assez grand pour l'entretien de l'ouvrier) l'élément-travailleur, nécessaire à la production, se verra réduit, et aura comme conséquence inévitable l'augmentation des salaires.

Le célèbre socialiste Lassalle présente la masse ouvrière en perpétuel flux et reflux à cause du salaire déterminé par la concurrence. Chaque hausse ou baisse de salaire détermine une hausse ou baisse de natalité dans la population ouvrière. Un excès de natalité détermine une concurrence de main d'œuvre qui mène à un salaire de misère, et par suite à la dépopulation ouvrière. C'est ce qu'on appelle la loi d'airain.

Ce fait, bien qu'il comporte une certaine réalité, les socialistes l'ont exagéré pour combattre le principe libéral qui se trouve dans l'extrême opposition idéologique, puisqu'il considère le travail humain comme un simple outillage de la production, et le salaire comme les frais de l'entretien de l'ouvrier.

2. Théorie sur la productivité du travail :

Ce système considère que la base du salaire repose sur la productivité du travail, et prétend que le salaire finit toujours par être proportionné au rendement du travail fourni par l'ouvrier. Si dans la théorie libérale le fonds des salaires est considéré dans la masse du capital existant, dans ce système il se trouverait dans la masse de la richesse, résultant de la production. D'où à un plus grand travail, majeure rétribution, puisque

la richesse produite sera plus abondante. On considère que l'ouvrier pour augmenter son salaire acceptera un travail plus intensif et soigneux.

Les partisans de cette théorie, à laquelle s'est rallié M. Cauwès, bien que sur un plan plus juste que celui de l'école libérale, se trouvent pratiquement dans la difficulté de déterminer ce qui appartient au travail de l'ouvrier, car la grande productivité du travail est due à l'outillage. L'énorme progrès de la technique et son adaptation à la production ne nous permettent pas d'affirmer en général que ce soit le système de salaire le plus rationnel.

3. *Le système du fonds des salaires : The Wages-fund :*

C'est la théorie de Smith et de Stuart Mill qui a eu du succès surtout en Angleterre. Le salaire se trouve réglé sur le capital existant et sur la proportion de la quantité d'argent disponible et la population ouvrière qui existe dans un moment donné. Plus il y aura de capitaux et plus le nombre d'ouvriers sera réduit, plus le salaire sera élevé ; ou au contraire, plus les capitaux seront réduits et les ouvriers plus nombreux, plus le salaire sera faible (59).

Cette théorie, au fond, se rapproche de la théorie libérale de l'offre qui grandit par le capital, et de la demande qui grandit avec la population ouvrière, ce qui produit une hausse ou une baisse dans les salaires. La demande du travail est comme la demande d'une marchandise quelconque, elle règle la production des hommes comme celle d'une marchandise.

Si la demande du travail augmente constamment, la rémunération encouragera les ouvriers au mariage pour faire face à la demande de main d'œuvre toujours en augmentation. Mais, s'il arrive un moment où le salaire n'arrive pas à procurer ce qui est nécessaire à la vie de l'ouvrier, le manque de bras ne tardera pas à le faire monter de nouveau à un niveau suffisant.

Dans le premier des cas, le marché aurait une surabondance de main d'œuvre ; et dans le second, par le manque de l'élément ouvrier, le salaire se redressera jusqu'à ce qu'il corresponde aux circonstances dans lesquelles se trouve la société (60).

(59) Stuart MILL : *Principes of The Political Economy*, pp. 175-203.

(60) P. LEROY-BEAULIEU : *Traité théorique et pratique d'Economie Politique*, T. 2, p. 218 : Guillaumin, Paris, 1896.

Cette théorie attache une importance extrême à la question de la population. Elle fait dépendre le salaire d'une opération arithmétique: le diviseur est le chiffre de la population ouvrière, le dividende les capitaux, et le quotient le salaire. Plus l'élément ouvrier augmentera, plus baissera le salaire.

Ce système laisse de côté un élément important, la masse à partager qui est le produit, la production effectuée. Il oublie la productivité du travail. Bien que les capitaux fournissent des moyens de production, en réalité c'est le produit qui doit fournir le salaire.

Un économiste américain, M. Laurence Langhlin, suppose le cas où avec un certain capital qui rentre chaque mois, on peut donner un salaire déterminé aux ouvriers ; si par la rapidité du travail et des opérations on peut faire entrer le capital tous les 25 jours au lieu de chaque mois, on pourra augmenter le salaire, sans augmenter le capital (61).

Avec le fondateur de l'économie anti-politique commence, dit Cino Arias, la longue série des théories mécaniques du salaire, qui ne tiennent pas compte de la dignité, ni de la valeur du travail (62).

La doctrine économique-libérale avec A. Smith d'abord, et après avec Malthus, Ricard et tous leurs partisans, considère le problème de la rémunération du travail comme un cas de la théorie du prix, qui consiste dans le rapport entre la demande et l'offre, sans faire attention aux principes éthiques et politiques.

4. *Théorie de l'intérêt du capital-activité :*

C'est le système soutenu par M. Leroy-Beaulieu, qui considère la force-travail de l'ouvrier comme un capital dont l'intérêt est représenté par le salaire. C'est l'idée même de J.-B. Say, qui considérerait le salaire comme le prix que l'entrepreneur paie pour l'usage d'une capacité industrielle dont il tire profit. Le salaire est relativement au profit industriel ce que l'intérêt est au profit du capital, ce que le fermage est au profit de la terre.

Leroy-Beaulieu veut que le fond du contrat entre le prêteur et l'emprunteur, soit une association tacite, une véritable participation dans les bénéfices. Et de cette analogie entre le contrat

(61) LEROY-BEAULIEU : *L. c.*, p. 267.

(62) CINO ARIAS : *Corso di Economia politica corporativa*, p. 21. Roma, 1937.

de prêt et celui du travail il tire la conclusion que le second doit se ramener à l'association.

En acceptant que le contrat de travail est un contrat de société, il est facile d'en déduire les conséquences. Puisque chaque associé contribue à l'entreprise par un double générateur de profit : son *apport* et son *travail*, la répartition des bénéfices devra se régler selon ces deux facteurs.

L'*apport* de l'ouvrier est constitué, dans la pensée de Leroy-Beaulieu, par l'ensemble des efforts, des difficultés, des mérites du travail considéré en lui-même ; et le *travail* est le produit ou la valeur qu'il a engendré.

Pour bien préciser la rétribution équitable et rationnelle du travail, il y a deux éléments fondamentaux à considérer : l'activité ouvrière (capital qu'il apporte), et la productivité (capital qu'il crée).

Aujourd'hui on tend à faire une application pratique de ce principe, et le salaire est mesuré souvent selon l'effort, la durée, les difficultés, et la productivité du travail (63).

Nous en trouvons une application dans le salaire à échelle mobile, qui associe les ouvriers à une participation bien proportionnée aux bénéfices sans les associer aux risques de l'entreprise. De même dans la rémunération commerciale qui donne à l'employé, en dehors de son traitement, une participation variable selon le chiffre d'affaires atteint.

Ce régime du salaire a double base peut donner des heureux résultats. A mesure que l'ouvrier devient plus intelligent, il accepte de bon gré ce système qui peut arriver à sa perfection, lorsque le contrat individuel est remplacé par les contrats collectifs. Une association, un syndicat ou une corporation peuvent déterminer avec plus de précision et de justice la participation due au travail.

6. *Théorie catholique sociale sur le salaire.*

Selon la pensée chrétienne, le principe du droit a une double expression : L'Homme a le droit de s'approprier un objet, et son droit s'étendra aussi au profit de cet objet approprié : *Res fructificat domino*. Le produit appartient à celui qui en est la cause, l'œuvre appartient à son auteur.

(63) SCHLOS : *Modes de rémunération du travail* ; Introduction.

Si l'on considère ce principe en rapport avec un travailleur, si celui qui travaille, est à la fois propriétaire de l'industrie où il exerce son travail, pratiquement le problème est résolu, puisque tout le profit est à lui ; mais, dans le cas fréquent où le propriétaire d'un objet est distinct de celui qui le fait produire ou fructifier, le droit du propriétaire (le patron) et le droit du producteur (l'ouvrier) entrent en concurrence. Tous les deux ont un droit légitime, il n'y a qu'à les faire participer aux bénéfices. « C'est bien injustement, dit le Pape Pie XI, que l'une des parties, contestant à l'autre toute efficacité, en revendiquerait pour soi tout le fruit » (64). L'Eglise s'est toujours prononcée contre l'usure et a blâmé par ses sanctions les usuriers ; elle ne permettrait même pas jadis de percevoir le revenu du capital laissé à prêt ; mais lorsque les moralistes avaient constaté que le capital n'était pas infructueux, puisqu'il faisait marcher la machine économique des peuples, elle n'a pas craint d'accepter, et même de défendre, le droit du capitaliste à un juste revenu.

Pour cette raison, nous nous trouvons aujourd'hui en présence de la participation limitée due à l'ouvrier qui travaille dans un fonds étranger, participation dans le régime actuel de la production représentée par le salaire.

Il faut considérer que la participation plus ou moins active et effective à la production de la richesse donne droit à une juste rétribution. Cette rétribution et cet équilibre se basent sur les principes de la justice. Pour cela, les sociologues chrétiens acceptent toute formule à la condition que ce droit fondamental soit respecté. Dans ce cadre social tout régime est accepté par l'Eglise.

Nous envisageons objectivement une base pour apprécier le taux du salaire dû au travail, dans son rendement ou produit. Lorsque ce salaire a une valeur exactement égale au travail fourni, il représente sa valeur réelle. Dans le cas où le salaire est équivalent au travail fourni, il sera sûrement juste, puisqu'il y a une égalité entre ce que l'ouvrier donne et ce qu'il reçoit.

Mais fréquemment la valeur réelle d'un produit souffre des changes par la concurrence du marché et devient inférieure, et c'est alors que la valeur commerciale remplace la valeur réelle, et que le salaire est calculé d'après cette valeur. Au fond c'est

(63) *Act. Pie XI*, T. VII, pp. 111-2.

une injustice due au système de la libre concurrence, mais elle est inévitable à moins de ruiner l'industrie et le commerce. Le prix courant des produits porte donc à considérer simplement le salaire à un point de vue objectif, le rendement du travail en rapport avec les possibilités du marché, sans faire attention à l'élément subjectif, c'est-à-dire, à la situation personnelle de l'ouvrier avec ses besoins, devoirs et droits naturels.

Le juste salaire, d'après l'Encyclique « *Rerum Novarum* », considère aussi cet élément subjectif, puisqu'il doit être suffisant pour l'ouvrier « sobre et honnête ». Un taux dans les salaires au-dessous du salaire minimum, serait une flagrante injustice condamnée dans l'Evangile « *Dignus est operarius cibo suo* ».

Ce salaire minimum de droit en faveur de la classe ouvrière n'est pas reconnu par le libéralisme économique, qui ne regarde, en tout cas, que le prix courant (conventionnel) pour établir la rétribution ouvrière, un minimum de fait.

Bien que la doctrine catholico-sociale définisse sa position en présence des droits du salaire, on se tromperait si l'on considérerait ses paroles comme le dernier mot en cette matière. Puisque le problème du travail est considéré dans un système économique, appelé de salariat, le sociologue chrétien cherche le moyen d'éviter que ce soit un régime dominé par l'avarice et l'égoïsme, mais bien plutôt inspiré par la justice et la charité. Les principes de la morale doivent consolider la paix et l'ordre dans la cité.

Cependant il est indiscutable que certains systèmes permettent plus facilement une déviation vicieuse, et c'est pour cela, peut-être, que le salariat n'est pas un régime définitif.

L'Eglise permet de découvrir les lignes générales de sa conception sociale sur la condition du travail, et tend à une rétribution ou salaire tel, que l'ouvrier puisse arriver à une certaine indépendance économique. On proclame par le travail l'accession à la propriété en faveur du travailleur afin de lui proportionner le bien-être auquel il a droit, et ne pas laisser l'ouvrier à la merci de son travail journalier.

Le travail est envisagé dans ses rapports avec la production et dans ses rapports avec la vie sobre et honnête, c'est-à-dire à un point de vue économique et moral. Le travail, à cause du fournisseur, est placé au-dessus des fluctuations du marché. Le

salaire ne pourra être considéré simplement comme le prix d'une force qui contribue à la production.

Si dans le contrat de travail on ne considère dans l'ouvrier que sa force, son activité, le travail qu'il incorpore dans l'objet ou l'objet lui-même, terme de son effort, il serait logique que le salaire subisse une hausse ou une baisse selon la situation du marché. Cette casualité indépendante de la volonté humaine, obligea Adam Smith et d'autres économistes à chercher les principes pour établir le niveau des salaires.

La solution du problème du juste salaire serait difficile à résoudre d'après le point de vue libéral qui subordonne tout le procès économique de la production au capital. Celui-ci, sans entraves, est un corps sans âme qui ne vise qu'à accroître la matière.

Pour le catholique, le capital n'est pas une fin, mais un moyen : il est une finalité en rapport avec l'industrie et la production, et il est un moyen en rapport avec le travailleur. Toute l'économie est destinée au bien de l'homme, soit la propriété foncière, soit la propriété industrielle, tout est subordonné à son entretien. L'homme cesse d'être conséquemment un esclave de la production pour en devenir le maître. Si le but des activités économiques est de servir à l'homme, le capital occupe une place secondaire dans le processus de la production. Le système chrétien renverse les termes.

Si l'on considère le travail au point de vue moral, il faut que le salaire soit au moins suffisant à l'entretien de l'ouvrier. Ce n'est pas là une formule économique, mais nous constatons simplement que la nature donne toujours une compensation abondante au travail qui l'exploite.

Le fait qui se produit chaque jour sur le terrain de la propriété foncière, est aussi une réalité dans les nouvelles formes de production dues à la civilisation moderne. Les grandes richesses produites en sont une preuve irréfutable. Ce qui manque c'est une juste répartition de cette richesse produite par l'activité de l'homme.

Pie XI nous parle de ce rapprochement entre l'ordre économique et moral lorsqu'il dit : « S'il est vrai que la science économique et la discipline des mœurs relèvent chacune dans sa sphère des principes propres, il y aurait néanmoins erreur à affirmer que l'ordre économique et l'ordre moral sont si éloignés

l'un de l'autre, si étrangers l'un à l'autre, que le premier ne dépend en aucune manière du second. Sans doute, les lois économiques, fondées sur la nature des choses et sur les aptitudes de l'âme et le corps humain, font connaître quelles fins dans cet ordre restent hors de la portée de l'activité humaine, quelles fins au contraire elle peut se proposer, ainsi que les moyens qui lui permettront de les réaliser. De son côté la raison déduit clairement de la nature des choses et de la nature individuelle et sociale de l'homme, la fin suprême que le Créateur assigne à l'ordre économique tout entier » (65).

Lorsque Léon XIII s'occupe des besoins humains, il dit notamment : « Il a donc fallu, pour qu'il (l'homme) pût y faire droit en tout temps, que la nature mît à sa disposition un élément stable et permanent, capable de lui en fournir les moyens. Or cet élément ne pouvait être autre que la terre avec ses ressources toujours fécondes » (66).

Dans un autre endroit de la même Encyclique, il dira : « L'ouvrier qui percevra un salaire assez fort pour parer aisément à ses besoins et à ceux de sa famille, suivra, s'il est sage, le conseil que semble lui donner la nature elle-même... qui lui permet de parvenir un jour à l'acquisition d'un modeste patrimoine... Que l'on stimule l'industrielle activité du peuple par la perspective d'une participation à la propriété du sol, et l'on verra se combler peu à peu l'abîme qui sépare l'opulence de la misère, et s'opérer le rapprochement des deux classes » (67).

Il importe à l'intérêt commun, dit Pie XI, que les travailleurs et employés puissent, une fois couvertes les dépenses indispensables, mettre en réserve une partie de leurs salaires afin de se constituer ainsi une modeste fortune. « Il faut tout mettre en œuvre afin que, dans l'avenir du moins, la part des biens qui s'accumulent aux mains des capitalistes soit réduite à une plus équitable mesure, et qu'il s'en répande une suffisante abondance parmi les ouvriers ; non certes pour que ceux-ci relâchent leur travail — l'homme est fait pour travailler comme l'oiseau pour voler — mais pour qu'ils accroissent par l'épargne un patrimoine qui sagement administré, les mettra à même de faire face plus aisément et plus sûrement à leurs charges de famille. Ainsi

(65) *Act. Pie XI* ; T. 7, p. 111-2.

(66) *Act. Léon XIII* ; T. 3, pp. 23-5.

(67) *Act. Léon XIII* ; T. 3, p. 57.

ils se délivreront de la vie d'incertitudes qui est le sort du prolétariat, ils seront armés contre les surprises du sort, et ils emporteront, en quittant ce monde, la confiance d'avoir pourvu en une certaine mesure aux besoins de ceux qui leur survivent ici-bas » (68).

Et en défense de cette vision sociale, terme final du salaire, Léon XIII signalait déjà les bienfaits qui en seront le résultat : « En outre, la terre produira toute chose en plus grande abondance, car l'homme est ainsi fait, que la pensée de travailler sur un fonds qui est à lui, redouble son ardeur et son application. Il en vient même jusqu'à mettre tout son cœur dans une terre qu'il a cultivée lui-même, qui lui promet à lui et aux siens, non seulement le strict nécessaire, mais encore une certaine aisance. Et nul qui ne voit sans peine les heureux effets de ce redoublement d'activité sur la fécondité de la terre et sur la richesse des nations (69).

Cette considération si juste, nous la constatons parmi les petits propriétaires de la campagne, qui ne se préoccupent pas de leur journée de travail, leurs efforts étant généreusement compensés par la nature.

Mais si le principe social de cette accession à la propriété foncière donne des résultats si heureux, qui peut douter du résultat si le même principe social est appliqué au travail de l'industrie et du commerce ? Qu'on offre la perspective d'une participation plus ou moins élargie dans les fonds créés par les formules économiques de la production, et l'on verra naître un rapprochement entre les classes en lutte, et une nouvelle ère de richesse publique dans les nations. Tant qu'existera le régime rigide d'un salaire restreint, il sera impossible d'empêcher que l'ouvrier regarde l'usine comme un instrument d'exploitation.

Cette pensée a inspiré quelques industriels, et c'est l'idéal qui se reflète dans le discours-programme de M. de Mun à Saint-Etienne, le 18 décembre 1892 : « ...La possibilité pour chacun de vivre et de faire vivre les siens du produit de son travail avec une garantie contre l'insécurité résultant des accidents, de la maladie, du chômage et de la vieillesse, l'assurance contre la misère inévitable, la faculté pour l'ouvrier de participer aux

(68) *Act. Pie XI* ; T. 7, p. 125.

(69) *Act. Léon XIII* ; T. 3, p. 57.

bénéfices et même par la coopération à la propriété des entreprises auxquelles il concourt par son travail ».

Cette doctrine que l'on pourrait considérer comme la formule passagère du système-salariat, exige, pour être mise au point, un taux de rémunération assez élevé pour permettre à l'ouvrier la participation même au fonds social.

Mais, il faut se demander à quel titre doit se produire le fait d'une rémunération (salaire) permettant même l'épargne jusqu'à arriver aux participations fiduciaires des entreprises ?

Nous allons indiquer une formule qui, très objectivement, définit le juste salaire, bien qu'il ne faille pas oublier, comme le veut Pie XI, que « dans la détermination des salaires il est nécessaire de tenir compte des besoins de l'entreprise et de ceux qui l'assument. Il serait injuste d'exiger d'eux des salaires exagérés, qu'ils ne sauraient supporter sans courir à la ruine et entraîner les travailleurs avec eux dans le désastre... On s'inspirera enfin dans la fixation du taux des salaires, des nécessités de l'économie générale » (70).

Les juristes et les moralistes ont voulu se servir des prescriptions légales et éthiques pour régler le juste salaire. Mais les lois qu'un Etat quelconque peut promulguer pour établir la justice de la rémunération des salariés, n'ont de valeur qu'en tant qu'elles reposent sur les bases exigées par la morale.

La morale chrétienne établit une échelle à deux degrés pour le barème du salaire : le salaire *maximum* et le salaire *minimum*. Toute convention même sanctionnée par les lois civiles en dehors de ces deux termes, sera atteinte d'injustice. Si le patron donne au travail une rétribution au-dessous du salaire minimum, ou l'ouvrier force le patron à accepter un contrat qui vise un salaire au-dessus de la valeur maxima du travail, les deux seront blâmés par les principes de la morale.

La justice se trouverait blessée si lui (le patron) refuse de tout solder, ou l'ouvrier d'achever tout son travail, dit Léon XIII (71).

Il faut se rappeler que le salaire doit être en rapport avec le travail fourni et avec les besoins de l'ouvrier même. Et cette détermination du salaire représente, selon les théologiens, le

(70) Act. Pie XI ; T. 7, pp. 129-141.

(71) Act. Léon XIII ; T. 3, p. 55.

salaire personnel qui fournit le nécessaire à l'entretien du travailleur sobre et honnête (72).

Le Droit Canon ordonne « Que tous, surtout les clercs, les religieux et les administrateurs des biens ecclésiastiques dans l'allocation du travail désignent aux ouvriers *honestam justamque mercedem*, une récompense honnête et juste (73).

La doctrine sur la justice mise en rapport avec le contrat réclame, pour que ceci soit équitable, une certaine proportion d'égalité entre ce qu'on donne et ce qu'on reçoit en échange. Cette condition indispensable du point de vue de la morale, a été acceptée par divers codes civils qui arrivent à invalider même un contrat lorsqu'il y a une notable erreur dans ses clauses.

Dans le barème du salaire la justice est observée, soit que l'ouvrier se procure un taux de rétribution qui atteigne le maximum, ou que le patron fasse descendre le salaire au minimum.

Il ne serait pas facile de fixer le taux des salaires, car c'est une question d'ordre moral qui peut changer selon les habitudes d'un pays, etc...

Leroy-Beaulieu remarque très justement qu'« On reconnaîtra assez aisément que la taxation des salaires faite d'autorité, si elle était à la rigueur possible sans de grands risques, de grands maux et d'incessantes infractions dans une société simple, primitive... devient absolument chimérique dans une société compliquée et en mouvement comme les sociétés occidentales contemporaines (74).

Léon XIII affirme clairement que le chiffre du salaire est une loi de justice naturelle, et après avoir parlé des injustices subies par la classe prolétaire par l'acceptation des conditions dures que l'ouvrier ne peut refuser, conseille que pour régler la rétribution du travail, la santé du travailleur, etc., la solution soit réservée en principe aux corporations ou syndicats, ou que l'on recoure à quelque autre moyen de sauvegarder les intérêts des ouvriers, même si la cause le réclame, avec le secours et l'appui de l'État (75).

Le Pontife Pie XI dans son Encyclique « *Quadragesimo*

(72) A. ARREGUI : *Summa Theol. Moral* ; p. 236 ; Bilbao, 1934.

(73) *Droit Can. ; Canon*, 1524.

(74) L.-B. : *Traité Théorique et Pratique d'Economie Politique*, T. 3, p. 484.

(75) *Act. Léon XIII*, T. 3, p. 57.

Anno » dit à ce sujet : « Léon XIII avait déjà opportunément observé que la détermination du juste taux du salaire ne se déduit pas d'une seule, mais de plusieurs considérations : pour fixer la juste mesure du salaire, écrivait-il, il y a de nombreux points de vue à considérer. Par là même, il condamnait la présomption de ceux qui soutiennent qu'on résout sans peine cette question très délicate à l'aide d'une formule ou d'une règle unique, d'ailleurs absolument fausse (76).

Les Evêques des Etats-Unis, dans une lettre, disent à propos du salaire : « Le droit de l'ouvrier à un salaire vital, affirmé il y a plus d'un quart de siècle par le Pape Léon XIII, n'est plus nié aujourd'hui par personne. L'essentiel maintenant serait de définir exactement ce qu'il comporte, et de le rendre universel en pratique par tous les moyens honnêtes et efficaces. En particulier il faut bien se souvenir qu'un salaire vital comprend non pas seulement de quoi vivre d'une manière décente dans le présent, mais aussi des réserves raisonnables pour les besoins futurs comme la maladie, l'invalidité, la vieillesse » (77).

Bien que l'Encyclique « *Rerum Novarum* » n'en précise pas le caractère, il est selon les principes de la justice commutative, écrit Du Passage, que l'ouvrier reçoive autant qu'il donne : d'où la considération due à l'apprentissage, aux risques professionnels, à la dépense physique exigée par le travail, à la valeur professionnelle du travailleur, et à la collaboration et à la responsabilité pour mesurer le taux des salaires (78).

Au Congrès de Liège, en 1890, le Cardinal Manning constatant l'union intime entre l'économie politique et la morale, déclara que c'est d'abord aux moralistes de fixer, tenant compte des circonstances, le nombre d'heures que chaque homme doit consacrer au travail, et le salaire minimum qui lui est nécessaire pour vivre ; seul le surplus de ce minimum peut être soumis aux fluctuations de l'offre et de la demande ; sans quoi, on place le travail et le salaire avant les nécessités de la vie humaine et domestique, et c'est renverser l'ordre de Dieu et de la nature, et ruiner la société humaine dans son principe original.

Justement disait Leroy-Beaulieu, après avoir blâmé l'em-

(76) *Act. Pie XI* ; T. 6, p. 127.

(77) *Lettre Pastorale du 26 Septembre 1919 : Dossiers de l'Action Populaire*, 25 Novembre 1925, p. 7.

(78) P. du PASSAGE : *Juste prix, juste salaire : Etudes*, 20 Mai 1921.

ployeur qui abuse de certaines circonstances pour faire travailler durement un malheureux et le rémunérer chétivement, dans cet abus de l'employeur et dans l'abus de la misère de la sujétion des hommes à sa solde, se trouvent non seulement une faute morale, mais même une faute économique, et nous pouvons ajouter, une faute sociale (79).

De savants économistes, tels que MM. Atkinson et Gould, affirment que les hauts salaires sont les plus productifs pour l'employeur. Dans nombre de cas la conception économique et morale ou chrétienne sont en parfaite harmonie. Le juste salaire rend l'ouvrier dispos, content, ardent à l'ouvrage que celui-ci doit fournir.

VIII

LE SYSTÈME DU SALARIAT ET L'ORIENTATION CATHOLIQUE-SOCIALE

Le fait que Léon XIII se constitue le défenseur du juste salaire ne peut pas signifier que le régime actuel du salariat soit considéré comme le meilleur des systèmes. Le Pontife se place dans le cadre des réalités de l'économie pour introduire les principes de la morale dans un système qui existe de date immémoriale. Nous avons vu sommairement l'étendue de la vision sociale chrétienne, vision que nous allons mettre en rapport avec le système actuel de rétribution. Les sociologues chrétiens ont voulu une garantie pour la classe ouvrière plus solide que celle que leur donne le simple salaire. Bien que, comme dit Pie XI, son prédécesseur « non seulement admet la légitimité du salariat, mais s'attache longuement à le régler selon les normes de la justice » (80), est-ce que pour cela ce régime a un caractère définitif ? Nous ne le croyons pas, malgré les indiscutables avantages qu'il représente.

Cette somme (le salaire) livrée à l'ouvrier en échange de son travail, bien qu'elle l'exclue de toute autre participation, a le grand avantage d'assurer au travailleur son entretien, sans le subordonner aux hasards de l'entreprise. Mais, il n'est pas rare

(79) *Traité Théorique et Pratique d'Economie Politique*, p. 484.

(80) *Pie XI ; Act.*, T. 7, p. 126.

que ce système porte pratiquement à l'oppression de celui qui ne compte avec d'autre moyen de vivre que son travail. Si le contrat entre l'entrepreneur ou patron et l'ouvrier, par lequel celui-ci, en échange de son salaire, livre son activité, est signé librement, abstraction faite des lois civiles, il aura comme effet moral d'entrer dans le cadre de la théorie catholique du juste salaire, pourvu que ce salaire soit suffisant à l'entretien du travailleur, qui représente un droit naturel auquel il ne peut renoncer.

Mais le fait que fréquemment les entreprises atteignent un développement florissant avec une accumulation de richesse (à laquelle le travailleur, souvent obligé par la nécessité, n'est pas étranger) en faveur du patron et du propriétaire d'ordinaire en pleine abondance, crée une situation anormale. Peut-être que la défense des intérêts prolétaires ne serait pas mieux assurée par une législation de l'Etat basée sur le principe du régime de rétribution actuel, qu'en l'appuyant sur un changement de régime qui permette une meilleure participation à cette richesse qui s'accumule de jour en jour.

Il est bien symptomatique que toutes les conventions et contrats cause de conflits sociaux, sont au fond une réclamation plus ou moins nette de l'augmentation du salaire. Ce qui veut dire, une réclamation au profit auquel on renonce souvent à cause de la structure économique-sociale actuelle.

La défense de légitimes intérêts a créé le grand bloc entre ceux qui se trouvaient sans appui dans un régime qui a permis les plus grands abus ; et l'ouvrier a voulu sortir de son isolement non pas tant pour se perfectionner dans son métier, que pour lutter contre une situation précaire, contre l'oppression de la richesse et l'abandon de l'Etat. L'ennemi c'est la richesse, et les ouvriers font leur marche par étapes. Si l'on exige des lois sociales, n'est-ce pas pour mettre terme à la guerre de conquête. L'objectif c'est la disparition même du capital. Il est à regretter que presque toute réforme et amélioration n'aient été que le terme d'une lutte entre le travail et le capital. Le système actuel du salariat fournit au socialisme une base d'opérations très vaste.

Les hommes d'Etat, les capitalistes, les libéraux (ceux-ci pour des raisons de principe) ont voulu respecter un système qui a permis toutes sortes d'extorsions, et il est regrettable qu'ils n'aient pas le courage d'envisager la situation pour prendre une orientation salulaire.

En présence de la grande poussée de la classe ouvrière qui met constamment en bascule la vie économique des nations, il faut arriver à la solution du problème qui représente la disparition de grands préjudices et exige à la fois l'acceptation de certains sacrifices pour garantir même le bien-être public et la paix sociale.

Que le travailleur arrive à acquérir son indépendance économique par l'accession à la propriété ou la participations aux entreprises, et l'on sera entré dans le régime définitif. N'est-ce pas le régime de propriété foncière que la nature nous signale ? Lorsque celle-ci manque, la propriété qui la remplace, doit satisfaire la naturelle exigence humaine.

La parole, *tout pour tous*, que les socialistes et les communistes manquant d'esprit chrétien ont tourné contre la société même, devient dans les mains des chrétiens une source de vie pour la société... Ces biens dont la distribution a été confiée à la prudence et à la sagesse de l'homme lui-même, comme le veut Léon XIII.

Le Cardinal Villeneuve, archevêque de Québec se demandait : « Le régime capitaliste et du salariat est-il donc de droit absolu et intangible en soi ?

« Personne ne le soutient dans l'Eglise. L'humanité a le droit de vivre, c'est la maxime fondamentale. Pour y parvenir, il faut une convenable répartition de la richesse. De nos jours, celle du capitalisme et du salariat n'a pas donné que d'heureux fruits » (81).

Parlant de la structure économique-sociale actuelle, et de son échec présent, Le Cour Grandmaison dit : Cet ordre social ne nous paraît donc nullement commune citadelle que nous devons défendre coûte que coûte (82).

Les Thèses de Haid (du nom du château de Haid en Bohême, où se réunirent en 1882 sous la présidence du Prince Lœvestein, des sociologues catholiques de diverses nations) qui constituent les grandes lignes des réformes à introduire dans les rapports entre le capital et le travail, dans la question du contrat de travail, n'acceptent pas d'autre convention comme juste que celle de contrat de société. Le contrat de louage et de vente y sont considérés comme injustes.

(81) *Conférence à la Chambre de Commerce de Québec, 13 Avril 1935.*

(82) *Discours à la Chambre, 6 Juin 1936.*

Malgré la déclaration formelle du Saint-Siège contre telle doctrine, l'orientation qu'elle représente est acceptée au fond par les sociologues catholiques. Lorsque Pie XI signale « la profonde erreur de ceux qui déclarent essentiellement injuste le contrat de louage de travail et prétendent qu'il faut lui substituer un contrat de société », il ne fait que viser la question de principe ou moralité, sans se prononcer sur son application. Cependant, après avoir amené la question sur le terrain doctrinal, il continue : « Nous estimons cependant plus approprié aux conditions de la vie sociale, de tempérer quelque peu dans la mesure du possible, le contrat de travail par des éléments empruntés au contrat de société. C'est ce que l'on a déjà commencé à faire sous des formes variées, non sans profit sensible pour les travailleurs et pour les possesseurs du capital. Ainsi les ouvriers et employés ont été appelés à participer en quelque manière à la propriété de l'entreprise, à sa gestion ou aux profits qu'elle apporte » (83).

Les démocrates chrétiens de la Belgique reconnaissent non seulement la légitimité mais les grands bienfaits que la société pourrait espérer en permettant à l'ouvrier de devenir co-propriétaire de l'entreprise (84).

Le programme voté au Congrès de Rome, février 1894, (approuvé par la lettre de Léon XIII au Cardinal Parocchi, datée du 24 du même mois) sous le titre : *Réformes dans la propriété industrielle*, dit dans le n° 3° : Quant à la propriété industrielle et à ses entreprises, il importe de mettre directement en contact le capital fournissant les fonds avec l'entrepreneur industriel, et à son tour l'entrepreneur industriel avec les ouvriers. Il importe de même de transformer le capitaliste qui prête à l'industriel en un associé d'industrie, partageant avec lui tous les risques de l'entreprise, à l'instar d'une société en commandite, afin de restreindre ainsi la catégorie des capitalistes simples fournisseurs de fonds. Pareillement il convient de restreindre la classe précaire et misérable des simples salariés ; c'est pourquoi, une fois admis en premier lieu un juste salaire répondant au produit du travail, il convient d'accorder à l'ouvrier une partie de sa rémunération, plutôt que sous une forme fixe, sous la forme de participation aux bénéfices, et d'éle-

(83) *Act. Pie XI* ; T. 7, p. 126.

(84) *Congrès de la Ligue Démocratique Belge*, 1892, pp. 11-12, Louvain.

ver ultérieurement l'ouvrier jusqu'à la co-participation au capital de l'entreprise, moyennant l'emploi de l'épargne ouvrière en actions nominatives de l'entreprise elle-même.

Telles sont les idées d'un Toniolo, professeur de l'Université de Pise, de M. le comte S. Medolago Albani, de Bargame, du masquis Lorenz Bottini, de Lucques et d'autres catholiques sociaux d'Italie.

De pareilles idées furent adoptées au Congrès chrétien d'Autriche (85).

Les réunions françaises des Revues Catholiques Sociales, dans leur Programme, proposé le 15 novembre 1896, sous le *Titre V: Action doctrinale et pratique*, demandaient de « Répandre cette idée, qu'aucune réforme du régime économique ne saurait aboutir, tant que durera la suprématie de l'argent, tant que le pouvoir de la richesse ne sera pas subordonné par des institutions positives aux lois de la justice et à l'intérêt social ».

IX

7. LE SALAIRE FAMILIAL

L'ouvrier n'est pas un être isolé, mais créant une famille où il se perpétue. Si la nature donne ce droit à l'ouvrier, elle lui donnera pareillement le droit à un salaire (puisque celui-ci est l'unique moyen de vivre dont il dispose) qui lui rendra possible l'existence dans le mariage. La nature ordonne que l'homme se reproduise et qu'il remplisse la terre (86), où il trouvera les ressources nécessaires pour son entretien et celui de sa descendance. Par conséquent, de même que le droit au salaire vital est un droit pour l'individu considéré comme travailleur, un salaire familial lui sera dû comme chef de famille.

Par le travail, l'homme arrive à se procurer le nécessaire employant ses activités soit dans la propriété foncière, soit dans

(85) *Association Catholique*, 15 Novembre 1896, p. 529.

(86) *Genèse*, I., v. 28.

les industries et les créations de l'économie moderne qui la remplacent.

Léon XIII dans sa lettre Enc. sur la condition de l'ouvrier ne tranche pas cette question par des paroles précises ; mais des principes qu'il établit, on peut tirer cette conséquence en faveur de ce qui constituait généralement la pensée des catholiques.

Si l'ouvrier a le droit, comme nous l'avons dit, à un salaire qui lui permet une vie *sobre et honnête*, ce droit ne serait pas une réalité, s'il se trouvait entouré d'une famille de trois ou quatre enfants — ce qui est régulier — sans pouvoir, par son salaire, suffire à leur entretien. La vie de l'ouvrier continue dans ses fils, et tant qu'ils sont dans l'impossibilité de gagner leur vie, ils sont comme un fruit qui participe à la sève de l'arbre jusqu'au moment où il s'en détache pour être parvenu à son parfait développement. Lorsque le Pontife parle des enfants et des femmes, il affirme que l'enfant ne doit pas entrer dans l'usine tant que ses forces physiques, intellectuelles et morales ne sont pas suffisamment développées, et en parlant de la femme, il la considère destinée plutôt aux ouvrages domestiques. Reste alors la charge de leur entretien prise sur le budget du travailleur.

Contre ceux qui prétendent que c'est à l'Etat de s'occuper des enfants, Léon XIII répond que : Les fils sont quelque chose de leurs pères, ils sont en quelque sorte une extension de sa personne. Et il cite les paroles de Saint Thomas pour dire qu'ils doivent rester sous la tutelle des parents jusqu'à ce qu'ils aient acquis l'usage du libre arbitre (87).

Puis il continue son exposé : « La nature impose au père de famille le devoir sacré de nourrir et d'entretenir ses enfants ; elle va plus loin. Comme les enfants reflètent la physionomie de leur père, et sont une sorte de prolongement de sa personne, la nature lui inspire de se préoccuper de leur avenir et de leur créer un patrimoine. Mais ce patrimoine pourrait-il le leur créer sans l'acquisition et la possession de biens permanents ? » (88). Et pour arriver à la création de ce patrimoine il indique que : « L'ouvrier qui percevra un salaire assez fort pour parer aisément à ses besoins et à ceux de sa famille, suivra, s'il est sage,

(87) St. THOMAS : *Summ. Theol.* : 11^a, 11^e, *questio* X, art. XII.

(88) *Act. Léon XIII* ; T. 3, p. 27.

le conseil que semble lui donner la nature elle-même par de prudentes épargnes... » (89).

Dans les textes cités la théorie n'est pas précisée ; cependant on y découvre toutes les bases du salaire familial que plus tard déterminera un de ses successeurs.

Les sociologues catholiques ont compris cette doctrine.

Le droit de fonder une famille a comme conséquence, affirme Garriguet, « le devoir de l'entretenir, de l'élever, de la pourvoir, de subvenir à ses divers besoins. Le père est tenu de lui assurer la nourriture, le vêtement, le logement, une éducation en rapport avec sa position, les moyens de gagner plus tard honnêtement sa vie... Si l'ouvrier marié et père de famille ne pouvait pas tirer de son salaire le nécessaire, il serait réduit ou à attendre ce nécessaire de la charité, ou à s'en passer, ou à recourir aux monstrueux procédés de la prévoyance malthusienne. La Providence n'a pas pu vouloir qu'une classe qui forme plus de la moitié du genre humain fut obligée de tendre la main pour vivre convenablement » (90).

Le plan divin, dit le P. Martin, exige que l'ouvrier puisse vivre de son labeur et non de la simple charité (91).

Belliot, parlant de la nécessité sociale du salaire familial, dit : « Le point de vue individualiste exclusif en cette matière aboutit à des conséquences inhumaines et antisociales, car si vous ne réglez pas la quotité du salaire que d'après les besoins de l'ouvrier pris individuellement, vous le condamnez au célibat, l'application fidèle du système en question aboutissant à mettre tout ouvrier dans l'impossibilité de se marier, faute des ressources nécessaires pour nourrir une femme et des enfants. Dans ces conditions la classe ouvrière serait réduite à être comme une caste stérile grossie seulement par l'excédent des autres classes pauvres et ne se reproduisant par elle-même. Ce serait comme une armée continuellement décimée, qui ne maintiendrait ses effectifs que par des emprunts faits à d'autres catégories sociales qu'elle contribuerait ainsi à vider de leurs hommes.

« Or, il n'est pas possible d'admettre une classe ouvrière de ce genre. Il faut que cette classe sociale, comme les autres,

(89) *Act. Léon XIII* ; T. 3, p. 57.

(90) L. GARRIGUET : *Le Salaire*, pp. 51-2.

(91) *Etudes* : Février 1892.

puisse se perpétuer, se survivre, se reproduire, se multiplier. Mais, comment le fera-t-elle si chacun de ses membres n'a que juste assez pour se nourrir lui-même ? Il faut donc que le salaire soit suffisant non seulement pour les besoins de l'ouvrier seul, mais même pour ceux de l'ouvrier avec femme et enfants. L'intérêt social l'exige, et c'est pourquoi le salaire familial est une des nécessités vitales de la société » (92).

Mgr. Nicotra affirme que : « La nature impose au père de famille le devoir sacré de nourrir et d'élever ses enfants, ce qui implique le droit de se procurer les choses nécessaires à cette fin, et les pauvres ne peuvent les acquérir autrement que par le salaire de leur travail. Donc le salaire doit suffire à l'honnête entretien de la famille » (93).

Les conclusions du Congrès Catholique de Gênes en 1899, exprimées à la fin du rapport de Mgr. Nicotra sur le minimum de salaire, sont fort intéressantes à cet égard.

« ...Le Congrès estime que par *ouvrier sobre et honnête* il faut entendre l'ouvrier tel qu'il se présente d'une façon concrète, c'est-à-dire, avec toutes les obligations naturelles de la condition commune, qui est d'avoir une famille ».

« Par salaire familial, le Congrès entend le salaire suffisant à la vie ordinaire d'une famille ouvrière, laquelle, suivant l'estimation commune, comprend de 2 à 3, ou de 4 à 5 enfants suivant les pays ».

Dans le programme social des Evêques Américains, janvier 1919, on lit : « ...après tout, un salaire vital n'est pas nécessairement la pleine mesure de la justice. Toutes les autorités catholiques déclarent explicitement qu'il n'est qu'un minimum de justice » (94).

Telle était la position prise par les catholiques, bien que Léon XIII n'ait pas déterminé en concret l'existence du salaire familial en faveur de la classe ouvrière. Cependant il ne manqua pas de voix contraires à cette théorie considérée comme incompatible avec le développement économique des peuples.

Sous le titre : *Le Salaire familial*, l'édition de Paul Leroy-Beaulieu, 1905, reflète clairement cette idée : « Quelques écrivains ont imaginé une formule qui leur apparaît comme plus

(92) P. A. BELLIOU : *Manuel de Soc. Cathol.*, p. 22.

(93) *Minimum de Salaire*, p. 54.

(94) *Dossiers de l'Action Populaire*, 25 Novembre 1925.

équitable, celle du salaire familial. Les socialistes chrétiens s'évertuent surtout en faveur de cette thèse qu'est une variante soi-disant améliorée, en tout cas très compliquée, du salaire minimum. Un ouvrier serait payé non d'après l'ouvrage qu'il aurait fait, mais d'après ses charges ou ses besoins ; s'il a une femme et des enfants, il sera rétribué deux ou trois fois plus que le célibataire, et s'il advenait qu'il eût 8 ou 10 enfants, que de plus sa propre santé fut délicate, il aurait droit à un salaire énorme, alors même qu'il ferait très peu d'ouvrage. Pour être très bien intentionné et partir d'un excellent cœur, ce n'en sont pas moins des niaiseries. Dans la question des salaires, nous sommes dans l'ordre des relations économiques et juridiques, non dans celui de la charité et de l'assistance. En outre, dans certains pays et chez certaines races, en Italie, en Allemagne, chez les Irlandais, il y aurait une inexcusable inhumanité à favoriser la prolificité déjà trop considérable dans ces pays. Il est clair qu'un même ouvrage ne peut avoir trois ou quatre prix différents suivant qu'il a été fait par un ouvrier célibataire ou par un ouvrier marié avec 2 ou 3 enfants, ou par un ouvrier avec 8 ou 10 enfants ; s'il en était ainsi, personne ne voudrait plus occuper des ouvriers ayant de nombreuses familles, les célibataires seuls seraient recherchés ; on repousserait les chefs des familles nombreuses. Les braves gens qui ont inventé le salaire familial excluraient ainsi de tout travail, contrairement à leur désir, les hommes auxquels ils portent le plus d'intérêt... Le salaire est le prix de l'ouvrage fait, il doit être uniforme pour une même quantité et qualité d'ouvrage quel qu'en soit l'auteur. En dehors des relations économiques, les sentiments de bienveillance, d'assistance, de charité, peuvent dans des cas spéciaux intervenir pour aider tel ouvrier dont les charges de famille sont très lourdes ; mais on ne se trouve plus alors sur le terrain économique (95).

C'est l'esprit de l'école libérale qui résiste encore aux avances de doctrine sociale chrétienne, qui devait être clairement définie par le Pape Pie XI, à l'occasion du 40^e anniversaire de la publication de l'Encyclique de Léon XIII « *Rerum Novarum* ».

« Autant que la propriété, le travail celui-là surtout qui se

(95) P. LEROY-BEAULIEU : *Traité Théorique et Pratique d'Economie Politique*, T. 2, pp. 490-1.

loue au service d'autrui, présente à côté de son caractère personnel ou individuel, un aspect social qu'il convient de ne pas perdre de vue. La chose est claire ; à moins, en effet, que la société ne soit constituée en un corps bien organisé, que l'ordre social et juridique ne protège l'exercice du travail, que les différentes professions si étroitement solidaires ne s'accordent et ne se complètent mutuellement, à moins surtout que l'intelligence, le capital et le travail ne s'unissent et ne se fondent en quelque sorte en un principe d'action, l'activité humaine est vouée à la stérilité. Il devient dès lors impossible d'estimer ce travail à sa juste valeur, et de lui attribuer une exacte rémunération, si l'on néglige de prendre en considération son aspect à la fois individuel et social. De ce double caractère que la nature a imprimé au travail humain résultent des conséquences très importantes pour le régime du salaire et la détermination de son taux.

« Et tout d'abord on doit payer à l'ouvrier un salaire qui lui permette de pourvoir à sa subsistance et à celle des siens. Assurément les autres membres de la famille, chacun suivant ses forces, doivent contribuer à son entretien, ainsi qu'il en est, non seulement dans les familles des agriculteurs, mais aussi chez un grand nombre d'artisans ou de petits commerçants. Mais il n'est aucunement permis d'abuser de l'âge des enfants ou de la faiblesse des femmes... C'est donc par un abus néfaste, et qu'il faut à tout prix faire disparaître, que les mères de famille, à cause de la modicité du salaire paternel, sont contraintes de chercher hors de la maison une occupation rémunératrice négligeant les devoirs tout particuliers qui leur incombent, avant tout l'éducation des enfants. On n'épargnera donc aucun effort en vue d'assurer aux pères de famille une rétribution suffisamment abondante pour faire face aux charges normales du ménage » (96).

Cette doctrine est exposée dans l'Encyclique « Casti Conubi » du 31 décembre 1930, où le Pontife, après avoir constaté les difficultés des époux de remplir leurs devoirs dans le mariage, à cause de la gêne et trop grande pénurie des biens temporels qui règnent dans le foyer, dit : « Il faut s'efforcer de toutes façons de réaliser ce que Notre Prédécesseur Léon XIII avait déjà déclaré : savoir, que dans la société civile, le régime

(96) *Act. Pie XI* ; T. 7, pp. 128-9.

économique et social soit constitué de façon que tout père de famille puisse gagner ce qui, étant donnée sa condition et la localité qu'il habite, est nécessaire à son entretien et à celui de sa femme et de ses enfants, car l'ouvrier mérite son salaire. Lui refuser ce salaire, ou lui donner un salaire inférieur à son mérite, c'est une grave injustice et un péché que les Saintes Ecritures rangent parmi les plus grands. Il n'est pas permis non plus de fixer un taux de salaire si modique que, vu l'ensemble des circonstances, il ne puisse suffire à l'entretien de la famille » (97).

La doctrine sociale chrétienne sur le salaire familial est aujourd'hui nettement définie.

Mais, est-ce qu'elle est juste l'appréciation de Leroy-Beaulieu, quand il affirme que « cette théorie du salaire familial revient à la théorie socialiste de la rémunération suivant les besoins ; elle conduirait droit au collectivisme, car elle est inapplicable pour les particuliers, et ne pourrait être appliquée que par l'Etat, distributeur de toutes les tâches et de toutes les rémunérations ? (98).

Entre les deux extrêmes, le système libéral et le système socialiste, le système catholico-social occupe une position d'équilibre, se place au milieu. Celui-ci ne veut pas que l'économie se dégage absolument de son rôle social, mais il n'admet non plus une intervention absolue en faveur de l'Etat ; par conséquence, s'il admet le salaire familial contre l'école libérale qui le juge anti-économique, il refuse que ce soit l'Etat, contre la pensée socialiste, qui doive en fournir les moyens.

Bien que l'Eglise ne soit pas l'arbitre pour déterminer le moyen technique ou la formule économique pour arriver au salaire familial, et qu'elle ne l'exige pas des patrons comme un devoir de justice stricte, tel qu'elle le fait dans la question du salaire vital, elle signale que c'est au pouvoir public d'aider une structure de l'économie pour la rendre capable d'accomplir cette fonction sociale. Toute formule qui garantit à l'ouvrier son entretien et celui de sa famille entre indifféremment dans le cadre social catholique.

Pour arriver à établir ce salaire familial, il est nécessaire de

(97) *Act. Pie XI* ; T. 6, pp. 314-8.

(98) P. LEROY-BEAULIEU : *Traité Théorique et Pratique d'Economie Politique* ; T. 2, p. 491.

viser d'un côté les patrons, et de l'autre la société. « On n'épargnera aucun effort, dit Pie XI, en vue d'assurer aux pères de famille une rétribution suffisante pour faire face aux charges normales du ménage. « Si l'état présent de la vie industrielle ne permet pas toujours de satisfaire à cette exigence, la justice sociale commande que l'on procède sans délais à des réformes qui garantiront à l'ouvrier adulte un salaire répondant à ces conditions » (99).

Que ce salaire ne constitue pas un devoir de justice commutative pour le patron, vu l'état actuel de l'industrie, cela apparaît clairement dans les paroles du Pontife : « Dans la détermination des salaires on tiendra également compte des besoins de l'entreprise et de ceux qui l'assument ». Mais on remarquera le devoir moral qui pèse sur les industriels d'améliorer la situation des ouvriers en leur procurant par une bonne administration et gestion un salaire convenable. « Assurément si par son indolence, sa négligence, ou parce qu'elle (l'entreprise) n'a pas un suffisant souci du progrès économique et technique, l'entreprise réalise de moindres profits, elle ne peut se prévaloir de cette circonstance comme d'une raison légitime pour réduire le salaire des ouvriers. Mais, si d'autre part, les ressources lui manquent pour allouer à ses employés une équitable rémunération, soit qu'elle succombe elle-même sous le fardeau de charges injustifiées, soit qu'elle doive écouler ses produits à des prix injustement déprimés, ceux qui la réduisent à cette extrémité se rendent coupables d'une criante iniquité, car c'est par leur faute que les ouvriers sont privés de la rémunération qui leur est due ».

« Que tous donc, les ouvriers comme les patrons s'appliquent en parfaite union d'efforts et de vues, à triompher de toutes les difficultés et à surmonter tous les obstacles ; que les pouvoirs publics ne leur ménagent pas, à cette fin salutaire, l'assistance d'une politique avisée. Que si l'on ne réussit pas néanmoins à conjurer la crise, la question se posera de savoir s'il convient de maintenir l'entreprise ou s'il faut pourvoir de quelque autre manière à l'intérêt de la main-d'œuvre » (100).

Cependant dans la doctrine établie par le Pontife, par une

(99) *Act. Pie XI* ; T. 7, p. 130.

(100) *Act. Pie XI* ; T. 7, pp. 128-9.

question de principe, on découvre une réserve ; une fois l'entreprise arrivée à une situation économique qui lui permette de donner le salaire familial, elle a le devoir de le donner en justice.

Il n'y a pas une opposition réelle entre cette observation et le fait que désire voir établi, pour l'avenir des familles, le même Pontife lorsqu'il dit : « Il faut néanmoins avoir soin que les époux eux-mêmes, et cela déjà longtemps avant de s'engager dans l'état du mariage, s'appliquent à pourvoir d'avance aux charges et aux besoins de leur avenir, ou du moins à les alléger, et qu'ils se renseignent auprès de gens compétents sur le moyen d'y réussir efficacement et en même temps honnêtement. Il faut aussi veiller à ce que, s'ils ne se suffisent pas à eux seuls, ils arrivent, en s'unissant aux gens de leur condition et par des associations privées ou publiques, à parer aux nécessités de la vie » (101).

Elle est très juste cette prévoyance tant que la situation pénible actuelle n'assure pas un salaire familial nécessaire. D'autre part, les petites économies sont toujours une aide pour se procurer une meilleure situation, laquelle n'exclue certainement pas les droits légitimes de l'ouvrier. Insistant sur la même idée, le Pape rend « un juste hommage à l'initiative de ceux qui, dans un très sage et très utile dessein, ont imaginé des formules diverses destinées soit à proportionner la rémunération aux charges familiales de telle manière que l'accroissement de celles-ci s'accompagne d'un relèvement parallèle du salaire, soit à pourvoir, le cas échéant, à des nécessités extraordinaires » (102).

Et la réforme réclamée n'a pas un sens socialiste, puisque le Pontife affirme que la justice sociale demande : « Que tous les efforts et toutes les volontés conspirent à réaliser, autant qu'il se peut faire, une politique des salaires qui offre au plus grand nombre possible de travailleurs le moyen de louer leurs services et de se procurer ainsi tous les éléments d'une honnête subsistance » (103).

Puis il réclame une plus étroite collaboration entre les diverses branches de l'activité économique, afin que ses activités unies et combinées en un seul organisme, comme les parties d'un corps, se prêtent un concours mutuel, et il finit par proclamer

(101) *Act. Pie XI* ; T. 6, p. 218 : Encyclique « *Castri Connubi* ».

(102) *Act. Pie XI* ; T. 7, p. 129.

(103) *Act. Pie XI* ; T. 7, p. 131.

que : « L'organisme économique et social sera sainement constitué et atteindra sa fin alors seulement qu'il procurera à tous et à chacun de ses membres tous les biens que les ressources de la nature et de l'industrie, ainsi que l'organisation vraiment sociale de la vie économique ont le moyen de leur procurer. Ces biens doivent être assez abondants pour satisfaire aux besoins d'une honnête subsistance, et pour élever les hommes à ce degré d'aisance et de culture qui, pourvu qu'on en use sagement, ne met pas obstacle à la vertu, mais en facilite au contraire singulièrement l'exercice » (104).

La lettre pontificale regrette la disparition de certains organismes aptes à aider la réforme nécessaire, comme les corporations, pour pourvoir aux besoins de la famille humaine, mais déclare encore, contre les théories socialistes, que : « L'objet de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social, et non pas de les détruire ni de les absorber » (105).

C'est l'idée développée par Léon XIII quand il demandait à l'Etat : « Un concours d'ordre général, qui consiste dans l'économie tout entière des lois et des institutions » (106).

X

LES FORMULES

Pour arriver à une application pratique de cette doctrine sur le salaire familial on a fait de généreux efforts. Mais, soit à cause du manque d'une organisation d'ensemble dans le domaine économique, soit à cause de la situation des industries, ou de la réaction des patrons contre l'idée de la justice de ce salaire, pour venir en aide aux ouvriers, pères de famille, on établit le sursalaire familial ou prime progressive à verser en faveur du père de famille selon le nombre d'enfants.

Pour créer le fond nécessaire, les patrons d'une ville ou région se réunissent pour constituer une caisse de compensation, où chaque adhérent verse une somme proportionnée au nombre des ouvriers (mariés ou non mariés) qu'il emploie.

(104) *Act. Pie XI* ; T. 7, p. 132.

(105) *Act. Pie XI* ; T. 7, p. 134.

(106) *Act. Léon XIII* ; T. 3, p. 45.

Cette institution établie à Grenoble, a été imitée dans diverses régions de France. Au premier Congrès National, en 1921, on constata l'existence de 71 Caisses de compensation (107).

Sans doute cette institution a rendu de grands services, mais les catholiques sociaux ne la considèrent pas suffisamment juste. Le salaire familial assure à l'ouvrier le moyen d'entretenir une famille moyenne, tandis que le sursalaire familial n'a lieu que lorsque la famille dépasse le nombre prévu.

Les allocations familiales nées en 1917 de l'intelligente initiative de MM. Deschamps, à Rouen, et Ramonet, à Grenoble, sont de beaux gestes sociaux du patronat français.

La loi française du 11 mars 1932 rend les allocations familiales obligatoires et un Décret du 7 août 1936 a étendu les dispositions de cette loi et a fixé les modalités d'application aux exploitations agricoles.

Au Congrès de Liège, en septembre 1920, les ouvriers chrétiens de la Belgique se prononcèrent contre le système prévu par les Caisses de compensation. Ils considéraient que celles-ci n'offrent pas une garantie suffisante, et qu'en tout cas, elles devraient être légalement constituées, indépendantes dans leur fonctionnement, et alimentées par les patrons, par les ouvriers et par l'Etat (108).

Belliot dit à ce propos que l'organisation sociale ne doit pas se désintéresser des familles nombreuses ; qu'au contraire, elle doit les favoriser, leur venir en aide et fournir à ceux qui en acceptent les charges, les moyens de les remplir (109).

Les principes catholico-sociaux acceptent ces moyens comme une avance non pas comme une solution définitive de ce qu'on doit faire pour arriver à l'établissement du salaire dû à l'ouvrier. Bien qu'ils réclament l'esprit de charité entre les hommes, ils exigent énergiquement d'abord leurs droits légitimes. Et pour les assurer le Pape demande un nouvel ordre social par une réforme des institutions et la réforme des mœurs.

« Ce que Nous avons dit jusqu'à présent de l'équitable répartition des biens et du juste salaire, regarde surtout les individus,

(107) Conf. BELLIOU : *Manuel de Soc. Cath.*, p. 229.

(108) *Chronique Sociale de France*, Octobre 1920.

(109) BELLIOU ; *Manuel de Soc. Cath.*, p. 229.

et ne touche qu'indirectement cet ordre social que Léon XIII, notre Prédécesseur, s'est appliqué avec tant de sollicitude à restaurer selon les principes de la saine philosophie, et à organiser plus parfaitement suivant les sublimes préceptes de la loi évangélique. Toutefois, pour affermir ce qu'il a lui-même si heureusement commencé, pour mener à bien la tâche qui reste à accomplir, et pour faire retirer à la famille humaine de plus amples et de plus heureux fruits, deux choses sont nécessaires : la réforme des institutions et la réforme des mœurs » (110).

(110) *Act. Pie XI* ; T. 7, p. 133.

CHAPITRE IV

LA RÉFORME DES MŒURS

- I. — Influence des doctrines sur la vie des peuples ; Influence sociale du Christianisme. — II. La pensée de Léon XIII. III. Pie X et l'Action Populaire. — IV. Benoît XV. — V. Pie XI. — VI. Epilogue.

I

INFLUENCE DES DOCTRINES SUR LA VIE DES PEUPLES

Les rationalistes veulent que l'émancipation de la raison signale pour l'homme qu'il a acquis sa majorité. Il faut se rappeler que le protestantisme commença par le libre examen, ce qui devait devenir une norme pratique pour le monde moderne, qui veut se passer de toute notion religieuse, et n'accepte que des principes basés sur la condition humaine. Le père des démocraties modernes J.-J. Rousseau reflète bien cette pensée dans la lettre à sa Grandeur l'Archevêque de Paris, Christophe de Beaumont : « Le principe fondamental, sur lequel j'ai raisonné dans tous mes écrits... est que l'homme est un être naturellement bon, amant de la justice et de l'ordre, qu'il n'y a point de perversité originelle dans le cœur humain, et que les premiers mouvements de la nature sont toujours droits » (1).

Mais aujourd'hui, plus que jamais, malgré cette bonté natu-

(1) Cité par F. LE PLAY, dans son livre « *La Paix Sociale* », p. 15.

relle et le degré de la civilisation, la phrase de Plaute est toujours vraie : « *homo homini lupus* » (2).

Cette position contraste non seulement avec celle des anciens régimes qui florissaient sous le signe de l'ère ouverte par le Christianisme, mais aussi avec celle de l'antiquité. Les anciens, pour protéger leurs institutions, cherchaient un fondement solide dans le concours de la religion. Sans celui-ci, la société ne leur offrait aucune garantie de bien commun.

L'orateur romain, Cicéron, disait : Il n'y a qu'une source d'où découlent la vraie piété, la justice et les autres vertus qui rendent la vie supportable et heureuse, c'est la connaissance de Dieu (3). « Là où il n'y a ni piété, ni crainte de Dieu, il n'y a non plus ni fidélité, ni union, ni ce qui forme la base de toute vie publique, la justice » (4).

Plutarque affirme qu'il croirait plutôt que les hommes pourront bâtir des villes dans les airs, que de se former l'idée d'un Etat sans religion. C'est elle seule qui unit la société, et qui donne aux lois une base solide et un point d'appui sûr (5). « C'est lorsque les hommes cherchent à s'approcher de Dieu, que tout va bien pour la moralité, et qu'ils peuvent concevoir l'espérance de devenir réellement bons » (6).

Cette idée est bien d'accord avec la remarque de F. Le Play, après ses longs voyages d'observation : « ...Les populations qui respectent le mieux les commandements, sont précisément celles qui jouissent, au plus haut degré, du bien-être, de la stabilité et de l'harmonie » (7).

Il n'est pas possible de nier l'influence des doctrines sur la vie des peuples. C'est ce qu'indique M. de Bonald lorsqu'il dit : « A commencer par l'Evangile, et à finir par le Contrat Social, toutes les révolutions qui ont changé en bien ou en mal l'état de la société générale, n'ont d'autres causes que la manifestation des grandes vérités, ou la propagation de grandes erreurs (8).

C'est la pensée de l'Eglise, comme il était tout naturel, surtout si l'on considère que le Christianisme vise de préférence la réforme de l'esprit.

(2) PLAUTE : *Asinaria*, II, 4, 88.

(3) CICÉRON : *Natura Deorum*, 2, 61.

(4) CICÉRON : *Natura Deorum*, 1, 2.

(5) PLUTARCH : *Adversus Coloten*, 31, 4, 5.

(6) PLUTARCH : *Defect. orat.*, 7 ; *Supert.*, 9.

(7) F. LE PLAY : *L'Organisation du Travail*, p. 30.

(8) DE BONALD : *Théorie du Pouvoir*, T. 1, p. VII.

II

LA PENSÉE DE LÉON XIII

Léon XIII, après avoir exposé les grandes lignes de la doctrine catholico-sociale sur la condition de l'ouvrier, proclame comme soutien indispensable de son système, la réforme des mœurs par la religion. Tout en constatant l'importance et la gravité de « cette crise si difficile qui demande à être traitée et résolue », il affirme qu'en dehors de la religion chrétienne, il est impossible d'y trouver un remède efficace. Voici ses paroles : « Puisque la religion seule, comme Nous l'avons dit, est capable de détruire le mal dans sa racine, que tous se rappellent que la première condition à réaliser, c'est la restauration des mœurs chrétiennes, sans laquelle, même les moyens suggérés par la prudence humaine comme les plus efficaces, seront peu aptes à produire de salutaires résultats. Que les gouvernements fassent usage de l'autorité protectrice des lois et des institutions ; que les riches et les maîtres se rappellent leurs devoirs ; que les ouvriers, dont le sort est en jeu, poursuivent leurs intérêts par des voies légitimes (9).

La pensée chrétienne sociale préconise un rapprochement de classes qui mène à une collaboration entre les membres de la société. Si cette pensée demande l'union des forces sociales pour la création des professions, corporations professionnelles, elle n'envisage pas la formation d'un bloc comme instrument de lutte, tel que le professe le socialisme, sinon une organisation capable d'assurer l'union la plus étroite entre les facteurs de la production, un bloc pour la collaboration.

Contre les principes de l'égoïsme humain, incapables de régler les différends et d'établir des bases pour une juste et équitable répartition de la richesse, le Pontife oppose les principes de l'amour fraternel évangélique. « Que les ministres sacrés déploient toutes les forces de leur âme et toutes les industries de leur zèle, et que sous l'autorité de vos paroles et de vos exemples, VV. Frères, ils ne cessent d'inculquer aux hommes de toutes classes les règles évangéliques de la vie chrétienne ; qu'ils travaillent de tout leur pouvoir au salut des peuples, et par dessus tout, qu'ils s'appliquent à nourrir en eux-mêmes et

(9) Act. Léon XIII ; T. 3, p. 69 : Encyclique « *Rerum Nov.* ».

à faire naître dans les autres, depuis les plus élevés jusqu'aux plus humbles, la charité, reine et maîtresse de toutes les vertus. C'est, en effet, d'une abondante effusion de charité qu'il faut principalement attendre le salut : Nous parlons de la charité chrétienne, qui résume tout l'Evangile et qui, toujours prête à se dévouer au soulagement du prochain, est un antidote très assuré contre l'arrogance du siècle et l'amour immodéré de soi-même ; vertu dont l'Apôtre saint Paul (10) a décrit les offices et les traits divins dans ces paroles : elle souffre tout, elle supporte tout (11).

Dans sa lettre Enc. « *Praeclara Gratulationis* » du 20 juin 1894, après avoir constaté que le divorce qui existe entre les Institutions politiques et les Institutions religieuses, est la conséquence de l'esprit moderne, il demande que : « L'Eglise s'emploie plus efficacement que personne à faire tourner au bien commun les plus profondes transformations des temps, et donner la vraie solution des questions les plus compliquées, à promouvoir le règne du droit et de la justice, fondements les plus fermes des sociétés. La question sociale et la question politique sont l'une et l'autre fort graves. Or pour les résoudre sagement et conformément à la justice, si louables que soient les études, les expériences, les mesures prises, rien ne vaut la foi chrétienne réveillant dans l'âme des peuples le sentiment du devoir, et lui donnant le courage de l'accomplir. C'est en ce sens qu'il n'y a pas longtemps Nous avons spécialement traité de la question sociale, Nous appuyant tout à la fois sur les principes de l'Evangile et sur ceux de la raison naturelle » (12).

Et dans la lettre Enc. aux Archevêques et Evêques Polonais, du 19 mars 1894, il s'occupe des bienfaits de l'amour chrétien en disant : « L'Evangile renferme en sa doctrine et en sa foi ce qui peut contribuer toujours et partout au salut et à la perfection de l'homme, soit dans la foi et la science, soit dans la pratique et la conduite de la vie... Que ce précepte de la charité, que Jésus Christ appelle **grand**, soit présent à tous... L'expérience a montré combien sous la conduite et l'inspiration de la sainte charité les institutions catholiques, corporations ouvrières, asso-

(10) Ep. 1^a S. Pauli ad Cor., XIII, 4-7.

(11) Act. Léon XIII ; T. 3, pp. 66-71.

(12) Act. Léon XIII ; T. 4, pp. 101-103.

ciations de secours mutuels et autres genres divers, ont de force et de puissance... pour adoucir les épreuves... » (13).

En 1895, il écrivait à Son Exc. le Cardinal Goossens, Archevêque de Malines : « La question sociale offre, en effet, plus d'un aspect à des yeux exercés. Sans doute elle a rapport aux biens extérieurs, mais elle tient surtout de près à la religion et à la morale ; elle est aussi naturellement unie à l'ordre des lois civiles, si bien qu'elle s'étend largement aux droits et aux devoirs de toutes les classes de la société. Aussi les principes évangéliques de justice et de charité appliqués aux faits et à la conduite de la vie doivent-ils nécessairement atteindre les intérêts multiples des particuliers. Ici se placent les conditions toutes particulières, en Belgique, du travail et de l'industrie, des patrons et des ouvriers (14).

Cette même pensée le Pontife l'avait exprimée déjà, le 25 décembre 1888, lorsqu'à l'occasion de son Jubilé Sacerdotal, il écrivait : « Il est de toute nécessité pour mériter le nom de chrétien, qu'à la profession de la foi l'on ajoute la pratique et l'exercice des vertus chrétiennes ; et ce n'est pas seulement le salut éternel dans les âmes qu'y est intéressé, mais aussi la prospérité vraie et la tranquillité stable des relations humaines et de la société... La plupart des hommes, oublieux de leur origine et de leur destinée tiennent toutes les affections et leurs pensées fixées vers ces biens fragiles et périssables ; faisant violence à la nature, en renversant l'ordre véritable, ils asservissent leur volonté aux choses sur lesquelles l'homme, comme la raison même le proclame, devrait dominer. Le goût du bien-être et du plaisir a naturellement pour compagnons le désir de ce qui peut nous procurer l'un ou l'autre. De là, cet amour effréné de l'argent qui aveugle ceux qui en sont saisis, et dont l'ardeur, quand il s'agit d'assouvir sa cupidité, ne peut plus se contenir, foulant aux pieds la distinction du juste et de l'injuste, et affichant parfois pour la misère d'autrui le plus insolent dédain. Enflé pareillement par l'orgueil le cœur rejette tout respect de la loi, toute crainte de l'autorité ; l'amour de soi, voilà pour lui toute la liberté (15).

Puis, après avoir parlé des séductions des vices et de la

(13) *Act. Léon XIII* ; T. 4, p. 66.

(14) *Act. Léon XII* ; T. 4, p. 229.

(15) *Léon XIII* ; T. 2, p. 231.

licence de certains livres et journaux, le Pape se plaint de ne voir aucune place laissée à l'Eglise dans les écoles publiques, des attaques contre la religion, et de la divulgation des erreurs les plus grossières, et il conclut : « Quelques altérations doivent nécessairement découler dans la notion même, dans l'essence de la vertu, du droit, du devoir !... Quelles calamités un tel état de choses devait attirer sur la société humaine, il nous arrive aujourd'hui de le contempler en quelque sorte de nos yeux. Le venin des doctrines a par une circulation naturelle pénétré dans les actes de la vie et dans la politique ; le rationalisme, le matérialisme, l'athéisme ont enfanté le socialisme, le communisme, le nihilisme ; tristes fléaux sans doute et pleins de sinistres augures, mais qui devaient naturellement, qui devaient presque nécessairement naître de principes pareils... Si lorsque le corps retourne à la terre, aucune espérance ne nous est laissée d'une vie bienheureuse et immortelle, quel motif aurons-nous de nous imposer des travaux et des peines pour soumettre nos appétits à l'obéissance de la raison ? Le souverain bien consistera pour l'homme dans la jouissance des commodités de la vie et dans la possession des plaisirs. Et comme il n'est personne que l'impulsion et l'instinct même de la nature ne porte à rechercher le bonheur, chacun sera autorisé à prendre aux autres le plus qu'il pourra, afin de trouver dans leurs dépouilles le moyen de vivre heureux. Et il n'est point de puissance disposant de freins suffisants pour pouvoir maîtriser la surexcitation des convoitises, car la conséquence de cette répudiation de la raison suprême et éternelle d'un Dieu nous imposant ses ordres ou défenses, c'est que la force des lois soit brisée et toute autorité réduite à l'impuissance. De là, cette perturbation inévitable jusque dans les fondements de la société civile ; de là, cette lutte sans trêve entre les appétits inassouvis, chacun se mettant en guerre, soit pour défendre ce qu'il a, soit pour acquérir ce qu'il convoite » (16).

Le Chef de l'Eglise, à maintes reprises, traita de l'importance décisive que la religion exerce sur la vie sociale ; et depuis son élévation au suprême Pontificat, avant même son Enc. sur « la Condition des Ouvriers », il ne cessa de profiter de toutes les opportunités pour communiquer cette idée aux fidèles. Le

(16) Act. Léon XIII ; T. 2, pp. 231-3 : Encyclique « *Exeunte Anno* ».

20 juin 1888, dans sa lettre « *Libertas Praestantissimum* », il écrivait : « ...Ce que sont les partisans du naturalisme et du rationalisme en philosophie, les fauteurs du libéralisme le sont dans l'ordre moral et civil, puisqu'ils introduisent dans les mœurs et la pratique de la vie les principes posés par les partisans du naturalisme. Or, le principe de tout rationalisme, c'est la domination souveraine de la raison humaine qui, refusant l'obéissance à la raison divine et éternelle et prétendant ne relever que d'elle-même, ne se reconnaît qu'elle seule pour le principe suprême, source et juge de la vérité. De là procède cette morale que l'on appelle indépendante... Une pareille doctrine apporte le plus grand dommage tant à l'individu qu'à la société. Et en réalité, si l'on fait dépendre du jugement de la seule et unique raison humaine le bien et le mal, le honteux et l'honnête ne diffèrent plus en réalité, mais seulement dans l'opinion et le jugement de chacun ; ce qui plaît, sera permis. Dès que l'on admet une semblable doctrine morale, qui ne suffit pas à réprimer ou apaiser les mouvements désordonnés de l'âme, on ouvre l'accès à toutes les corruptions de la vie. Dans les affaires publiques, le pouvoir de commander se sépare du principe vrai et naturel auquel il emprunte toute sa puissance pour procurer le bien commun ; la loi qui détermine ce qu'il faut faire et éviter, est abandonnée aux caprices de la multitude plus nombreuse, ce qui est préparer la voie à la domination tyrannique. Armée pareillement de l'idée de la souveraineté, la multitude se laissera facilement aller à la sédition et aux troubles, et le frein du devoir et de la conscience n'existant plus, il ne reste plus rien que la force, qui est bien faible à elle seule pour contenir les passions populaires. Nous en avons la preuve dans ces luttes presque quotidiennes engagées contre les Socialistes et d'autres sectes séditeuses qui travaillent depuis longtemps à bouleverser l'Etat jusque dans ses fondements. Qu'on juge, donc, et qu'on prononce, pour peu qu'on ait le juste sens des choses, si de telles doctrines profitent à la liberté vraie et digne de l'homme, ou si elles n'en sont pas plutôt le renversement et la destruction complète (17).

« Nous ne disons rien des services rendus par la religion aux bonnes mœurs, et par les bonnes mœurs, à la liberté même. Un fait prouvé par la raison et que l'histoire confirme, c'est que la

(17) *Act. Léon XIII* ; *L. c.*, p. 189.

liberté et la prospérité et la puissance d'une nation grandissent en proportion de sa moralité » (18).

Dans cette persistante recommandation de la religion pour une réforme des mœurs nécessaire pour le développement de la vie sociale, le Pontife n'oublie pas de venir à l'encontre de l'objection que lui opposent quelques savants modernes. Il n'accepte pas la contradiction prétendue parmi les avances de la science et la religion, et affirme une fois de plus l'attitude de l'Eglise à l'égard des progrès de l'humanité : « S'il est vrai, comme la raison elle-même le dit clairement, qu'entre les vérités divinement révélées et les vérités naturelles, il ne peut y avoir de réelle opposition, de sorte que toute doctrine contredisant celles-là soit nécessairement fausse, il s'ensuit que le divin magistère de l'Eglise est loin de faire obstacle à l'amour du savoir et à l'avancement des sciences ou de retarder en aucune manière le progrès de la civilisation. Il n'y a donc pas de motif pour que la vraie science digne de ce nom s'irrite contre des lois justes et nécessaires, qui doivent régler les enseignements humains. Il y a plus, et comme les faits l'attestent, l'Eglise, tout en dirigeant principalement et spécialement son activité vers la défense de la foi chrétienne, s'applique aussi à favoriser l'amour et le progrès des sciences humaines. Quels immenses services n'a-t-elle pas rendus par l'admirable soin avec lequel elle a conservé les monuments de la sagesse antique, par les asiles qu'elle a de toutes parts ouverts aux sciences, par les encouragements qu'elle a toujours donnés à tous les progrès... » (19).

C'est la doctrine soutenue par l'Eglise dans la personne de son représentant. Mais, d'où vient cette force qui se traduit dans les relations entre les divers membres de la cité ?

Son fondateur lutta contre les prédispositions de son époque. Pour bien des personnages il n'était qu'un révolutionnaire. Si l'on considère le changement que le Christianisme devait apporter au monde païen, vraiment son œuvre est une révolution pacifique, la plus grande révolution du monde. La présence de cette doctrine signale pour le monde un nouveau point de départ. Qu'est-ce que le Christ enseigne pour exercer son influence sur les mœurs ? Quelle mystique va-t-il prêcher à l'homme pour l'influencer de telle sorte que, pour défendre sa doctrine, des milliers ont accepté même la mort ?

(18) *Act. Léon XIII* ; L. c., p. 197.

(19) *Act. Léon XIII* ; L. c., p. 201.

Le Christ considère l'homme, comme l'œuvre d'un Dieu-Créateur, qui a une double patrie : Donnez à César ce qui appartient à César, et à Dieu, ce qui appartient à Dieu (20). Le genre humain ne constituera qu'une grande famille, et à la créature humaine on assigne une cité temporelle et une cité éternelle, que plus tard décriront habilement un Augustin et un Thomas d'Aquin dans la Cité de Dieu et dans le Gouvernement respectivement.

Par certains dogmes, il allume la foi dans les esprits, et, par la morale, le dévouement dans les mœurs ; et à la pratique fidèle de sa doctrine il promet une récompense éternelle dans la cité de l'avenir.

Ce principe l'autorisa à dire : Bienheureux ceux qui pleurent, ceux qui subissent la persécution, etc..., parce que le royaume du ciel leur appartient (21).

Alors, si la terre n'est qu'un lieu de passage, et qu'en échange des sacrifices faits pour le devoir et la religion on obtient une telle récompense, on comprend que celui qui a la loi, accepte volontiers les privations de la vie terrestre en attendant la cité éternelle.

Il s'ensuit de ce principe que la terre reste subordonnée à servir pour l'entretien de l'humanité, et que le grand principe régulateur de la vie économique soit subordonné à la morale chrétienne qui commande et ordonne les actes humains.

Et pour faire éclore ce principe, il faut considérer qu'il n'y a qu'une patrie, où la grande famille humaine doit jouir éternellement. Pour cela il proclame le principe de la fraternité universelle, en raison de l'origine et de la patrie unique de l'humanité. Quand le Christ recommande la prière, il dit : vous prierez ainsi : « Notre Père qui êtes aux cieux » (22).

Les faits nous disent l'influence de ces principes et, dans les temps primitifs, on en vint à vendre et à déposer tout aux pieds des Apôtres afin de faire participer aux biens matériels les chrétiens avec qui ils participaient à la même foi (23). On découvre pareillement cette effusion d'amour fraternel dans les rapports des Eglises entre elles, et les ressources matérielles qu'elles se fournissaient volontairement (24).

(20) *Math.*, XXII, v. 21.

(21) *Math.*, v. 1-12.

(22) *Math.*, Chap. VI, v. 9 ; *Luc.*, Chap. II, v. 2.

(23) *Act. Apost.*, II, v. 44-5 ; IV, v. 32-7.

(24) *Epist.* 1^a *St. Pauli ad Corinth*, Chap. XVI ; 11^a, Chap. VIII et IX.

L'affection fraternelle et la vie future en perspective, plus ou moins bienheureuse selon le propre mérite de chacun dans l'accomplissement du devoir, créèrent ce désintéressement, si en opposition avec l'égoïsme humain. Pour le chrétien le respect des droits du prochain devenait tout naturel puisque dans un esprit de charité ils arrivaient à donner ce qui leur appartenait en droit.

Ces faits expliquent la collaboration et l'étroite union qui existaient entre ceux qui devaient vivre dans un corps social avec une double économie, terrestre et surnaturelle. Léon XIII ne craint pas d'affirmer, considérant ces faits que : « L'équilibre des droits, comme la vraie fraternité entre les hommes, c'est Jésus-Christ qui l'a proclamée le premier ; mais à sa voix répondit celle des Apôtres déclarant qu'il n'y a plus ni Juif, ni Grec, ni Barbare, ni Scythe, mais que tous sont frères dans le Christ » (25).

Lorsque le peuple sera dirigé par ces principes, on peut bien espérer un redressement de la vie sociale et des relations cordiales entre les éléments aujourd'hui en lutte constante. On arrivera à la conclusion que le Pape lui-même offre à la considération des catholiques : « Il est évident qu'il faut viser avant tout à l'objet principe, qui est le perfectionnement moral et religieux, c'est surtout cette fin qui doit régler toute l'économie de ces sociétés. Que servirait à l'artisan d'avoir trouvé au sein de la corporation l'abondance matérielle, si la disette d'aliments spirituels mettait en péril le salut de son âme ? (26). Les gentils recherchent toutes choses., cherchez d'abord le royaume de Dieu, et toutes choses vous seront ajoutées par surcroît » (27). « Ainsi donc, après avoir pris Dieu comme point de départ, qu'on donne une large place à l'instruction religieuse, afin que tous connaissent leurs devoirs envers Lui ; ce qu'il faut croire, ce qu'il faut espérer, ce qu'il faut faire en vue du salut éternel, tout cela doit être soigneusement inculqué... La religion ainsi constituée comme fondement de toutes les lois sociales, il n'est pas difficile de déterminer les relations mutuelles à établir entre les membres pour obtenir la paix et la prospérité de la société » (28).

(25) Act. Léon XIII ; T. 2, p. 185 : Encyclique « *Libertas Praeclantissimum* ».

(26) Math., XVII, 26.

(27) Math. VI, 32-3.

(28) Act. Léon XIII ; T. 3, pp. 65-67

Telle est la pensée sociale de l'Eglise clairement exposée par le Pape. Il avait présenté une doctrine si claire et si lumineuse, qu'il ne se préoccupa pas beaucoup de la faire entrer dans le domaine de la pratique, comme nous dit le célèbre professeur à l'Université de Fribourg, Mgr. Beck dans un entretien donné en Suisse. Léon XIII resta un peu théoricien, mais cette position fut changée par son successeur Pie X, qui la fit entrer dans la pratique.

III

PIE X ET L'ACTION POPULAIRE

Ce Pape, dans sa première Lettre Encyclique du 4 octobre 1903, dit ces phrases à propos du sujet dont nous parlons : « Certes, le jour où dans chaque cité, dans chaque bourgade la loi du Seigneur sera soigneusement gardée... tout ce qui constitue la vie chrétienne remis en honneur, il ne manquera plus rien pour que Nous contemplions la restauration de toutes choses dans le Christ. Et que l'on ne croit pas que tout cela se rapporte seulement à l'acquisition des biens éternels ; les intérêts temporels et la prospérité publiques s'en ressentiront aussi très heureusement. Car ces résultats une fois obtenus, les nobles et les riches sauront être justes et charitables à l'égard des petits, et ceux-ci supporteront dans la paix et la patience les privations de leur condition peu fortunée » (29).

En décembre de la même année, par son *Motu Proprio* sur l'Action Populaire Chrétienne, il écrit à propos de l'action catholique des laïques : « Nous avons déclaré cette entreprise très louable et même nécessaire dans la situation actuelle de l'Eglise et de la Société », et constatant la vigueur des forces catholiques à l'occasion du XIX^e Congrès récemment tenu à Bologne, il veut signaler les principes sur lesquels doit se baser l'attitude des catholiques dans le domaine social. En présence de la nécessité d'un commun accord pour établir en ce qui touche aux règles pratiques de l'Action Catholique, il vise à « raffirmer les principes qui doivent informer toute action catholique ». Il veut que les principes de la foi et de la morale chré-

(29) Act. Pie X, T. I, p. 47.

tienne se cristallisent dans les mœurs. Et puisque les divergences de vue sur le terrain pratique passent très facilement dans le domaine théorique, où il faut même qu'elles prennent nécessairement leur appui, il importe de raffirmer les principes qui doivent informer toute action catholique (30).

Voici sous le titre de « Règlement Fondamental de l'Action Populaire » les normes qu'il donne pour amener un changement des mœurs selon les principes catholiques :

— 1 —

La société humaine, telle que Dieu l'a établie, est composée d'éléments inégaux, de même que sont inégaux les membres du corps humain ; les rendre taux égaux est impossible et serait la destruction de la société elle-même (31).

— 2 —

L'égalité des divers membres de la société consiste uniquement en ce que tous les hommes tirent leur origine de Dieu, leur Créateur, qu'ils ont été rachetés par Jésus-Christ, et qu'ils doivent, d'après la mesure exacte de leurs mérites et de leurs démérites, être jugés, récompensés au punis par Dieu (32).

— 3 —

En conséquence, il est conforme à l'ordre établi par Dieu, qu'il y ait dans la société humaine des princes et des sujets, des patrons et des prolétaires, des riches et des pauvres, des savants et des ignorants, des nobles et des plébéiens, qui, tous unis par un lien d'amour, doivent s'aider réciproquement à atteindre leur fin dernière dans le ciel, et, sur la terre, leur bien-être matériel et moral (33).

— 4 —

L'homme a, par rapport aux biens de la terre, non seulement la faculté générale d'en user comme les animaux, mais encore

(30) *Act. Pie X*, T. I, p. 108.

(31) Encyclique « *Quod Apostolici Muneris* ».

(32) Encyclique « *Quod Apostolici Muneris* ».

(33) Encyclique « *Quod Apostolici Muneris* ».

le droit perpétuel de les posséder, ceux que l'on consomme par l'usage, comme ceux que l'usage ne détruit pas (34).

— 5 —

C'est un droit naturel indiscutable que la propriété privée, fruit du travail ou de l'industrie, de la cession ou de la donation, et chacun en peut raisonnablement disposer à son gré (35).

— 6 —

Pour apaiser les conflits entre les riches et les prolétaires, il est nécessaire de distinguer la justice de la charité. Il n'y a droit à revendications que lorsque la justice a été lésée (36).

— 7 —

Les obligations de justice pour le prolétaire et l'ouvrier sont celles-ci : fournir intégralement et fidèlement le travail qui a été convenu librement et selon l'équité ; ne point léser les patron ni dans leurs biens ni dans leur personne ; dans la défense même de leurs propres droits, s'abstenir d'actes de violence, et ne jamais transformer leurs revendications en émeutes (37).

— 8 —

Les obligations de justice pour les capitalistes et les patrons sont les suivantes : payer le juste salaire aux ouvriers ; ne porter atteinte à leurs justes épargnes, ni par violence, ni par fraude, ni par l'usure manifeste ou dissimulée ; leur donner la liberté d'accomplir leurs devoirs religieux ; ne pas les exposer à des séductions corruptrices et à des dangers de scandales ; ne pas les détourner de l'esprit de famille et de l'amour de l'épargne ; ne pas leur imposer des travaux disproportionnés avec leurs forces, ou convenant mal à leur âge ou à leur sexe (38).

(34) Encyclique « *Rerum Novarum* ».

(35) Encyclique « *Rerum Novarum* ».

(36) Encyclique « *Rerum Novarum* ».

(37) Encyclique « *Rerum Novarum* ».

(38) Encyclique « *Rerum Novarum* ».

— 9 —

C'est une obligation de charité pour les riches et ceux qui possèdent de secourir les pauvres et les indigents, selon le précepte de l'Evangile. Ce précepte oblige si gravement que, au jour du jugement, il sera spécialement demandé compte de son accomplissement, ainsi que l'a dit le Christ (39).

— 10 —

Les pauvres de leur côté ne doivent pas rougir de leur indigence ni dédaigner la charité des riches, surtout en pensant à Jésus Rédempteur qui, pouvant naître parmi les richesses, se fit pauvre afin d'ennoblir l'indigence et l'enrichir des mérites incomparables pour le ciel (40).

— 11 —

A la solution de la question ouvrière peuvent contribuer puissamment les capitalistes et les ouvriers eux-mêmes par des institutions destinées à fournir d'opportuns secours à ceux qui sont dans le besoin, ainsi qu'à rapprocher et unir les deux classes entre elles. Telles sont les sociétés de Secours mutuels, les multiples assurances privées, les patronages pour les enfants, et, par-dessus tout, les corporations des arts et métiers (41).

— 12 —

C'est le but que vise spécialement l'Action Populaire Chrétienne ou Démocratie Chrétienne, avec ses œuvres nombreuses et variées. Mais cette Démocratie Chrétienne doit être entendue dans le sens déjà fixé par l'autorité, laquelle très éloignée de celui de la Démocratie Socialiste, (nom donné aux socialistes dans les pays de langue allemande) a pour base les principes de la foi et de la morale catholique... (42).

— 13 —

En outre, la Démocratie chrétienne ne doit jamais s'immiscer dans la politique, elle ne doit servir ni à des partis ni à des desseins politiques ; là n'est pas son domaine ; mais elle doit

(39) *Math.*, XXV. Encyclique « *Rerum Novarum* ».

(40) Encyclique « *Rerum Novarum* ».

(41) Encyclique « *Rerum Novarum* ».

(42) Encyclique « *Graves de Communi* ».

être une action bienfaisante en faveur du peuple, fondée sur le droit naturel et les préceptes de l'Évangile (43).

Ensuite le Pontife continue donnant des règles pratiques pour une meilleure organisation des éléments catholiques, et il finit par ces paroles : « Que les écrivains catholiques, en soutenant la cause des prolétaires et des pauvres, se gardent d'employer un langage qui puisse inspirer au peuple de l'aversion pour les classes supérieures de la société. Qu'ils ne parlent pas de revendication de justice lorsqu'il s'agit de pure charité, comme il a été expliqué plus haut. Qu'ils se souviennent du Christ qui veut unir tous les hommes par le lien mutuel d'un amour, qui est la perfection de la justice et implique l'obligation de travailler pour le bien réciproque (44).

Puis le Pape donne des dispositions pour rendre effective ces règles fondamentales, et ordonne qu'elles soient transmises à tous les Comités, Cercles et Unions catholiques « de quelque nature et de quelque forme qu'ils soient » (45).

Et dans sa lettre Enc. sur « Les Associations Ouvrières Catholiques et Mixtes » du 24 septembre 1912, il dit : « La question sociale et les controverses que s'y rattachent relativement à la nature et à la durée du travail, à la fixation du salaire, à la grève, ne sont pas purement économiques et susceptibles dès lors d'être résolues en dehors de l'autorité de l'Eglise, attendu que « bien au contraire et en toute vérité, la question sociale est avant tout une question morale et religieuse, et que pour ce motif il faut surtout la résoudre d'après les règles de la morale et le jugement de la religion » (46).

IV

BENOÎT XV

Le successeur de Pie X, lorsqu'il s'adressa aux peuples à l'occasion de la grande guerre qui ravageait l'Europe, disait notamment que la cause du malaise qui détruit la vie des peuples et la stabilité des sociétés, c'est le manque de l'esprit chrétien, uniquement capable de mettre en sécurité, par la réforme des mœurs, les intérêts et les biens de la communauté. « Depuis

(43) Encyclique « *Graves de Communi* » ; Instruct. *S. Cong. des Aff. Etrang.*

(44) Instruct. de la *S. Cong. des Aff. Eccl. Etrang.*

(45) *Act. Pie X*, T. I, pp. 109-11.

(46) Encyclique « *Graves de Communi* » ; *Act. Pie X*, T. I, p. 274.

que les préceptes et les règles de la sagesse chrétienne, condition indispensable de la stabilité et de la tranquillité publiques, ont cessé de présider au gouvernement des Etats, ceux-ci ont commencé par une conséquence nécessaire à chanceler sur leurs bases, et il s'ensuivit dans les idées et dans les mœurs une telle perturbation, que la société humaine court à sa ruine... Voici, en effet, ce que Nous voyons : absence de bienveillance mutuelle dans les rapports des hommes entre eux ; mépris de l'autorité ; luttes injustes des différentes classes de citoyens ; appétit désordonné des biens périssables, comme s'il n'y en avait pas d'autres supérieurs de beaucoup, proposés à l'activité humaine. Tels sont à Notre avis les quatre chefs de désordre d'où proviennent les perturbations si graves de la société, et contre lesquels doivent se réunir tous les efforts par le recours aux principes de Christianisme, si l'on veut sérieusement ramener dans les Etats l'ordre et la paix » (47).

Puis, après une longue énumération des traits de la doctrine du Christ, et de son Précepte, *commandement nouveau*, l'amour fraternel qui doit régner parmi les hommes, étant fils d'un même Père céleste et ayant une même fin, il s'exclame avec un esprit d'amertume : « Mais, hélas ! il en va bien autrement parmi les hommes de notre temps. Jamais, peut-être, plus que maintenant, on n'a parlé de fraternité humaine ; on n'hésite même pas à laisser de côté les enseignements de l'Evangile, l'œuvre de Jésus-Christ et de l'Eglise, et à prétendre quand même que ce zèle pour la fraternité est un des fruits les plus précieux de la civilisation moderne. Cependant, à vrai dire, jamais la fraternité n'a été moins pratiquée que de nos jours. Les haines de races sont portées au paroxysme, les peuples sont divisées par leurs rancunes encore plus que par leurs frontières, au sein d'une même nation et dans les murs d'une même cité les différentes classes de citoyens se jaloussent mutuellement, et chez les individus tout est réglé par l'égoïsme devenu loi suprême » (48).

« Dès qu'a été enlevé ou affaibli ce double élément de cohésion de tout corps social, à savoir, l'union des membres entre eux par une charité réciproque, et l'union des membres entre eux-mêmes par la soumission à l'autorité, qui pourrait s'étonner de voir la société actuelle divisée comme en deux champs qui soutiennent l'un contre l'autre une lutte continuelle et achar-

(47) *Act. Benoît XV*, T. I, p. 28.

(48) *Act. Benoît XV* ; *L. c.*, p. 30.

née ? En face de ceux qui possèdent des richesses, dues à leur patrimoine ou à leur travail, se dressent les prolétaires et les ouvriers brûlant de haine et d'envie, parce que participant à une même nature ils ne partagent pas les mêmes avantages » (49).

Benoît XV considère comme inutile tout effort de l'autorité destiné à la réforme des mœurs, en dehors de la doctrine du Christ. Une phrase crue exprime avec une vivacité extrême toute l'étendue de sa pensée : *La force peut réprimer le corps, mais non pas les âmes !*

Dans l'Enc. « Pacem » du 23 mai 1920, il réaffirme les bienfaits que la vie chrétienne apporte, se servant d'un argument historique : « L'histoire en témoigne pour les peuples barbares de la primitive Europe : du jour où l'esprit de l'Eglise les pénétra ils virent se combler peu à peu l'abîme des mille divergences qui les séparaient, et leurs querelles s'apaiser ; ils se fondirent en une seule société homogène et donnèrent naissance à l'Europe chrétienne qui, sous la conduite et les auspices de l'Eglise, sans détruire les caractères propres de chaque nation, devait tendre à l'unité, source de sa glorieuse prospérité. A ce propos St. Augustin écrit ces belles considérations : Pendant son pèlerinage ici-bas, cette Cité du ciel recrute ses concitoyens dans toutes les nations, elle constitue sa caravane d'hommes de toutes les langues ; loin de s'effrayer de la diversité d'usages, lois et institutions, qui établissent ou assurent la paix du monde, loin d'en rien retrancher ou détruire, elle conserve, en s'y adaptant, tous les éléments qui, variant avec chaque nation, concourent pourtant à la même fin, la paix du monde, dès lors qu'ils n'entravent point la religion qui enseigne le culte d'un seul Dieu et souverain. C'est toi, qui rapproche les citoyens des citoyens, les nations des nations, et qui par le souvenir de leur commune origine, groupe tous les hommes, non seulement en une société, mais dans une sorte de fraternité » (50).

V

PIE XI

On n'en finirait pas de reproduire les textes si nombreux, relatifs à notre sujet, depuis Léon XIII jusqu'à nos jours.

(49) Act. Benoît XV ; L. c., p. 34.

(50) Act. Benoît XV, T. 2, pp. 144-5.

Cependant nous ne pouvons pas nous empêcher de reproduire quelques citations du Pape, Pie XI, lequel très préoccupé de cette réforme des mœurs par l'esprit du Christianisme, à l'occasion du Quarantième Anniversaire de la publication de l'Enc. « *Rerum Novarum* » de Léon XIII, a insisté à nouveau pour la restauration sociale dans le Christ.

Dès son élévation au Pontificat, il se préoccupe de la question qui, chaque jour et avec plus d'empressement, demandait une solution. Dans sa ligne d'action, la réforme des mœurs occupe une place prééminente. Toute activité et prévision humaine n'aboutira à rien, si l'on ne se base sur les principes sociaux de la morale chrétienne. Voici ses paroles : « ... Mais tout ce que Nous avons enseigné sur les restauration et l'achèvement de l'ordre social ne s'obtiendra jamais sans une réforme des mœurs. L'histoire Nous en offre un très convaincant témoignage. Il existe, en effet, un ordre social, qui sans être de tous points parfait, répondait cependant, autant que le permettaient les circonstances et les exigences des temps, aux préceptes de la droite raison. Si cet ordre a depuis longtemps disparu, ce n'est certes pas qu'il n'ait pu évoluer et se développer pour s'accommoder à ce que réclamaient des circonstances et des nécessités nouvelles. La faute en fut bien plutôt aux hommes, soit que leur égoïsme endurci ait refusé d'ouvrir, comme il eût fallu, les cadres de leur organisation à la multitude croissante qui demandait à y pénétrer, soit que, séduits par l'attrait d'une fausse liberté ou victimes d'autres erreurs, ils se sont montrés impatients de tout joug et aient voulu s'affranchir de toute autorité. Il Nous reste donc à faire comparaître le régime économique actuel et le socialisme, son accusateur acharné ; à porter publiquement sur eux un jugement équitable, puis, ayant cherché la cause profonde de tant de maux, à indiquer le remède primordial et le plus indispensable, la réforme des mœurs » (51).

Après une émouvante exhortation à la vie chrétienne et après avoir fait remarquer les effets causés sur le domaine de la vie économique par ceux qui « connaissant la loi de Dieu, agissent tout à l'opposé de ses préceptes » le même Pontife continue : « La déchristianisation de la vie sociale et économique et sa conséquence, l'apostasie des masses laborieuses, résultent

(51) *Act. Pie XI*, T. 7, pp. 143-4.

des affections désordonnées de l'âme, triste suite du péché originel, qui ayant détruit l'harmonieux équilibre des facultés, dispose les hommes à l'entraînement facile des passions mauvaises et les incite violemment à mettre les biens périssables de ce monde au-dessus des biens durables de l'ordre surnaturel. De là, cette soif insatiable des richesses et des biens temporels qui, de tout temps sans doute, a poussé l'homme à violer la loi de Dieu et à fouler aux pieds les droits du prochain, mais qui, dans le régime économique moderne, expose la fragilité humaine à tomber beaucoup plus fréquemment. L'instabilité de la situation économique, et celle de l'organisme tout entier exigent de tous ceux qui y sont engagés la plus absorbante activité. Il en est résulté chez certains un tel endurcissement de la conscience que tous les moyens leur sont bons, qui permettent d'accroître leurs profits et de défendre contre les brusques retours de la fortune les biens si péniblement acquis... ».

« Une sûre discipline morale, fortement maintenue par l'autorité sociale, pouvait corriger ou même prévenir ces défaillances. Malheureusement, elle a manqué trop souvent. Le nouveau régime économique faisant ses débuts au moment où le rationalisme se propageait et s'implanta, il en résulta une science économique séparée de la loi morale, et, par suite, libre cours fut laissé aux passions humaines. Dès lors, un beaucoup plus grand nombre d'hommes, uniquement préoccupés d'accroître par tous les moyens leur fortune, ont mis leurs intérêts au-dessus de tout et ne se sont fait aucun scrupule, même des plus grands crimes contre le prochain... A cette crise si douloureuse des âmes, qui, tant qu'elle subsistera, frappera de stérilité tout effort de régénération sociale, il n'est de remède efficace que dans un franc et sincère retour à la doctrine de l'Evangile, aux préceptes de Celui qui a les paroles de vie éternelle, ces paroles qui demeurent quand bien même le ciel et la terre viendraient à périr. Les experts en sciences sociales appellent à grands cris une rationalisation qui rétablira l'ordre dans la vie économique. Mais cet ordre, que Nous réclavons avec insistance et dont Nous aidons de tout Notre pouvoir l'avènement, restera nécessairement incomplet, aussi longtemps que toutes les formes de l'activité humaine ne conspireront pas harmonieusement à imiter et à réaliser, dans la mesure du possible, l'admirable unité de plan divin. Nous entendons parler ici de cet ordre parfait

que ne se lasse pas de prêcher l'Eglise, et que réclame la droite raison elle-même, de cet ordre qui place en Dieu le terme premier et suprême de toute activité créée, et n'apprécie les biens de ce monde que comme de simples moyens dont il faut user dans la mesure où ils conduisent à cette fin » (52).

Dernièrement, dans son Enc. sur le Communisme, du 19 mars 1937, il écrivait : « Telle est, Vénérables Frères, la doctrine de l'Eglise, la seule qui puisse apporter la vraie lumière dans les choses sociales comme dans les autres problèmes, la seule doctrine de salut en face de l'idéologie communiste. Mais il faut que cette doctrine passe dans la pratique de la vie, suivant l'avertissement de l'Apôtre Saint-Jacques : Agissez d'après cet enseignement, et ne vous contentez pas de l'écouter, en vous abusant vous-mêmes » ; voilà pourquoi la tâche la plus urgente, à l'heure actuelle, c'est d'appliquer énergiquement les remèdes appropriés et efficaces pour détourner la révolution menaçante qui se prépare. Comme aux époques des plus violentes tempêtes dans l'histoire de l'Eglise, aujourd'hui encore le remède fondamental consiste dans une rénovation sincère de la vie privée et publique selon les principes de l'Evangile chez tous ceux qui se glorifient d'appartenir au Christ, afin qu'ils soient vraiment le sel de la terre et préservent la société humaine de la corruption » (53).

Tel est le dernier soutien de la doctrine sociale de l'Eglise en faveur de la condition des travailleurs.

VI

EPILOGUE

Nous avons décrit l'orientation sociale de l'Eglise à l'égard de la classe ouvrière, orientation qui s'est manifestée chaque jour de plus en plus jusqu'à son complet épanouissement.

Dans son souci d'assurer tout le respect dû à la tâche dure et noble du travail, et afin de procurer à l'ouvrier une garantie dans la jouissance légitime du produit de son effort, l'Eglise proclame tout d'abord, comme fondement primordial de son

(52) *Act. Pie XI*, T. 7, pp. 162-9.

(53) Encyclique « *Divini Redemptoris* », pp. 25-6. Maison Bonne Presse, rue Bayard, 5, Paris.

système social, le principe de la propriété privée. Celui-ci vise l'ouvrier avec son unique fortune, le travail, et requiert, non seulement un droit au salaire nécessaire pour son entretien quotidien, mais encore prévoit un revenu ou excédent suffisant pour arriver à la création d'une position solide qui le mette au-dessus des hasards et des accidents de la fortune auxquels la classe ouvrière est spécialement exposée. L'Eglise souhaite l'apparition de petits bourgeois, cellules vivantes et soutiens les plus solides de la société.

Le fait accompli par la politique agraire qui créa en Europe Centrale une multitude de petits propriétaires, nous permet de voir les heureux résultats qui pourraient s'obtenir d'une adaptation de ce système dans le domaine des industries et du commerce.

Ce principe est une orientation en faveur des salariés, dont le fonds n'est que l'usine et l'atelier.

D'autre part, le principe du droit de propriété encouragera le noble effort de la classe ouvrière, qui aspire à se créer par son travail un fond, qui en réalité n'est que son salaire accumulé.

Mais, ce droit de posséder, qui garantit directement la personne de l'ouvrier, lui fournit indirectement d'autres avantages, à cause du rôle social attribué à la propriété même.

L'homme n'est pas le maître absolu de sa fortune, mais un simple administrateur de ses biens. Il n'aura des biens terrestres que l'usufruit, et celui-ci selon l'ordonnation du Créateur. Comme nous dit Ketteler, le riche administre au bénéfice des pauvres, de ceux qui ont besoin de son aide et de son concours. Le droit de propriété qui dans le monde païen était en dehors de toute tutelle, dans le code social chrétien perd de sa rigidité pour devenir l'organe d'une action protectrice en faveur de ceux qui ne possèdent pas.

Organisation ouvrière :

Mais ce droit de l'ouvrier au fruit de son travail et à cette propriété acquise par des épargnes sur les revenus de son effort, n'arriverait pas à bon terme, si le travailleur ne trouvait le moyen de le rendre effectif. Cette réalisation il la trouvera dans l'organisation de la classe ouvrière que l'Eglise réclame pour assurer les droits des prolétaires.

Il faut que l'ouvrier sorte de cette indépendance et liberté

qui condamnait tout effort à la stérilité. La suppression des anciennes corporations avait isolé complètement le travailleur en l'abandonnant à ses propres forces. Chaque ouvrier, nous dit Von Ketteler, se trouvait seul avec ses bras qui constituaient toute sa fortune (1).

Contre cet isolement on affirmera le syndicalisme professionnel, qui fournira à l'ouvrier les moyens de faire respecter les droits du travail, et lui permettra d'arriver à la perfection dans son métier ou profession. Progrès dans les contrats du travail et progrès dans la technique ; progrès matériel et moral. Par l'organisation l'ouvrier acquiert toute sa personnalité.

Intervention de l'Etat :

Mais pour parvenir à orienter les deux forces de la production, le capital et le travail, l'Eglise proclame le principe d'intervention de l'Etat, intervention contraire aux postulats libéraux et qui consiste dans une intervention modérée pour garantir l'équilibre nécessaire entre les classes patronale et ouvrière dont les intérêts se trouvent souvent en opposition.

Une législation nationale et internationale sur le travail offrira un nouveau développement de l'économie des peuples, qui se voient envahis par l'énorme mobilité de la production, laquelle a passé les frontières pour se ranger sur un plan international.

La législation particulière dans chaque pays créera une entente entre les patrons et les ouvriers, en leur assurant les droits respectifs.

La rétribution du travail :

Puis la sociologie chrétienne, sous les impératifs de la morale, voudra un salaire tant vital que familial, afin que l'ouvrier trouve ce qui est dû à sa personne et à son effort. Un salaire de misère est en contradiction avec les idées des catholiques sociaux, et la politique du « laisser faire » en opposition avec les orientations sociales de l'Eglise.

Contre les économistes libéraux, elle proclame que l'homme n'est pas un simple instrument de la production, et contre la

(1) KETTELER ; *Œuvres Choiesies*, p. 49 ; Imp. de Brasser Volsblatt, Bâle, 1892.

réaction socialiste et le processus historique de la matière, soutient les principes inébranlables d'un ordre stable mis dans le cœur même de l'humanité.

L'Eglise ne veut ni esclaves du capital ni esclaves de l'Etat.

La réforme des mœurs :

Finalement, pour assurer tout l'édifice social en faveur de l'ouvrier, l'Eglise nous dit qu'il faut viser à une réforme des mœurs. Sans cela, tout effort, toute activité est destinée à l'échec. Cette réforme des mœurs assurera le respect que mérite le travailleur, et nous fera regarder dans le plus petit un de nos semblables, comme le veut le Christ qui proclama la fraternité dans la famille humaine.

Voici comment le Bureau International du Travail résume l'effort des catholiques sociaux : « La Charte catholique du Travail a pénétré de son esprit un nombre important d'associations, qui s'efforcent d'établir un ordre social d'équité. Non seulement le document de 1891 exprime la doctrine courante, affirmée à leur tour par les Papes, successeurs de Léon XIII, mais devant les transformations des dernières années, devant les conflits économiques de l'après-guerre, sous la pression des réalités, la hiérarchie catholique s'est appliquée à préciser et à détailler les enseignements traditionnels sur le salaire convenable, sur les assurances, sur l'intervention de la loi, sur les syndicats et les rapports de mutuelle compréhension entre le capital et le travail » (2).

Telles sont les bases solides de la doctrine sociale-chrétienne pour le relèvement de la classe ouvrière. Sur ces bases, l'humble prolétaire pourra offrir, dans toute sa beauté et grandeur, le travail, l'instrument providentiel de la restauration humaine.

Le Christianisme, font remarquer Etienne Borne et François Henry, nous donne une idée nouvelle sur le travail : « Si tourné (le travail) vers l'intérieur, il est magnifié de toute la grandeur de la mystique qu'il prépare, il est aussi, tourné vers l'extérieur, vers l'utilité à créer, vers la matière à ennoblir, vers le monde à rendre meilleur, plus humain et plus divin » (3).

(2) B. I. T. : *Dix Ans d'Organisation Internationale du Travail*, p. 461 ; Genève, 1931.

(3) E. BORNE et F. HENRY : *Le Travail et L'Homme*, p. 58, Paris, 1937.

Cette conception du travail que nous offre dans son aspect social et mystique la doctrine chrétienne, a fait dire avec amertume à son représentant sur terre : « La matière inerte sort ennoblie de l'atelier, tandis que les hommes s'y corrompent et s'y dégradent ! » (4).

Vu, le 30 janvier 1939,

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

J. VENDRYÈS.

Vu
et permis d'imprimer,
*Le Recteur
de l'Académie de Paris*

*Pour le Recteur,
l'Inspecteur d'Académie:*
G. RIMEY.

(4) *Act. Pie XI*, T. 7, p. 165.

BIBLIOGRAPHIE

Avant de passer à la Bibliographie, nous sera-t-il permis de faire quelques remarques au sujet des documents pontificaux sur lesquels s'appuie notre travail. Le Saint-Siège, par deux Lettres Encycliques, celle de Léon XIII, « Rerum Novarum », et celle de Pie XI, « Quadragesimo Anno », définit la doctrine sociale de l'Eglise dans son ensemble.

Les Encycliques.

Les Encycliques sont les lettres solennelles du Saint-Siège qui diffèrent du point de vue de leur forme technique, des constitutions dogmatiques et des décrets, expédiés comme Bulles et Décrets. Elles ne promulguent pas de définitions nouvelles, mais traitent de sujets qui intéressent l'Eglise entière. Le Pape y condamne parfois les erreurs et y signale des dangers que courent la foi et les mœurs, il y exhorte les catholiques à la fidélité et à la constance dans la vérité et la saine doctrine.

Leur autorité.

Les Encycliques ne constituent pas des définitions *ex Cathedra* d'autorité infaillible. Cependant, le Souverain Pontife pourrait, s'il le voulait, porter des définitions solennelles dans ces Lettres Encycliques. Mais, sans donner un jugement définitif et absolu, le Pontife, en publiant une Lettre Encyclique, veut souvent pourvoir à la sécurité de la doctrine par une direction obligatoire. C'est le cas quand il condamne les erreurs et quand il expose l'enseignement de l'Eglise.

Cependant, bien que le Pape, dans son Magistère de Docteur et de Pasteur de l'Eglise Universelle, ne fait pas usage du Magistère infaillible, la direction et l'enseignement qu'il propose ne s'imposent pas moins obligatoirement à tous les catholiques, et bien que l'enseignement qui est donné ne soit pas métaphysiquement certain (puisque'il n'est pas infaillible), il est fondé sur l'autorité compétente en des matières de son ressort, avec les chances les plus grandes de toute absence d'erreur. (Voir T. IV, Col. 2209 : E. MANGENOT : Dictionnaire de Théologie Catholique ; Letouzey et Ané, Editeurs, Paris, 1913, *Lettre* : Encycliques).

DOCUMENTS OFFICIELS

- Encyclique de Léon XIII, « *Rerum Novarum* » : Leonis XIII, Pont. Max. Acta ; Vol. XI, p. 97-144 : Romae, Ex Typographia Vaticana, 1892.
- Encyclique de Pie XI, « *Quadragesimo Anno* » : Acta Apostolicae Sedis ; Vol. XXIII, p. 177-228 ; Typis Polyglottis Vaticanis, 1931.
- Actes de S. S. Léon XIII, en 7 volumes avec le texte latin et français ;
- Actes de S. S. Pie X, en 8 volumes avec le texte latin et français ;
- Actes de S. S. Benoît XV, en 3 volumes avec le texte latin et français ;
- Actes de S. S. Pie XI, en 7 volumes avec le texte latin et français ;
(publiés par la Maison de la Bonne Presse, 5, rue Bayard, Paris).
- Encyclique de Pie XI, « *Divini Redemptoris* » sur le Communisme Athée, du 19 mars 1937. — Maison de la Bonne Presse, Paris.

DOCUMENTS OFFICIEUX

Nous désignons sous le nom de Documents Officieux ceux qui, n'étant pas de source officielle, représentent cependant aux yeux des catholiques, par l'autorité et le caractère de leurs auteurs, une orientation sûre. Tels sont les documents qui émanent de l'Union Internationale d'Etudes Sociales, fondée à Malines, en 1920, sous la présidence du Cardinal Mercier, et ceux de l'Action Populaire et de l'Ecole Normale Sociale de Paris.

Parmi les documents publiés par ces Centres Sociaux, ceux qui ont trait plus spécialement à notre sujet, concernant les principes de la doctrine sociale catholique, sont :

- Le Code Social* : Union Internationale d'Etudes Sociales ; Editions Spès, Paris, 1936 (deuxième édition).
- Code de Morale Internationale* : Union Internationale d'Etudes Sociales ; Editions Spès, Paris.
- Commentaire pratique de l'Encyclique « *Rerum Novarum* » sur la condition des ouvriers : Action Populaire et Ecole Normale Sociale ; Editions Spès, Paris, 1932.
- L'Encyclique « *Quadragesimo Anno* » sur la restauration de l'ordre social. Commentaire pratique : Ecole Normale Sociale et Action Populaire ; Spès, Paris, 1937.

PERIODIQUES

- Avenir (L').
- Correspondant (Le).
- Contemporain (Le).
- Ere Nouvelle (L').

XX^me Siècle (Le).
 Univers (L').
 Association Catholique.
 La Réforme Sociale (Ecole de Le Play).
 Arbeiterwohl (Allemagne).
 Action Sociale de la femme et le livre français.
 Correspondance des Œuvres (La).
 C.S.C. (Bulletin de la Conf. Syndicale des Chrétiens de Belgique).
 Cahiers d'Action religieuse et sociale.
 Chronique Sociale de France.
 Christianisme Social (Le).
 Civiltà Catholica (Italie).
 Conférences d'Etudes de Notre-Dame du Haut Mont.
 Démocratie Chrétienne.
 Documentation Catholique (La).
 Documents du Travail.
 Dossiers de l'Action Populaire (Les).
 Etudes.
 Informations Sociales (B.I.T.) (Suisse).
 Journal des Economistes.
 Justice Sociale (La).
 Lyceum (Irlande).
 Monatschrift für Christliche Sozialreform (Autriche).
 Musée Social.
 Ordre Social Chrétien (L').
 Quinzaine.
 Revue Catholique des Institutions et du Droit.
 Science Sociale.
 Sociologie Catholique.
 The Catholic World (E.U.A.).
 Vie Economique et Sociale.

DIVERS AUTEURS

ANTOINE P. — Cours d'Economie Sociale. — Paris, 1905.
 AVENEL (Vicomte, Georges d'). — Découvertes d'histoire sociale, 1200-1910). — Flammarion, éditeur, Paris, 1910.
 ARDANT Gabriel. — Les Papes et Paysans. — Gaume et C^{ie}, éditeurs, Paris, 1896.
 ACTES (des Papes, depuis Léon XIII jusqu'à Pie XI). — Maison de la Bonne Presse, Paris.
 BAGHSAWE (Mgr) — Mercy and Justice to the Poor.

- BAZIRE H. — Le mouvement syndical et les Catholiques sociaux (Conférence). — Association Catholique, p. 385 ss., 15 mai 1900.
- BÉCHAUX A. — La réglementation du travail. — Lecoffre, Paris, 1904.
- L'Ecole de la Paix Sociale. — Société d'Economie Sociale, Paris, 1901.
- Le salaire à l'époque moderne. — Palmé, 1887.
- Les revendications ouvrières en France. — Guillermin et C^{ie}, 1894.
- BIEDERLACK R.-P. — La question sociale. — Pastet, Rome, 1903.
- BLANC Hippolyte. — Le Compagnon des Corporations de métiers et l'organisation ouvrière du XIII^{me} au XVIII^{me} siècle. — Au Secrétariat de l'Association Catholique, Paris, 1883 ; in-8°, 25 p.
- Les Corporations de métiers, leur histoire, leur esprit, leur avenir. — Letouzey et Ané, Paris, 1898.
- BRENTANO-LUJO. — Arbeiterversicherung (Die). — Leipzig, 1879.
- BLOCK Maurice. — Les Progrès de la Science économique. — Guillermin, éditeur, Paris, 1890.
- BODIN Charles. — La Doctrine sociale de l'Eglise et la Science économique. — Edit. Spes, Paris, 1938.
- BORNE E. et HENRY F. — Le Travail et l'Homme. — Desclée, de Brouwer, Paris, 1937.
- BRANTS Victor. — Législation du Travail comparée et internationale. — Lécoffre, Paris, 1903.
- BROSSIER Ch. — La pensée sociale de Albert de Mun, d'après ses discours et ses écrits choisis et classés. — Editions Publiroc, Marseille, 1929.
- CARO E. — Problèmes de morale sociale. — Hachette, Paris, 1887.
- CATHREIN Victor. — Moralphilosophie. — Quelle, Leipzig, 1924.
- CAVALLERA Ferdinand. — Précis de Doctrine Sociale Catholique. — Paris, 1931.
- CEPEDA R. (Rodriguez de). — Eléments de Droit naturel. — Retaux-Bray, libraire-éditeur, Paris, 1890.
- CETTY H. — Œuvres sociales et ouvrières en Allemagne. — Bloud, Paris, 1908.
- CHEVALIER Michel. — Lettres sur l'Organisation du Travail. — Capelle, libraire-éditeur, Paris, 1848.
- CALIPPE Charles. — L'Education chrétienne de la démocratie. — Bloud, Paris, 1908.
- Attitude Sociale des Catholiques français au XIX^{me} siècle. — Bloud, Paris, 1911.
- CLERCQ Victor. — Doctrines Sociales Catholiques en France depuis la Révolution jusqu'à nos jours. — Bloud, Paris, 1905.

- CONGRÈS INTERNATIONAL pour la protection légale des Travailleurs (tenu à Paris du 25 au 28 juillet 1900) ; rapport et compte rendu, vol. 1, in-8°, Rousseau, Paris, 1901.
- COULET P. — L'Eglise et le Problème social. — Edit. Spès, Paris, 1928.
- DALLOZ. — Cade du Travail. — Dalloz, éditeur, Paris, 1939.
- DEHON L. — Catéchisme Social. — Bloud, Paris, 1898.
- Les directives pontificales, politiques et sociales. — Bloud, Paris, 1897.
- DECURTINS Gaspard. — Réforme sociale chrétienne. — Bloud, Paris, 1908.
- DIE SOZIALE FRAGE UND DER KATHOLIZISMUS. — Festschrift zum 40 — jährigen Jubiläum der Enzyklika « Rerum Novarum », herausgegeben von der Görres-Gesellschaft. — Paderborn, 1931.
- DOLLÉANS E. — Histoire du mouvement ouvrier, 1830-1871. — Lib. Armand Collin, Paris, 1936.
- FALLON V. — Principes d'économie sociale. — Louvain, 1929.
- FUNCK-BRENTANO. — L'Ancien Régime. — Paris, 1926.
- L'histoire sociale (La réforme sociale). — 1896.
- GARRIGUET Louis. — Association ouvrière. — Bloud, Paris, 1909.
- Le Régime du Travail. — Bloud, Paris, 1908.
- La Propriété privée. — Bloud et Gay, Paris, 1907.
- Le Salaire. — Bloud, Paris, 1911.
- GIBBONS (Le Cardinal). — Our Christian Heritage.
- GIRARD E. (de). — Ketteler et la Question sociale. — Wys, édit., Berne 1896.
- GOYAU G. (Léon Grégoire). — Autour du Catholicisme Social. — Perrin, Paris, 1896.
- GRATRY A. — Les Sources de la régénération sociale. — Girard, Paris, 1870.
- GUITTON G. — Une Date dans l'histoire des Travailleurs. — Edit. Spès, Paris, 1931.
- HAESSLE J. — Le Travail. — Desclée, Paris, 1933.
- HARMEL LÉON. — Manuel de la Corporation chrétienne. — Mame, Tours, 1877.
- HITZE Franz. — Kapital und Arbeit und Reorganisation der Gesellschaft. — Schöder, Paterborn, 1881.
- Die Soziale Frage und die Bestrebungen zu ihrer Lösung mit besonderer Berücksichtigung der verschiedenen sozialen Parteien in Deutschland. — Paderborn, 1877.
- HUET François. — Le Régime social du Christianisme. — Fermin Didot Frères, Paris, 1853.
- HURET Jules. — Enquête sur la question sociale en Europe. — Perrin, Paris, 1897.

- JAY Raoul. — La protection légale des travailleurs. — Larose, Paris, 1904.
- JOLY Henry. — Le Socialisme chrétien, les origines, la tradition, les hérésies, théologiens, prédicateurs, missionnaires, la crise de 1848, les dernières écoles. — Hachette, Paris, 1892.
- Le Mouvement social catholique. — Bloud, Paris, 1918.
- KETTELER G. (Mgr.). — Œuvres choisies (par Decurtins). — Imprimerie de Brasler Volsblatt, Bâle, 1892.
- LAMENNAIS F. (de). — L'Esclave moderne. — Pagnerre, Paris, 1839.
- Le Livre du Peuple. — H. Delloye, Paris, 1838.
- Du Passé et de l'Avenir du Peuple. — Michel Lévy frères (nouvelle édition), 1866.
- LANDRY Adolphe. — L'utilité sociale de la propriété individuelle. — G. Bellais, Paris, 1901.
- LECLERC Max. — Choses d'Amérique, les crises économique et religieuse aux Etats-Unis en 1890. — Plon-Nourrit et C^{ie}, Paris, 1891.
- LHEMKUHL S. J. — Le mal social et l'influence de l'Eglise.
- LEMIRE Jules. — Le Cardinal Manning et son Action sociale. — V. Lecoffre, Paris, 1893.
- LE PLAY Frédéric. — L'organisation du travail selon la coutume des ateliers et la loi du Décalogue. — A. Mame fils, Paris, 1870.
- LÉON GRÉGOIRE (Goyau G.). — Le Pape, les Catholiques et la Question sociale. — Perrin, édit., Paris, 1895.
- LEROY-BEAULIEU Anatole. — La Papauté, le Socialisme et la Démocratie. — Calman-Lévy, édit., Paris, 1892.
- Christianisme et Démocratie, Christianisme et Socialisme. — Bloud, Paris, 1905.
- LEROY-BEAULIEU Paul. — Traité théorique et pratique d'Economie politique. — Guillaumin, Paris, 1896.
- La question ouvrière au XIX^{me} siècle. — Charpentier, Paris, 1872.
- LEVASSEUR E. — Histoire des classes ouvrières en France jusqu'à la Révolution. — 2 vol., 1859.
- Histoire des classes ouvrières jusqu'à nos jours. — 2 vol., Hachette, Paris, 1880.
- MARTIN SAINT-LÉON E. — Histoire des Corporations de métiers, depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791. — Guillermin, Paris, 1897.
- MAX TURMANN. — Le développement du Catholicisme social. — Félix Alcan, Paris, 1909.
- MERMILLOD (Cardinal G.). — L'Eglise et les Ouvriers au XIX^{me} siècle (discours). — L. Lesort, Paris, 1868.
- L'Eglise et les Ouvriers au XIX^{me} siècle (deuxième discours). — L. Lesort, Paris, 1868.

- La Question ouvrière. — Palmé, Paris, 1872.
- MEYER Théodore S. J. — La question ouvrière et les principes fondamentaux de la Sociologie chrétienne. — Uyspruyst-Dieudonné, lib.-édit., Louvain, 1893.
- MAROLLES Victor (de). — Maurice Maignen. — Desclée de Brouwer et C^{ie}, édit., Paris, 1895.
- MOLINARI G. (de). — La Morale économique. — Guillaumin, Paris, 1888.
- MONICAT P. — Contribution à l'étude du mouvement social chrétien au XIX^{me} siècle. — Imp. et lib. de M. Paquet, Lyon, 1898.
- MUN (Comte de). — Discours, T. I : Questions sociales. — C. Poussielgue, 1888.
- NICOTRA (Mgr.). — Minimum du Salaire.
- NITTI Francesco. — Le Socialisme Catholique. — Guillaumin, Paris, 1894.
- NAUDET P. Ab. — Propriété, Capital et Travail. — Bloud et Barral, Paris, 1898.
- Notre devoir social. — Flammarion, édit., Paris.
- Les premiers principes de Sociologie catholique. — Bloud et Barral, Paris, 1901.
- NOGUER P. N. — Questiones candentes sobre la propiedad. — Madrid, 1924.
- ŒUVRES DES CERCLES. — Questions sociales et ouvrières (Assemblées Générales, 1876, 1877, 1883). — Paris.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (B.I.T.). — Genève, 1936.
- PASCAL (Ab. de). — Philosophie morale et sociale. — Paris, 1894.
- PACELLI E. (Cardinal). — Discorsi et Panegirici. — Firenze, 1931-1936.
- PÉRIN Charles. — L'Economie Politique d'après l'Encyclique.
- Richesse (De la) dans les sociétés chrétiennes. — Lecoffre, Paris, 1861.
- Les doctrines économiques depuis un siècle. — Lecoffre, Paris, 1880.
- Les Economistes, les Socialistes et le Christianisme. — Lecoffre, Paris, 1849.
- Les lois de la société chrétienne. — Lecoffre, Paris, 1880.
- PESCH Heinrich S. J. — Lehrbuch der Nationalökonomie. — Vol. 5 1904-1924.
- POTIER A. (Chan.). — De Jure et Justitia. — R. Ancion, 1900, Leodii.
- PRESSENTÉ F. (de). — Le Cardinal Manning. — Perrin, éditeur, Paris.
- PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS (La). — Discussions de la Section Nationale Française. — Félix Alcan, éditeur, Paris, 1904.
- RUTTEN G.-G. — La Doctrine sociale de l'Eglise. — Les Edit. du Cerf, Paris, 1932.
- SCHWALM R. P. — Leçons de Philosophie Sociale. — Vol. 2, Bloud, Paris, 1911.

- SEMAINES SOCIALES. — Compte rendu de 1906 à 1913, et de 1919 à 1939.
— Chronique Sociale de France, Lyon.
- THÉRY G. — Exploiteurs et Salariés. — Lecoffre, éditeur, Paris, 1895.
- THIERSCH H. — Etat Chrétien, 1875.
- TONIOLO G. — La notion chrétienne de la Démocratie. — Bonne Presse, Paris, 1898.
- UNION INTERNATIONALE D'ETUDES SOCIALES. — La Hiérarchie Catholique et le Problème Social (1891-1931). — Editions Spes, Paris, 1931.
- UNION DE FRIBOURG (L'). — *Brochure*. — Impr. Levé, Paris, 1893.
- VERHAGHEN Arthur. — Jules Lammens et les œuvres catholiques. — Imp. A. Siffer, Gand, 1909.
- VOGELSANG (Extraits de ses œuvres). — Morale et Economie sociale. — Lib. Bloud et C^{ie}, Paris, 1905.
- Politique Sociale. — Lib. Bloud et C^{ie}, Paris, 1905.
-

TABLE ANALYTIQUE

A

ABRAHAM, 56, 75.
Académie de Science sociale, 119.
Acta Apost., 103 n., 235 n.
Action Populaire Chrétienne, 124, 126, 137.
Action Populaire, Règlement, 238.
 ADAM Edm., 27.
 AGUIRRE, Cardinal, 98 n.
 ALLEMAND, 31.
 AMBROISE St. 99 n.
Ancien Régime, 61, 93.
 ANTEN, 76.
 ANTOINE P., 81, 107 n., 111, 139, 159 n., 160 n.
Apostoliques (Secte), 100.
 ARDANT G., 98 n.
 ARIAS CINO, 200.
 ARISTOTE, 10, 165 n.
 ARREGUI, 208 n.
Association (droit), 190.
Association (Loi), 107.
Association Catholique, 34, 49.
Association Int. pour la protection des Travailleurs, 184.
 ATKINSON, 210.
 AUGUSTIN St. 100, 235.
Avenir L', 22, 27, 28.
 AVENAL Vte de, 74 n.

B

BAGSHAWE Mgr., 41, 119, 143.
 BACILERI Mgr, 125.
 BALMES J., 29.
 BASILE St., 99 n.
 BEAUDOUIN Ed., 78.
 BEAUMONT CHRIST. Archevêque, 227.
Banques associées, 59.
 BÉCHAUX, 173 n.

BECK Mgr, 237.
 BELARMIN, Cardinal, 140.
 BELLIOU A., 35 n., 216, 217 n., 224.
 BENOIST, Chan., 160 n.
 BENOIT XIV, 97.
 BENOIT XV, 125, 241, 243.
 BESTIAT, 44, 173.
 BIRCH, 76.
 BLANC E., 161 n.
 BLANQUI, 179.
 BLOCK, 137.
 BLOME, 48, 159.
 BOILEAU E., 110.
 BONAL De, 228.
 BORNE E. et HENRY, 249.
 BOTTINI L., Marquis de, 214.
 BOSSUET, 101.
 BRUGGEMAUT, 45.
 BROGLIE, Duc de, 179.
 BUCAILLE V., 29.
 BRINCOURT, 160, 169.
 BUCHEZ, 25, 26, 117.
 BUCKLE, 9.
Bureau Intern. du Travail, 187, 249.
 BURNS JOHN, 41.

C

CABRIÈRES Mgr, 119.
Caisses de Compensation, 224.
 CALIPPE Abb., 91 n.
 CAMBACÉRÈS, 170.
 CARPOPHORE, 167.
Cartel, 57, 59, 125, 132.
 CATHREIN, 57 n.
 CAUWÈS, 199.
 CAVAIGNAC le Général, 22.
 CAVALLERA F., 141 n.
 CAVOUR, 18.
Centrum Allemand, 38, 118, 158.
 CEPEDA R. de, 48.

Cercles, 31, 119.
Chambres patronales, 116.
Chambres Syndicales, 116.
 CHAPELIER LE (Loi), 112, 113, 171.
 CHARLES X, 22.
 CHAROST Cardinal, 151.
Charte des Travailleurs, 51, 127.
Chevaliers du Travail, 42 ss.
 CHEVÉ, 23.
 CHOLLET Mgr., 102.
 CHRYSOSTOME St, 100.
 CICERON, 86, 165, 228.
 CLÉMENT IV, 96.
 CLÉMENT VII, 96.
 CLÉMENT D'ALEXANDRIE, 100.
 CLÉMENT, 167.
Coalition, 174.
 COBDEN, 198.
Codes Annotés les, 114 n.
Code Civil, 72, 115, 174.
Code Hammorabi, 76.
Code Pénal, 21, 114, 115.
Code de Napoléon, 113, 170, 171, 174.
Code rural, 115.
Code du Travail, 177.
 COLOMB C., 56.
Collegium des nautes, 109.
Comptoir, 59.
Concile de Tolède, 98.
Congrès XIX de Bologne, 237.
Congrès Chrétien d'Autriche, 214.
Congrès Catholique de Malines, 33, 44, 49.
Congrès Catholique de Gênes, 217.
Congrès International de la Législation du Travail, 142.
Congrès National de Grenoble, 224.
Congrès International de Zurich, 157.
Congrès Démocratique de Reims, 156.
Congrès de Liège, 38, 49, 119, 143, 209, 224.
Congrès de l'Union des Associations Ouvrières Catholiques, 118.
Congrès Catholique de Tarragone, 168.
Congrès de la Ligue Démocratique, 168.
Congrès de Rome, 213.
Congrégation Française des Travailleurs Chrétiens, 131.
Conseiller du Peuple, Le, 25.
Contemporain Le, 49.
Contrat social, 55, 140, 228.
 COCHIN Aug., 34.

Compagnonnage, 111.
Confréries, 95.
Conférence de Berlin, 182.
 COQUILLE Guy, 61 n.
 CORNEILLE, 167.
Correspondant, 22 n.
 CONSIDÉRANT, 23.
Constituante, 112.
 COUX de, 27.
Corporation La, 109 ss., 121, 124.
 CROIZAR, 177.

D

Daily News, 40 n.
 DARESTE, 108.
 DECURTINS, 29, 46, 48, 49, 86 n., 119, 143, 160, 181.
 DELPORTE, 45.
 DESBUQUOIS, 126.
 DESCHAMPS, 224.
Diario de Lérida, 104.
 DIODORE DE SICILIE, 76.
Dockers de Londres, 151.
 DOUTRELOUX, 40, 45.
Droit Canon, 208.
Droit Naturel, Théorie, 55.
Droits de l'Homme, 51, 113.
 DUCPÉTIAUX, 44.
 DUPANLOUP, 23, 27.
 DUPIN Charl., 35.
 DUPERRAY J., 47 n., 176, 177 n.
 DUTHOIT, 108.

E

Ecole d'Angers, 21, 119, 126.
Ecole de Liège, 21, 119.
Ecole de Manchester, 19.
Ecole Normale Sociale, 83.
 EGBERT, 159.
 Empereur de l'Allemagne GUILLAUME, 181.
 EPHRON, 75.
Etat Corporatif, 152.
Eteules (droit d'), 94, 101.
Exposition Internationale de Paris, 116, 182.
Exposition Internationale de Londres, 116.

F

FAGNIER, 110 n.

FAUCHER L., 24.
 FERRY, 180.
 FONTAINE, Cardinal, 125.
 FOURIER, 23, 24, 192.
 FRANCISCAINS, 17.
 FRANÇOIS D'ASSISE St., 167.
 FREPPEL, Mgr., 142, 176.
Frerage, 60.
Frarecheux, 60.
 FUNCK BRENTANO, 60.
 FUSTEL DE COULANGES, 78.

G

GAILLARD BANCEL, 176.
 GAMBETTA, 18.
Gardes des Corps de Métiers, 32.
 GARRIGUET, 75, 83, 88, 107 n., 194 n.,
 216 n.
Gazette de Lyon, 22 n.
 GIBBONS, Cardinal, 40, 43, 49, 119.
 GIRARD E. de, 42 n.
 GITTON, 35 n., 40.
Glandée (droit de), 95, 101.
 GOULD, 210.
 GOOSENS, Cardinal, 231.
 GRATIEN, 98.
 GRÉGOIRE LE GRAND, St. 98, 99 n.
 GRÉGOIRE XVI, 28.
 GUILLAUME, Empereur, 181.
 GUIRAUD P., 77.
 GUIZOT, 179.

H

HALLER, 138.
 HAESSLE, 164 n.
 HALICARNASSE DENYS d', 76.
Hammourabi (Code), 76.
 HELLEPUTTE, 45, 119, 168.
 HERODOTE, 166.
 HITZE, Chan., 38, 39, 118, 159.
 HARMEL L., 48, 119, 168.
 HOBBS, 138.
Holding Trust, 59.

I

IUSTINIANI INSTITUTIONES, 166.

J

JACQUES D'ANGLETERRE, 140
 JAER J. de, 44.

JACOBINI, Mgr., 119, 181, 182.
 JANNET C., 142.
 JANSSEN, 110.
 JÉRÔME St., 99 n.
 JOLY Henry, 41 n.
 JOSEPH, vice-roi de l'Egypte, 75.
Journal asiatique, 76.
*Journal des sciences morales et politi-
 ques*, 118.
Journées sociales féminines, 126.
 JULES II, 96.

K

KETTELER Mgr., 29, 35 ss., 49, 85, 118
 143, 159, 247, 248.
Knights of Labour, 42, 43.
Konzern, 59.
 KOPP G., Cardinal, 125.
 KORUM Mgr., 119.
 KEFSTEIN, Comte de, 148.
 KURTH, 45.
 KRIER Abb., 160.

L

LACORDAIRE, 21, 23, 27, 28, 142.
 LACTANCE, 100.
 LACUÉE, 171.
 LAESEVITZ, 49.
 LAGRANGE P., 76.
 LAMARTINE, 24, 25.
 LAMENNAIS, 21, 25, 27, 28.
 LANGHLIN, 200.
 LANGÉNIEUX, Cardinal, 49, 119, 144.
 LASSALLE, 36, 198.
 LA TOUR DU PIN, 33, 48, 118, 119, 174.
 LAVELEYE, 77.
 LE COUR GRANDMAISON, 212.
 LECREC MARX, 43 n.
 LEGRAND DANIEL, 35, 176, 179.
 LEMIRE, Abb., 176, 143 n.
 LENORMAND, 76, 77.
 LEHMKUHL, 48, 119.
 LÉON GRÉGOIRE, 17, 18, 39 n., 44 n., 46 n.
 LÉON XIII, 18, 19, 34, 49, 50, 56, 58, 61-
 70, 74, 82, 90, 102, 120, 122, 126, 130,
 134, 139, 144, 149, 156, 158, 169, 181
 193, 195, 205, 225, 229-237.
 LEROLLE, 155, 176, 177.
 LEROY-BEAULIEU P., 115, 194, 200, 208,
 209, 219.
 LEROY-BEAULIEU A., 49.
 LESSIUS, 80 n.

LE PLAY F., 30, 31, 228.
 LEVASSEUR, 116 n.
 LIEBER, 143, 159.
 LICHTENSTEIN, 143.
 LIÉNART A., Cardinal, 132 n.
Ligue Démocratique, 45, 157, 168.
Livret ouvrier, 115, 171.
 LOHMANN, 180.
 LÖEWENSTEIN, 119, 212.
Lois Annotées, 173 n.
Loi, Théorie de la, 55.
 LOUIS, Roi de France, St., 110.
 LOUIS-PHILIPPE, 172.
 LOUIS XVIII, 19.
 LOT, 56.
 LUCQUES de, 214.
 LUDOVIC P., 142.
 LUGO, 80 n.
 LORIN H., 48.

M

MAROLLES V., 42 n.
 MABILLE, 45.
 MAIGNEN, 32 ss.
 MALTHUS, 192, 200.
Manifest Communiste, 36.
 MANNING, Cardinal, 39 ss., 49, 119, 143, 151.
 MARELLI, Mgr., 125.
 MARCK, 85.
 MARTIN P., 216.
 MARX K., 36.
 MASPERO, 76.
 MASSILLON, 101.
 MAYER Ed., 76.
 MEDOLAHO ALBONI, 48, 127, 214.
 MELUN, 35.
 MERCIER, Cardinal, 151.
 MERMILLOD, Cardinal, 47, 119.
 MÉRODE, 27.
 MICHELET, 61.
 MILAN IVSIC, 78 n.
 MILL STUART, 199.
 MILLERAND, 173.
 MITZE, 143.
 MOÏSE, 75.
 MONFANG, Chan., 38, 143.
 MONICAT P., 23 n., 49 n.
 MORGAN, 76.
 MONTALEMBERT, 21 ss., 49, 176.
 MULCENT, 176.
 MUN Albert de, 33 ss., 44, 48, 49, 108, 118, 119, 142, 154, 163, 169, 174, 176.

180, 182, 206.
 MURY, Chan., 126.
Musée, du Louvre, 76.

N

Noble Order of Knights, 143.
 NAPOLÉON, 171, 172.
 NAPOLÉON III, 116.
 NICOTRA, Mgr., 217.
 NITTI, 41 n.

O

OMNIUM, 59.
Organisation Internationale du Travail, 185.
 OPPER, 76, 77.
 OTT, 118.
 OWEN R., 179.
 OZANAM, 22, 169.

P

PACCA, Cardinal, 28.
Pacte social, 140.
Pacte de la Société des Nations, 185.
 PAROCCHI, Cardinal, 213.
 PHARAON, 75.
Participations, 59.
 PASCAL, Abb., 48, 168.
 PASSAGE Du, 139, 209.
Patronage, 31 ss.
Paul St. Vincent de (Conférences), 167.
 PAUL DE TARSE, 85.
 PECCI, Mgr., 167.
 PÉRIN Ch., 44, 118.
Peuple Constituant, 25.
 PIE VI, 97.
 PIE VII, 97.
 PIE IX, 18, 49.
 PIE X, 124, 237-241.
 PIE XI, 50, 56, 59, 70, 71, 74, 81, 83, 90, 102, 126, 131, 134, 147, 149, 161, 163, 202, 204, 205-225, 243-246.
 PIOT, 178.
 PLAUTE, 228 n.
 PLUTARQUE, 228.
 POTTIER, Abb., 45, 119.
 POWDERLY, 42.
 PROUDHON, 23.
 PYTON, 48.
 PRÉVOST, 32.

Q

QUESNEY, 24.

R

RAMBAUD-BUFFET, 142.
 RAMEL, 176.
 RAMONET, 224.
Régime Corporatif, 154.
Régime agricole, 73.
Régime pastoral, 73.
Reichstag, 39, 159.
 RENDU, Mgr., 35.
 RICHARD, 200.
Révolution Espagnole, 103.
Révolution, 32, 74, 116.
Révolution de 1830, 21.
 ROUSSEAU, 138, 140, 227.
 RUTTEN G., C.P., 45 n, 142 n.

S

SAINT SIMON, 23, 24, 192.
Salaire familial, 214, 217, 223.
Salaire maximum et minimum, 194, 207.
Le Salaire (ses diverses théories), 197, 198, 199, 200, 201.
 SALVATIER, 184.
 SARA, 75.
 SAY J.-B., 19, 200.
 SAYCE, 77.
 SCHLOS, 201 n.
 SCHEIL P., 76.
 SEDERINI, Comte de, 84.
Semaine sociale de Bordeaux, 108.
 SENEQUE, 166.
 SEOR, 75.
 SORIS, 76.
 SIMEONI, Cardinal, 43.
 SIXTE IV, 96.
 SISMONDI, 19, 155.
 SMITH A., 19, 200, 204.
 SMITH G., 77.
Société de résistance, 116.
Société de Saint Vincent de Paul, 32.
Société des Nations, 188.
 SOLAGES, Bruno de, 18.
 STILLEMANS, Mgr, 45.
 SPENCER Herbert, 193.
 STURZO L., 51 n.
 SUAREZ, 80 n., 140.
 SYLLABUS, 18, 49.
Syndicats professionnels (loi sur), 117, 160.

SUSE, 76.
Syndicats Libres, 134.

T

The British Museum, 76.
Thèses de Haid, 212.
 THIERSCH, 181.
 THIERS, 18.
 THOMAS Albert, 189.
 THOMAS St. 57, 79, 86, 87, 101, 133, 143, 146, 215, 235.
 TIMOND David, 31.
 TONIOLO, 29, 48, 127, 214.
 TOURNON, le Comte, 21.
Trade Unions, 37, 116.
Traité de paix de Versailles, 161, 185, 189.
 TREILHARD, 171.
Trust, 59.
 TURBOT, 24, 112.
 TURMANN Max, 157 n., 161 n., 191 n.

U

Unions de la Paix sociale, 31.
Union de Fribourg, 41, 119.
Univers L', 23.

V

Vaine Pâture, droit de, 95.
 VAUGHAN Herbert, Mgr, 41.
 VERHAEGEN A., 44, 45, 142.
 VERMEESCH, 88.
 VEUILLLOT, 23, 27, 29.
 VILLENEUVE DE BARGEMONT, 19, 21.
 VILLENEUVE, Cardinal, 212.
 VILLERMÉ, 155, 172, 179.
 VOGELSANG, Baron de, 29, 45, 48, 143, 159.

W

WIESINGER, 85 n.
 WINTERER, 39.
 WOESTE, 38.

Z

ZIGLIARA, Cardinal, 194.
 ZIRNHOLD, 131.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9-13
--------------------	------

PREMIÈRE PARTIE

Le point de vue des Catholiques sociaux depuis le début du XIX^e siècle jusqu'à Léon XIII

CHAPITRE UNIQUE

Les sociologues chrétiens : I. Villeneuve de Bargemont, Lamartine, le D ^r Buchez, Lamennais, Montalembert, Veuillot, Frédéric Le Play. — II. Les Patronages et les Cercles, La Tour du Pin et le Comte de Mun. — III. Mgr le Baron de Ketteler, le Cardinal Manning, le Cardinal Gibbons et les Knights of Labour, J. de Jaer et le Baron de Vogelsang. — IV. L'Union de Fribourg. — V. La voix de l'Eglise	17-52
--	-------

DEUXIÈME PARTIE

Les principes fondamentaux de la doctrine sociale de l'Eglise

CHAPITRE PREMIER

Le Droit de propriété

I. Les diverses théories. — II. Le droit de propriété et ses fondements. — III. La coexistence de la propriété privée et collective. — IV. La propriété privée est réclamée par la condition humaine et la condition de l'ouvrier. — V. La propriété privée est indispensable à la vie de la famille. — VI. La propriété privée et la tradition ancienne : chez les Hébreux, chez les Egyptiens, chez les Babyloniens et d'autres peuples.	55-78
--	-------

CHAPITRE DEUXIÈME

Le rôle social de la Propriété

I. La justice dans ses divers aspects. — II. Le devoir social de la propriété. — III. L'Eglise et la justice sociale. — IV. Rôle social de la propriété dans l'Ancien Testament. — V. Le caractère social de la propriété en France sous l'ancien	
---	--

Régime. — VI. Les Etats Pontificaux et la justice sociale. — VII. Les Pères de l'Eglise. — VIII. Les écrivains modernes : Bossuet, Massillon et Chollet	79-104
---	--------

TROISIÈME PARTIE

La Question Sociale ; La Condition et le Travail des Ouvriers

CHAPITRE PREMIER

Les Associations Ouvrières

I. Le droit d'Association. — II. Les corporations anciennes. — III. Réaction ouvrière dans les corporations. — IV. Période de transition, le droit de réunion, la loi syndicale. — V. L'Ecole de Liège et l'Ecole d'Angers. — VI. L'Eglise et le droit d'association, association ouvrière chrétienne. — VII. Caractère de l'organisation ouvrière, les syndicats professionnels, syndicats libres	107-135
--	---------

CHAPITRE DEUXIÈME

Intervention de l'Etat

I. Nature de l'Etat. — II. Intervention ; les deux Ecoles. — III. L'Eglise et l'intervention de l'Etat. — IV. Modes de l'intervention de l'Etat. — V. Progrès de l'intervention de l'Etat. — VI. Limites de l'intervention de l'Etat	137-164
--	---------

CHAPITRE TROISIÈME

Le Travail

PARAGRAPHE PREMIER. — La législation ouvrière

I. Conception païenne du travail. — II. Conception chrétienne. — III. Concept légal du travail : le Code de Napoléon, législation nationale et d'autres pays. — IV. Vers la législation internationale. — V. L'Association Internationale pour la protection des Travailleurs. — VI. Organisation Internationale du Travail (O.I.T.). — VII. Bureau International du Travail (B.I.T.). — VIII. Œuvre de 1919 jusqu'à aujourd'hui. — IX. Concordance des principes catholiques sociaux avec ceux du Traité de Versailles à l'égard des ouvriers	165-191
--	---------

Le Travail

PARAGRAPHE DEUXIÈME. — La Rétribution

I. La valeur du travail. — II. Le juste salaire ; le salaire naturel ou vital. — III. Système de salaire naturel et ses théories. — IV. Le système du salariat et l'orientation catholique sociale. — V. Le salaire familial. — VI. Les formules	192-225
--	---------

CHAPITRE QUATRIÈME

La réforme des mœurs

I. Influence des doctrines sur la vie des peuples ; Influence sociale du Christianisme. — II. La pensée de Léon XIII. — III. Pie X et l'Action Populaire. — IV. Benoît XV. — V. Pie XI. — VI. Epilogue	227-250
BIBLIOGRAPHIE	251
TABLE ANALYTIQUE	259



